

**EN INDE**  
**Graves incidents**  
**dans les quartiers**  
**musulmans de Delhi**  
LIRE PAGE 36

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**1,30 F**  
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
11 fr. ; Canada, 60 c. ; C.R. ; Danemark, 16 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,  
10 dr. ; Iran, 40 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;  
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.  
Tarif des abonnements page 24  
S. RUE DES ÉCRIVAINS  
75121 PARIS - CEDEX 13  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Tél. Paris 27 69 07 2  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## La solitude de MM. Smith et Vorster

Bien qu'ils soient parvenus à défer l'opinion internationale pendant plus de dix années, M. Ian Smith et ses amis se trouvent aujourd'hui dans une telle position de faiblesse que la survie de leur régime paraît gravement menacée. Certes, depuis la proclamation unilatérale d'indépendance du 11 novembre 1965, le gouvernement de Salisbury a fait fi de toutes les résolutions de l'ONU, méprisé les avis de l'ancienne puissance tutrice, la Grande-Bretagne, ignoré les revendications de la majorité noire, tourné en dérision toutes les menaces de boycottage. Mais désormais, face à la marée montante du nationalisme noir, la Rhodésie est, de tous les États d'Afrique australe, celui qui fait face aux plus sérieuses difficultés : recrudescence de l'activité des guérilleros, favorisée notamment par la récente réunification du mouvement nationaliste, pressions croissantes du Mozambique et de la Zambie, lâchage de l'Afrique du Sud, mises en garde répétées de Londres et de Washington.

La mort, au cours du dimanche pascal, de trois touristes sud-africains tués sur une route rhodésienne, a une importance portée psychologique. Elle indique aussi très clairement que les communications entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie pourraient bien être totalement coupées très prochainement. En effet, les raids de harcèlement déclenchés dans le sud-est du territoire rhodésien continuent de se multiplier.

Le Mozambique, qui a proclamé en mai dernier l'état de guerre avec la Rhodésie, et fermé ses frontières avec elle, a envoyé à la cause de l'intransigeance le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda. Récemment encore, ce dernier était réputé l'un des plus zélés défenseurs de la politique de dialogue avec l'Afrique du Sud, mais, après avoir progressivement modifié sa position sur ce point, il a résolu de choisir le recours à la contrainte, tant à l'égard des Rhodésiens qu'à l'égard des Sud-Africains.

En visite officielle à Maputo, M. Kaunda a solennellement invité les Africains à s'unir pour balayer le régime minoritaire de Salisbury. Il a promis de s'engager directement dans l'action, affirmant que « la libération des peuples opprimés ne se fait pas par des déclarations, mais par un soutien concret aux combattants ».

De leur côté, les Sud-Africains, qui ont déjà retiré l'année dernière les forces de police qui combattaient aux côtés de l'armée rhodésienne pour aider cette dernière à écraser la rébellion nationaliste, s'engagent également dans la voie de l'abandon. C'est du moins ce que semble indiquer le « Times » de Londres, qui annonçait jeudi que le gouvernement de Pretoria avait décidé l'arrêt de toute aide militaire aux Rhodésiens.

Les Américains ne se montrent guère plus compréhensifs à l'égard de M. Smith. M. Ford a dit à une troupe de journalistes venus le visiter au Texas qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes américaines en Rhodésie, même si les Chinois venaient à intervenir. M. Kissinger, qui s'apprête à entreprendre une vaste tournée africaine, a affirmé que les États-Unis soutiendraient la mise en place de gouvernements noirs, partant en Afrique, ce qui constitue un avertissement particulièrement net à l'adresse de M. Smith et de M. Vorster.

On comprend que l'inquiétude soit grande à Salisbury et quelle crise à Pretoria. À travers le royaume rhodésien, c'est en effet l'Afrique du Sud qui est visée. De toutes parts, les périls se précisent, pour les derniers bastions blancs sur le continent noir. En renouant, dans l'espoir de gagner du temps, à faire cause commune avec M. Smith, M. Vorster pourrait bien avoir seulement aggravé sa propre solitude.

(Lire nos informations page 3.)

## LA « RENCONTRE DE PRESSE » DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## M. Giscard d'Estaing s'adresse aux Français dans un climat morose

Quelque deux cent cinquante journalistes étaient conviés à l'Élysée, jeudi 22 avril, à 15 heures, pour la quatrième « réunion de presse » du septennat. Après une brève déclaration liminaire, M. Giscard d'Estaing devait répondre exclusivement aux questions portant sur les problèmes intérieurs.

« Les Français souhaitent profondément participer à la préparation des réformes, en même temps qu'ils aspirent à être gouvernés. Il semble cependant que pour être fructueuse leur réflexion doit être davantage guidée, et qu'à l'avenir doivent être clairement indiquées les limites des réformes en préparation. Ainsi, écarte-t-on d'inquiéter inutilement ceux auxquels on demandera un effort de solidarité nationale. »

Ces quelques lignes sont extraites non point d'un organe d'opposition, mais du dernier bulletin du « Comité national de soutien au président de la République ». Elles attestent qu'au moment même où M. Giscard d'Estaing s'apprête à s'entretenir avec les journalistes, ses amis les plus proches étaient affectés par l'actuel climat de morosité.

## Reprise en main ?

Le persistant malaise de l'Université, qui s'étend de plus en plus aux lycées, le mauvais accueil réservé au projet de taxation des plus-values, les mesures frappant les travailleurs étrangers, qui ont provoqué des échanges de propos très vifs mercredi après-midi au Palais-Bourbon, imposent de toute évidence au chef de l'État une reprise en main.

Ses multiples initiatives au cours des dernières semaines, et notamment ses allocutions télévisées des 24 mars et 13 avril, ne lui ont pas permis, en effet, de redresser la barre. Le dernier « baromètre Figaro-Sofres » fait apparaître

que, selon le titre même de notre confrère, « le moral des Français est en chute libre ». 87 % des personnes interrogées entre le 7 et le 12 avril ont « l'impression que les choses ont tendance à aller plus mal » et 14 % seulement sont d'un avis contraire ; 46 %, au lieu de 36 % au mois de mars, estiment que « dans les deux ou trois mois à venir la France pourrait connaître une crise comparable à celle de mai 1968. »

L'écart entre pessimistes et optimistes n'avait jamais été aussi grand, au profit des premiers, depuis le début du septennat.

Toutefois, l'opposition ne profite pas de cette crise de confiance : les personnalités de la gauche, M. Mitterrand comme M. Marchais, perdent chacun un point tandis qu'au contraire M. Chirac progresse d'autant.

## Le VII<sup>e</sup> Plan vise à réduire d'un tiers le taux d'inflation

Adopté, mercredi 21 avril, en conseil des ministres, le projet gouvernemental du VII<sup>e</sup> Plan sera soumis le 19 mai prochain « pour avis » au conseil économique et social. Le texte, qui pourra être légèrement modifié sur certains points, fera l'objet d'un nouvel examen en conseil des ministres le 26 mai. Il ne sera soumis au Parlement qu'au mois de juin, c'est-à-dire six mois après son entrée en application (1976-1980). Le gouvernement espère le voir voté avant l'été.

Les objectifs fixés par le gouvernement à notre économie apparaissent ambitieux. Sera-t-il possible de viser à la fois le retour au plein emploi et à une croissance économique assez rapide, en même temps qu'une hausse des prix inférieure à 8 % l'an, un tiers de moins qu'actuellement, puisque nous en sommes au rythme de 9 à 10 %.

Le VII<sup>e</sup> Plan, une fois édité, devrait bien se vendre. Nombre de ses analyses et de ses propositions concernant les soucis quotidiens des Français : l'éducation, la culture, la formation professionnelle, la famille, la vie en ville, la nature.

Chacun trouvera, clairement exprimés, des sentiments et des besoins plus ou moins consciemment ressentis. Un document officiel qui abandonne — un peu — le langage hermétique des hauts fonctionnaires pour se livrer à une sorte de psy-

chanalyse du pays, ce n'est pas si fréquent. La surprise est agréable. Il est dit, sur bien des sujets, d'excellentes choses.

Qui ne serait d'accord avec la volonté du gouvernement « de limiter la dimension des nouvelles unités de production », afin de permettre aux activités en expansion « de s'établir dans les petites villes, voire dans les zones rurales » ?

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 33.)

## L'Université se défend-elle par les bons moyens ?

par ALFRED KASTLER (\*)

Des décisions prises dans de bonnes intentions se retournent parfois facteurs de régression aboutissant à des conséquences catastrophiques. Qui ne se rappelle la loi sur les loyers en France entre les deux guerres, qui a rendu la construction et la réparation des immeubles non rentables et qui a provoqué une crise des logements dont le pays ne se relève qu'à peine !

Un autre exemple est la réforme des programmes de l'enseignement secondaire de 1925. La France s'est dotée en 1902

par ALFRED KASTLER (\*)

un régime d'études secondaires adapté au développement rapide des sciences et aux nécessités de carrières multiples, permettant à tous les jeunes talents de s'épanouir. Le baccalauréat comportait quatre sections au choix : A latin-grec, B latin-langues modernes, C latin-sciences et D sciences-langues vivantes. Il permettait aux enfants attirés par les carrières litté-

res et juridiques de choisir l'une des trois premières sections et à ceux attirés par les sciences et les techniques de trouver leur voie grâce aux deux dernières sections.

La réforme de Léon Bérard, ministre de l'éducation nationale en 1921 - 1924, allait détruire cet équilibre. Sous le prétexte, par lequel beaucoup de scientifiques se sont laissés tromper qu'il était devenu nécessaire de faire faire des études de sciences à tous, le même enseignement scientifique a été introduit dans toutes les sections, mais au niveau le plus bas. Pour les élèves qui devaient par la suite se diriger vers une grande école scientifique, on se voyait obligé de condenser le programme dans une classe préparatoire terriblement surchargée.

Les parents de cette époque qui désiraient faire suivre des études sérieuses à leurs enfants se voyaient pratiquement empêchés de les mettre dans la section latin-grec, seule section réputée forte et qui était effectivement. C'est sans doute ce qu'avait désiré un ministre helléniste peu sensible aux exigences de son temps. Il a fallu près d'un demi-siècle pour réparer le mal et redresser la situation.

(Lire la suite page 12.)

## LES PORTUGAIS AUX URNES

L'amiral Pinheiro de Azevedo, premier ministre portugais, a annoncé, dans une interview publiée, le 22 avril, par un journal de Porto, qu'il serait candidat à la présidence de la République. Il menace, d'autre part, de démissionner de son poste si, après les élections législatives de dimanche, des exécutifs partisans venaient à compromettre la stabilité politique du pays. De leurs côtés, les dirigeants de la gauche socialiste (MES) ont indiqué qu'ils soutiendraient une candidature d'Otelo de Carvalho à la présidence de la République.

Au cours d'une conférence de presse donnée.

## I. — Le pari de M. Mario Soares

De notre envoyé spécial  
JEAN-PIERRE CLERC

Lisbonne. — « Tout se jouera au Nord, où vivent les deux tiers des Portugais. C'est pourquoi notre parti a décidé de faire dans cette région un effort exceptionnel de propagande. Vous le voyez ! Notre interlocuteur — un militant socialiste employé

à la SACOR, l'immense raffinerie de Porto — est de fort belle humeur. On le sent à moins. Depuis une heure, son automo-

mercredi 21 avril, le secrétaire général du parti communiste, M. Alvaro Cunhal, a affirmé que son parti n'appuierait pas, à l'Assemblée législative, un gouvernement socialiste minoritaire. M. Cunhal s'est toutefois déclaré convaincu que le parti socialiste reviendrait sur sa décision de gouverner seul et à une nouvelle fois proposé une alliance socialo-communiste. A deux jours du scrutin les partis font d'ultimes efforts pour rallier la masse des indécis. Le Mouvement démocratique pour la libération du Portugal (M.D.L.P.) de l'ex-général Spínola a diffusé quant à lui des tracts préconisant l'abstention.

bille soames, blaxons bloqués, la caravane qui suit M. Mario Soares, le secrétaire général du parti socialiste, dans sa tournée des villages du Douro. Elle dépasse ainsi un bon millier de véhicules hérissés de drapeaux rouges ornés du poing fermé, symbole du P.S., et bourrés de militants bryllants ou de sympathisants venus en famille.

Dans les agglomérations, entre deux rangées serrées de villages, les enfants ne sont pas les moins nombreux ni les plus tranquilles. Beaucoup manifestent leur sympathie en levant le poing gauche. Ici et là, de petits groupes d'opposants crient des slogans hostiles, formant avec deux doigts le « V » de victoire, dressent leur poing vers le ciel ou agitent le poing droit : langage codé qui désigne ici respectivement les sympathisants du parti populaire démocratique et social (C.D.S.) et du parti communiste.

(Lire la suite page 4.)

## AU JOUR LE JOUR

## Le pays des souvenirs

Il y aura donc, le 8 mai, ceux qui se souviendront et ceux qui ne se souviendront pas. Ceux qui préfèrent leurs morts à l'Europe et ceux qui préfèrent l'Europe à leurs morts.

Les anciens combattants, les anciens déportés, les veuves de la dernière guerre, se sen-

tront pourtant moins seuls avec leurs drapeaux devant les monuments aux morts : ils auront droit étonnellement à un prêt ou à un sous-prêt.

Le pouvoir voudrait oublier le passé. Mais il ne peut oublier les électeurs.

JEAN PLANCHAIS.

## L'Iran serait à l'origine de la réunion de l'OEPEP

Les ministres du pétrole des treize États membres de l'OEPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) sont réunis depuis mercredi après-midi 21 avril à Genève. Le plus grand mystère plane sur cette conférence — extraordinaire — qui n'avait toujours pas fait l'objet d'une annonce officielle jeudi matin. On croit savoir cependant que l'Iran est à l'origine de cette réunion.

## De notre envoyé spécial

Genève. — Quatre mois après leur dernière conférence de Vienne, tragiquement interrompue par la prise en otages de quarante personnes, dont dix ministres qui y participaient, un mois avant leur rencontre semestrielle statutairement prévue à Bali (Indonésie), les ministres du pétrole de l'OEPEP se trouvent une nouvelle fois rassemblés pour une réunion tout aussi mystérieuse qu'imprévue. Echaudés sans doute par la mésaventure survenue dans la capitale autrichienne le 21 décembre dernier, l'OEPEP a pris ses précautions. Elle a convoqué sans aucune publicité cette conférence, dont la tenue n'était confirmée ni officiellement ni officieusement ce jeudi matin. L'arrivée des « redettes » que sont M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, M. Amouzegar, ministre iranien de l'intérieur et représentant attitré de son pays à l'Organisation, M. Abdesselam, ministre algérien de l'industrie et des hydrocarbures, prouve qu'il en était besoin, qu'une réunion a bien lieu dans ce luxueux hôtel situé à la périphérie de Genève au milieu d'un parc en bordure de la route de Lausanne, et qui a été pour la circonstance vidé de tous ses autres clients.

« C'est une réunion privée », nous a déclaré le ministre vénézuélien, M. Hernandez-Acosta. Il n'y a pas d'ordre du jour. Bref, on parle à bâtons rompus. Le fait que la plupart des ministres logent au même endroit facilite les contacts bilatéraux, multilatéraux, nocturnes, au petit déjeuner, etc. C'est l'Iran qui a demandé cette réunion. Il s'agit nécessaire de se retrouver avant Bali, à encore précisé le ministre vénézuélien, qui s'est refusé cependant à en dire plus.

L'Iran a-t-elle agi en tant que président actuel de l'OEPEP (les pays occupent à tour de rôle cette fonction) ou en tant qu'État membre ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 33.)

## UN LIVRE DE JEAN ZIEGLER

## « Une Suisse au-dessus de tout soupçon »

La Suisse aime donner d'elle-même une image vertueuse : celle d'un pays où, sur fond de glaciers sublimes, se détachent successivement : la démocratie semi-directe, la neutralité politique, la Croix-Rouge, l'aide au tiers-monde, la liberté d'expression, les trains qui partent à l'heure, la paix du travail, l'honnêteté et la propreté, le sens du travail bien fait et, enfin et surtout, la cohabitation harmonieuse de quatre peuples, de quatre cultures et de quatre langues. Cette Suisse-là, rousséiste et moralisatrice, a un goût de chocolat, et elle fond dans la bouche des officiels qui l'évoquent le soir du 1<sup>er</sup> août.

Bien qu'aucun Suisse ne soit entièrement dupe de cette image d'Épinal, c'est elle pourtant qui domine les consciences : c'est elle également qui vaut à ce petit pays d'environ six millions d'habitants un préjugé constamment favorable à l'étranger. Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches — et les Suisses, incontestablement, sont riches, même s'ils ont l'habitude ou la décence de n'en pas faire état. « Si vous voyez un banquier suisse sauter d'une fenêtre, sentez derrière lui. Il y a sûrement de l'argent à gagner », écrivait déjà Voltaire.

La Suisse a également sa mauvaise conscience. Jean Ziegler, ce brillant professeur de sociologie genevois, ce bouillant parlementaire, ce pamphlétaire au talent vigoureux, dit le « refoulo social » de son pays. Membre du

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 4.)

مكتبة الامم المتحدة

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

# Une nouvelle législation sur le financement électoral tente de moraliser la course à la Maison Blanche

Depuis plus de cinquante ans, les dépenses électorales ont aux Etats-Unis l'objet de réglementations diverses, qu'elles s'appliquent aux candidats briguant un mandat national (présidence ou Congrès) ou aux multiples fonctions électorales, du shérif local au gouverneur, qui sont à pourvoir dans le cadre des cinquante Etats de l'Union. Sur le papier tout au moins, il n'y a donc pas une faute à commettre. En pratique, l'esprit et la lettre de ces dispositions législatives, même quand elles conduisent un politicien jusqu'au précipice, ne servent guère jusqu'à présent à assainir le goût de la campagne électorale, dont se régale une Amérique passablement dépourvue de divertissements.

L'accroissement accéléré des frais requis par les moyens modernes de communication pour imposer l'image d'un candidat et entre-

tenir autour de lui, des mois durant, une équipe de conseillers politiques, des publicitaires, des chercheurs de fonds, de secrétaires, etc., n'a pas contribué évidemment à assainir cette tendance inflationniste. John Kennedy institua une commission spéciale pour se saisir du problème : il n'en resta que le nom. Son successeur, Lyndon Johnson, exposa tout un programme de réformes destinées à freiner, cette escalade financière. Il en subsistait uniquement la latitude accordée aux contribuables d'indiquer sur une case spéciale de leurs déclarations de revenus qu'ils désiraient qu'un dollar — pas deux — soit affecté aux besoins électoraux des formations politiques. Seule survivance d'un plan d'ensemble qui fut rejeté, ce geste civique semble avoir rencontré une large et silencieuse approbation puisque, cinq années budgétaires après son entrée en vigueur, il a fait affluer quelque 100 millions de dollars au compte spécial du Trésor, qui se la garde sans pouvoir, faute de directives législatives assorties, en faire l'usage prévu.

On pourrait croire qu'un tel magot suscite des convoitises. Pourtant, il est désigné. Tout le monde sait à Washington qu'une forte proportion d'élus, surtout à la Chambre, jonglent avec les dettes et les emprunts. Rien n'y fait : les « représentants » (députés) ne sont pas des parlementaires. Ils ne prétendent pas incarner une « volonté générale » à l'enseigne d'un parti ou d'une cause. Ils préfèrent de beaucoup la mendicité et la rapace, voire les accommodements menés à l'intérieur de leur circonscription, à la manche, chiche de toute façon, d'un « comité central » qui pourrait avoir barre sur eux. L'indiscipline de vote est sacrée. Et qui gagnerait une élection en se targuant d'une intégrité impeccable aux sollicitations intéressées ?

### Après le Watergate

Les folies du Watergate firent plier cette tradition d'autarcie véreuse. Hanté par la « peur de manquer », bien que sa réélection fut acquise d'avance, Richard Nixon (qui s'était donné les gants, lui aussi, de faire passer une réforme des dépenses électorales) ne recula devant aucun moyen pour remplir à ras bord les caisses de sa campagne de 1972. C'est parce que les « plombiers » du complot du « silence » général démocrate étaient au courant de certaines de ses transactions frauduleuses qu'il accepta de discuter le prix de leur mutisme — premier faux pas sur la pente de la forlitude.

La révélation des scandales en série qui s'ensuivit ne fit pas que révéler de sa torpente complaisance une opinion publique dont le « purisme » ne s'effrayait pas de l'impérissable individualité. Elle donna la raison aux gros bailleurs de fonds qui, après avoir arrosé copieusement (par pleines valises de numéraire dans le cas de l'escroquerie internationale

Robert Vesco) le président sortant, en échange de passe-droits et de promesses de dédouanement judiciaires, se retrouvèrent poursuivis pour trafic d'influence et « donations illégales » en vertu de textes dont ils n'avaient jamais eu cure. Il fallait rendre confiance à l'argent. Mais lequel ?

Contraint de sortir enfin de son apathie calculée, le Congrès reprit une vieille idée que les extravagances somnambuliques de Richard Nixon faisaient apparaître comme moins « subversive » qu'il n'était semblerait. Les bons conseils et les interdictions en vigueur avaient été impuissants à motiver la foire aux millions et aux votes. Pourquoi alors ne pas changer les règles du jeu et soustraire la « libre concurrence » électorale au monopole du mécénat privé ? Le remède radical, c'était le recours aux deniers publics, la fonction sans accroc en République fédérale, où les partis touchent l'un dans l'autre 2,5 pourcent de leur chiffre d'affaires exprimé aux consultations générales et aux législatives des Länder. Il existe également, selon d'autres modalités, à Porto-Rico. Il n'empêche que l'apport financier des sympathisants, pas plus qu'il ne dispense partis et candidats de se mettre en quête de ressources complémentaires.

### Les plafonds de dépenses

Le Federal Elections Campaign Act, adopté par le Congrès, le 10 octobre 1974, et promulgué cinq jours plus tard par signature présidentielle, ne se résume pas à un idéal de pureté céleste : une foule d'arrière-pensées impures se sont même glissées dans sa rédaction primitive. Il entend seulement réintroduire une juste mesure dans les rapports du suffrage universel et du dollar. Il impose à toutes les élections fédérales un certain nombre de restrictions plafonnant recettes et dépenses, accompagnées d'une obligation stricte faite à tous les candidats de tenir une comptabilité rigoureuse des unes et des autres. Comme, pour l'instant, seuls les candidats à la Maison Blanche bénéficient de subventions publiques, c'est sur cette innovation que se concentre l'attention.

Une remarque liminaire éclaircit l'intention du législateur : le système est facultatif. Un candidat est parfaitement libre de repousser l'aide de l'Etat. Mais comme il n'est pas libéré pour autant des limites prescrites à la généralité de ses supporters (1), il se condamnerait ainsi à une austerité qui constituerait un lourd handicap. De fait « tous » les « partisans » à l'investiture de leur parti — y compris le président Ford — ont souscrit à la convention que leur proposait l'Act [de 1974].

En revanche, « n'importe quelle candidature » n'est pas recevable. Un postulant aux subventions fédérales doit prouver qu'il a été capable de

collecter par son propre effort un minimum de 100 000 dollars, sur la base de 5 000 dollars dans au moins vingt des cinquante Etats. Et cela, à l'ouverture ou au cours des élections primaires, lesquelles (ce n'est pas la moindre originalité de la loi), considérées comme parties intégrantes du processus électoral, donnent droit à une « assistance » correspondante (matching grant) proportionnelle aux contributions particulières déjà recueillies, mais avec un maximum d'un peu moins de 5 millions. A ce titre, voici ce que le Trésor a versé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, aux principaux des quatre-vingt candidats reconnus : 2 785 186 dollars au gouverneur Wallace, 1 582 615 à M. Gerald Ford, 1 678 124 à son rival, l'ancien gouverneur Reagan, 1 559 637 au sénateur Jackson, 1 078 457 à l'ancien gouverneur de George, M. Jimmy Carter, etc.

Ces allocations sont suspendues à la suite d'un arrêt de la Cour suprême du 30 janvier, prenant effet le 22 mars, invalidant certaines articles de la loi et réclamant entre autres une refonte de la commission permanente chargée de répartir les subventions, jugée trop dépendante du Congrès (à l'insistance de la Chambre, six de ses huit membres en ont demandé). Celui-ci n'ayant pas montré grand empressement à réviser la loi conformément aux directives de la Cour, les candidats se trouvent dans une situation gênante. Car si le « robinet » fédéral est provisoirement fermé par ces atomes-morts, il n'en est pas moins lié par leur engagement de ne pas dépenser plus de 10 millions de dollars au total pour toutes les « primaires » où ils affrontent leurs adversaires.

Le problème ne se posera pas pour les deux vainqueurs de ce tournoi préliminaire. Le candidat républicain désigné à la convention de son parti — laquelle, si elle ne coûte pas plus de 2 millions de dollars, pourra aussi être prise en charge par les finances publiques — comme son opposant démocrate, seront intégralement défrayés de leurs débours à condition que leur campagne ne revienne pas à plus de 20 millions de dollars. Si la loi est respectée, si elle n'est pas bloquée ou rendue inopérante par les manœuvres dilatoires des derniers cailloux du Congrès nostalgiques des bons vieux temps du « chacun pour soi », elle marquera une ère nouvelle dans la vie politique américaine.

ALAIN CLÉMENT.

(1) Les contributions individuelles ne sauraient dépasser 1 000 dollars par campagne (« primaires » et autres), et un total de 25 000 dollars par « saison » électorale. Le plafond est porté à 25 000 dollars par scrutin pour les « organisations », associations, « clubs », « comités politiques ». Les contributions aux particuliers sont déduites des dépenses et des contributions. Les candidats qui comptent sur la machine fédérale pour co-financer les primaires à venir, notamment celle de New York, le 1<sup>er</sup> mai, retrouveront aujourd'hui passablement « à sec ».

## LES AFFAIRES DE CORRUPTION

# Deux journaux néerlandais accusent le prince Bernhard d'avoir reçu 857 327 dollars en 1962

La Haye (A.F.P., U.P.I.). — Un document secret de la firme Lockheed révélait qu'un millionnaire, portant sur 857 327,89 dollars destinés au prince Bernhard des Pays-Bas, aurait eu lieu en mai 1962 à l'aéroport d'Amsterdam, affirmait, mercredi soir 21 avril, deux journaux de gauche néerlandais, Het Vrije Volk et Het Parool.

Selon ce document, l'ancien chef des ventes de Lockheed pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, M. Fred Meuser, aurait remis cette somme le 23 mai 1962 au chef des relations publiques de la firme aéronautique néerlandaise Fokker, M. G. Aalbertsberg. Le mémorandum précisait, selon les mêmes journaux, que cette somme était destinée au prince Bernhard et qu'un représentant de Lockheed aux Pays-Bas, M. Johansen, avait été témoin de la transaction.

Le porte-parole du service d'information gouvernemental néerlandais a confirmé, mercredi soir, que la commission des trois sages, qui enquête sur les pots-de-vin que Lockheed aura versés au prince Bernhard, a eu connaissance de ces éléments et qu'elle en examine le bien-fondé.

M. Fred Meuser, qui réside en Suisse, a démenti à plusieurs reprises, ces derniers mois, avoir versé cette somme au prince Bernhard. M. Aalbertsberg, gravement malade, n'est pas en mesure de commenter ces informations. Enfin, M. Johansen est décédé, il

y a quelques années, à Los Angeles.

Le correspondant à Washington de Het Vrije Volk précise que le document secret porte la signature de M. C.H. Rola. Celui-ci est entré chez Lockheed en 1959, a pris sa retraite en 1974, son dernier poste a été celui de directeur du programme de l'avion commercial L-1011. Le document était adressé à un autre cadre dirigeant de Lockheed, M. Archie Folsen.

À Washington, la commission de contrôle des opérations de Bourse affirme que la société multinationale L.T.T. aurait versé en Italie, par l'intermédiaire de filiales, quelque 300 000 dollars à des agents du fisc pour aider au règlement de différends sur les impôts dus par le groupe de 1969 à 1972. La commission a demandé à la justice d'obliger L.T.T. à lui remettre des documents concernant ces paiements douteux à l'étranger et aux Etats-Unis.

Deux erreurs matérielles se sont glissées dans les deux articles initiaux : « Les Pays-Bas » au lieu de « Lockheed » (le Monde des 21 et 22 avril) ; le Fonds mondial de protection de la nature est aussi appelé « Club des 100 » (et non des 101) ; ce n'est pas en 1959 que fut fondée l'Union d'Utrecht, après la victoire sur Philippe II d'Espagne, mais, bien sûr, en 1579.

### La mort d'Howard Hughes

#### ON CHERCHE UN TESTAMENT

Los Angeles (A.P.). — Les dirigeants de la société Summa, le holding de l'empire de Howard Hughes, ont fait insérer des annonces dans une quarantaine de journaux aux Etats-Unis, au Canada et aux Bahamas, pour tenter de trouver le testament du milliardaire.

Ces annonces, qui vont paraître jusqu'à la fin de la semaine, sollicitent le concours de tous pour retrouver ce document. Les anciens collaborateurs du milliardaire affirment qu'il existe bien.

Si aucun testament n'est découvert, une grande partie de la fortune de Hughes ira à l'Etat. Dans les régions où il possédait des biens, les autorités locales ont déjà entrepris des démarches pour en prendre le contrôle.

## BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731  
80 Hectares de  
premiers crus et  
grands crus



Documentation L.M.  
sur demande à Maison  
BOUCHARD  
PÈRE & FILS  
Négociants au Château  
21 Beaune  
Tél. (80) 22.44.41  
Télex : 53830

## PROCHE-ORIENT

### Liban

# Le président Frangie poserait de nouvelles conditions pour quitter le pouvoir

Les trois principaux « points chauds » de Beyrouth et de sa banlieue étaient calmes mercredi 21 avril, en fin de soirée, pour la première fois depuis mars dernier, à la suite de l'intervention de forces de l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine), qui ont pris position entre les belligérants. Cependant, des affrontements ont encore eu lieu mercredi en divers points de la capitale, ainsi que dans la montagne, faisant, selon des informations difficilement contrôlables, quarante-cinq tués et quatre-vingts blessés.

Les perspectives d'un règlement politique s'éloignent à la mesure du refus obstiné de M. Soleiman Frangie de ratifier l'amendement constitutionnel qui permettrait l'élection immédiate d'un nouveau chef de l'Etat.

Le président Frangie estimerait malin d'attendre de signer l'amendement constitutionnel voté il y a dix jours par les députés il devrait repartir son palais présidentiel de Baalbek pour « résider à la légation ». Il exigerait également une période de dix jours de « paix totale » avant l'élection de son successeur. Mercredi, M. Frangie a délégué à Damas deux de ses amis personnels, MM. Lucien Dahdah et Selim El Khoury, avec la mission d'obtenir de nouvelles assurances sur l'accord syro-palestinien conclu vendredi dernier. Ces émissaires se rendent notamment chargés de « former » la vérité des informations selon lesquelles l'accord de Damas comporterait des clauses secrètes portant sur le retrait du territoire libanais de la plus grande partie des troupes syriennes qui y sont entrées, ainsi que sur la non-ingérence de la Syrie dans la bataille présidentielle.

M. Frangie, qui semble disposer de l'appui p.n.p. inconditionnel de M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral, s'opposerait en particulier aux stipulations de l'accord syro-palestinien qui excluent toute « arabisation » ou « internationalisation » de la crise libanaise. Selon les milieux libano-progressistes, le président Frangie serait décidé à demander une « intervention étrangère » si les assurances fournies par Damas

### Iran

# CENT SOIXANTE-DOUZE PRISONNIERS SONT GRACIÉS

Téhéran (A.F.P.). — Le Shah d'Iran a gracié 172 prisonniers condamnés par des tribunaux militaires, à l'occasion de l'anniversaire du couronnement de son père, Reza Shah.

Un détail n'est donné sur la nature et la durée des peines des condamnés graciés, qui seront libérés le 22 avril. Le Shah avait déjà gracié, en décembre, trois cents prisonniers condamnés par des tribunaux militaires et trois cents autres, en mars, pour le nouvel an iranien.

● **Nouvel ambassadeur d'Egypte à Moscou.** — L'Union soviétique a donné son accord à la nomination de M. Elmadfouy Zaid comme ambassadeur d'Egypte à Moscou. M. Elmadfouy Zaid, ministre de l'aviation civile dans le précédent gouvernement (transmis en mars dernier), remplacera à Moscou M. Hafes Ismail, ancien conseiller du président Sadate pour les affaires de la sécurité nationale. M. Elmadfouy Zaid a été nommé ambassadeur d'Egypte en Union soviétique est un officier d'aviation.

ne lui paraissent pas suffisantes.

M. Kamal Jomblatt, chef de file de la gauche libanaise, a pour sa part accusé la Syrie de maintenir son embargo concernant les envois d'armes aux forces progressistes, « alors que les phalangistes et leurs alliés conservateurs chrétiens ont reçu de nouvelles cargaisons d'armes dont quatre-vingts chars, débarqués dans le port de Jounieh, à une vingtaine de kilomètres au nord de Beyrouth ». « On peut se demander », a ajouté, M. Jomblatt, « si la décision de priver une partie de ses armes, et de laisser l'autre s'armer, est à l'origine de l'escalade militaire actuelle, et si cette politique a pour objectif d'établir un équilibre qui sera suivi d'une internationalisation de la crise libanaise et d'une ingérence de l'ONU au Liban ».

M. Jomblatt a demandé en conclusion aux pays arabes de porter un intérêt plus grand à la crise libanaise, et d'envoyer leurs ministres des affaires étrangères au Liban pour s'informer sur place de la situation.

Pour sa part, un groupe de parlementaires libanais musulmans de droite a lancé, mercredi, l'idée d'un recours à la France et à la Syrie, afin qu'elles aident, par l'intermédiaire d'une force franco-syrienne, à rétablir la sécurité dans le pays. L'association de la France à cette entreprise serait, dans leur esprit, une garantie pour l'avenir, mais, du côté français, on estime une telle éventualité tout à fait hypothétique.

M. Corne n'a d'ailleurs fait allusion à son retour de Beyrouth, qu'à une participation éventuelle de la France à un système de contrôle de la sécurité dans le pays. Après que les différentes factions se furent entendues sur une telle procédure, M. Dean Brown, envoyé du président Ford, avait de son côté réagi défavorablement à l'idée exprimée par M. Corne. — (A.F.P.)

● **Le président Ford** a nommé mercredi M. Francis Meloy ambassadeur des Etats-Unis au Liban, où il succéderait à M. G. Mac Murtrie Godley, qui a donné sa démission.

M. Meloy, qui est âgé de cinquante-neuf ans, est actuellement ambassadeur au Guatemala, où il avait été nommé au mois de décembre 1973.

Au cours de sa carrière diplomatique, commencée en 1948, M. Meloy a servi successivement, à Paris, à Saigon, puis au département d'Etat, où il a occupé les fonctions de directeur du Bureau des affaires d'Europe occidentale, de 1962 à 1964. En 1964, M. Meloy a été nommé ministre conseiller à Rome et, en 1969, ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République dominicaine. — (A.F.P.)

## DIPLOMATIE

# M. KALEVI SORSA, MINISTRE FINLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, FAIT UNE VISITE À PARIS

M. Kalevi Sorsa, ministre finlandais des affaires étrangères, arrive ce jeudi 22 avril à Paris pour une visite officielle, répondant à celle qui fut en septembre 1970 à Helsinki M. Maurice Schumann, qui dirigeait alors le Quai d'Orsay.

M. Sorsa, qui préside le parti social-démocrate et qui mena le gouvernement finlandais de 1972 à 1975, devrait être reçu en fin d'après-midi, jeudi, par M. Giscard d'Estaing. L'après-midi aura été consacrée à un tête-à-tête avec son collègue, M. Jean Sauvagnargues, qui offrira, le soir, un dîner au Quai d'Orsay. La journée du vendredi sera consacrée à une visite à M. Edgar Faure, à un second entretien avec M. Sauvagnargues, suivi d'un déjeuner à l'ambassade et d'une conférence de presse.

Il n'y a pas de contentieux entre la France et la Finlande, et aucun document ne doit être signé durant cette visite. Si les relations politiques entre deux pays sont bonnes, le niveau des échanges commerciaux n'est pas élevé. La France est le troisième fournisseur de la Finlande (sur le total des exportations de produits manufacturés), mais la Finlande est le premier fournisseur de la France en produits forestiers.

# L'AMBADEUR D'ALGÉRIE A ÉTÉ REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Mohamed Bedjoui, ambassadeur d'Algérie en France, a été reçu, mercredi 21 avril à 18 h. 30, par M. Giscard d'Estaing, à qui il a remis un message personnel du chef de l'Etat algérien. Le message du président Boumedienne, a précisé l'ambassadeur d'Algérie en quittant l'Elysée, répondait à celui que lui avait adressé, il y a quelques semaines, M. Giscard d'Estaing.

M. Bedjoui, qui s'est entretenu avec le président de la République durant une trentaine de minutes, a indiqué que la conversation n'avait pas porté sur un problème particulier, mais sur l'ensemble des sujets concernant les relations entre les deux pays. « Nous avons examiné », a-t-il ajouté, les votes et les moyens propres à rendre ces relations tout à fait fécondes.

● **M. Jean François-Poncelet**, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se rendra successivement les 26, 28 et 29 avril à Tunis, Alger et Rabat pour assister à la signature par M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission européenne, des accords de coopération conclus par les trois pays du Maghreb avec la C.E.E.

● **L'évolution des institutions européennes** en Europe est le thème d'une conférence de trois jours qui s'est ouverte mercredi 21 avril à la Maison de l'Europe, à Strasbourg, à l'initiative de l'assemblée parlementaire des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe. — (Reuter.)

مكتبة المجلد



110 pages, 120 F. Livre de poche

“Si vous voyez  
un banquier suisse  
sauter d’une fenêtre,  
sautez derrière lui,  
il y a sûrement de  
l’argent à gagner”.

VOLTAIRE

**JEAN  
ZIEGLER**

**Une Suisse  
au-dessus de tout  
soupçon**

192 pages 25 F

Coll. Combats dirigée par Claude Durand.

Par l’auteur de “Les vivants et la mort”

**SEUIL**

# EUROPE

## Belgique

### APRÈS SON XXXI<sup>e</sup> CONGRÈS

#### Le parti communiste veut «rassembler les progressistes»

De notre correspondant

Bruxelles. — L'union d'extrême gauche : paradoxalement, le parti communiste belge est menacé de division parce que ses dirigeants veulent rassembler les progressistes du pays. Pour les purs et durs du mouvement, ce rassemblement implique un tel abandon des principes que la ligne du parti s'en trouverait à leurs yeux « trahie ». A Liège surtout, après le vingt-deuxième congrès du P.C.B. qui s'est tenu à Gand, les 9 et 10 avril, les militants communistes sont sévères pour les « stratégies de l'avenir de Stalingrad », à Bruxelles, qui seraient « prêts à abandonner le concept de lutte des classes pour la lutte à la chaîne, le rassemblement des progressistes ».

Dans le monde changé de 1976, le P.C.B. (1) veut regarder l'avenir avec réalisme et peut-être tourner une page. L'exemple italien et français a fait des adeptes. Même s'il reste apparemment un des partis les plus orthodoxes du monde communiste international, il s'interroge. Sa direction actuelle — qui annonçait à Gand un congrès « de la clarification » — se propose « d'unir les masses populaires pour surmonter la crise ». C'est l'équivalent belge de l'union de la gauche, souhaitée par M. Louis Van Geyt. Le président du parti envisage un rassemblement très large, l'ensemble des forces progressistes communistes, socialistes et chrétiennes, allant même jusqu'au C.V.P. (2).

#### L'étape antimonomopoliste

Jusqu'ici, les communistes semblent pouvoir suivre leur président. Mais, constate aussi M. Van Geyt, « les conditions politiques n'étant pas réunies pour atteindre l'étape antimonomopoliste », on commence par l'« amorçage » de cet objectif. L'étape antimonomopoliste, en Belgique, peut être comparée à la « démocratie avancée » du P.C.F., et elle entraînerait la nationalisation des secteurs clés de la production et du secteur financier.

Les militants les plus convaincus considèrent que c'est là une thèse minimaliste et que le parti ne peut en aucun cas se contenter d'une « amorçage » de ce programme, même si c'est pour rallier les autres progressistes. Ils sont déjà inquiets d'une perspective d'alliance de la classe ouvrière avec les travailleurs indépendants et les cadres qui appellent toujours comme suspect. Dans l'esprit de la très grande majorité des militants, seule la classe ouvrière peut être vraiment communiste et révolutionnaire. Pour ceux-là, le parti communiste ne doit pas composer et il n'a pas besoin d'alliances — même si cela le condamne à l'opposition éternelle. « Pas d'accommodement, la loi sans faille et sans compromissions ».

La Fédération liégeoise est, il est vrai, la seule à tenir ce langage bien qu'elle fasse le contraire sur le terrain, en face des réalités quotidiennes, en composant sans cesse avec le parti socialiste et avec la F.G.T.B., l'association syndicale dominée par les socialistes. Radicale, étalonnée même, elle a toujours été adversaire de l'ouverture et préfère le « repli sur soi ». Dès 1971, elle s'était opposée à l'expérience de M. René Noël, sénateur communiste, bourgmestre de Quenast, qui avait réussi à rassembler une majorité de socialistes, de communistes, de chrétiens indépendants, enlevant 27,48 % des voix et neuf sièges sur trente et un aux élections municipales du grand Mons.

Applaudie par la direction du P.C., cette victoire de l'U.D.P. (Union démocratique et progressiste) du sénateur Noël fut condamnée à Liège : « En prétendant rompre les « encadrements traditionnels », l'U.D.P. signifierait non seulement alliance, mais mélange ».

#### Les réticences socialistes

Si le sénateur Noël a tracé la voie du rassemblement proposé aujourd'hui par le président Van Geyt, il a cependant échoué pour l'essentiel. Jamais, il n'a pu obtenir l'adhésion des socialistes que M. Van Geyt veut « efforcer d'embarquer aujourd'hui dans son Front populaire. Le président du P.C. estime que le moment n'a jamais été aussi propice qu'en 1976 pour un accord avec les socialistes, « alliés privilégiés », parce que le parti socialiste est dans l'opposition.

Comme par le passé, la main tendue par les communistes sera (1) Le P.C.B. a été constitué le 3 septembre 1921. Son congrès se réunit tous les deux ans. Le parti obtient un moyen terme des élections législatives, aux élections provinciales, aux élections communales. (2) Le C.V.P. (Christelijke Volkspartij), parti social chrétien flamand plus à droite que son équivalent francophone et wallon.

## Grande-Bretagne

### UNE ABSENCE TRÈS DISCUTÉE

#### M. Callaghan refuse de se rendre au bal de la reine

Londres (A.F.P., A.P.). — L'absence remarquée du nouveau premier ministre britannique, M. James Callaghan, au grand bal que la reine Elizabeth a donné dans la nuit du 20 au 21 avril au château de Windsor, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, provoque une certaine émotion.

Les milieux politiques et la presse s'interrogent sur les raisons qui ont poussé M. Callaghan à refuser l'invitation de la reine, alors que deux autres anciens ministres, M.M. Harold Wilson et Edward Heath, n'ont pas hésité à interrompre leurs vacances pour assister à la fête.

Plusieurs journaux conservateurs qualifient le comportement de M. Callaghan de « gâchis » et d'« affront » pour la souveraine. Ils notent que jamais un premier ministre britannique n'a refusé de se rendre à une invitation de la reine.

M. Callaghan a décliné l'invitation de la souveraine en faisant valoir qu'il était débordé de travail. Un porte-parole du 10 Downing Street a précisé que le premier ministre avait, le soir du bal, reçu jusqu'à minuit des membres du gouvernement.

Certains députés conservateurs estiment que « Sir Jim » n'a pas voulu se mêler à ces « festivités » au moment où il tente de persuader les syndicats d'accepter un plan de 3 % pour les augmentations de salaires. Plusieurs députés travaillistes ont pris la défense du chef de leur parti, mercredi, aux Communes. Le député travailliste M. G. Jones a déclaré : « Si tout le monde souhaite à la reine un très bon anniversaire, il est de première importance que le premier ministre s'occupe des affaires du pays. Ceux qui qualifient son geste de « gâchis » insultent la reine ».

Un député conservateur, M. Ian Gair, a cependant estimé que M. Callaghan avait donné une « démonstration de la société grossière et tristement égalitaire à laquelle aspirent les dirigeants travaillistes ».

Un porte-parole du palais de Buckingham a indiqué que la reine comprenait fort bien les raisons de M. Callaghan, qui sera d'ailleurs reçu à dîner au château de Windsor la semaine prochaine.

## Italie

#### Le P.C.I. dénonce « la lenteur exaspérante » de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — M. Benigno Zaccagnini, secrétaire de la démocratie chrétienne, a pratiquement perdu tout espoir de réaliser un accord entre les différents bords politiques, après une rencontre, mercredi 21 avril, avec son homologue socialiste, M. Francesco De Martino. Celui-ci a fait savoir aux journalistes que les nouvelles propositions du parti gouvernemental ne correspondaient pas aux vœux du P.S.I. Ni sur l'avancement, ni sur l'économie, les socialistes n'ont obtenu satisfaction. En déclarant que « le problème principal est que les socialistes continuent leur dérive », il a fait savoir que, à des élections anticipées, les socialistes ne seraient pas prêts à accepter le rôle de « partenaire » de la démocratie chrétienne.

M. Zaccagnini a néanmoins déclaré qu'il continuait son cycle de consultations : il devait rencontrer, ce jeudi 22 avril, les dirigeants libéraux et républicains, et surtout le secrétaire du parti communiste, M. Enrico Berlinguer. Ce dernier avait dénoncé, la veille, par l'intermédiaire de l'«Unità», « la lenteur exaspérante » de la démocratie chrétienne. Il récusait « d'instinct »

« l'insolence manœuvrière » en lui demandant si elle avait « quelque chose de sérieux à dire », de la dire vite et clairement. M. Berlinguer n'ignore pas, en fait, l'objectif de l'U.C.D. : désigner le parti socialiste comme responsable des élections. Elle est donc tentée d'organiser un débat à la Chambre, au cours duquel M. De Martino et ses amis retourneraient leur confiance au gouvernement. Ainsi, la démocratie chrétienne aurait démontré son désir d'arriver, jusqu'au bout, à une solution.

Les tactiques du parti communiste sont très différentes. On a compris dès le début de cette crise qu'il ne fallait pas compter sur lui pour prendre l'initiative de la rupture. Il faut voir cependant si, perdant patience, M. Berlinguer ne demandera pas à ses interlocuteurs démocrates-chrétiens d'écrire un pays une mise en scène parlementaire, qui ferait encore traîner les choses.

ROBERT SOLÉ

## LES PORTUGAIS AUX URNES

(Suite de la première page.)

A Santo-Tiro — un gros bourg situé à mi-distance de Porto et de Braga — le leader socialiste harangue ses partisans. Comme un peu plus tard à Trofa ou à Matosinhos, comme le même soir dans plusieurs dizaines de milliers de synagogaes en dire, rassemblés sous l'immense coupole du palais de cristal à Porto, M. Soares explique ce qu'est et ce que doit être le C.D.S., mais aussi le P.P.D. Les riches les plus acérés sont déçus de ce « parti du docteur Sa Carneiro », bien que celui-ci se situe moins à droite que le C.D.S. Le paradoxe n'est qu'apparent. Alors que la moitié des électeurs n'ont pas encore fait leur choix, la compétition la plus acharnée oppose un parti socialiste à un parti social-démocrate. M. Soares n'entre jamais dans les détails des projets socialistes mais affirme que, en mesure de défendre pour l'essentiel les acquis de la révolution du 25 avril : la réforme agraire, dont les fruits seront pourtant corrigés, la nationalisation des mines, des entreprises les plus importantes, et le contrôle ouvrier.

Cette double attaque, à gauche et à droite, permet au leader socialiste de justifier le choix stratégique du P.S. : « Nous sommes en mesure de défendre pour l'essentiel les acquis de la révolution du 25 avril : la réforme agraire, dont les fruits seront pourtant corrigés, la nationalisation des mines, des entreprises les plus importantes, et le contrôle ouvrier. »

Le réveil, serait donc très dur si, faute d'avoir obtenu un nombre suffisant de voix, le P.S. devait rechercher l'appui, au moins tactique, des communistes. Qu'en serait-il alors des grandes espérances socialistes, si un score plus modeste encore l'obligeait soit à laisser le pouvoir à un gouvernement C.D.S.-P.P.D., soit à rejoindre, au milieu de toutes les promesses et au risque d'un étiement du P.S., une coalition de ces deux partis.

#### Les communistes pour une majorité de gauche

Comparée à celle du P.S., la stratégie du parti communiste est un modèle de simplicité et de clarté. Elle se résume au mot d'ordre : « Pour une majorité de gauche ». Pour le P.C.P., une seule majorité est valable : celle d'un gouvernement commun des socialistes et des communistes, dont le programme serait négocié après le 25 avril.

Des dizaines de milliers d'affiches, d'immenses réunions ont permis aux sympathisants de M. Cunhal d'expliquer leurs intentions dans tout le pays, y compris dans certaines régions du Nord, dont l'accès leur est pratiquement interdit. M. Alvaro Cunhal, lui-même, a parcouru en voiture, en prenant il est vrai quelques précautions, certaines zones du Minho, considérées comme peu sûres pour les communistes.

Même si leur influence est des plus limitées, le P.C. ne peut se permettre de trahir des groupes par le mépris, dans la mesure où ils disposent eux aussi, à la radio et à la télévision, d'un temps d'antenne proportionnel au nombre de leurs candidats et accablent la tonalité anticommuniste déjà donnée à l'actuelle campagne par tous les partis de droite, du centre et même par le P.S.

Le P.C.P. fera-t-il au moins le plein de ses voix du 25 avril 1976 ? Ce n'est pas sûr. Une certitude en tout cas : les communistes devraient remporter l'essentiel des suffrages (environ 4 %) qui leur ont permis l'année dernière de porter le mouvement démocratique à la tête du gouvernement. Mais, après le 25 avril 1976, le P.C. n'est plus et a cessé aujourd'hui d'exister en tant que parti.

JEAN-PIERRE CLERC

## < Une Suisse au-dessus de tout soupçon >

(Suite de la première page.)

Membre du parti socialiste, parti socialiste depuis quinze ans, seul ou presque de son espèce, car marxiste et révolutionnaire au sein d'un parti ultra-réformiste, conseiller national depuis neuf ans, Jean Ziegler bouscule allégrement tous les tabous helvétiques avec pour seules armes : ses convictions et son charisme personnel. On est pour ou contre lui, avec une égale passion.

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon » : ce livre de Jean Ziegler, paru chez Calmann-Lévy, est une petite ville de vingt-cinq mille habitants dans laquelle le principal travail consiste à accueillir les capitaux étrangers. Il s'agit, en somme, de ces « institutions admirables » que sont le secret bancaire et le compte à numéros, l'oligarchie suisse dont on connaît le rôle indispensable du système capitaliste mondial.

Bref, dans *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Jean Ziegler nous livre le récit de son combat de dénonciation : non plus les subtils glissements, mais les affaires plus ou moins louches, plus ou moins révélatrices, toujours au service de la Suisse, les douze mille êtres humains qui meurent chaque jour de faim sont les victimes d'un système, le capitalisme, dont la Suisse, par sa présence financière, par sa politique bancaire, par l'accueil qu'elle réserve aux multinationales, est un élément-clé.

Comme le rappelle, dans un grand quotidien suisse, *24 Heures*, du 9 avril 1976, un proche collaborateur de Ziegler, Beat Kappeler (1), il ne fait pas de doute que la Suisse est une place forte financière dont les éléments constitutifs (le secret bancaire qui favorise la fuite des capitaux, les impôts très bas, le droit qui régit les sociétés anonymes) empêchent toute solidarité avec les États dont les lois sont plus sévères. Résultat : d'énormes flux de capitaux entrent en Suisse puis en ressortent, alimentant un système qui s'est monté, pour l'année 1974, à 6 % du P.N.B.

En outre, lorsque l'on sait que le montant total de l'aide publique consentie par la Suisse en 1974 au tiers-monde ne représente que 0,14 % du P.N.B., ce qui lui a valu un blâme de P.O.C.-D.E., on comprend mieux que Jean Ziegler puisse écrire en conclusion à son livre : « La force de la pseudo-neutralité helvétique n'a toujours rempli d'un étonnement profond. Au Parlement, je ne me lasse jamais d'écouter les interminables discours du président de la Confédération sur l'« interdépendance » et la « solidarité » entre les peuples. Ils ont l'air d'être des messages par ignorance ou subterfuge. Malheureusement, ces messages tuent ».

« L'histoire de la révolution magistralement racontée par Mario Soares ».

Yves de Chazournes, LE QUOTIDIEN DE PARIS

« Le récit le plus vivant, le plus sérieux de la période ouverte par la chute de la dictature salazarienne ».

Jean-François Revel, L'EXPRESS

CALMANN-LÉVY



**MARIO SOARES**  
Entretiens avec Dominique Pouchin  
**PORTUGAL: QUELLE RÉVOLUTION ?**

« Radioscope brillante où les réponses sont d'autant plus graves que les questions étaient plus aiguës ».

Jean-Claude Guillebaud, LE MONDE

« Le premier grand récit politique de ce difficile réapprentissage de la démocratie ».

LE NOUVEL OBSERVATEUR

« L'histoire de la révolution magistralement racontée par Mario Soares ».

Yves de Chazournes, LE QUOTIDIEN DE PARIS

« Le récit le plus vivant, le plus sérieux de la période ouverte par la chute de la dictature salazarienne ».

Jean-François Revel, L'EXPRESS

CALMANN-LÉVY

ROLAND JACCARD.  
(\*) Ed. du Seuil. Collection « Combats », 177 pages, 7 F.

(1) Beat Kappeler n'est démissionnaire des conclusions révolutionnaires et péremptives.

كتاب من الفصل



سكيات الامل

# EUROPE

Italie

## POINT DE VUE Le P.C.I. entre la sagesse et la timidité

par GEORGES SARRE (\*)

**L**a société italienne traverse une crise générale : une crise économique liée à l'inflation et au chômage ; une crise idéologique avec la victoire d'hier du « non » au référendum sur le divorce et la bataille d'aujourd'hui pour la libération de l'avortement ; une crise politique, enfin, avec la montée de la gauche, notamment celle du P.C.I., la recul de la D.C. avec ses dissensions internes, son clientélisme et son absence de perspective. Cette longue maturation commence avec le fameux « miracle économique ». Pour l'économie italienne, 1958 marque un tournant. Dix ans après le plan Marshall, décennie au cours de laquelle se poursuit la reconstruction industrielle, l'Italie participe à la fondation du Marché commun. Son industrie reçoit alors un coup de fouet et accélère brutalement.

Dans ce contexte, le gouvernement démocrate-chrétien, qui n'a d'autre démarche que le soutien à l'industrie privée, crée des déséquilibres nouveaux et aggrave les anciens. C'est à l'occasion de la discussion des contrats nationaux, en 1962, que des luttes de longue haleine et largement mobilisatrices ont sonné le réveil des masses ouvrières sur le front social.

C'est à partir de 1969 qu'apparaissent les assemblées générales d'usines rassemblant des milliers d'ouvriers et où se déroulent de véritables débats sur la condition de la lutte et sur ses implications. A cette occasion surgissent, consécutivement, les premières formes d'organisation autonome imputées à la base, notamment dans l'industrie. L'apparition du mouvement des délégués, la prise en compte de ces délégués d'atelier — de chaîne d'abord — par les confédérations syndicales, puis, après renversement du rapport de forces, par le patronat, constituent l'un des premiers acquis révolutionnaires de la période.

Simultanément, sous la pression de la base, s'amorce un processus d'unification, à l'initiative des fédérations de la métallurgie des trois organisations (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L.), entraînant les confédérations elles-mêmes.

Certes, ce processus unitaire a été marqué de brusques poussées en avant, puis s'est heurté aux manœuvres du gouvernement, du patronat, de la droite anticommuniste. Mais le résultat provisoire est néanmoins remarquable, puisque le pacte fédératif de 1972 détermine une structure commune où se retrouvent les dirigeants des centrales ouvrières. Imaginons dans une même instance Seguy, Maire, Bergeron et Henry.

Si la confédération unitaire reste à bâtir, le stade de la simple unité d'action est désormais dépassé de façon irréversible. Mais la dynamique ne s'arrête pas là. Il n'y a pas de pause. L'unité se réalise sur le terrain, là où la lutte a été la plus dure, en particulier dans le secteur de la métallurgie.

C'est la création dans nombre d'entreprises d'un conseil d'usine, seule organisation syndicale de base regroupant tous les travailleurs de l'entreprise. Mais l'approfondissement de la crise, le changement des objectifs de lutte, la crainte d'un possible isolement des travailleurs dans les usines, conduisent rapidement les syndicats à imputer ou à soutenir la mise en place de conseils de zone agissant hors de l'entreprise. Cette mutation, qui n'attend pas partout la même profondeur — chez les fon-

donnaires et les salariés agricoles, les réserves sont sensibles. — « Soit l'éclosion de luttes originales par leurs formes, leurs objectifs et surtout leur terrain lorsqu'elles portent sur les prix fixés par les pouvoirs publics. On les désigne par la formule de « mouvements d'autorégulation ». Ces luttes se sont multipliées avec succès contre la hausse des prix de l'électricité, contre les loyers élevés, plus récemment pour obtenir une baisse des tarifs du téléphone.

Dans certains secteurs, elles se poursuivent encore, même si des limites apparaissent, notamment dès qu'il s'agit de mobiliser les masses contre la politique des entreprises nationalisées. Ce type d'action a des mérites. En effet, les luttes d'autorégulation rassemblent travailleurs, salariés, étudiants, familles. Elles unifient. Elles favorisent la prise de conscience de larges masses. Elles politisent ceux qui y participent.

Mais en Italie les luttes ne sont pas seulement sociales. De formidables batailles se déroulent au plan politique et idéologique. La gravité de la crise du capitalisme entraîne la division du bloc au pouvoir et la radicalisation des masses.

La confirmation du divorce a constitué un échec cuisant pour la démocratie chrétienne et un avertissement pour l'Eglise. C'est aussi le signal du départ pour de nombreux électeurs D.C., qui rompent pour la première fois avec ce parti politique et rejoignent les formations de la gauche.

Depuis, la procédure référendaire — faire adopter un projet de loi au sein d'un conseil d'usine — joue à propos de deux questions importantes. La première concerne la campagne en faveur de la libéralisation de l'avortement. La seconde vise à obtenir la dissolution du M.S.I.

Si actuellement, au plan électoral, le M.S.I. cède du terrain, ses moyens, ses méthodes, les nombreuses complications dont il bénéficie dans la police et l'armée font de lui une menace toujours sérieuse pour la démocratie.

Au printemps 1975, les étudiants, les syndicats, les partis de gauche ont riposté en organisant de puissantes manifestations populaires. Les travailleurs par exemple, à l'appel de leurs organisations, ont investi des heures entières la ville de Milan. Ces ripostes de masse ont eu des conséquences positives, puisque la vague fasciste a été stoppée, même si de nouveaux les attentats reprennent. La poussée à gauche, le succès des communistes aux élections régionales du 15 juin 1975, ne sont donc pas survenus comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Personne ne peut croire qu'il s'agit d'un simple accident de parcours.

Contrairement à ce qui existe dans notre pays, il n'y a pas de l'autre côté des Alpes une alternative politique claire. Les luttes menées sur de nombreux terrains sont exemplaires, mais le débouché politique demeure problématique. En 1958, l'échec subi par la D.C. dans sa tentative d'obtenir la majorité absolue aux élections générales débouche quelques années plus tard sur l'expérience de centre-gauche.

Aujourd'hui, cette alliance politique a vécu, même si le P.C.I. ne ménage pas sa peine pour la maintenir en survie encore quelques mois.

A la suite de congrès importants, celui du P.S.I. et celui de la D.C., quelles sont les perspectives qui s'ouvrent au peuple italien ?

C'est à partir de 1972-1973 que l'on a habillé du nouveau vocabulaire « compromis historique » une politique qui se profilait depuis une dizaine d'années déjà et avait reçu des noms plus ou moins pittoresques : « pont », « de la main tendue », « alliance économique ».

Mais le compromis historique est aussi une réponse au coup d'Etat chilien.

La gauche chilienne n'était pas majoritaire. La laïcité sera retenue. Il y a donc l'impérieuse nécessité de devenir majoritaire, et à bien plus de 51 % des électeurs. Pour le P.C.I., la gauche chilienne aurait dû s'allier à la D.C., ce qui eût permis l'élargissement de la base gouvernementale, quitte à accepter un « compromis ».

La déduction est simple : le P.C.I. doit s'entendre avec la D.C. Pour saisir la stratégie du P.C.I., il faut remonter aux causes historiques.

La politique du P.C.I. consistant à chercher un rapprochement avec d'autres forces, a des motivations strictement politiques d'une part, « classistes » d'autre part.

Au plan politique, deux dates sont à considérer — 1957, les socialistes rompent l'alliance frontiste ; 1963, les socialistes adoptent la politique d'ouverture à gauche (c'est-à-dire, en fait, de glissement à droite) et se réunissent provisoirement.

Le P.C.I. envisage alors des alliances. Conséquence : immédiate en 1969-1969, le P.C.I. traverse une crise sévère. Deux lignes s'affrontent : la gauche avec Ingrao la droite avec Amendola. En 1969, la gauche est battue, une partie de celle-ci fonde le Manifesto.

Depuis, du fait de la « syndicalisation » du courant de gauche, qui a perdu la majorité de ses leaders politiques (sauf Ingrao), les clivages s'atténuent au sein du parti communiste.

En effet, d'une part, la création d'une nouvelle majorité n'est pas désirée par les socialistes ; d'autre part, les communistes se rendent compte du parti qu'ils peuvent tirer de la main tendue à la D.C.

Dans ces conditions, le P.C.I. mène une politique qui tient compte de l'existence d'une vie provinciale et locale intense. Il a donc deux facettes, selon que l'on considère le niveau national ou le niveau local.

Au niveau national, le P.C.I. continue à parler de compromis historique, dont nous connaissons trois variantes.

La première version soutient que cette stratégie hâte la désagrégation de la D.C., soit par le glissement vers les communistes d'une partie de l'électorat ouvrier démocrate-chrétien, soit par l'accroissement des contradictions au sein de l'état-major de la D.C. et la « droilisation » de ce parti.

La seconde interprétation insiste sur les chances de l'alternance politique à travers une grande coalition.

La troisième explication souligne le nécessaire consensus d'une très grande majorité du peuple pour prendre le pouvoir, et mettre en œuvre une politique de réformes.

De toute façon, le P.C.I., qui se déclare prêt à gouverner, n'a pas intérêt, ni l'intention, de prendre sa part d'un pouvoir central totalement corrompu. Au niveau local, au contraire, il exerce toutes ses responsabilités et joue les coalitions de gauche qui lui permettent avec le P.S.I. (et parfois le soutien du P.R.I. et du P.S.D.I.) de gouverner six régions et la majorité des grandes villes. Il va parfois jusqu'à former des frontistes avec des éléments « récupérables ». Son objectif est là d'accroître, à la base cette fois, les contradictions chez ses adversaires.

Il est aussi de manifester son aptitude gestionnaire qui contraste avec l'impérialisme de la coalition gouvernementale. En réalisant ce compromis historique à la base, le P.C.I. cherche en outre à mettre en contradiction les états-majors romains de la D.C., mais aussi du P.S.I., avec leurs bases locales plus ouvertes à une union de la gauche italienne.

La bataille pour la direction de la ville de Rome s'engage avec vigueur. Les prises de position de la conférence épiscopale italienne, qui condamne le marxisme, le « laïcisme » et promet « l'auto-excommunication » des chrétiens qui flirtent avec le marxisme, sème l'émotion chez les catholiques de base et la révolte des « chrétiens pour le socialisme », qui sont directement visés. Ces déclarations témoignent du chemin qu'il reste à parcourir.

Cependant, cette politique à la fois sans ambiguïté quant à l'opposition à l'action gouvernementale et ouverte à permis au P.C.I. d'atteindre 34 % du corps électoral. Simultanément, les autres partis de gauche semblent empiéter dans leurs contradictions.

Le dénouement de la dernière crise gouvernementale ne s'est pas traduit par une clarification politique tant par une clarification politique que par une clarification par les socialistes. En décidant la chute du gouvernement Aldo Moro, les amis de M. De Martino, lassés de recevoir les conseils du P.C.I., décidèrent dans le beau rôle, ont voulu placer les communistes et les démocrates-chrétiens devant leurs responsabilités. Le résultat n'est pas convaincant.

Dans ce contexte, le congrès des socialistes italiens a eu une certaine importance. L'ancien pour ce parti, en décidant la chute du gouvernement Aldo Moro, les amis de M. De Martino, lassés de recevoir les conseils du P.C.I., décidèrent dans le beau rôle, ont voulu placer les communistes et les démocrates-chrétiens devant leurs responsabilités. Le résultat n'est pas convaincant.

Cela signifie choisir une stratégie et une ligne politique claires. Cela signifie définir un projet de société. En quelque sorte, les socialistes italiens pensent de plus en plus, avec envie, à la dynamique née en 1971 au congrès d'Épinay-sur-Seine.

Après une brève accalmie, c'est le tempête. Les événements se précipitent. Certes, les dirigeants du P.C.I. souhaitent encore l'échec normal et travaillent méthodiquement à tisser les relations internationales qui faciliteront leur participation à l'exercice du pouvoir. Pourtant, malgré leur effort, les élections législatives anticipées semblent inéluctables. Le P.S.I. considère que la situation est bloquée. Il se prépare à la campagne électorale. La tâche suprême des électeurs devant permettre, à ses yeux, de trouver une issue politique à la crise.

De son côté, la D.C., avec le retour inopiné de M. Fanfani et l'ouverture de M. Zaccagnini, donne l'impression de mener un double jeu. Il est clair cependant que la démocratie chrétienne se prépare à conduire une campagne électorale violemment anticommuniste. Elle espère ainsi gagner une partie importante des électeurs du M.S.I. Elle ne se résigne pas à jeter l'éponge.

En toile de fond se développe la crise économique, qui est plus grave que dans les autres pays. Elle incite les profits. Face à cette situation, la grande bourgeoisie révèle ses contradictions sur la stratégie à définir. Elle se trouve donc dans une position relativement fragile. A l'inverse, fait exemplaire, la classe ouvrière montre force et dynamisme. L'existence d'un Etat peu centralisateur, la haute organisation des travailleurs et leur combativité, permettent, toutes proportions gardées, une meilleure résistance.

Les communistes italiens considèrent que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Est-ce la voie de la sagesse ou celle de la timidité ?

(\*) Membre du bureau exécutif du parti communiste.



**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL**  
GRANDES TAILLES - PRET-A-PORTER  
Costumes, costumes lavables (Gnedits), ensembles "jeans", vestes, blousons, vestes sports, blazers, costumes velours tous coloris, trench cuir ou lain, blousons. Pantalons, "jeans" et velours, tous coloris. Chemises, pulls, sous-pulls, 4 longueurs de manche.  
Vêtements livrés immédiatement. L'élégance et le confort anglais.  
40, av. de la République - Métro Parmentier parking gratuit - Tél. 355.66.00

**L'EMPEREUR SMITH**  
ARRIVE SUR LA SCENE INTERNATIONALE  
DANS LE NOUVEAU  
**LUCKY LUKE**  
GOSCINNY MORRIS  
Dargaud Editeur

**LES CHAUFFEURS-LIVREURS AUSSI TOMBENT MALADES DOMMAGE POUR VOS TOMATES.**  
Qui vous achètera vos belles tomates quand elles seront pourries ? Alors louez plutôt un chauffeur-livreur.  
C'est facile : vous téléphonez à ALLO-CHAUFFEUR (205.96.96) et dans l'heure qui suit, vous avez un chauffeur-livreur à votre disposition.  
ALLO-CHAUFFEUR est la première société française de location de chauffeurs sans véhicules.  
Nos chauffeurs-livres chargent et déchargent rapidement toutes marchandises et s'occupent de vos encaissements. Ils connaissent parfaitement Paris et sa région.  
Ils savent aussi bien conduire les voitures de tourisme que les estafettes et les camions de plus de 3,5 tonnes.  
Tous sont, bien entendu, des chauffeurs professionnels. Certains sont même spécialisés dans les hydrocarbures, le bâtiment ou les liquides alimentaires.  
Louez un chauffeur jour et nuit (8 heures minimum pour les chauffeurs-livres).  
Par les temps qui courent, on ne peut pas se permettre de perdre de l'argent bêtement.  
Alors téléphonez à Christian Simon-Lorière, 205.96.96.

**allô-chauffeur**  
12, pl. Jacques-Bonsergent 75010 PARIS  
Tél. 205.96.96

Xavier de la Fourmière  
**GISCARD d'ESTAING et nous**  
Préface de RAYMOND TOURNOUX  
**25 000 exemplaires vendus**  
PLON

**Vienne?**  
**AUSTRIAN AIRLINES**  
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient  
Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 255.24.55  
**Pour votre DEMENAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

## POLITIQUE

## Les récentes expulsions de travailleurs immigrés provoquent un incident entre MM. Poniatowski et Chevènement

La séance consacrée, mercredi après-midi 21 avril, aux questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, a été marquée par un incident qui a opposé M. Poniatowski et M. Chevènement. Le député socialiste du Territoire de Belfort, qui avait jugé « calomnieuse et raciste » la présentation faite par le ministre d'Etat en réponse à une question de M. Ginoux, des récentes expulsions de travailleurs immigrés,

En réponse à M. HENRI GINOUX, député réformateur des Hauts-de-Seine, M. MICHEL PONIATOWSKI a affirmé que la France « doit » à la population étrangère qui y réside — son hospitalité, sa protection, le respect de ses droits sociaux, mais cette population, a-t-il ajouté, lui doit « en échange le respect de ses lois et de ses institutions ». Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a ensuite donné quelques chiffres. Il a ainsi précisé que, « en 1975, 3715 arrêtés d'expulsion ont été prononcés à l'encontre de ressortissants étrangers dont 155 pour proxénétisme, 257 pour trafic de stupéfiants, 307 pour coups et blessures, 181 pour attentat aux mœurs, 2179 pour vol qualifié et vol, 70 pour escroquerie et 435 pour faux et usage de faux ». Puis M. Poniatowski a souligné que, parmi les étrangers expulsés, 1422 étaient Algériens, 432 Marocains, 340 Tunisiens, 189 Italiens.

Après avoir noté que ces expulsions se font automatiquement à la sortie de prison des intéressés, il a déclaré que « au 1<sup>er</sup> janvier 1976, sur 35 412 détenus, 5 515 étaient des étrangers, soit 18 %, proportion qui, selon lui, est à rapprocher de la proportion de la population étrangère par rapport à la population totale de la France ».

Le ministre d'Etat a ensuite expliqué, à propos des expulsions qui ont eu lieu la semaine dernière, que les quatre-vingt-cinq Pakistais concernés « étaient entrés en France de façon tout à fait régulière et que les autorités se virent à rester avant d'expulser les étrangers entrés régulièrement ».

## M. PONIATOWSKI : le droit de manifester ne doit pas être le droit de détruire.

Interrogé par M. Pierre-Charles Krieg, député U.D.R. de Paris, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, mercredi 21 avril, à l'Assemblée nationale, M. Michel Poniatowski, après avoir souligné que la liberté de manifester « est un droit républicain », a indiqué qu'en 1975 il y a eu 612 manifestations, dont 312 ont nécessité la mise en place d'un service d'ordre important et que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, sur 85 manifestations, 45 avaient nécessité une telle mise en place.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, évoquant les récentes manifestations, a relevé que « les organisateurs ont été débordés par éléments incontrôlés ou gauchistes. Pour éviter le renouveau de ces désordres, a-t-il poursuivi, j'ai donné des ordres très stricts pour encadrer les manifestations, les empêcher de déborder sur les rues voisines et disperser rapidement la manifestation, une fois celle-ci à son terme. Toutefois, certains troubles n'ont pu être évités. Vingt-sept vitrines ont été brisées, 220 interpellations ont eu lieu dont 168 concernant des Français (102 étudiants, 31 lycéens, 25 salariés et 29 des étrangers (123 étudiants et 6 salariés). Chacun doit savoir à quoi s'en tenir pour les manifestations : venir, mes instructions sont strictes, mes instructions sont strictes encore renforcées. Et cela, a-t-il conclu, afin de protéger le droit de manifester qui ne doit pas être le droit de détruire ».

## "BAC Révisions"

du programme entier Maths-Physique, Sc. Nat., toutes sections, 3 fois par semaine : 18 h. 30 - 21 h. 30, 3 fois la semaine, par équipe de professeurs dirigée par Guy Marek, diplômé Ecole Centrale, docteur en sciences.

CENTRE EPSILON 9, rue Laila (19<sup>e</sup>) 704-10-00

## La V.P.C. : qu'est-ce que c'est ?

Syndicat des entreprises de vente par correspondance

s'est vu demander par M. Poniatowski le retrait de ses propos. La menace alors brandie par le président de l'Assemblée, M. Edgar Faure, de proposer à l'Assemblée de prononcer la « censure » (qui entraîne la privation pendant un mois de la moitié de l'indemnité allouée au député) n'a pas empêché le député socialiste de persister dans son refus de revenir sur les propos qu'il avait précédemment tenus.

politique du gouvernement à l'égard des travailleurs immigrés est un seul document, écrit d'un seul trait de plume. Affirmant que la France « a une politique libérale à l'égard de ces travailleurs », il a noté que dans la situation actuelle « aucun travailleur étranger ne comprendrait que le gouvernement ait une politique raciste à l'égard de ceux qui viennent en France en situation régulière ». Puis il a conclu : « L'attitude de la France est généreuse et accueillante ; elle doit aussi être ferme et attentive ».

M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, député socialiste du Territoire de Belfort, estimant que les réponses formulées n'étaient pas satisfaisantes, a alors demandé à M. Poniatowski pourquoi il avait donné « des faits une présentation calomnieuse et raciste ». Après une première intervention de M. Edgar Faure, qui a déclaré : « Ces mots sont de trop », M. Chevènement a adressé une première question au ministre des élections : « S'agit-il là d'une nouvelle stratégie électorale ? » La seconde à M. Dujoud, pour lui demander s'il avait « rien à ajouter à ce qu'a dit M. le ministre d'Etat », et s'il savait « que son prédécesseur, M. Poitel-Vinay, avait démissionné pour beaucoup moins que cela ».

M. PONIATOWSKI, dans sa riposte, a lancé : « Ma réponse est simple : à la suite d'une question, j'ai dit de réponse à la question qu'il n'y avait pas de lien entre une stratégie électorale et l'expulsion d'immigrés qui avaient commis des délits et provoqué des désordres ». Affirmant que « si quelqu'un a des raisons de n'être pas raciste c'est bien moi », le ministre d'Etat a demandé au parlementaire de retirer les mots de « calomnieuse » et de « raciste ». M. Chevènement a répliqué : « Quand on est prince d'Empire, on devrait être moins susceptible. La présentation des faits que j'ai donnée M. Poniatowski était effectivement raciste. Si sa langue a fourché, je le regrette, mais je n'ai rien à retirer d'une approbation largement partagée sur les bancs de l'opposition ».

Menacé de proposer à l'Assemblée de décider la censure, M. EDGAR FAURE a demandé au député de préciser qu'il n'avait pas l'intention d'interpeller le ministre. Indiquant que l'interpellation n'était pas dans ses habitudes, M. CHEVÈNEMENT a alors déclaré qu'il maintenait son appréciation. M. Poniatowski, en conclusion, a affirmé que le gouvernement prenait des mesures contre les étrangers « à regret », mais qu'il « en prendra chaque fois que les lois et les institutions ne seront pas respectées ».

(Lire nos autres informations page 31.)

La voiture de l'année 1985. Essayez-la en 1976.

SFAM France

23, bd de Courcelles - 75008 Paris

Tél. : 292.02.50

40 ter, av. de Suffren - 75015 Paris

Tél. : 734.09.35

SAAB

La voiture d'une société évoluée.

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

## L'EXEMPLE DE L'« OLYMPIC-BRAVERY » A L'APPUI Les députés demandent une action rapide contre la pollution marine accidentelle

Mercredi 21 avril, en séance de nuit, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.

M. BAUDOUIN (R.I.), rapporteur, rappelle les grandes lignes d'un texte (Le Monde du 21 avril) qui « traduit la volonté de la France, d'une part, de respecter ses engagements internationaux (dans le cas présent la convention d'Oslo du 15 février 1972), d'autre part, de participer activement à la lutte contre la pollution des mers en allant même au-delà de ses obligations actuelles ».

M. André FOSSET, ministre de la Qualité de la Vie, précise que l'on s'orientera vers la reconnaissance des droits particuliers accordés aux États côtiers, au-delà de leurs eaux territoriales, en vue de lutter contre la pollution marine susceptible de les affecter. En matière d'immersion, une compétence exclusive pourrait être reconnue à l'Etat côtier.

Pour terminer, il évoque le problème des pollutions accidentelles de la mer, rappelle la position du gouvernement dans l'affaire du pétrolier « Olympic-Bravery » et énumère les mesures à prendre pour faire face, dans l'avenir, à de telles situations : affirmer l'autorité complète du représentant de l'Etat, permettre le déclenchement plus rapide du plan Polmar ; augmenter les moyens financiers et les moyens en personnel ; coordonner les missions de l'Etat destinées à préserver la qualité du milieu marin ; créer un réseau de laboratoires pour évaluer la toxicité et l'impact des rejets.

Dans la discussion générale, M. DARINOT (P.S. Manche) rappelle les difficultés d'application d'un texte, par ailleurs très fragmentaire, qui ignore notamment les rejets directs en provenance de la terre, ainsi que les « jets d'hydrocarbures ». Il indique que ces derniers s'élèvent à 5 millions de tonnes par an et précise qu'une tonne de pétrole brut pollue une surface de 23 kilomètres carrés. Puis il conclut la faiblesse des sanctions prévues : « Il est possible d'empoisonner des générations et de supprimer de nombreux emplois pour 2000 francs d'amende ».

Pour M. BAREL (P.C. Alpes-Maritimes), ce projet est « partiel » (il ne vise ni les rejets d'hydrocarbures ni les déchets radioactifs et « insolvables » en matière de pollution pétrolière). Il estime que les peines prévues ne pèseront guère sur les décisions d'armateurs « habitués à jouer avec des milliards » ; aussi son groupe proposera-t-il d'aggraver les sanctions.

M. BECAM (app. U.D.R., Finistère) affirme la nécessité d'une action interministérielle et souligne l'élaboration d'une charte ou d'un code concernant la protection des mers. Rapporteur de la commission d'enquête sur la pollution en Méditerranée, il estime que, pour être efficace, la

protection du milieu marin doit s'inscrire dans une politique générale d'économie des ressources naturelles, de recyclage et de récupération, de lutte contre les gaspillages.

« Trois mois après l'échouement de l'« Olympic-Bravery », déclare M. LE PENEC (P.S. Finistère), nous nous sommes aperçus que le caractère artisanal du dispositif de lutte actuel et l'usage des pavillons de complaisance ».

M. MEXANDREAU (P.S., Calvados) évoque le problème de la balle de Seine, puis dénonce « les pressions des grands groupes et le chantage : pollution ou chômage ».

« Polluer la mer, c'est aussi polluer la vie », déclare M. Crépaut (rad. de gauche, Charente-Maritime), qui observe que le problème en discussion a une dimension écologique (« la mer est un milieu fragile »), économique (« le grand capitalisme industriel multiplie les pollutions et, dans sa course au profit immédiat, ne tient compte ni des nécessités humaines, ni de celles de l'homme »), politique (« la France devrait avoir un grand ministère de la marine ») et morale (« il faut changer la société pour la mettre au service de l'homme et non plus de l'argent »).

Pour M. Jean BRIANE (rad., Aveyron) « se borner à la répression serait insuffisant ». Il estime nécessaire de mieux informer l'opinion et de poursuivre la concertation nationale et internationale.

Refusant « la démagogie et l'exploitation politique », M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère), entend tirer les leçons de la catastrophe de l'« Olympic-Bravery ». Il propose la « réglementation » de la navigation dans les parages difficiles, au même titre que celle des avions, et estime « inadmissible » que des navires présentant un danger pour les côtes puissent naviguer dans les eaux territoriales sans aucune obligation particulière et sans contrôle des pouvoirs publics. « Dans chaque région, déclare-t-il, un service spécial doit être mis en place. Un véritable commando d'intervention immédiate doit pouvoir être en-

gagé à tout moment et en tout point du territoire ».

M. AUBERT (U.D.R., Alpes-Maritimes) souhaite une législation qui couvre l'ensemble des problèmes, unifie les procédures et coordonne les compétences des divers services administratifs intéressés.

Dans la discussion des articles l'Assemblée précise que lorsque le propriétaire ou l'exploitant du navire, aéronef, engin ou plateforme, est une personne morale, la responsabilité pénale incombe aux dirigeants de sociétés.

Puis elle adopte un amendement du gouvernement qui permet de garantir le secret médical. Avec l'accord de M. GRANET, secrétaire d'Etat à l'environnement, elle complète le texte par des dispositions relatives à la lutte contre la pollution marine accidentelle. Elle rejette, par 223 voix contre 210, un amendement de M. GUERMEUR (U.D.R.) refusé par le gouvernement, qui imposait l'assistance d'un pilote pour la traversée des zones dangereuses. Un amendement du gouvernement, qui reprenait les propositions de M. Guermeur, permet aux autorités de juger rapidement de l'urgence d'une situation et de prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt général. L'Etat pourra mettre en œuvre une procédure d'urgence pour combattre les risques présentés par un navire avarié ou accidenté. De plus, le gouvernement déposera, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1977, un rapport sur les dispositions qu'il aura arrêtées pour faire face à une pollution marine accidentelle.

Après le vote d'un amendement de M. ZUCARELLI (rad. gauche, Corse), qui demande la conclusion d'une convention internationale réprimant l'immersion en mer des produits dangereux, l'Assemblée adopte l'ensemble du texte, l'opposition s'abstenant.

M. MEXANDREAU (P.S.) avait exprimé la crainte que l'on puisse revenir sur certaines décisions de justice prises contre des pollueurs.

La séance est levée, jeudi 22 avril, à 2 h. 30 du matin.

PATRICK FRANCES.

(Lire page 13 l'article de Marc Ambroise-Rendu.)

## Les modalités de l'élection présidentielle

## Décès ou empêchement de candidat

Mercredi 21 avril, l'Assemblée nationale examine le projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution relatif à l'élection du président de la République. Ce texte comporte une lacune résultant de l'absence de règles précises en cas de décès de l'un des candidats ou lorsque le Conseil constitutionnel constate l'empêchement définitif d'un candidat de participer à la campagne.

En cas de décès ou d'empêchement avant le premier tour, l'appartenance au Conseil de décider s'il y a lieu de reporter la date du scrutin ; si le décès ou l'empêchement se produit entre les deux tours, l'ensemble des opérations électorales serait obligatoirement recommencé. Si le report entraîne le déroulement de l'élection hors des délais prévus par la Constitution, le Conseil pourrait les proroger, sans toutefois que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après le décès ou la constatation de l'empêchement du candidat.

Après avoir remarqué que l'élection présidentielle multiplie les crises (attentat, défaillances, crises de santé, défections, etc.), M. ROYER (U.D.R.), rapporteur, analyse le texte gouvernemental qui entend « prévoir l'imprévisible ». Il exprime les « scrupules » de sa commission sur les trois points suivants : la notion de personne « ayant fait publiquement acte de candidature » ; la notion d'empêchement ; le pouvoir du Conseil constitutionnel de décider s'il y a lieu ou non de reporter l'élection. Aussi la commission a-t-elle décidé de s'en tenir à un seul cas, avant le premier tour : la mort de l'un des candidats, qui entraînerait le report de l'élection.

M. Jean LECANUET, ministre d'Etat, garde des sceaux, juge raisonnable de prendre en compte, dès le premier tour, l'hypothèse de l'empêchement, c'est-à-dire l'impossibilité pour un candidat de participer à la campagne électorale. Il souligne la nécessité de laisser au Conseil constitutionnel une part d'appréciation si l'on ne veut pas réduire le texte à des hypothèses trop simples et le faire ainsi « passer à côté des réelles situations ». Quant au décès, il estime que l'empêchement avant l'ouverture de la campagne, d'une personne « ayant fait publiquement acte de candidature », il reconnaît « les atermoiements d'une formule aussi extensive » et se déclare prêt à aménager le texte sur ce point.

Pour terminer, le ministre de la Justice estime « inintéressant » de prendre en compte les « surabondances pour entrer au pays l'inconvénient extrêmement grave d'une élection dans laquelle des millions d'électeurs considéreraient qu'ils n'ont pu s'exprimer librement ».

Dans la discussion générale, M. DONNEZ (rad. Nord), président du groupe de l'opposition, justifie sa démission en raison de l'adoption, par la commission, d'un amendement qui, à son avis, dénaturait le texte en supprimant, avant le premier tour, la notion d'empêchement définitif. Il déclare que ses amis s'en tiendront au texte gouvernemental et le voteront.

Estimant le projet en discussion « ambigu et dangereux », M. VILLA (P.C. Paris) craint que « le très grand pouvoir d'appréciation, au Conseil constitutionnel, donne au Conseil constitutionnel l'autorité de la loi de abus qui pourraient permettre à la droite de reporter à plusieurs reprises une échéance électorale retardant ainsi le jour du scrutin ». Puis il dénonce « le renforcement d'un pouvoir d'Etat de plus en plus personnel et de plus en plus bureaucratique surabondant aux intérêts des principaux groupes industriels et financiers ». Son groupe se prononce pour « une réforme démocratique de la Constitution » (il rappelle les grandes lignes) et refuse « de cautionner la mini-réforme proposée ».

M. BOUVARD (rad., Morbihan) se prononce pour des dispositions applicables à tous les candidats ; le report des élections en cas de décès ou d'empêchement majeur ; le rôle d'appréciation du Conseil constitutionnel.

Pour M. CLAUDIUS-PETIT (rad., Paris), « le vrai problème, c'est celui du décès ». Et il demande : « Qui dira où commence l'empêchement et où il se termine ? Qui définira la notion de personne notoirement candidate ? N'appartient-elle pas à chaque formation politique de faire face à l'empêchement éventuel de son candidat ? »

Après une suspension de séance et une réunion des groupes de la majorité, M. EDGAR FAURE annonce que la suite du débat est renvoyée à mardi prochain, qu'au terme de la discussion aura lieu un vote personnel. « Ici la séance le président, la commission et le gouvernement auront le temps de rapprocher leurs points de vue ».



سوان الامل

POLITIQUE

NATIONALE

LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES LIBERTÉS  
L'indépendance des magistrats  
à l'ordre du jour

La commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi sur les libertés s'est réunie mercredi matin 21 avril à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Edgar Faure, pour procéder à trois auditions.

M. Aydaïok, premier président honoraire de la Cour de cassation, a déclaré que « si la liberté doit être entendue, si elle est universelle et si elle est le droit des droits, elle se trouve nécessairement limitée, même dans la démocratie la plus soignée, par la notion d'abus de droit, par le respect de la loi, éventuellement par le statut de la République ». Puis il évoque des dispositions qui empêchent sur les libertés individuelles. Ainsi il se déclare hostile à l'allongement de la garde à vue, « atteinte flagrante au principe même de la liberté individuelle ».

Après avoir souhaité que la police judiciaire ne soit pas rattachée au ministère de l'intérieur mais à celui de la justice, il se déclare réservé quant aux propositions prévoyant de permettre aux personnes gardées à vue d'être assistées d'un avocat (M. Braunschweig, entendu au cours de la même réunion, émettra la même opinion). M. Aydaïok souhaite que les perquisitions et les saisies conservent « un caractère exceptionnel », notant à ce propos qu'il aurait été préférable que le Conseil d'Etat autorise la fouille des automobiles par des officiers de police judiciaire et non par de simples agents de police judiciaire.

A propos du problème pénitentiaire, M. Aydaïok souligne qu'il « reste beaucoup à faire pour élargir les conditions de détention, pour doter le détenu d'un statut », il s'agit de donner aux détenus des conditions de vie dignes de l'homme et de leur permettre de participer à la vie sociale.

M. Michel Poniatowski, qui était interrogé sur les libertés par Jack Ralite, député communiste de Seine-Saint-Denis, mercredi après-midi 21 avril, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions de gouvernement, a déclaré : « Il est d'abord d'importance de nous parler de liberté », ajoutant qu'« il est humoristique aussi d'en parler à propos de la France, car, il est un pays au monde où les libertés sont respectées, c'est bien la nôtre. La presse critique le gouvernement, a-t-il poursuivi, à longueur de colonnes, les moyens audiovisuels le font à longueur d'émissions ». Puis le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a indiqué qu'« il ne peut y avoir de liberté là où la violence existe. C'est la violence — qui n'est pas notre fait — qui menace la liberté. Le gouvernement aura pour préoccupation constante de faire effectivement respecter les libertés contre ceux qui leur portent atteinte ».

L'orateur cite alors les réponses

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. GREMEZ (P.C.F.) : les socialistes envisagent un marché de dupes.

M. Madeline Gremez, membre du secrétariat du parti communiste, s'exprime dans l'Humanité du 22 avril des conclusions de l'étude de M. Alain Richard publiée dans le numéro d'avril de la revue socialiste Faire (le Monde du 21 avril). Il écrit :

« Ses conclusions sont tout simplement effrayantes. (...) En somme, si on comprend bien, le parti socialiste devrait lui voir gagner par la gauche, tandis que la gauche devrait lui voir obtenir la direction d'une nouvelle municipalité. »

« Si cela devait être l'orientation du parti socialiste, ce serait très préoccupant. »

« Car, faut-il le dire, les militants, les électeurs communistes, ne sauraient ingurgiter cette étrange cuisine électorale. Ils ne sauraient être les victimes conscientes de ce marché de dupes dont la population allemande servit les frais. »

LES RADICAUX DE GAUCHE VEULENT PRÉSENTER UN MAXIMUM DE CANDIDATS

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'est réuni mercredi 21 avril, a demandé à ses fédérations départementales de présenter un maximum de candidatures pour les élections municipales de 1977. Il stipule qu'aucun accord ne sera conclu avec des représentants des formations de la majorité présidentielle.

Dans les villes de plus de 30 000 habitants, « tous les efforts doivent être entrepris pour que soit réunie l'union de la gauche autour des candidats de formations qui la composent », ajoutent les radicaux de gauche. « Dans les autres communes, le M.R.G. demande à ses candidats, compte tenu des données locales, de servir au mieux les intérêts de l'union et la victoire de la gauche. »

Le comité directeur a d'autre part décidé qu'un « manifeste municipal » va être élaboré en vue de définir les conceptions du Mouvement en ce qui concerne la gestion locale et la démocratie communale.

Les républicains indépendants relancent leur action militante

M. DOMINATI : « GISCARD D'ESTAING EST NOTRE SEUL CHEF POLITIQUE »

Les cadres de la Fédération nationale des républicains indépendants se sont réunis le jeudi 22 avril au siège de leur parti à Paris pour une conférence nationale. Cette manifestation, qui a rassemblé environ six cents responsables locaux et régionaux, est destinée à relancer l'action militante des giscardiens. Elle a été l'occasion pour M. Jacques Dominati, secrétaire général, d'annoncer la réunion à Paris le 19 juin prochain d'une convention nationale des républicains indépendants. M. Dominati a aussi déclaré que M. Valéry Giscard d'Estaing est le « seul chef politique » que reconnaissent les membres de la F.N.R.I.

L'idée d'une manifestation publique avancée le 16 avril par le secrétaire général, semble avoir été abandonnée ou en tout cas ajournée. « Il ne nous paraît pas possible de l'organiser pour le retour de M. Giscard d'Estaing des États-Unis. C'était seulement une hypothèse de travail », dit-on au siège de la F.N.R.I.

LE COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SOUHAITE RETOURNER CONTRE L'OPPOSITION SA « TACTIQUE DE HARCELEMENT »

M. Bertrand de Maigret, délégué général du Comité national de soutien au président de la République, se demande, dans le numéro d'avril de Réformer, bulletin du comité, « si l'exercice effréné du droit de critiquer et de blâmer, auquel se livre quotidiennement l'opposition, ne vise pas, en définitive, à briser les rangs qui protègent nos libertés individuelles ». Il poursuit : « Il est grand temps de rétablir l'équilibre de l'information, puis, dans les rangs de l'opposition, de retourner contre elle cette tactique de harcèlement, de dire clairement, les méthodes sournoises qu'elle retient pour dénigrer la vérité. »

M. de Maigret écrit ensuite : « Il faut poursuivre dans la même ligne d'un pas alerte la mise en place des réformes qui restent plus que jamais nécessaires (...). Les Français souhaitent profondément la poursuite de la préparation des réformes, en même temps qu'ils aspirent à être gouvernés. Il semble cependant que pour être fructueuse leur réflexion doit être davantage guidée et qu'à l'avenir doivent être clairement indiquées les limites des réformes en préparation. Ainsi, certains d'entre eux, mutuellement ceux auxquels on demandera un effort de solidarité nationale. Cette méthode aurait aussi l'avantage de réduire le temps nécessaire aux débats, alors que ces débats sont trop souvent perdus à tort comme des signes de faiblesse. »

CORRESPONDANCE

La Guadeloupe département français

Nous avons reçu de M. Lucien Faure, professeur au C.E.S. de Pointe-à-Pitre, à Basse-Terre (Guadeloupe), une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

La Guadeloupe est-elle un département comme les autres ? Est-elle un département comme les autres lorsqu'un agent des P.T.T. qui y a suivi son conjoint et demandé sa réintégration sur place reçoit la note suivante : « Je vous informe que vous ne pouvez plus figurer au tableau des vœux de mutation pour la Guadeloupe, celui-ci étant supprimé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976 pour les agents qui ne sont ni en exercice dans ce département, ni en sont originaires, ou dont le conjoint n'en est pas originaire. » Dans le même sens, M. Baby vient de déclarer en Guadeloupe qu'il fallait « arrêter » le corps enseignant. La Guadeloupe sera-t-elle vraiment un département à part entière lorsqu'elle sera entièrement autonome et hors du circuit national des mutations de fonctionnaires ? Lorsque l'on se présente à un concours de l'Etat, on est prévenu que l'on peut être nommé dans n'importe quel département, en cas de refus, le bénéfice du concours est perdu. Les Français des DOM ne pourront donc plus se présenter aux concours dans ce département. Il semble qu'une fois de plus le système du pendule soit appliqué. C'est le tout ou rien : on va d'un extrême à l'autre. Autrement, pourquoi l'autonomie ? Pourquoi tous ceux qui réussissent un concours national, maintenant on veut faire l'inverse, nommer tous les Guadeloupéens en Guadeloupe, qu'en pensent les Guadeloupéens qui désirent rester définitivement en France ?

La Guadeloupe est un département, oui, mais... !

L'élection législative partielle de Tours

M. HERNU (P.S.) : la gauche devient majoritaire.

Deux des adversaires de M. Jean Royer à l'élection législative partielle d'Indre-et-Loire, dont le premier tour aura lieu le 9 mai, ont reçu, mercredi soir, 21 avril, à Tours, le concours de responsables nationaux de leurs formations respectives. M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., qui apportait son soutien au candidat socialiste, M. Paul Lussault, a notamment déclaré, au cours d'un meeting, à Tours, qu'il n'est pas un test, car combien faudrait-il de tests pour convaincre le gouvernement que la gauche devient majoritaire ? Toutes les Françaises, tous les Français, regardent vers Tours, mais les Tourangeaux regardent vers eux-mêmes. C'est eux que cette élection regarde d'abord. »

M. LECANUET AUTORISE UNE RÉUNION DU « FRONT DE LA JEUNESSE »

(De notre correspondant.)

Rouen. — En Seine-Maritime, les organisations politiques et syndicales (C.G.T., F.D.T., F.N.P., P.C.F., P.S.U., U.J.C. et M.J.S.) ont appelé à manifester ce jeudi 22 avril à 18 heures, « devant la mairie de Rouen », pour protester contre l'autorisation accordée par M. Lecanuet au Front de la jeunesse, organisation d'extrême droite se réclamant du nazisme, à tenir un meeting, le 24 avril, dans la salle municipale de Rouen. Dans le même temps, déclarent ces organisations, « M. Lecanuet a refusé de mettre à la disposition de la C.G.T. un stade pour tenir une fête sportive le 1<sup>er</sup> mai et un emplacement au Mouvement de la jeunesse communiste pour tenir son festival. »

● M. Pierre Maradilhac, sénateur non-inscrit de la Charente, note dans une « tribune libre » publiée mercredi 21 avril par la Charente libre : « Si le chef de l'Etat ne veut pas ouvrir lui-même le dialogue, il doit donner rapidement la parole au pays en organisant des élections anticipées. Tout vaut mieux que ce climat morne qui pourrait, si les événements extérieurs s'en mêlent, tourner rapidement au désordre. »

L'exécution du budget de 1974  
La commission des finances formule huit observations

La commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie mercredi 21 avril, a adopté le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974 (qui se solde par un excédent de 5 700 000 000 F, assorti de huit observations). La commission a souhaité en particulier une information plus complète sur les crédits consentis par le F.D.E.S. au secteur industriel et sur la politique gouvernementale en matière d'appel des entreprises nationales au marché financier. Elle a relevé le taux particulièrement peu élevé du recouvrement des participations des collectivités locales au budget de l'éducation nationale, et considérant qu'il s'agit là d'un symptôme des difficultés financières locales, liées à la mauvaise répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités, elle a :

● L'Institut socialiste d'études et de recherches (I.S.E.R.) organise samedi 24 avril, au P.L.M.-Saint-Jacques, à partir de 9 heures, un colloque sur « l'unité de la gauche et le renouveau socialiste de 1958 à 1976 ». Six rapports seront présentés par MM. Gilles Martinet, Pierre Joux, Jean-Paul Bachy, Pierre Guldou, Jean Popere et Mme Colette Andry. M. Mitterrand doit alors, au cours de la soirée, les débiter.

édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication ; Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.  
Comptabilité partielle des journaux et publications : n° 5787.

Le Mouvement national des élus locaux organise, samedi 24 avril, à la mairie de Versailles, un séminaire de formation qui comprendra notamment des exposés suivis de débats sur l'histoire des communes, les finances locales, l'aménagement du territoire, l'équilibre régional, l'implantation nucléaire, etc.

M. Pierre-Christian Talsinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, prononcera l'allocation de clôture.

\* M.N.E.L., 36, rue de Laborde, 75008 Paris.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR  
CHARTERS A.R.  
KABUL 2.100F  
BANGKOK 2.100F  
BOMBAY 2.200F  
DELHI 2.400F

4 rue de l'Ecluse, Paris 1<sup>er</sup>  
3 bis rue de Valenciennes, Paris 6  
Tél. 260 74 93 et 44 69 - 325 78 25

Varsovie?  
Austrian Airlines  
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient  
Austrian Airlines 12, rue Aubert, Paris - Téléphone 26634.66

Isolation à moitié prix  
DUO-FENETRE  
Une deuxième vitre, maintenue par un cadre discret, c'est DUO-FENETRE, qui assure une étanchéité totale. Propre (on l'ouvre aisément), c'est la plus esthétique et aussi la plus efficace des isolations éprouvées depuis 15 ans en Allemagne. La mise en œuvre de ce rempart thermique et phonique est instantanée et permet des prix de revient très inférieurs. Pose Paris et 100 km alentour. Devis gratuit. Crédit Cetelem.

Renseignements : SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75008 - 206-50-13.

Contre l'informatique au jugé...  
Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).  
C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.  
Et maintenant - quel est votre objectif ?  
Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-inform à LOGABAX/Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 807.78.73.

Logabax informatique

## POLITIQUE

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le 21 avril sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

#### • INVESTISSEMENTS AU MAROC

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord, ainsi que deux échanges de lettres signés à Rabat, le 15 juillet 1975, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc, sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproque des investissements. Cet accord a pour objet de protéger les investissements et permet, le cas échéant, de leur accorder la garantie du Trésor français. Outre les garanties d'un traitement juste et équitable des investissements, il prévoit les modalités de transfert des revenus du capital investi, du capital lui-même et, éventuellement, de l'indemnité prévue en cas de nationalisation ou d'expropriation, ainsi que le recours possible au Centre international pour le règlement des différends en matière d'investissements.

#### • ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail. Les chefs d'entreprise seront tenus d'organiser une formation sur la sécurité du travail au profit de leurs salariés. Les exigences de la sécurité du travail seront intégrées dans la conception des bâtiments à usage industriel, commercial ou agricole et dans la fabrication des matériels et des produits. Les constructeurs, vendeurs, importateurs ou loueurs d'appareils, de machines ou de produits dangereux seront soumis à une réglementation renforcée. L'utilisation de ces matériels ou produits pourra, en cas de nécessité,

être interdite. Les actions d'hygiène ou de sécurité seront renforcées sur les chantiers du bâtiment, notamment par la constitution de collèges interentreprises. Les initiatives des partenaires sociaux seront favorisées ; des organismes professionnels de sécurité seront créés dans les branches d'activité à haut risque. Les inspecteurs pourront, sous réserve d'un accord préalable, dresser procès-verbal lorsque l'observation des prescriptions réglementaires sera de nature à porter gravement atteinte à l'intégrité physique des travailleurs ; ils auront également la possibilité d'intervenir pour des risques non visés actuellement par la réglementation.

Les sanctions prévues pour infraction aux règles de sécurité du travail seront renforcées. L'auteur de l'infraction pourra être frappé par le tribunal d'une interdiction d'exercer pendant une durée maximale de cinq ans. Dans le cas où l'accident trouve son origine dans la faute d'une personne physique, mais où cette faute est elle-même imputable à l'entreprise, le paiement des amendes pourra être mis totalement ou partiellement à la charge de l'employeur. En cas d'accident grave survenu dans une entreprise où ont été relevés des manquements graves et répétés aux règles d'hygiène et de sécurité, le tribunal pourra, s'il ne retient pas la responsabilité pénale d'une ou des personnes physiques, faire obligation à l'entreprise de prendre toute mesure de nature à rétablir des conditions normales d'hygiène et de sécurité. Il pourra être enjoint à l'entreprise de présenter un plan de réalisation de ces mesures. En cas de refus de ce plan par le tribunal, l'entreprise pourra être contrainte de faire disparaître, au plus tard dans les cinq ans, les insuffisances constatées par l'application d'une fraction de ses investissements.

Pour donner une plus grande efficacité à la prévention, les conditions dans lesquelles pourront être imposées des cotisations supplémentaires ou consenties des ristournes sur cotisation seront aménagées. En outre, en cas de faute inexcusable de l'employeur, la victime ou ses ayants droit pourront obtenir, dans certaines conditions, une indemnisation complémentaire.

Ces mesures seront également mises en œuvre dans le secteur agricole selon des modalités adaptées. Un conseil supérieur de la prévention des risques professionnels assistera une vision globale des problèmes et des solutions à leur apporter.

#### • LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (formation professionnelle) a présenté une communication sur le bilan de la politique de formation professionnelle continue. Depuis 1971, dix millions de travailleurs ont suivi des stages de formation. En 1975, l'effort cumulé de l'Etat et des entreprises pour la formation professionnelle a atteint 10 milliards de francs. Une concertation étroite avec les partenaires sociaux et une large décentralisation des programmes et des décisions ont permis de prendre en compte les besoins et d'adapter la formation à la demande. Compte tenu des résultats satisfaisants obtenus, le secrétaire d'Etat a

proposé de renforcer et de simplifier le dispositif existant : les cours de promotion sociale seront modernisés, le cours individuel de formation sera développé, les conditions d'admission aux stages et de rémunération des stagiaires seront simplifiées. Plus encore que par le passé, la formation professionnelle continue devra être orientée vers l'emploi. Elle devra avoir pour objectif de former les jeunes sans qualification et d'offrir à ceux qui en ont besoin une formation complémentaire. Elle devra également assurer la mobilité et la conversion des travailleurs vers les secteurs les plus productifs et, notamment, vers les petites et moyennes entreprises.

Le secrétaire d'Etat proposera au gouvernement toutes mesures propres à relancer l'apprentissage, qui demeure la voie normale de formation et de recrutement, en particulier dans le secteur des métiers.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue. Ce projet permettra, sans créer d'obligations nouvelles aux entreprises, d'utiliser les sommes qui doivent être consacrées au développement de la formation professionnelle continue, soit 1 % de la masse salariale, à des actions de formation en faveur de demandeurs d'emploi qui ne sont pas liés à l'entreprise par un contrat de travail. Ces actions seront organisées dans les centres de formation conventionnés ou agréés.

(Lire page 33.)

#### • LA LÉGISLATION DE L'APPRENTISSAGE

Un projet de loi relatif prolongeant les mesures provisoires d'adaptation des dispositions de la loi du 16 juillet 1975 relatives à l'apprentissage a été adopté. A la date du 15 juillet 1975, les centres de formation d'apprentissage remplacent les cours professionnels et les diplômes de l'enseignement technique les examens d'apprentissage artisanal.

(Lire page 33.)

#### • LE VII<sup>e</sup> PLAN

Sur proposition du premier ministre, le conseil a adopté le projet de rapport sur le VII<sup>e</sup> plan de développement économique et social (1976-1980).

Parmi les principaux objectifs recherchés d'ici à 1980, figure en priorité le rétablissement du plein emploi. Le rapport précise, à l'intérieur de l'ensemble des agents économiques, les moyens à mettre en œuvre et les conditions à respecter pour parvenir à ce résultat. Il insiste notamment sur la nécessité et sur la possibilité d'une croissance forte et équilibrée (de 5,5 % à 6 % en volume, par an, pour la produc-

tion intérieure brute). Mais cette croissance devra être orientée de telle sorte qu'elle concorde à la réalisation des objectifs fondamentaux que le gouvernement s'est assignés pour l'amélioration des conditions de vie des Français. Les révisions et consultations de ces derniers mois ont permis d'acquiescer la stratégie correspondante pour les cinq prochaines années, compte tenu des contraintes et de chances qui semblent devoir caractériser l'économie française et son environnement international.

L'un des instruments d'application de cette politique économique et sociale à moyen terme sera les vingt-cinq programmes d'action prioritaires nationaux, auxquels s'ajoutent les programmes de même nature qui seront, dans quelques mois, adoptés par les régions et les collectivités locales. Les programmes nationaux visent à renforcer le dynamisme de l'économie, à consolider nos relations économiques avec l'étranger, à rétablir le plein emploi, à réduire les inégalités, à améliorer la qualité de la vie, à développer la recherche. Dès maintenant, l'Etat s'engage à apporter un financement de l'ensemble de ces programmes une contribution globale de 206 milliards de francs 1975 jusqu'en 1980. Cette programmation partielle ne saurait, par définition, couvrir la totalité du champ des actions de l'Etat au cours du VII<sup>e</sup> Plan, qu'elles aient déjà été déclarées (dispositions adoptées ou en cours d'élaboration pour la famille, le relèvement du minimum vieillesse...) ou qu'elles viennent à l'être dans les prochaines années ; elles ont déjà été ou elles seront, le moment venu, nécessairement traduites dans le budget de l'Etat. Mais il était indispensable de garantir le financement de quelques actions, judicieusement choisies, particulièrement significatives de la politique adoptée et indispensables à la réalisation des objectifs du Plan.

Le conseil des ministres procédera fin mai à un dernier examen de ce rapport, au vu de l'état du conseil économique, avant de déposer au Parlement le projet de loi correspondant.

(Lire pages 32 et 33.)

#### • L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a fait une communication sur la commémoration du 8 mai 1945. A ce propos, le président de la République a déclaré : « La France souhaite la réconciliation et la paix en Europe. C'est aussi le pays de liberté et de souvenir. En dehors de l'hommage national rendu désormais le 11 novembre aux morts et aux victimes de toutes les guerres, il appartient aux collectivités locales et aux associations de déterminer librement elles-mêmes les conditions dans lesquelles elles entendent célébrer le souvenir de l'armistice du 8 mai 1945. Les représentants locaux du gouvernement leur apporteront, à leur demande, leur concours. »

## ARMÉE

### Le général Bley devient major général de l'armée de terre

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 21 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• **TERRE.** — Est nommé major général de l'armée de terre, le général de division Bley. Sont promus : général de division, les généraux de brigade Bardier et Deschamps ; général de brigade, le colonel Martin, commandant la 52<sup>e</sup> division militaire (Clermont-Ferrand). Est nommé : adjoint au général commandant la 11<sup>e</sup> région militaire (Lille), le général de division Cussac.

Est reconduit dans ses fonctions de conseiller du gouvernement pour la défense, le général de corps d'armée Langlois. Sont admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, le général de corps d'armée Pavreau et l'intendant général de première classe Pascaud.

• **MARINE.** — Est nommé inspecteur des réserves, chargé de l'instruction des réserves, le contre-amiral Deyrieu. Est promu : contre-amiral, le capitaine de vaisseau Le Pipic.

Sont promus dans la deuxième section (réserve) : commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe Venot ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Borot.

Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le contre-amiral Lhopitalier.

• **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Roulier ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Delafosse.

• **SERVICE DE SANTE.** — Est promu au rang et prérogatives de général de brigade, avec appellation de médecin général, le médecin chef des services de classe normale Nolrot.

• **GENDARMERIE.** — Est promu général de division, le général de brigade Raynaud.

Est promu dans la deuxième section (réserve), général de brigade, le colonel Mailharrou ; est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, le général de division Morel.

### M. Baillot (P.C.F.) : la force nucléaire se présente comme un fait

dont il est impossible de ne pas prendre acte

Le général Georges Buis, président de la Fondation pour les études de défense générale, a précisé, mercredi 21 avril, à l'Agence France-Presse les conditions dans lesquelles M. Louis Baillot, député communiste de Paris et président de la commission de défense du P.C.F., a été amené, le 8 avril dernier, à prendre une position nuancée sur la force de dissuasion (le Monde daté 18-19 avril).

« Au cours des exposés qu'il a fait, a indiqué le général Buis, M. Baillot est ses amis ont mis l'accent sur la nécessité d'une défense nationale, assurée par une armée de conscription qui soit l'âme de la nation. Le débat qui s'est ouvert aborde tous les problèmes touchant la défense, y compris la politique étrangère. »

« Les armes nucléaires tirent donc l'objet d'un échange de vues, ce qui donne l'occasion à M. Baillot et à ses amis de préciser la position de leur parti à l'égard de ces armes : »

1. La priorité absolue accordée à l'arme nucléaire a entraîné un

dépassement de l'armée conventionnelle qui a eu pour effet de mettre dangereusement en cause la défense nationale ;

2. La force nucléaire se présente comme un fait et il est impossible de ne pas en prendre acte ;

3. Cette position est incluse dans le programme commun des partis de gauche.

« Le débat qui s'est ouvert dure depuis heures et fut l'occasion d'un échange de vues vif et enrichissant », a conclu le général Buis.

De son côté, M. Louis Baillot a précisé à l'A.F.P. :

« La déclaration du général Buis reflète l'esprit de ce que nous avons dit au cours de cet entretien extrêmement riche. »

« En effet, beaucoup de sujets ont été abordés qui mériteraient tous d'être cités, notamment le fait que la politique internationale du pouvoir, toujours plus atlantique, met en cause la défense du pays à la fois sous l'angle militaire, politique et économique », a conclu le député communiste.

(Publicité)

### LA CHOUROUTIÈRE

3 bd Denain (XX<sup>e</sup>), Tél. TRU 03-44

La Maison SCHMID Père et Fils, d'une des plus anciennes chausseries de Paris, créée en 1894, ouvre le 23 avril 1976, au 3, bd Denain, sa première chourotière ultra-moderne.

Spécialiste depuis toujours de la chourotte et des produits Suisse et alsaciens, M. Marcel SCHMID, le président actuel et petit-fils du fondateur, se lance dans le plus ancien de haute qualité à commander son plan. Il offre à sa clientèle, souvent très pressée, dans un cadre ultra-moderne, la possibilité de se restaurer et de se régaler dans un minimum de temps.

### Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### LA REDUCTION «GROUPE» 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent ↔ Corse).

### Air Inter favorise vos déplacements de groupe.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

## AIR INTER

### LA PISCINE DELIGNY

BAR-RESTAURANT LA PLAGE DE PARIS Bassin alimenté en eau de la ville 3.000 m<sup>2</sup> de solarium

**EST OUVERTE**

Près du pont de la Concorde (autor. des berges) Park. gardé 25, quai Anatole-France Tél. 531-72-15

TOUTE L'ANNÉE

### BATEAU-ÉCOLE

PERMIS MER ET RIVIERE

### MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

## TRECA

présente toutes ses nouvelles literies chez

## CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente 57, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 13<sup>e</sup> Métro Permetteur Tél. 357.46.35

### LA SARDAIGNE

au départ de Toulon de Pâques à fin Septembre

ligne régulière Toulon/Porto-Torres en car-ferries confortables. jusqu'à fin Juin, transport gratuit de votre automobile.

Week-ends de printemps Pâques, 1er Mai, Ascension, Pentecôte et week-end en Juin, voyage A/R. Pension complète + transport voiture gratuit 4 jours à partir de 365 F

Séjours de printemps et vacances d'été Voyage et 7 jours en pension complète. Printemps à partir de 770 F. Été à partir de 850 F

Renseignements : toutes agences de voyages et


## ferrytour

à TOULON : CM7S 582 avenue de la République Tél. (04) 4123.78

à PARIS : SNCM 5 bis, rue de Saxe 75008 PARIS Tél. (1) 742.30.30

En collaboration avec ENTIPARIS et ENTINCE

### Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### 25 % DE REDUCTION POUR LES FAMILLES

Si vous devez vous déplacer en famille, à trois personnes et plus, Air Inter vous fait bénéficier d'une réduction de 25 % sur ses vols au départ de Paris.

Air Inter double cette réduction pour vous-même si vous êtes détenteur d'une carte d'abonné.

Air Inter favorise les voyages familiaux

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

## AIR INTER

### ANCIENS COMBATTANTS

### LA JOURNÉE NATIONALE DE LA DÉPORTATION

Le conseil des ministres du 21 avril a adopté, par décret, que l'Office national des anciens combattants organise, à l'occasion de la Journée nationale de la déportation, une cérémonie solennelle le jeudi 29 avril, à 18 heures, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9<sup>e</sup>. Cette cérémonie se déroulera en présence de représentants de la présidence de la République et des plus hautes autorités civiles et religieuses. D'autre part, une cérémonie du souvenir aura lieu le 25 avril, à 10 heures, au mémorial du Martyr juif inconnu.

À Bordeaux, l'Association nationale des amis de Jean Moulin et le Centre Jean-Moulin organisent actuellement, salle de la Renaissance, une exposition « Nuit et brouillard ». Celle-ci regroupe cinquante et une peintures de Jean-Jacques Morvan consacrées exclusivement à l'univers des camps de concentration nazis. — (Corresp.)

À l'occasion de la Journée nationale de la déportation, le secrétariat d'Etat aux anciens combattants organise une cérémonie du souvenir au mémorial du Martyr juif inconnu, le dimanche 25 avril, à 10 heures. M. Pierre Bloch, président de la LICRA, ancien ministre, rendra hommage aux victimes du génocide.

(Publicité)

### Rectificatif

CAMPAGNE ANTI-OUTSPAN

Congrès des 24-25 avril 1976 (Publicité parus dans le Monde du 21 août 1975).

La C.A.O. (C.O.C.I.A.A.) signale que les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 26 avril 1976

Tél. : 336-11-69

46, r. de Vougrand, 75006 Paris

### Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



### L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent le sud de la France. L'aller-retour dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

**PARIS ↔ NIMES**

parmi 4 à 6 liaisons quotidiennes. dép. 07h00 Nîmes 21h40

**PARIS ↔ MONTPELLIER**

parmi 5 à 6 liaisons quotidiennes. dép. 09h40 Montpellier 17h35

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

## AIR INTER



## Libres opinions

### AVOCAT DE LA DÉFENSE

par YVES LANCIE (\*)

Le vent froid qui paraît à nouveau souffler de l'Est, la succession qui s'ouvre à Pékin, à Moscou, comme à Belgrade, la situation trouble qui prévaut dans toute la Méditerranée — l'Europe du Sud comprise — les éventuels pontonnages en Asie du Sud-Est de la victoire révolutionnaire en Indochine, les convulsions africaines — du Sahara occidental à l'Afrique du Sud, en passant par la Libye, le Tchad, l'Éthiopie, la Rhodésie et l'Angola — la réapparition d'un courant isolationniste aux États-Unis, ne laissent-ils pas planer des nuages lourds d'incertitudes ?

Quel paradoxe alors de ne pas accorder présentement une priorité à la défense ?

Nous sommes pourtant loin du compte. Faute, sans doute, que l'on ait eu ordre un très large consensus, qui ne saurait d'ailleurs se manifester sans la claire définition préalable d'une politique.

Mais qu'est-ce donc que la défense, sinon l'affirmation d'une volonté, la chose d'une doctrine, la constitution de moyens ?

Une volonté, qui soit celle de la nation tout entière, de défendre envers et contre tout l'intégrité du territoire, secondairement de tenir les engagements internationaux qu'elle a souscrits.

Volonté qui suppose précisément — extrême à part, qui ne peuvent être laissés libres de dicter leur loi — la recherche active du plus large consensus.

L'effort de défense, les forces armées elles-mêmes, doivent être tenus à l'écart des affrontements politiques, les cinquante-deux millions de Français étant appelés, quel que soit leur engagement idéologique, à connaître un sort commun.

Il appartient, dès lors, à tous ceux qui détiennent l'autorité, parce qu'exercent des responsabilités — à commencer bien sûr par nos gouvernants — de sensibiliser l'opinion aux risques éventuels et de faire comprendre la nécessité, pour nous comme pour les autres, de posséder la meilleure assurance possible contre la défaite et, mieux encore, contre la guerre elle-même.

Il faut en même temps que les jeunes, les premiers concernés, soient pleinement acquis à l'idée du service militaire.

C'est pourquoi, au-delà d'une instruction civique plus nécessaire que jamais, il serait souhaitable d'instituer un service national pour tous, à l'âge de dix-huit ans, qui ne laisse de côté ni les filles ni les exemples de toutes sortes.

Dans le cadre de ce service national, certains seraient affectés à des tâches de défense, d'autres à des tâches d'intérêt général, là où des besoins se font cruellement sentir (santé, communications — aide aux familles et aux personnes âgées, etc.).

Ainsi, sans doute, parviendrait-on à mieux marquer la signification de la majorité à dix-huit ans, créatrice à la fois de droits et de devoirs.

Une doctrine. Grâce à l'effort de nos chercheurs, civils et militaires, nous avons pu nous doter d'une force de dissuasion respectable et respectée. C'est bien entendu par rapport à elle qu'il faut orienter nos réflexions, prélude à nos choix.

Observons tout d'abord que cette arme a donné une tout autre dimension à la fonction de chef d'État, puisqu'elle ne vaut que par la volonté qu'il aurait de s'en servir s'il le fallait absolument, ou, pour être plus précis encore, par la crédibilité qu'il acquiert aux yeux d'un agresseur éventuel.

A partir de là, tout autant qu'un instrument militaire, la force nucléaire devient pour un pays l'instrument politique de la maîtrise de son propre destin.

Dans le monde tel qu'il est, la possession de l'arme atomique nous garantit déjà absolument contre tout État qui ne la possède pas lui-même.

Reste à examiner, bien sûr, le cas des autres possesseurs d'arsenal nucléaire : l'U.R.S.S., la Chine, les États-Unis, la Grande-Bretagne, ces deux derniers membres, comme on le sait, de l'alliance atlantique.

Nous avons alors à choisir entre deux thèses, entre deux doctrines. Première possibilité : concevoir essentiellement notre défense dans le cadre d'une alliance. Elle offre des avantages certains, car en matière de dissuasion c'est l'adversaire potentiel qu'il faut contraindre à assumer la responsabilité du tout ou rien, plutôt que l'assumer soi-même. Ce à quoi on peut parvenir en se dotant des moyens d'une riposte graduée.

Contenir un assaillant au niveau des forces conventionnelles, puis de l'utilisation de l'armement nucléaire tactique, c'est lui transférer la responsabilité suprême du déclenchement du feu nucléaire stratégique, au risque, pour lui, d'encourir une riposte de semblable envergure.

Mais, ne nous leurrions pas, c'est aussi exiger un double et constant effort, nucléaire et conventionnel, que seuls peuvent se permettre un Super-Grand ou une alliance.

Dans le cas qui nous occupe, cela nous amène à nous poser deux questions fondamentales :

● Pouvons-nous tenir pour assuré que les États-Unis maintiendront toujours leurs forces en Europe et qu'ils feront jouer automatiquement la menace suprême pour la défense de l'Europe ?

● Pouvons-nous compter, d'autre part, sur un effort collectif suffisant de la part de tous les pays européens pour atteindre la seule nécessité à l'établissement d'un équilibre au plan conventionnel ?

Si nous ne pouvons répondre formellement par l'affirmative à ces deux questions il va de soi qu'il nous faut alors nous résoudre à un concept de défense nationale qui, excluant à tort ou à raison l'équilibre conventionnel, ne peut reposer que sur la seule force de dissuasion stratégique française.

En sorte qu'il soit clair pour tout agresseur éventuel qu'en cas de franchissement de nos frontières ou d'ultimatum nucléaire la France n'hésiterait pas à brandir sa propre force de dissuasion.

On voit bien que dans le cadre de ce second schéma, nous n'aurions pas le même besoin de posséder un corps de bataille important.

Quel que soit le choix que nous ferons, gardons-nous en tout cas de vouloir courtiser les deux (livres à la fois).

Il faut, là aussi, savoir choisir et non se disperser.

Enfin, les moyens : ils découlent, bien entendu, pour une grande part du choix que l'on vient d'évoquer.

Mais, en toute hypothèse, ils doivent permettre le fonctionnement permanent de l'outil de dissuasion (charges et vecteurs), sa protection (bases, ailes, couvertures radar, ravitaillement dans l'air ou en mer), son environnement (défense du territoire contre les sabotages, l'effet de panique, etc.).

Ils doivent aussi, en toute hypothèse encore, tenir compte de la nécessité de disposer d'une force d'intervention rapide interarmées. Ils doivent enfin donner un caractère permanent à l'amélioration de la condition militaire.

Ce qui revient à dire que l'on ne saurait se contenter d'un effort budgétaire qui reste, en dépit des cris d'alarme, de l'ordre de 3 % du P.N.B.

Du moins, aussi longtemps que les autres ne s'en contenteront pas.

(\*) Secrétaire général du Mouvement pour le civisme, la défense et le renouveau (21, rue Balin, 75009 Paris).

## CORRESPONDANCE

### Aucune trace de complot contre l'État

D'un jeune soldat du contingent qui nous demande de lui conserver l'anonymat, nous avons reçu la lettre suivante :

Pour la première fois à Draguzan, en 1974, les appelés se sont tournés vers la « société civile » pour présenter leurs revendications. Ils revendiquaient leur appartenance à une société dont ils entendaient rester membres à part entière. À travers la revendication syndicale, ils ont, un an plus tard, à Besançon, précisé leurs intentions : droit de s'associer, de s'informer, de se réunir, que la loi civile reconnaisse à chaque citoyen.

Les appelés n'entendent plus rester des citoyens de seconde zone. En son état actuel, l'armée ne nous semble pas apte à remplir les fonctions qui lui sont assignées. Elle ne peut prétendre former des hommes libres, responsables, alors même qu'elle retire à ses membres l'exercice des libertés et des responsabilités. Elle ne peut prétendre défendre la société civile quand elle la gèle, la malmène, la suspecte. Le militaire apprend vite : ce qui le caractérise, c'est ce qui le distingue du civil. Ainsi bien dans les écoles d'officiers ou de sous-officiers que pendant les douze mois du service militaire, on apprend au soldat à oublier les libertés de la vie civile, son « désordre ». Mais n'est-ce pas l'exercice des libertés qui pousse les hommes à les défendre ?

L'armée se donne souvent comme modèle : modèle éducatif pour la jeunesse, modèle d'efficacité pour l'ensemble de la société. Cela ne cesse pas de nous intriguer : comment cette société de non-droit, de non-liberté, peut-elle se proposer comme modèle ? Si l'armée, malgré les nombreuses restrictions qu'elle apporte aux libertés individuelles, se propose comme modèle, c'est alors la société civile qui sert de repoussoir. L'irruption brutale des jeunes appelés sur la scène politique, au

sein des unités, a pu étonner les cadres, les irritar parfois. Beaucoup d'entre eux ont appris que l'armée, pour être efficace, devait rester disciplinée. Il le fallait pour gagner le droit à une retraite honorable ou à une carrière assurée. Mais qui a oublié que certains actes d'indiscipline militaire ont pendant la Résistance par exemple, sauvé ou contribué à sauver nos libertés menacées ?

Ce n'est pas par plaisir de la conspiration que les comités de soldats recourent à la clandestinité pour se réunir. Quel autre moyen le règlement militaire offre-t-il à la jeunesse pour s'exprimer (1) ? Les commissions paritaires d'unités n'ont aucun pouvoir ; la commission armée-jeunesse se voit délaissée progressivement par l'ensemble des organisations de jeunesse. La lettre des règlements militaires a pu changer, sous la pression des événements, mais l'esprit qui préside à leur application n'a guère évolué. Trop souvent, l'appelé qui s'exprime est encore suspecté. Mais de quoi peut-on suspecter la jeunesse : d'intelligence, de vivacité, d'éducation, d'esprit critique ? Les autorités de l'État prétendent que se trame, au sein des casernes —

avec la complicité de l'extrême-droite — un complot visant à la démolition de l'armée. Dans tout cela, il n'y a aucune trace de complot : la « presse » des comités de soldats est publique, ses idées sont maintenant débattues publiquement. On ne peut prétendre qu'il s'agit d'une entreprise de démolition ! Le jeune appelé ne peut plus accepter des servitudes d'un autre siècle. Il est coupable de le faire savoir. Il ne peut plus accepter d'être considéré comme un perpétuel mineur, alors que la loi civile le reconnaît responsable à dix-huit ans.

Le mouvement des appelés révèle également la profondeur des contradictions qui secouent l'institution militaire : crise du service, crise de la carrière militaire, crise de la stratégie. Pour leur part, les cadres vivent cette crise lorsque la discipline leur impose d'appliquer à la jeunesse un traitement humiliant, lorsqu'ils se voient contraints de commander des unités chargées de remplacer les éboueurs, les papiers ou les techniciens en grève. Ils la vivent encore lorsque des soldats qui défendaient leurs droits risquent aujourd'hui de cinq à dix ans de prison. Ils la vivent enfin quand on refuse aux militaires le droit de se grouper en syndicat, droit qui, dans le civil, est reconnu comme une des libertés fondamentales.

Nous présentons qu'un large courant de sympathie envers le mouvement des appelés traverse les cadres. Cette sympathie peut être malade d'inquiétude. L'armée n'a pas appris à admettre les initiatives des sans-grades. Mais l'attention actuelle des cadres à ces questions n'en est que plus remarquable.

(1) Le règlement de 1975 a institué un droit de réclamation du subordonné, qui peut demander, par la voie hiérarchique, à être entendu par l'autorité supérieure. — (N.D.L.R.)

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

**CHARTERS A.R.**

NEW YORK	1.190F
MONTREAL	1.350F
LOS ANGELES	1.900F
SAN FRANCISCO	2.150F

4 rue de l'Échelle, Paris 17<sup>e</sup>  
3 bis rue de Valenciennes, Paris 5<sup>e</sup>  
Tél. 293.74.93 et 44.69 - 525.78.25

## ARMÉE

### pieds longset LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11<sup>e</sup>), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la sixième à la onzième largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue gratuit. Tél. : 357-45-92.

**à ce prix, elle est imbattable**

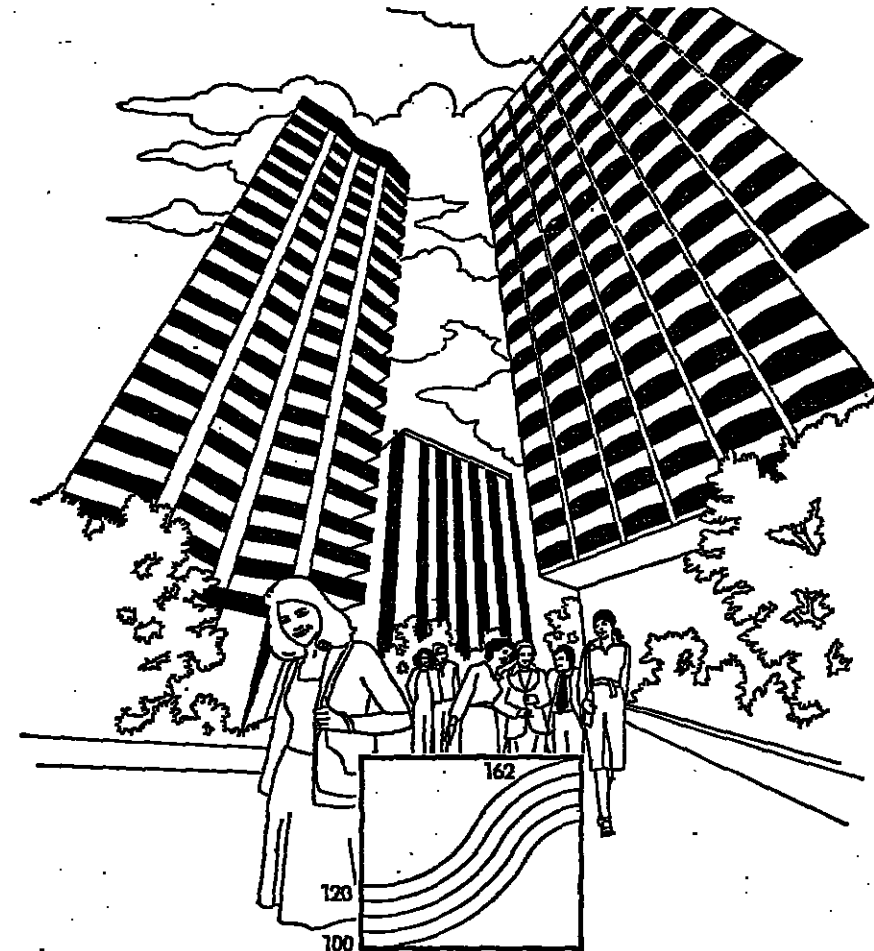
AUTOTRACTEE  
3,5 CV - 4 temps  
coupe 66 cm

**888 F TTC**

◆ COMPAREZ : voyez la concurrence ; de l'électricité au micro-tracteur 10 CV, nos tondeuses sont faites pour durer.

**FABIMPORT** Expérience en plus  
Importateur-Distributeur  
(catalogue sur demande)  
38, RUE FABERT  
551-73-88 - 555-07-12  
75007 Paris

## Le Front de Seine a la cote



Les financiers, qui savent calculer, rejoignent les urbanistes et les amoureux de Paris : le Front de Seine est vraiment un placement exceptionnel.

Le Front de Seine est le dernier quartier de Paris et le seul entièrement conçu selon des plans globaux d'urbanisation. Il est même probable qu'avant la fin du siècle, aucune autre réalisation comparable ne sera mise en chantier à Paris.

Le Front de Seine est un produit rare, jouissant d'une situation géographique exceptionnelle, en bord de Seine, entre le pont Bir-Hakeim et le pont Mirabeau, face à la colline de Chaillot dans un quartier promis à un essor considérable. Cette rareté est un facteur très important d'accroissement de la plus-value.

Au Front de Seine, c'est vrai, les charges sont un peu plus importantes qu'ailleurs, mais beaucoup moins qu'on ne le dit et elles correspondent à un service sans équivalent. Un exemple ? Le Front de Seine est le seul quartier de Paris offrant une protection totale à ses habitants grâce à un gardiennage 24 heures sur 24.

Et puis, regardez les résultats. Depuis cinq ans, des plus-values ont été réalisées sur le Front de Seine qui sont parmi les plus élevées de Paris. D'ailleurs, les japonais, en investissant dans un hôtel quatre étoiles luxe, le Nikko, ne s'y sont pas trompés. Et tous les grands noms du commerce et des entreprises de Paris ont choisi de s'installer sur le Front de Seine.

UNIQUE A PARIS. Un centre d'information répond à toutes vos questions : Où et comment acheter ou louer les quelques cinquante types d'appartements (du studio au duplex de grand luxe) qui offre le Front de Seine ? Quels seront les équipements de ce nouveau quartier de Paris et leurs dates d'ouverture ? etc.

Centre d'information du Front de Seine, 21 quai André Citroën 75015 Paris. Tél. 579.18.69 ouvert de 11 heures à 19 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

## CANES

SUPER PROPRIÉTÉ 10.000 M2

Près centre - Calme - Vue magnifique - Immense séjour  
+ 8 chambres - Piscine - Gardien gardiens  
Tél. : 16-93 - 70-61

## IDÉES

### LA SEMAINE DE LA PENSÉE MARXISTE

#### La « clef du royaume de la liberté » est-elle marxiste ou chrétienne ?

La première soirée de la Semaine de la pensée marxiste, qui s'est tenue à la Mutualité, à Paris, le 21 avril, était consacrée à un débat entre marxistes et chrétiens sur le thème : « Marxisme et Liberté ». Devant mille cinq cents personnes environ, MM. Roger Devaux, théologien, François Hincker, membre du comité central du P.C.F., Lucien Sève, profes-

seur de philosophie, et Paul Valadier, jésuite, professeur au centre d'études et de recherches philosophiques, ont discuté, sous la présidence de M. Jacques Texier, professeur de philosophie, avec courtoisie mais sans complaisance, d'une question qui est au cœur du débat entre marxistes et non-marxistes : la matérialisme scientifique du marxisme est-il compatible avec la liberté ?

« En vérité, il n'y a qu'un seul parti en France qui lève haut en toutes circonstances le drapeau de la liberté, un seul parti qui défende les libertés individuelles et collectives de l'homme partout où il s'en produit et sans exception, c'est le parti communiste français », déclarait Georges Marchais dans le rapport du comité central qu'il présentait au vingt-deuxième congrès du P.C.F., en février dernier. Neuf mois plus tôt, le P.C.F. avait publié un projet de déclaration des libertés, en quatre-vingt-neuf articles. Pourquoi cette insistance, et quelle est la conception marxiste de la liberté ?

Dans son exposé, Lucien Sève a écarté la liberté, conscience intérieure illimitée — qu'il considère, avec Kant, Renouvier, Sartre, comme une notion philosophiquement inconcevable — et les libertés, conditions extérieures nécessaires à l'exercice de la première. Pour Marx, l'essence humaine n'est pas une abstraction, mais le résultat des rapports sociaux. Il s'agit dès lors de « saisir la dialectique liberté-nécessité », cette dernière étant comprise non pas comme une série mécanique et unilatérale, mais comme un ensemble de choix.

Pas question donc d'une quelconque liberté métaphysique, mais de « choix » et de « fins » concrètes. Le capitalisme ouvre un champ illimité pour transformer la nature, mais cette « liberté » universelle est soumise à l'arbitraire du mode d'appropriation privée qui réduit les masses en servitude. Juridiquement libre, l'homme n'est plus que le jouet des marchés économiques. La Père Paul Valadier a refusé un débat théorique et abstrait sur la liberté qui, pour lui, « ne se démontre pas, elle se montre ». Il a préféré poser les questions essentielles : le marxisme peut-il aider les sociétés humaines à s'engager à la liberté ; et à quelles conditions les libertés peuvent-elles être socialement et politiquement, donc historiquement, assurées ?

L'ambition grandiose de Marx d'instaurer le règne de la liberté se paie, constate le Père Valadier, d'un certain prix : « Une doctrine qui se veut pure et qui n'est que le masque d'une idéologie, la seule analyse juste (la seule analyse juste) du mouvement de nos sociétés ne peut être

ter de porter le poids de l'histoire. Rejeter sur des accidents historiques contingents la responsabilité du fait que le socialisme n'a pas encore trouvé son visage humain est une curieuse inconscience chez les marxistes, qui affirment détener les clefs scientifiques des processus historiques des rapports sociaux ».

Même en laissant de côté ces « clés de l'histoire », poursuit le Père Valadier, deux difficultés demeurent. La première est le danger politique pour la liberté que constitue cette prétention à la scientificité. A partir du moment où celle-ci est revendiquée par le pouvoir politique, le danger de l'autoritarisme.

La deuxième difficulté porte sur le cumul des pouvoirs. Citant Montesquieu, le Père Valadier a appelé ce qu'il en appelle à la liberté, quand les pouvoirs sont concentrés entre les mêmes mains. « C'est justement parce que le capitalisme monopolistique d'Etat concentre les pouvoirs entre les mains d'une minorité, dit-il, qu'il ne faut pas aller plus avant dans ce sens et bien se garder d'y substituer un socialisme monopolistique d'Etat. Quelles sont les conditions de la liberté, quand le citoyen ne peut pas jouer d'un pouvoir contre le pouvoir, quand des contre-pouvoirs sont les seuls à limiter les pouvoirs ? Le marxisme peut-il faire autre chose que des concessions provisoires envers des institutions autonomes ?

#### Une vierge pure ?

L'expression « accidents historiques », employée par le Père Valadier, a fait bondir ses interlocuteurs marxistes. François Hincker a rappelé que, pour un marxiste, il n'y a pas d'accident de l'histoire, mais au contraire une grande exigence scientifique pour expliquer les phénomènes. Et Lucien Sève, évoquant le « retard fantastique » de l'U.R.S.S., ce qu'elle a souffert pendant la guerre « capitaliste » déclenchée par Hitler, l'exploitation puis l'écrasement économique de Cuba par les Etats-Unis, a conclu : « Il ne faut pas fuir de ce que sera le socialisme en France, à l'heure où il n'y a que des conditions « historiques » aujourd'hui révolues », ajoutant que le projet de société communiste est

### Un nouveau langage

Dans le numéro de l'Humanité Dimanche publié ce jeudi 22 avril, on peut lire un long dialogue sur la société française, aujourd'hui et demain, entre M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité Dimanche, et Georges Hourdin, fondateur de la Vie catholique. En voici quelques extraits.

Faisant sensiblement les mêmes analyses de la crise de société actuelle, Roland Leroy, s'appuyant sur le vingt-deuxième congrès du P.C.F. et Georges Hourdin sur le Vatican II, ces deux « patrons de presse » font de la surenchère dans les solutions qu'ils proposent.

« Si nous regardons le concile, dit Georges Hourdin, cela veut dire que chaque homme élan, créé à l'image de Dieu, d'après l'égal des autres, a le droit de participer à tout le processus de décision et de gestion. C'est dans ce sens qu'il faut démocratiser l'entreprise. J'ai été patron pendant vingt-cinq ans, et il est évident que les patrons ont des droits sévères. Les nationalisations qui ont été autorisées par la Constitution actuelle n'ont de sens que si elles permettent une telle participation. Sans cela, il n'y a pas de liberté. »

« Chez nous, répond Roland Leroy, les maîtres des grands moyens de communication n'acceptent pas ce qui est dérangeant, ce qui pose interrogations aux hommes. Ils veulent garder la mainmise de la diffusion, de l'idéologie, de la politique. »

Nous, nous sommes contre tout monopole de l'expression. Nous ne le réclamerons jamais ni à un gouvernement de gauche ni à un Etat socialiste. Nous voulons simplement avoir le droit de parler à la télévision pour dire nous-mêmes ce que nous pensons. (...)

« Quand nous parlons de socialisme aux couleurs de la France, nous voulons dire que, dans la transmission, de bénéfices des moyens nécessaires à cette transmission, j'ajoute qu'en affirmant un socialisme qui ne peut se concevoir que dans la pluralité des opinions, nous écartons par là même toute idée d'un Etat où il y aurait une philosophie officielle. »

« C'est tout de même un discours étonnant que vous faites là ! rétorque Georges Hourdin. Et que nous le teniez avec cette fermeté, cette précision, c'est tout de même un langage nouveau. Parce que dans la mesure où, pendant très longtemps, les partis communistes des divers pays ont été liés au modèle russe, cela a rendu peu crédibles leurs discours sur la démocratie. »

### BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte »

Maths-Phys., Eco., Sc.-Nat., révisions intensives toutes sections. Formule « à la carte » proposée par D. Guernonpierre : 2 105 par semaine pour 6 h. de cours (750 F les 6 semaines).

S.O.S. - MATH - 67, bd Saint-Michel  
Régistrement d'enseignement privé  
Tél. : 326-93-94 - 326-30-15

### Concours d'entrée à l'I.C.S./GESTION

les 3 et 4 juin 1976  
Sont admis à faire acte de candidature, les élèves des Classes Préparatoires et les étudiants de l'enseignement supérieur économique et scientifique.

• BUREAU DU CONCOURS •  
INSTITUT COMMERCIAL SUPERIEUR  
enseignement supérieur privé  
Groupe Bégis  
15, place de la République - PARIS-3.  
Tél. : 271-97-70

## ÉDUCATION

### A LA VEILLE DES

#### Le gouvernement reste

A la veille de nouvelles manifestations étudiantes et lycéennes, Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a confirmé à nouveau à la télévision — au cours de l'émission « C'est à dire » diffusée mercredi 21 avril sur Antenne 2 — que le gouvernement n'avait pas l'intention de modifier ou de retirer l'arrêté réformant le second cycle universitaire. Il y aura — une mise en œuvre anticipée de la

réforme dès la rentrée de 1978 —, a-t-elle au contraire déclaré. « des universités commenceront et les autres suivront ». Mme Saunier-Seïté a d'autre part indiqué qu'elle « prendrait des mesures pour que les étudiants qui ont été entraînés dans des grèves ou qui ont été empêchés de travailler puissent obtenir un diplôme valable ».

Le conflit universitaire présente de plus en

#### Le 1<sup>er</sup> mai, et après ?

Quel est l'avenir, dans les jours et les semaines prochaines, du mouvement de protestation des étudiants, cristallisé autour de la réforme du second cycle de l'enseignement supérieur ? Personne n'avait prédit de « printemps chaud » dans les universités. C'est pourtant la plus belle fièvre étudiante depuis huit années. Et qui dure. On ne lui donnait aucune chance de reprise après quinze jours de vacances de printemps, et c'est le contraire qui s'est produit : tous les établissements ont presque été touchés, les uns après les autres, depuis trois semaines. Ceux qui, comme à Nantes ou à Tours, étaient essouffés par un mouvement plus ancien, sont à nouveau en grève. D'autres sont entrés en lice, comme Pau et Caen.

Toutefois les signes de l'essouffement sont là. Pas plus qu'au début du mouvement, en mars, on n'assiste à une mobilisation enthousiaste. C'est la grève raisonnée, et pour certains, la grève des vacances. Tandis que les militants — « néos » ou chevronnés — organisent et palabrent, nombreux sont ceux qui, au fil des semaines, se désintéressent de l'affaire. Des cours ont lieu, de la bibliothèque, des « modérés », organisés ou pas, tentent de faire voter la « reprise » là où ils en ont la possibilité, comme dans certaines U.R.S. de droit, et y réussissent parfois. A Assas (Paris-11), où la droite et l'extrême droite tiennent la dragée haute à l'extrême gauche, l'université fonctionne avec une apparente normalité.

Certes, les manifestations de la fin de la semaine vont certainement rassembler des dizaines de milliers d'étudiants, exaspérés par le refus du gouvernement de prendre en considération une demande simple : revenir sur une

réforme qui n'est pas encore entrée en application. Exaspérés aussi de voir la masse des grévistes asséchés tantôt aux communistes — par M. Chirac, — tantôt aux gauchistes — par Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités. Pourtant, l'unité du mouvement est trompeuse. A la base, parmi les étudiants, elle repose sur quelques principes clairs : refus de la réforme, malade devant des débouchés incertains, sentiment de leur isolement et de l'incompréhension de la société. Mais lorsque l'on arrive, par le jeu d'élections, aux « coordinations » d'Amiens et de Toulouse, la division commence. Les délégués sont membres de telle ou telle organisation, qui a sa stratégie propre et veut exploiter le mouvement à son profit : les deux UNEF, la Ligue communiste révolutionnaire, Révolution, le M.A.R.C. d'ouvriers et organise les manifestations, etc., est le reflet de cette division, et est voué à l'impulsance. Ses membres se querellent. Il n'y a pas de véritable débat sur la stratégie.

Le « collectif », qui incarne cette coordination, discute avec les organisations d'enseignants et d'ouvriers et organise les manifestations, etc., est le reflet de cette division, et est voué à l'impulsance. Ses membres se querellent. Il n'y a pas de véritable débat sur la stratégie.

#### Perspectives électorales

Quelles sont alors les perspectives ? Après les manifestations du 23 avril, les étudiants en grève vont vraisemblablement se donner une nouvelle échéance : le 1<sup>er</sup> mai, dont les manifestations revêtiront cette année une certaine ampleur. Et après ? Le gouvernement a le choix

#### Les examens

L'extrême gauche, déjà contestée dans maints endroits par des étudiants grévistes — à la fois reprochant en particulier de mener le mouvement vers une impasse, et se bien davantage par les universitaires — vont rechercher pendant le week-end (dors des réunions d'Amiens, et surtout d'Orsay, où doivent se retrouver les présidents de gauche) des solutions négociées à la crise, et une issue honorable à un conflit qui s'étend. Le « collectif » étudiant cherchera au contraire à faire encore « durer » le mouvement.

D'un côté, donc, une phase de la guerre entre l'opposition et la majorité. On la première joue, du reste, un jeu délicat : elle sait bien en effet que plusieurs points de la réforme incriminés, et son esprit même, ne sont pas à la hauteur des conceptions qu'elle défend. Mme Alice Saunier-Seïté n'a pas manqué de le rappeler, mercredi 21 avril, à la télévision.

De l'autre côté, bien autre chose. Car un mouvement de contestation de jeunes se saisit toujours d'un prétexte — cette année la réforme du second cycle — mais aboutit inévitablement à des remises en cause plus profondes du système d'enseignement, de la société elle-même. Et cela n'est pas négociable.

La pierre d'achoppement du conflit entre les uns et les autres est déjà présente : les examens. En proposant à Toulouse des « examens collectifs », les délégués étudiants ont fait sursauter bien des universitaires. Même de ceux qui ne sont pas opposés à des remises en question et qui supportent mal l'attitude du gouvernement à l'égard des universités. Plus l'été approche, plus la question devient épineuse : peut-on « valider » une année universitaire, amputée parfois d'un tiers des enseignements ? Faudra-t-il, après une hypothétique reprise des cours, prolonger l'année en juillet ? Ou bien tout reporter au mois de septembre dans les établissements où la grève a été longue ?

Les étudiants grévistes suivent la question. Preuve, encore une fois, d'une certaine faiblesse. Le secrétaire d'Etat brandit des menaces, puis les retire. Preuve d'une absence de responsabilité. Et de dégradation. La révolte de 1976 pourrait bien laisser un goût amer dans la bouche de nombreux étudiants.

YVES AGNÈS.

### Responsables, soyez informés à la seconde!

Gestion des stocks? Coûts de production? Programme de livraison? Gestion des commandes? Plus d'information circule vite, meilleures sont les affaires.

Maintenant il existe de petits systèmes de gestion aussi efficaces que les gros ordinateurs d'antan. Des systèmes plus simples, plus faciles, qui coûtent peu et rapportent beaucoup. Parmi eux, le nouveau système de gestion DATASAB, le D 15.

Relié en secteur, par une prise de courant, le D 15 n'exige pas de câblage, pas de fax, pas de plaques et pas d'installation particulière.

Il est simple à utiliser: il ne nécessite aucun personnel spécialisé. Ses avantages sur les autres petits systèmes:

1. Il permet le travail simultané en temps réel de plusieurs postes implantés directement dans les services — jusqu'à 1500 mètres. Exemple: un poste au service commercial, un à la fabrication, un chez vous.

2. Jamais pénurie, vous pouvez à tout moment le faire évoluer, étendre jusqu'à 16 postes de travail, augmenter ses mémoires.

3. Il dialogue avec des postes à distance reliés au réseau téléphonique.

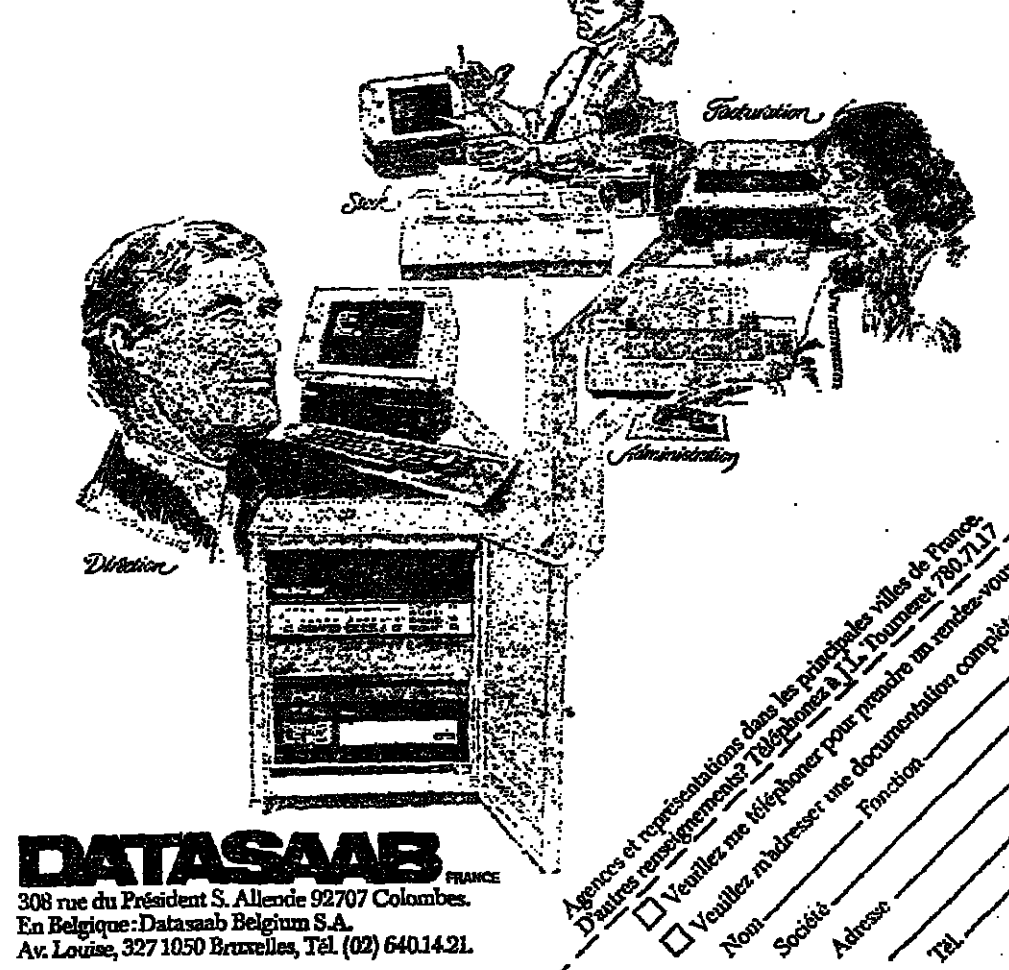
4. Quel que soit le nombre de postes, chacun d'eux peut toujours travailler sur une application différente grâce à la multi-programmation.

5. A partir de programmes standards, (tenue de stock, contrôle de production, comptabilité, facturation, gestion des commandes, paie) il peut être adapté à toutes autres applications particulières.

6. Créé à partir de l'expérience de la division aérospatiale du groupe suédois Saab-Scania — 39.000 personnes, 7,8 milliards de chiffre d'affaires en 1975 — DATASAB assure la fabrication, la mise au point, l'installation et la maintenance du système D 15.

7. Plus de 400 responsables ont déjà choisi le D 15 en Europe. Pourquoi pas vous?

#### DATASAB D15



**DATASAB** FRANCE  
308 rue du Président S. Allende 92707 Colombes.  
En Belgique: Dataaab Belgium S.A.  
Av. Louise, 327 1050 Bruxelles, Tél. (02) 640.14.21.

Agences et représentants dans les principales villes de France.  
Demandez renseignements par téléphone à l'adresse ci-dessous ou par courrier à l'adresse ci-dessous.  
Veuillez m'adresser une documentation complète.  
Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

● Actions d'enseignants vacataires à Paris et à Tours. Une quarantaine d'enseignants non titulaires et de chargés de cours de l'enseignement supérieur se sont présentés mercredi 21 avril à la station de radio R.T.L. pour faire entendre leurs revendications. Quatre d'entre eux se sont entretenus avec des journalistes de la station et ont communiqué les conclusions de la conférence de presse. L'inquiétude sur l'avenir de leur emploi et l'insuffisance de leurs rémunérations sont à l'origine de ces actions.



ÉDUCATION

MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES ET LYCÉENNES

déterminé à maintenir la réforme du second cycle

plus un double caractère. D'un côté, des étudiants dont la grève continue massivement, atteignant même de nouvelles unités, alors que certains autres représentent timidement les enseignements; de l'autre, les universitaires, représentés par leurs syndicats et par les présidents d'université, veulent trouver une issue négociée à la crise. C'est à eux que s'adresse principalement Mme Samier-Seltz, qui fait feu

de tout bois contre l'opposition de gauche. Répondant à l'Assemblée nationale à un député communiste, elle a notamment déclaré: «Certains membres de votre parti m'ont dit qu'ils trouveraient très bon (le texte de l'arrêté) s'ils l'avaient fait... Le secrétaire d'État n'en continue pas moins ses consultations; la commission permanente de la conférence des présidents d'université — la conférence s'est pro-

noncée en majorité contre la réforme — se réunira lundi 26 avril. La journée de mercredi 21 avril a été marquée à Paris et en province par des opérations «portes ouvertes», à l'initiative d'organisations d'étudiants et d'enseignants. La grève continue dans la plupart des universités, mais beaucoup d'établissements secondaires sont touchés. A Paris, la manifestation organisée par un

«comité antigreviste» animé par les militants d'extrême droite du Groupe union et défense (GUD) a rassemblé cent cinquante personnes. D'autre part, les recteurs d'académies ont multiplié en province les conférences de presse pour inciter les étudiants à mettre un terme à leur mouvement. En revanche, la C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse, a apporté son soutien au mouvement de protestation.

Plaintes et manifestations d'étudiants antigrevistes

De nos correspondants

Encouragés par Mme Samier-Seltz lors de l'émission «C'est à dire», diffusée sur Antenne 2 le 21 avril, les étudiants opposés à la grève contre la réforme du deuxième cycle essaient de se manifester. A Amiens, M. Patrick Gobet, président des étudiants indépendants de Picardie, qui avait, lors des dernières élections, obtenu plus de la moitié des voix à l'U.C.R. de droite, a annoncé, mercredi 21 avril, que cette association avait déposé une plainte contre le mouvement d'étudiants de gauche et d'extrême gauche, le S.N.E.-Sup et le S.C.E.N., pour «violation de la liberté du travail». Ils ont adressé un pressant appel à la majorité du conseil de l'université et à son président, qui soulevaient la grève: l'université, a dit M. Gobet, «doit faire respecter le droit au travail». Il a demandé que «les éléments indésirables poursuivis par la justice soient remis aux autorités, et que personnel qui se trouve sur l'enceinte universitaire soit saisi». Il a affirmé que deux étudiants, empêchés de reprendre les cours après les vacances de printemps, ont porté plainte pour coups et blessures. Il a protesté contre le fait que le conseil d'université n'ait pas retenu la proposition d'organiser un vote à bulletin secret sur la reprise des cours.

et envoyé une lettre ouverte à tous les élus de la région. Ils ont aussi adressé une pétition à Mme Samier-Seltz lui demandant de «pallier les insuffisances des services publics», qui, a recueilli, disent-ils, deux mille signatures dans la ville. A ce propos, M. Raymond Prieur, recteur de l'académie, a indiqué, mercredi, aux journalistes, que, légalement, des cours pourraient avoir lieu hors de l'université. M. Prieur a également déclaré que l'incendie qui s'était produit le 15 avril, au réfectoire était «volontaire» et qu'il s'agissait d'un «crime passible de la cour d'assises, analogue à celui du C.E.S. Pailleton, à Paris».

A Nice, le comité des étudiants non grévistes a demandé «solennellement», dans une lettre au président de l'université, «le respect des droits élémentaires de chaque étudiant et de chaque enseignant», signalant qu'un étudiant de droit qui voulait pénétrer dans un amphithéâtre a été frappé.

A Bordeaux, deux cents personnes ont manifesté, mercredi, place de la Victoire, pour demander la reprise des cours.

A Paris, cent cinquante étudiants se sont réunis sous la Tour Eiffel, en majorité des membres du Groupe union et défense (GUD) d'extrême droite, ainsi que de l'Union nationale interuniversitaire (U.N.I.). Ils ont annoncé leur intention de venir à la manifestation prévue ce jeudi par les modérés du Comité de liaison des étudiants de France et de «durcir le ton». Un jeune homme qui avait levé le poing au passage a été frappé.

«Nous sommes décidés à aider le mouvement étudiant» déclare M. Rolant (C.F.D.T.)

« Nous comprenons, nous soutenons, nous sommes décidés à aider le mouvement étudiant et universitaire », a déclaré, au cours d'une conférence de presse réunie mercredi 21 avril, M. Michel Rolant, secrétaire confédéral de la C.F.D.T.

Pour M. Rolant, l'essentiel est de « donner aujourd'hui un débouché aux luttes engagées ». Celles-ci « ne sont pas l'affaire de minorités. C'est un mouvement largement majoritaire. Il n'est ni communiste — cela ferait plaisir à M. Chirac — ni gauchiste — cela ferait plaisir à Mme Alice Samier-Seltz. C'est un mouvement responsable ».

La C.F.D.T. soutient le refus des étudiants d'une « sélection accrue », d'une « baisse du niveau de formation », d'une « adaptation de l'université aux besoins à court terme du patronat », de la « concurrence entre universités », de la « diminution du nombre des étudiants ». Avec eux, elle souhaite notamment l'ouverture de l'école et de l'université aux travailleurs, la « garantie de l'emploi pour les jeunes à la sortie du système scolaire », la possibilité de « négocier la définition des contenus et des finalités de l'enseignement », et l'arrêt des manœuvres sur les examens de fin d'études ».

« Pour la C.F.D.T. », a ajouté M. Rolant, la crise actuelle touche aussi l'université. C'est l'avenir, la jeunesse, la culture, les sciences, l'emploi, la capacité de voter ensemble dans une société démocratique qui sont en cause. Si la réforme étudiante passe, les problèmes posés restent. Nos gouvernements auront-ils le poing au passage estimé leur ampleur. Un pays qui

refuse d'écouter sa jeunesse est probablement un pays perdu. » Le secrétaire de la C.F.D.T. a d'autre part critiqué l'action des groupes trotskistes et celle du gouvernement, qui visent l'une et l'autre à « diriger le mouvement et le briser ».

M. Antoine Bour, secrétaire général du M.A.R.C., a insisté sur la nécessaire jonction entre le mouvement étudiant et d'autres forces sociales, notamment les enseignants du supérieur. « L'objectif principal est le côté républicain de la manifestation des étudiants », a-t-il déclaré. « Le M.A.R.C. a pour but de passer de ce refus collectif à un mouvement revendicatif ». Ainsi apparaît, selon les dirigeants du M.A.R.C., une « démarche syndicale », parmi de nombreux étudiants engagés dans l'action, la plupart n'appartenant pas à des groupes politiques ou à des syndicats.

Ce sont eux que le M.A.R.C. veut regrouper pour « structurer ce combat syndical et donner un combat permanent pour une autre Université et une autre société ». Un rassemblement doit avoir lieu samedi 24 et dimanche 25 avril à la Sorbonne, où le M.A.R.C. disparaîtra pour donner naissance à ce nouveau syndicat étudiant. Les dirigeants du M.A.R.C. ont à ce propos critiqué eux aussi les groupes trotskistes qui, selon eux, « bloquent dans les coordinations étudiantes et les réunions du collectif l'élargissement de l'action et le début de fond ».

Pour le S.C.E.N., le M.A.R.C., responsable du secteur universitaire, a précisé que son organisation n'était pas « entrée dans la bataille par solidarité envers les étudiants », mais parce que les textes concernent directement les personnels des universités, et que le S.C.E.N. combat « pour une autre Université ». Les sections du S.C.E.N. ont décidé localement de leurs actions — la grève notamment — et le syndicat a demandé à chacune d'envisager sa participation aux manifestations des étudiants le 26 avril.

«Pour faire bouger les étudiants d'Asnières...»

Asnières, établissement universitaire sage entre tous, Asnières « qui n'avait jamais bougé » l'un des premiers à se mettre en mouvement. Les étudiants ont le molendin graffilié sur les murs. Asnières est en grève depuis une semaine. Et Clichy aussi, posée de l'autre côté de la Seine à deux pas de l'usine des Câbles de Lyon où s'éternise l'un des conflits sociaux les plus durs de ces dernières années. A ne pas croire !

Difficile à croire, en effet : deux ou trois étudiants qui prennent le soleil sur une pelouse, quelques rares allées et venues à l'intérieur des bâtiments d'une propriété isolée, et dans bon nombre de salles des groupes — cinq à vingt personnes — qui écoutent sagement un professeur.

Les mots étonnés ne sont pas les seuls étudiants de la langue O (l'Institut national des langues et civilisations orientales) qui calligraphient une affiche dans une salle déserte. Doucement étouffés, de ce que la grève ait pu « prendre » et durer dans cette « fac » où « personne ne voit personne » (les emplois du temps sont « bloqués » et les contacts avec les étudiants de l'Institut d'Allemagne, qui partagent les lieux avec « langues-O », pratiquement inexistantes en temps normal), où le bruit et la fureur parisiennes ne parviennent que très amoindries. Par l'attitude aussi des étudiants qui, pour plus de la moitié, « s'en foutent », « sans parler de ceux qui se rendent en cours aussitôt après avoir voté la grève ». Une jeune « arabe » de grève est intervenu le 12 avril, s'est exprimé et commenté, recensement : « Pour les faire bouger... »

Et les profs ? Il y a ceux qui sont là, toujours là, et qui

font cours avec ceux qui le veulent ; il y a ceux qui attendent — ailleurs — que ça se passe ; il faut se mettre à la place des assistants étrangers, très nombreux, tempère un gréviste : s'ils nous soutiennent, ils risquent gros. »


Qui a réussi cette gageure de lancer le mouvement à Asnières ? Un noyau de militants de l'U.N.E.F. (ex-Renouveau) et du M.A.R.C., dont certains se retrouvent dans le comité de grève. Avec un « sympathisant » de la Ligue communiste révolutionnaire et des « marginaux », ils essaient d'empêcher le pourrissement, en regroupant, par exemple, tous ceux qui ne sont pas restés chez eux ou partis aux champs, dans des commissions de réflexion sur les examens, sur l'avenir de « Langues - O ». D'autres essaient de prendre contact avec des travailleurs immigrés de la Sonacotra et des usines voisines. Hormis les examens, qui commenceront à évaluer bon nombre d'étudiants, tout cela n'intéresse guère.

Franchissons la Seine, l'A.G. s'achève au centre de Clichy (qui abrite les sections « Russe » et « Hébreu » de l'Institut des langues orientales). La grève sera reconstruite là aussi. Peu de réactions lorsqu'un « ancien » propose que les étudiants de 4<sup>e</sup> année servent de répétiteurs à ceux de 1<sup>re</sup> année pour compenser l'absence de cours. Mais un bon quart des cent-vingt étudiants présents applaudissent avec une chaleur qui ne trompe pas lorsqu'un orateur laisse tomber cette formule sèche et hyperbolique : « On en a assez de cette grève éternelle. »

MICHEL KAJMAN.

L'égoïste:

Il attache beaucoup d'importance à sa personne. Son bien-être et son confort passent avant tout. Il soigne son image de marque. Regardez-le choisir un costume: il faut aller au-delà de ses moindres désirs, le servir vite s'il est pressé, prendre son temps s'il ne l'est pas. Il exige qu'on le serve; pas qu'on l'asticote, qu'on le conseille, pas qu'on le pousse, qu'on lui donne le choix, pas qu'on lui impose un style. Au fond, son comportement est normal. Il joue son rôle de client. Faites comme lui, venez chez Henry Thierry. Nous avons beaucoup de considération pour ce genre de clientèle, et nous sommes habitués à la satisfaire.



Costume anticonformiste  
**QUASAR**  
fibres et soie (non doublé).  
A la boutique vous avez  
l'assurance.  
390 F.

«Un nouveau service, Henry Thierry: le Crédit permanent»

45, rue Caumartin - Angle rue Auber - 75009 Paris - Tél. 073-64-70  
Parking gratuit Olympia - 7 rue Caumartin.

Caen a fait mentir sa légende

De notre correspondant

Caen. — Pour la brochure qu'ils viennent de réaliser sous le titre *Être étudiant à Caen*, les quelques dizaines de membres que compte le Centre catholique d'étudiants ont choisi, en exergue, une citation extraite du Monde du 6 mars sur le désintérêt manifesté jusqu'à ces derniers jours pour la condition étudiante: « Ici, la tristesse organise l'ennui et la passivité éduque l'indifférence. » Sans doute cela leur a-t-il semblé caractériser parfaitement l'atmosphère d'une université plutôt « molle » depuis ces derniers mois, même si aujourd'hui les grandes facultés ont rejoint le mouvement de grève par d'autres, et contrairement à sa légende, l'université de Caen n'a pas fait partie des initiateurs du mouvement actuel contre la réforme de l'enseignement supérieur, et au sein même de l'université, ce ne sont pas les bastions traditionnels qui ont joué le rôle de détonateur: le premier vote de grève est intervenu le 6 avril en sciences économiques.

On a suivi en lettres le lendemain, en sciences deux jours plus tard. En médecine, le boycottage du choix des stages, décidé le 12 avril, s'est transformé ultérieurement en grève des cours pour certaines années, et des stages pour d'autres. Le droit est entré dans la grève le 14 avril, la veille de la Journée nationale de manifestation, qui a vu à Caen un défilé de deux mille personnes.

Toutes ces grèves ont été reconstruites depuis. Du côté des lycées, la contestation n'a guère dépassé le noyau le plus convaincu.

Et pourtant, on discute dans les assemblées générales et, bien au-delà de la réforme, de problèmes de société. C'est flagrant en médecine où, le plus souvent, les motions ont trait à l'attitude du Conseil de l'ordre, à la politique de la santé, à l'alcoholisme ou à l'inadaptation scolaire des enfants... En lettres, on parle beaucoup aussi des structures sociales et de la manière plus ou moins démocratique d'organiser le mouvement étudiant: « Il faut continuer les débats plutôt que de trancher par des votes symboliques des mots d'ordre ou des motions. »

Du côté des enseignants, c'est plutôt l'absence. La grève du S.N.E.-Sup et du S.C.E.N. du 21 au 23 avril, n'a guère provoqué d'effervescence, mais plus que l'appel du vice-président, M. Frémont, qui « comprend le désarroi des étudiants » demandait à ses collègues de faire preuve de la même compréhension. En vertu de quoi, il s'est attiré de trois autres professeurs, membres du conseil de l'université, l'accusation de « démagogie encourageant la désorganisation ». Le conseil de l'université, dont la salle était occupée par deux cents étudiants, n'a pu débiter sur la réforme la semaine dernière. Mais, de toute façon, il n'y avait pas le quorum.

LOIC HERVOUET.

VACANCES  
PRINTemps - ÉTÉ  
POUR LES JEUNES  
et Année Scolaire

Angleterre - Irlande - Italie  
Allemagne - Autriche - Espagne  
• ROYAL PAVANIS: familles  
séjournent avec ou sans  
cours d'anglais.  
• COLLEGE et UNIVERSITÉS:  
Londres, Cardiff, Edimbourg,  
Wurzburg, Heidelberg.  
• SEMAINE d'ÉTUDES: New-  
York, Lake District, Corn-  
ouailles.  
• STAGES DE VOILE: Baie de  
Falmouth.  
• COURS INTENSIFS: toute  
l'année.  
• SEMAINE AU PAIR: J. P.  
18 ans min. Angleterre, Autri-  
che, France, Italie.

Amicale Culturelle Internationale  
Agréée, Orne, n° 86021, 210 ansée  
37, rue Godeau-de-Moray  
Tél. 073-24-33 de 11 h. à 19 h.

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES  
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 2663466

Pour suivre la radio  
les cours d'Anglais  
de la BBC  
A L'ÉCOUTE DE LONDRES  
Textes et explications en français  
Abonnement 12 francs par an, F 40  
Spécimen gratuit sur demande  
à ÉDITIONS-DISQUES BACHA  
8, rue de Serf - 75008 PARIS





# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ONS moyen

## QUALITÉ DE LA VIE

LES DÉPUTÉS EXAMINENT LE PROJET GOUVERNEMENTAL SUR LA PROTECTION DE LA NATURE

### L'écologie aura force de loi

L'Assemblée nationale vit sa grande semaine de l'environnement. Elle a voté, mercredi 21 avril, la loi réglementant les incinérations en mer. Elle examine, ce

jeudi 22, le projet concernant les immissions de déchets, et surtout un troisième texte : la loi de protection de la nature. Ce projet apporte en effet quatre inno-

vations à notre appareil législatif. Il rend obligatoire et d'intérêt public la prise en compte de l'environnement dans les grands travaux, il organise la protection

des animaux et des plantes sauvages. Il définit une charte des animaux domestiques, enfin il étend au milieu naturel la notion de site classé.

Si ces dispositions, qui dressent une barrière légale autour de la « nature », sont toutes adoptées, elles placeront la France dans le peloton de tête des nations protectrices. Mais aux yeux des défenseurs des sites, de la faune et de la flore, il était vraiment grand temps. Car en France comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, les conséquences du milieu naturel se dégradent avec une alarmante rapidité. Chaque année, des dizaines de sites sont gelés, 100 000 hectares disparaissent sous le béton, des millions d'animaux sauvages sont massacrés. Plusieurs espèces animales et végétales ont déjà disparu — définitivement rayées de notre patrimoine. Beaucoup d'autres sont menacées. On ne connaît que trop l'ampleur de la catastrophe. Les océans nautabondés des rivières et l'eau douce de trop de plages. Ce sont là des dégradations spectaculaires. Plus subtiles, mais peut-être plus graves, sont les modifications apportées aux équilibres naturels par les autoroutes, les barrages, le remembrement, les zones industrielles.

Or ces espaces et ces bêtes, ces plantes et ces arbres, ces paysages, ces eaux et cet air pur que « consomment » les citoyens « constituent un patrimoine irremplaçable ». L'homme ne peut vivre sans ces ressources. La destruction de la nature peut s'apparenter à une sorte de suicide. Il ne s'agit pas d'une sombre prophétie, mais d'un diagnostic scientifique dressé par tous les biologistes sans exception. L'altération de l'environnement est aussi une erreur économique. Les eaux de certaines rivières sont si polluées que les usines ne peuvent même plus les utiliser. A quand le chômage pour cause de pollution ? Or le coût de réparation de la nature sera d'autant plus élevé qu'on aura plus longtemps attendu.

#### 29 milliards de francs

Pour tenter de restaurer la qualité de l'eau, de l'air et faire disparaître leurs déchets, les Français devront investir près de 29 milliards au cours du VII<sup>e</sup> Plan. Sans parler des espaces verts à créer et des forêts à replanter. Le dixième de cette somme aurait suffi sans doute, il y a vingt ans,

pour construire des équipements moins « agressifs » et des usines plus propres. La prévention représente toujours en fin de compte une économie : pour le patrimoine naturel comme pour les accidents du travail ou la santé des hommes. Tout commandait donc de l'organiser au plus tôt. Dès 1970, avant même que le ministère de l'environnement n'ait été créé, certains fonctionnaires de l'agriculture avaient préparé un décret protégeant la faune et la flore. Ce texte fut refusé par le conseil d'Etat : la matière relevait du législateur. On rédigea donc un projet de loi. M. Robert Poujade puis André Jarrot tentèrent de le faire adopter. Rarement « genèse d'un texte » fut plus longue et plus pénible. On l'a successivement enrichi puis édulcoré, puis « regonflé » à nouveau au gré des oppositions et du courage politique de celui qui avait à le défendre. La disposition la plus controversée était cette fameuse étude préalable d'impact sur l'environnement que l'article 2 dans le projet actuel rend obligatoire pour tous les grands aménagements.

Certains fonctionnaires de l'industrie, de l'équipement, de l'agriculture, des transports et de la défense nationale, s'y sont opposés pendant plusieurs années. A tel point qu'il y a quelques semaines encore l'article 2 avait été pratiquement rayé du projet gouvernemental. On laissait prudemment à un décret le soin de fixer « les conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement seraient prises en compte dans les projets d'aménagement publics ». A cet égard, la loi de protection de l'environnement a été un succès. Elle a rétabli l'obligation de l'étude d'impact et en fixe les modalités d'application. Le haut comité de l'environnement réunit il y a quelques jours, s'est réjoui de cet « effort constructif ».

Aussi le gouvernement a-t-il officiellement accepté de s'engager, dans le cadre du VII<sup>e</sup> Plan, à l'élaboration d'un décret sur la protection de l'environnement. M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, a même annoncé (le Monde du 16 avril)

la création d'un atelier central d'environnement et le renforcement des ateliers régionaux des paysages et des sites. Ces organismes pourront juger la validité des études d'impact, qui, de toute façon, restent à la charge des maîtres d'ouvrage.

#### Des zoos réglementés

Tout cela reste toutefois timide par rapport aux études d'impact et aux auditions publiques qui sont pratiquées aux Etats-Unis depuis dix ans. Cependant, les premiers articles du projet de loi offrent de sérieuses garanties à tous ceux qui ne veulent plus que l'on fasse « n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment ».

De même, ils accablent avec satisfaction les articles 3, 4 et 5, qui organisent la protection de la faune et de la flore sauvages, jus-

qu'ici oubliées dans notre législation. Désormais, par simple soulèvement du doigt, on pourra interdire la capture des animaux sauvages et la cueillette de certaines plantes. L'exploitation des zoos sera réglementée.

Le projet gouvernemental avait oublié les animaux domestiques. S'inspirant d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, député (rad. g.) des Yvelines, la commission de la production et des échanges y a inclus en six articles une sorte de charte de l'animal. Un droit nouveau est affirmé : celui de tout citoyen à posséder un animal. Elle lui impose en contrepartie le devoir de le traiter « conformément aux impératifs biologiques de son espèce ».

Dans ses articles 6 à 14, le projet introduit encore une nouveauté. Jusqu'ici, seuls les monu-

ments et les sites, lorsqu'ils étaient reconnus historiques ou pittoresques, pouvaient bénéficier de la procédure de classement. Dorénavant, la nécessité de conserver un milieu naturel justifiera le classement d'une portion de territoire en « réserve naturelle ». Dès lors, il sera possible d'y interdire toute activité nuisible à la faune et à la flore.

Un amendement (numéro 40) proposé par la commission de la production et des échanges stipule que les particuliers pourront demander à ce que leur propriété soit classée comme réserve naturelle. Par l'intermédiaire de certains parlementaires, les chasseurs vont se battre contre cette disposition qui les priverait des avantages de la loi créant les Associations communales de chasse (ACCA). Actuellement, là où une ACCA existe, les chasseurs ont le droit d'exercer

leur passe-temps dans toutes les propriétés de moins de 20 hectares, même si le propriétaire ne le souhaite pas.

Autre bataille en perspective : celle qui sera livrée autour de l'amendement « 55 » prévoyant que les associations de protection de la nature pourront se porter partie civile en cas d'infraction à la loi. Par deux fois au cours de la discussion parlementaire portant réforme de l'urbanisme, et malgré les efforts de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, la majorité a montré son hostilité à l'égard des associations. Admettra-t-elle cette fois que ceux qui ont lutté depuis tant d'années pour sauvegarder la nature puissent participer officiellement à sa conservation ? Ce n'est pas le moindre des enjeux de la discussion qui va s'ouvrir.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Avis aux petites et moyennes entreprises

Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.

Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix\*, de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks.

D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



\*Prix de location mensuelle à partir de 584 F TTC. Prix de vente à partir de 224 796 F TTC.

IBM

Division des Systèmes de Grande Diffusion

L'ordinateur IBM 32 et ses nouveaux programmes «prêts-à-gérer». Pour aller vite, en confiance.

Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

PARIS et région parisienne - M. Lochin - Tél. : 778.43.43 - poste 8.000  
Tour Septentrion, La Défense  
20, av. André Perrotin - 92081 Courbevoie  
BORDEAUX - M. Ferra - Tél. : (56) 06.84.85  
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux  
LILLE - M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54  
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

LYON-ECULLY - M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.61.70  
21, Chemin de la Sauvegarde - 69130 Lyon-Écully  
MARSEILLE - M. Stern - Tél. : (91) 75.07.27  
2, bd de Gabès - 13205 Marseille  
NANTES - M. Vilette - Tél. : (40) 75.67.75  
114, av. de la Libération - 44200 Saint-Sébastien-sur-Loire  
STRASBOURG - M. Franck - Tél. : (88) 61.48.15  
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

## A PROPOS DE...

L'allocation de la Ville de Paris aux personnes âgées

### Les limites de la générosité

Quel est le nombre exact de personnes âgées pouvant bénéficier de l'allocation de la Ville de Paris ? Selon quels critères sont-elles choisies ? Deux conseillers communistes de la Ville relançant le débat.

Mme Andrée Lefèvre et M. Jean Gajer, conseillers de Paris communistes, ont demandé, mercredi 21 avril, au conseil de Paris la création d'une commission d'enquête sur les méthodes d'attribution de l'allocation Ville de Paris aux personnes âgées. Au mois de septembre 1975, le Conseil de Paris décidait que toutes les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans bénéficiaires de l'allocation qui leur est versée par la Ville toucheraient, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, 950 F par mois, plus une aide au logement pouvant atteindre 250 F. Cette allocation n'est pas « garantie », mais reste « facultative », c'est-à-dire qu'elle n'est perçue que si les intéressés la demandent. Les groupes de gauche, au cours du débat, réclamèrent « un minimum garanti de 1 200 F par mois ».

Il y a cent vingt mille personnes qui bénéficient du Fonds national de solidarité, vingt-six mille huit cent quarante-cinq inscrites au bureau d'aide sociale perçoivent l'allocation Ville de Paris et, sur ce nombre, seulement deux mille six cent quatre-vingt-cinq touchent 1 200 F par mois, affirme M. Jean Gajer. Les élus communistes ont sou- ligné que seulement 10 % des personnes âgées, inscrites au bureau d'aide sociale de la Ville, ont un foyer égal ou supérieur à 250 F et peuvent donc prétendre bénéficier de l'aide globale de 1 200 F décidée, au

mois de septembre, par le Conseil de Paris. D'autre part, Mme Andrée Lefèvre a dénoncé « les lenteurs de l'administration, qui ne permet qu'à vingt-six mille huit cent quarante-cinq personnes âgées de bénéficier de l'aide minimum de la Ville, alors que c'est cent vingt mille personnes qui sont inscrites au Fonds national de solidarité ». Interrogé sur ces déclarations, M. François Collet, conseiller de Paris U.D.R. et président de la commission touchant l'action sociale de la Ville, nous a déclaré : « Le nombre de personnes âgées qui se sont présentées dans les mairies pour bénéficier de l'aide de la Ville, qui est fixé pour tous à un minimum de 850 F par mois, est inférieur à ce que nous avions pensé. Seules vingt-six mille huit cent quarante-cinq personnes touchent cette somme. » M. Collet ajoute : « Nous allons faire imprimer et diffuser une brochure aux personnes âgées de la capitale, afin que ceux-ci connaissent leur droit et puissent en bénéficier. »

Depuis le vote du Conseil de Paris, majorité et opposition s'opposent sur le nombre exact de personnes âgées qui peuvent bénéficier de l'allocation Ville de Paris. Car il s'agit de savoir si les crédits votés par les édiles de la capitale, 85 millions de francs pour l'année 1976, sont suffisants pour financer cette allocation vieillissante.

JEAN PERRIN.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré aux fonctionnaires des assemblées régionales paru dans le Monde du 21 avril (Les régions), une erreur nous a fait déformer de sens une phrase. Il fallait lire : « Les participants à la réunion de Marseille ont donc souhaité la reconnaissance officielle et la harmonisation de leur statut, qui pour- rait se rapprocher de celui des fonctionnaires des organismes « régionales des métropoli- taines » (ORAM) et non « sans ».

## JUSTICE

L'ÉPOUSE  
DE ROLAND AGRET  
S'EST RENDUE  
A LA PRISON  
DES BAUMETTES

Mme Marie-José Agret a décidé d'interrompre la grève de la faim qu'elle observait depuis deux semaines, pour aller, ce jeudi 22 avril, à Marseille rendre visite à son mari, Roland Agret, qui, détenu à la prison des Baumettes, refuse de s'alimenter depuis trente-cinq jours. L'état de santé de ce dernier est jugé dramatique par ses avocats. M. Jean Dussier a déclaré, mercredi 21 avril, que son client refusait toute perfusion et « regardait la mort en face ». Mais, selon des sources dignes de foi proches de l'administration de la prison, l'état de Roland Agret, bien que préoccupant, ne serait pas aussi critique que l'affirment ses défenseurs. Il aurait notamment subi deux perfusions. Finalement, la seconde mercredi après-midi, mais en aurait refusé une troisième dans la soirée. Il aurait d'autre part, accepté d'absorber des médicaments polyvitaminés.

## « Je m'achève... »

Roland Agret a adressé, mardi 30 avril, à M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, une lettre ouverte dans laquelle il affirme : « En ce trente-cinquième jour de grève de la faim, je bloque tout, même la flûte. En quelque sorte, je m'achève... Quelle que soit l'injustice qui me frappe, je ne reculerai pas, je préfère créer de la vie plutôt que de rimer pour survivre. » Le message conclut : « Vous m'accusez de chantage, quand vous savez mieux que quiconque que c'est là ma seule arme d'otage d'un être humain. Vous m'avez accusé à me faire l'otage de moi-même. Il ne faudra plus parler d'erreur judiciaire mais de crime prémédité. »

Enfin, M. Marcel Caillie, secrétaire confédéral de la C.G.T., s'est élevé, mercredi 21 avril, contre « la lenteur avec laquelle le ministre de la justice examine le dossier de Roland Agret ». « Quelle que soit, a-t-il dit, l'opinion que l'on peut avoir sur l'affaire, on est en droit d'attendre un autre comportement quand il s'agit de faire se manifester toute la vérité et toute la justice. »

## Les responsabilités dans la catastrophe du « 5-7 »

## Le tribunal administratif de Grenoble reconnaît que les services de l'État ont manqué de coordination

De notre correspondant régional

Grenoble. — Comme l'audience 10 mars consacrée à l'examen du dossier de la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont (le Monde daté 14-15 mars 1976) le laissait prévoir, le tribunal administratif de Grenoble, présidé par M. Pestourie (1), a rejeté les requêtes présentées par deux des condamnés civils et par la Compagnie générale d'assurance, assureur de la S.C.I. de Chartreuse et de la S.A.R.L. « 5-7 ». Cette compagnie, qui a versé aux ayants droit des victimes près de 8 millions de francs, demandait à la juridiction administrative de condamner la commune — éventuellement l'État et l'E.D.F. intervenant en garantie — à lui rembourser la moitié des sommes versées à titre de dommages et intérêts.

Dans le jugement rendu le 14 avril, le tribunal administratif de Grenoble se fonde essentiellement sur les décisions des juges de l'ordre judiciaire pour affirmer que « les dommages causés par l'incendie sont les conséquences directes des fautes délibérées et inexcusables commises par les propriétaires exploitants du « 5-7 ». Appliquant, alors, une règle constante du droit administratif, qui veut que le responsable principal d'un dommage ne puisse se retourner contre des tiers, le tribunal déclare que les requérants « ne peuvent invoquer utilement les fautes commises par le maire de Saint-Laurent-du-Pont ». Mais, tout en affirmant ce principe juridique, les magistrats grenoblois ont tenu à faire apparaître les fautes commises par le maire et par les services de l'État.

Le jugement considère en premier lieu que le maire de Saint-Laurent-du-Pont ne pouvait ignorer que le dancing fonctionnait (il avait transmis avec avis favorable la demande d'ouverture permanente nocturne), et même qu'il fonctionnait irrégulièrement (la déclaration d'achèvement des travaux ne lui avait pas été retournée conformément aux prescriptions du permis de construire).

Il est vrai, ajoute le jugement,

que les services de l'État, bien qu'informés du fonctionnement du « 5-7 », ont manqué de la coordination nécessaire en ne prenant aucune disposition pour faire fermer l'établissement ou pour contrôler par la commission de sécurité le respect des prescriptions imposées par le permis de construire qu'ils n'ont pas convoqué le maire de Saint-Laurent-du-Pont aux réunions de sécurité, bien que celui-ci ait été désigné par le conseil général de l'Isère pour être membre de cette commission ; qu'ils n'ont d'ailleurs jamais réuni ladite commission.

Mais, dit encore le tribunal, « quelles que soient les fautes commises par les services de l'État, (...) il appartenait au maire d'user des pouvoirs qu'il tenait des articles 96 et 97 du code d'administration communale, qu'en l'absence de toute initiative, le maire, qui n'a même pas demandé aux services de l'État de mettre fin à la situation irrégulière du « 5-7 », a commis une faute susceptible d'engager la responsabilité de la commune ».

R. E.

(1) Pour examiner ce dossier le tribunal administratif avait adopté exceptionnellement une formation comprenant cinq conseillers au lieu de trois.

● Trois autonomistes bretons, détenus à la prison de la Santé depuis le 4 août 1975, ont commencé, lundi 19 avril, une grève de la faim. Il s'agit de M. Crochard, Corintou et Lequet. Inculpés pour tentative d'attentat par explosifs commis le 27 juillet 1975 contre les locaux de la direction départementale de l'agriculture à Nantes. Les trois détenus entendent ainsi protester contre leur maintien en détention décidée par M. Jacques Segud, le magistrat chargé de l'instruction de leur dossier.

## M. MICHEL LEGRIS CONTRE

« LE MONDE » DEVANT  
LA COUR D'APPEL D'ORLÉANS

Devant la cour d'appel d'Orléans, siégeant en audience solennelle, le procès intenté par M. Michel Legris, journaliste au Monde de 1956 à 1972, a été plaidé, le mercredi 21 avril, sur renvoi après cassation.

En juillet 1972, M. Legris, grand reporter, quittait le Monde, invoquant comme une rétrogradation son rattachement au service des informations générales. Il entra alors à l'Express, sans effacer le préavis conventionnel, plaçant qu'il avait été licencié et qu'il n'était pas démissionnaire. Il fut déboulé par le conseil des prud'hommes, puis la cour d'appel de Paris admit son argumentation.

C'est ce dernier arrêt que la chambre sociale de la Cour de cassation a cassé, jugeant que la cour d'appel avait vu à tort une rétrogradation dans une mesure d'organisation interne.

M. Ader et M. Lacorne ont représenté M. Michel Legris devant la cour d'appel d'Orléans en soutenant à nouveau la thèse de la rétrogradation. Ils ont fait valoir également que, dès 1972, leur client avait invoqué son droit à l'exercice de la clause de conscience qui permet à un journaliste de démissionner lorsqu'un journal change d'orientation de façon notable, portant ainsi atteinte à son honneur, à sa réputation ou à ses intérêts moraux. Le pamphlet consacré en 1976 par M. Michel Legris au Monde et les réactions qu'il a suscitées ont été longuement évoqués.

Le bâtonnier Lussan et M. Sarda ont plaidé pour le Monde en soulignant que M. Legris ne pouvait pas avoir été en 1972 à la fois licencié, comme il l'a toujours soutenu, et démissionnaire en invoquant la clause de conscience. Ils ont fait valoir que les prétendus changements du Monde s'inscrivaient, en fait, dans une tradition continue, comme en témoigne avec éclat la prise de position commune du fondateur, du directeur et du président de la société des rédacteurs du Monde contre les thèses de M. Legris.

L'arrêt sera rendu le 19 mai.

## POLICE

## Au congrès du Syndicat des commandants et officiers

## « Le haut niveau de civilisation que nous avons atteint rend plus difficile l'action de ceux qui assurent le respect de la loi »

déclare M. Michel Poniatowski

M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, a défini, mercredi 21 avril, devant le Syndicat des commandants et officiers de la police nationale réuni en congrès à Baguole (Seine-Saint-Denis), les caractéristiques du maintien de l'ordre public « dans un pays comme la France, de haut niveau de civilisation », et les améliorations techniques nécessaires à l'accomplissement de la police en tenue.

« On ne maintient pas l'ordre public et on n'assure pas le respect des lois de la même manière dans un pays libre — primum de l'individu, protection et respect de l'individu, police contrôlée par la justice, critiques de l'opinion publique et des moyens d'information — et dans un pays autoritaire — individus soumis, moyens de terreur, aucune critique admise », a déclaré le ministre. « Le haut niveau de civilisation que nous avons atteint comporte un certain nombre de caractéristiques qui rendent plus difficile l'action de ceux qui ont pour mission d'assurer ce respect de la loi. Ainsi, l'urbanisation accélérée de la France — deux tiers de zones urbaines — a favorisé la délinquance et la criminalité. En 1973, sur cent crimes et délits, quarante ont été commis dans des villes de cent mille habitants, trente-trois dans des villes de dix mille à cent mille habitants », a ajouté M. Poniatowski.

En conséquence, a-t-il indiqué, « il faut prévoir le développement de la mobilité de l'extérieur vers l'intérieur du pays, ainsi que celui des communications, qui résulte de l'activité économique, mais aussi des loisirs ». L'évocation des défenseurs de la loi a conduit M. Poniatowski à conclure la première partie de son discours en rendant hommage aux commandants et officiers de la police nationale luttant en service continu, notamment le colonel Le Goff (1), « dont les agresseurs,

a-t-il dit, seront partout et toujours recherchés, poursuivis et châtiés par l'autorité judiciaire ».

Abordant ensuite l'amélioration des techniques et des matériels, le ministre a tout d'abord souligné « qu'indépendamment du matériel de l'ordre la protection de la jeunesse et des personnes âgées face à une montée de la violence et de la délinquance était désormais prioritaire ». « La modernisation des méthodes de police, a-t-il souligné, implique qu'une préférence accrue soit donnée aux formes d'action dynamiques. Ce choix doit permettre au meilleur climat de solidarité entre les policiers eux-mêmes et une meilleure compréhension entre la population et la police ».

Quant aux moyens techniques en cours de réalisation, le ministre a annoncé d'ici à 1980 la formation des officiers portés de dix-huit mois à deux ans, celle des gardiens de la paix de cinq mois à neuf mois, la création de l'Ecole des cadets, la construction de nouveaux hôtels de police, de casernes de C.R.S., de commissariats, l'accroissement du parc automobile et des moyens de transmissions et, enfin, une tenue nouvelle, mieux adaptée aux missions des C.R.S. et des compagnies d'intervention, dont 14 000 exemplaires seront livrés avant l'été.

Auparavant, M. Henri Manent, président du Syndicat des commandants et officiers de la police nationale, avait ouvert ce congrès, qui continue jusqu'au vendredi 23 avril, en précisant les trois thèmes proposés à l'ordre du jour : la police dans la nation, la formation des personnels et l'éthique professionnelle. M. Manent n'a pas dissimulé le désarroi des commandants et officiers devant « la dégradation de certaines valeurs morales et la montée permanente de la violence, notamment à Montredon ». M. Manent a ajouté : « Toutes les attentes portées au crédit de la police sont autant de coups portés au crédit de l'État. »

(1) Tué le 4 mars lors des affrontements de Montredon-la-Croix entre vénéraliens et forces de l'ordre.

Je désire être renseigné sur vos réalisations en Normandie et connaître vos conditions d'accession à la propriété. Veuillez me faire parvenir sans engagement de ma part, une documentation complète sur vos appartements-vacances.

Nom : \_\_\_\_\_  
Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_  
A retourner à Jacques Ribourel 120 Champs Élysées 75008 Paris.

	L'Essente à Honfleur	Le Rading à Honfleur	Les Manoirs à Courseulles sur Mer	Les Courseulles à Courseulles sur Mer	Saint-Michel à Courseulles sur Mer	Bel Coteau à Courseulles sur Mer
moins de 100 000 F	STUDIO 20,66 m <sup>2</sup> - R.D.C. mer 81 000 F	2 PIÈCES 40,69 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage, 3 pièces 140 000 F	34,19 m <sup>2</sup> - R.D.C. Sud 88 000 F STUDIO 28 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Sud 71 000 F	36,20 m <sup>2</sup> - R.D.C. Est 85 000 F STUDIO 28,58 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Sud 75 000 F	STUDIO 25,84 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Sud 90 000 F	20 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Ouest 65 000 F 2 PIÈCES 28 m <sup>2</sup> - étage Ouest 82 000 F
entre 100 000 F et 160 000 F	2 PIÈCES 33,56 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage, mer Sud 116 000 F	2 PIÈCES 48,98 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage, mer Sud 143 000 F	2 PIÈCES 50,89 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Sud 125 000 F	2 PIÈCES 48,73 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Sud 153 000 F		3 PIÈCES 37 m <sup>2</sup> - 4 <sup>ème</sup> étage Nord-Ouest 120 000 F
plus de 160 000 F	3 PIÈCES 50,52 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage, mer Sud 174 000 F		DUPLEX 4 PIÈCES 71,12 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> étage, mer 188 000 F	3 PIÈCES 78,04 m <sup>2</sup> - 1 <sup>er</sup> étage Nord-Sud 183 000 F		3 PIÈCES 51 m <sup>2</sup> - 3 <sup>ème</sup> étage Nord-Ouest 166 000 F

## La Normandie à deux heures de Paris.

Très proche de la mer et des plaisirs de la plage, les résidences Jacques Ribourel ne sont qu'à 200-220 kilomètres de Paris.

L'autoroute A3 (jusqu'à Caen, sortie Dozulé et Poël l'Évêque en 76) et le turbo-train (départ gare Saint-Lazare) les mettent à deux heures de la capitale.

## Le contrat prix bloqué une sécurité, deux avantages.

Avec le contrat prix bloqué, vous vous mettez à l'abri de toute augmentation et des

mauvaises surprises. Avec le contrat prix bloqué vous paierez dans quelques mois votre appartement au prix d'aujourd'hui; donc moins cher.

Et pendant que vous réunissez les fonds nécessaires à votre apport personnel, votre appartement prend de la valeur.

## Propriétaire avec 5 % à la réservation.

A la réservation il suffit d'un petit 5 % pour devenir propriétaire. En douceur et sans vous priver. Ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15 % en 2 ans.

## Crédit bancaire jusqu'à 80 %.

Pour acquérir votre résidence il peut vous faire bénéficier d'un prêt de 80 % sur 15 ans. C'est une facilité qui vous permet de voir plus grand et de ne pas vous refuser notamment une cuisine bien indépendante du séjour.

## Un confort soigné.

Chaque appartement comprend balcon ou loggia, parking souterrain, chauffage électrique bi-jonction ou gaz naturel, salle de bains et cuisine entièrement équipées, nombreux rangements, finitions d'excellente qualité.

En Normandie,  
la qualité  
Jacques Ribourel  
sous contrat  
prix bloqués.



Renseignements et ventes  
Jacques Ribourel  
120 Champs Élysées  
Paris 8<sup>e</sup> Tél. 256 00 90  
-mètre et parking George V-

Jacques Ribourel pour vos vacances et week-ends heureux. Jacques Ribourel

صيفنا في الامم



# Le Monde

## DES LIVRES

### « LES DEMEURES D'HYPNOS »

#### Patrick Waldberg, miroir du surréalisme

« LES DEMEURES D'HYPNOS, de Patrick Waldberg, Éditions de la Différence (6, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-1<sup>er</sup>), coll. « Le volume oblique », 1<sup>er</sup> vol. relié 21x27, 328 p., 574 illustrations, 270 F.

PLUS qu'un critique, on dirait de Patrick Waldberg, n'était l'usage du mot, qu'il est un témoin : très précisément : l'œil d'un temps. Un œil complet, complexe, très visuel certes, mais non moins tactile : ce n'est pas pour rien que l'auteur de « Mains et merveilles » exalte toujours la main, prenante et pensante. Et cette double façon de voir — l'art, les hommes, l'époque — s'élargit chez lui en une vision spontanément poétique et philosophique. Ce très beau livre nous fait voir, bien entendu, mais magnifiquement, et nombre d'images sont inédites — inaugure à la fois

une jeune maison d'édition et une collection. Pour ce commencement, on n'aurait rien pu souhaiter d'autre que cette prise de vue large et profonde du surréalisme. La chance de Waldberg — et la nôtre — c'est qu'il a reçu, dès l'adolescence, l'impression du surréalisme. Il va très tôt les approcher, beaucoup devenant ses amis ; il leur demeure fidèle, dans leurs orientations propres et leurs ruptures, multipliant, intensifiant ce regard à la fois immédiat et rétrospectif qu'il commençait d'affiner au seuil des années 30 ; tout naturellement, il se trouva de plain-pied avec les générations nouvelles, dont presque tous les représentants, qu'ils le voulaient ou non, le savaient ou non, devaient quelque chose au surréalisme. Ce surréalisme que Patrick Wald-

berg perçoit très lucidement non comme une école, ni même un « mouvement ». Ou bien alors, un des battements du mouvement perpétuel. Comme le romantisme lui le baroque, il est un « état d'esprit » ; état de l'esprit, de l'âme, de la création ; il existait bien avant d'être nommé, avant d'être conscient de soi, et sous d'autres noms, d'autres formes, tout avant lui appartenait. Si le premier chapitre du livre est consacré à Dada, c'est que les deux révolutions, les deux insurrections sont inséparables — bonne occasion, d'ailleurs, de rappeler que dans sa période encore « floue » l'une était déjà contemporaine de l'autre, mais c'est aussi pour les distinguer et même les opposer. L'étude de Dada annonçant celle du surréalisme se termine par ce quasi-défi : « Contre l'avis des scolastes, ceci est une autre histoire. » Dans sa destruction et sa négation de tout, Dada se nie et se détruit lui-même. Tandis que le surréalisme se construit, s'affirme, consécrit et s'éclaire. En cet élan, la « Bohème » de 1840, la « Fantaisie » de 1860, auxquels l'auteur se réfère, Baudelaire lui-même, sont beaucoup plus des annonciateurs du surréalisme que de Dada, dont, au contraire, la « néantisation » actuelle procède très directement. Alors qu'Aragon, dans un texte inédit de 1921, l'époque où Dada culminait — parlait d'un « désir qui participait de l'infini », le surréalisme, dont la grande histoire commencerait trois ans plus tard avec le « Manifeste », était sorti du « flou » depuis 1919, avec la revue, « Littérature », dont la couverture — ou la découverte — est dessinée par Picabia. Elle signifie, déclare ces affinités, échanges, correspondances entre la peinture (ou la sculpture) et le langage, qui sont l'objet même des écrits de Waldberg, et celui de la nouvelle collection. Ils sont, en tout cas, au centre du surréalisme, et



\* Couverture de la revue Littérature, par Picabia.

bien que le propos de l'auteur soit principalement la peinture et les poètes, il ne peut les séparer des poètes ; se moquant de la mode, il n'entend pas, pour les uns comme pour les autres, séparer non plus leur œuvre de leur vie.

Ainsi apparaissent tout vifs, dans le mouvement de leur création, Breton, Soupault, Crevel, Péret, Aragon, Eluard, Albert-Birot et bien d'autres ; et plus encore de peintres, parmi lesquels on élit — toujours un peu injustement — Chirico, « grand effrichiste de l'imaginaire », Masson et ses « dessins automatiques », Magritte ou la « poésie visible », Man Ray, qui hantent les poètes ; Ernst surtout, lui-même poète et philosophe, grande figure dominante qui s'éclaire et nous entraîne vers « l'au-delà de la peinture ».

Mais d'où vient que cette multiple évocation et cette « réflexion », cette vue réfléchissante de la création, participent elles-mêmes de la création, soient elles-mêmes un éclat du miroir magique ? Pierre Klossowski le devine, qui, dans sa lettre-préface, écrit : « Je me suis identifié au lecteur non prévenu pour qu'il s'égare ne serait que les diverses phases de la propre imagination : ces œuvres, ces hommes n'existeraient pas en dehors de toi-même, confidences d'un rêve continu... »

YVES FLORENNE

### Instantané sur Daniel Boulanger

« C'EST livre, dit-il, c'est vraiment ma tirelire : il y a toutes mes affaires là-dedans, tous mes petits trésors. J'espère qu'il n'y a pas seulement des boutons de couleur mais aussi quelques bijoux ! » Après Petouchas (prix Max Jacob 1970) et les Dessous du ciel, voici un troisième volume de « tireliries ». Tirelire (1), images, moments, idées, souvenirs de voyages y sont fixés, dans des sortes d'Instantanés, mais un peu de guingois, grâce aux métaphores caracolantes et au choc des mots — projectiles.

De volume en volume, des poèmes sont devenus de plus en plus courts et denses. « C'est une question de papilles. L'écriture doit être un plaisir, même si c'est douloureux. C'est une chose de goût, ça va jusque dans la bouche. Pour les tireliries, c'est la concentration, la réduction, vous faites réduire et on arrive au « coulis essentiel », comme dit l'autre... On ouvre, on en lit une, deux. J'espère que ça se déploie comme les roses de Jéricho ou comme un comprimé qu'on met dans l'eau et qui gazéifie tout. »

Tirelire rend un son plus grave et moins malicieux que les recueils précédents. On y découvre les jeux du silence et du vent, de l'ombre et de la lumière « truffée de fraie pétales ». Et puis l'attente, le bonheur mental, l'angoisse fragile, les souvenirs au fond des miroirs. La neige est noire par en dessous, tout soleil à sa nuit. Mais pour effacer les « forêts calcinées de la mémoire », il y a les chiens familiers, les chats à la marche oblique comme celle du fou sur l'échiquier, il y a la saveur de l'enfance aux « jours poudrés de sucre », parfumés de vanille, traversés des « cris en tache d'encre des cornelles ».

Entre un poème, une nouvelle, un scénario, quel est commun ? « Seulement la plume et le papier. Un film, cela doit avancer violemment, c'est un chemin. Et ça (Tirelire), c'est un caillou, c'est une chose qui est là, qui est finie, qui doit lancer des feux... » Pas plus que les précédents, le cinquante-neuvième scénario de film de Daniel Boulanger, Police Python 357, réalisé par Alain Corneau (2), n'a rejoint sur son stage ce qu'il appelle ses livres « dignes de ce nom ». Ceux-là comptent quatre livres de poèmes, neuf romans (il a débuté aux Éditions de Minuit avec l'Ombre et le Gouverneur polygame) et neuf savoureux recueils de nouvelles, parmi lesquels les Notes du merle (prix de la Nouvelle, 1969), le Chemin des caracoles (prix Saint-Sauveur, 1968), Foudre, cocher ! (Goncourt de la nouvelle, 1974), nouvelles érudites et gourmandes où, sur fond de gros bonnet picard, les passions secrètes « se faldant à la façon des bécaasses ».

Fété par la critique, couvert de lauriers, Daniel Boulanger n'est-il pas un auteur comblé ? Un nuage d'amertume passe. Combien de gens liront Tirelire ? Alors, à quel bon le publier ? Car, ce scénariste efficace, qui sait toucher le grand public, ce maître de la nouvelle, cet étonnant créateur de vies minables qu'il illumine une tendresse absurde et algue, est l'écrivain le plus secret qui soit. Dans cette œuvre abondante, à peine quelques pages pour parler de soi, à la fin de la Berque amirale et du Jardin d'Armide. Mais dans Tirelire, l'herbe pousse entre les mots, l'aveu se glisse parfois dans une ligne ou dans les blancs du texte.

Ainsi, à la fin de cette Tirelire à la nuit d'Isère :

Sur le trottoir de neige  
le reflet d'une palissade  
même coulé de sang jeune  
qu'en mon cœur baroque  
dans le combat du charnel et de l'absolu  
C'est vrai, dit-il soudain rêveur, c'est tout à fait moi, c'est mon portrait. »

MARION RENARD.

(1) Gallimard, 128 p., 35 F.  
(2) Le Monde du 23 avril 1976.

**SEUIL** Romantique et musical,  
un grand roman de  
**François Régis Bastide**  
**La fantaisie du voyageur**  
"La gloire du romantisme, réhabilité de main de maître, en très grand écrivain".  
Bertrand Poirot-Delpech  
Le Monde  
320 pages 39 F., relié 50 F.

### QUAND LES ENCHANTEMENTS DÉCHANTENT

#### « SOMME TOUTE », de Claude Roy

et dont il démissionne un an plus tard, après l'exécution, laissée sans commentaire, du Hongrois Nagy.

L'Éclatement qu'il ressent alors ne va pas sans un trépassement de « froid » comme seuls en donnent les pertes de foi amoureuse ou mystique, et comme on éprouverait nombre d'intellectuels de sa génération.

Comment se réchauffer ? Entre soi ? Le destin s'y oppose. Claude Roy perd en effet ses deux meilleurs amis, Roger Vailland et Gérard Philipe, dans des conditions qui l'obligent, ironie du sort, à trahir par compassion leur commun idéal de lucidité. Les autres deviennent dévots, comme Adamov, ou P.-D.G. par dépit, si cela existe. Lui, « tourne de l'œil ». Mais il ne se sent pas « assez fatigué pour rentrer à la droite ». Il se contente de tirer les leçons de l'innocence ou de la duplicité de ses aînés devant un des plus grands mensonges du siècle.

Tous les penseurs ou les responsables qu'il croise durant ces vingt ans entretiennent avec la vérité des rapports dont l'étrangeté finit par constituer le thème du livre.

Rencontré en Grèce et questionné sur son refus de critiquer l'U.R.S.S., Sartre agrémente sa célèbre consigne de « ne pas désespérer Billancourt » par un formel : « Il faut aller les Russes par notre silence. » Suite à la liste déjà longue de ses bêtises politiques, le philosophe ne craint pas de dévoiler dans les premières dissensions entre Mao et Brejnev, une « insertion des Américains ».

Maurice Thorez devrait se montrer moins ingénu. Il s'en faut. A Basainville, où il reçoit Claude Roy et lui offre des roses de son jardin, le secrétaire général du P.C. parle, avec toutes les apparences de la sincérité maoïste, du « chagrin » que lui ont causé les révolutions en cours. Devant cette méprise plus ou moins volontaire, le vocabulaire présumptueux des champions de la dialectique cède, en privé, à celui de l'activité évasive, de l'illogisme, enfantin et boudeur.

L'A dichotomie est particulièrement spectaculaire chez Aragon. Alors qu'en public il refusait et refusait encore une autocratie dont Pierre Daix note par euphémisme qu'elle n'est pas son fort, le zélote de Staline et de Jdanov faisait état en tête à tête d'informations pires que celles que démentait son parti : « Si je le disais, petit... » C'était le chiffre de « 18 millions d'habitants tués » dans les camps soviétiques. Il tirait bizarrement arguments de ce martyre... pour le taire : « C'est et c'est ce peuple qui a tant souffert que vous voulez demander des comptes ? » Ou bien alors il ramène

dans le Paris fétard de 1976 un dandy désemparé ?

LES incohérences politiques d'Aragon désolent le militant Claude Roy, mais la fantaisie du créateur, au-delà des brouilles, fascine. S'ils se sont frottés sans s'admettre, c'est qu'au fond ils sont de la même race des charmeurs-nés, acharnés à plaire par crainte de n'être que soi, et désarmés. Enchanter pour oublier qu'on déçoit : telle pourrait être leur devise commune.

Claude Roy n'y met pas le même génie. Il le sait et semble s'ingénier humblement à nous en convaincre, en ne triant pas, exprès, parmi ses trilles, et en abusant des concetti-confetti qui auront été le péché mortel de sa génération. Il ne se contente pas de « tourner autour du mot », selon la formule de Roger Grenier : il en fait des guirlandes, au gré d'allitérations qu'on dirait irrépressibles. *Brio entraîne fébrile, rêve appelle dérive, enlève commande glauque, Walter Mitty ne peut être que mieux, gris impose brisé, furieux exige fuyant et froide, séduisant arrache, comme foulards d'un chapeau, sifflant et serpentant.* Si on pense que l'art naît de ce qu'il se refuse, il y a de quoi douter de cet art-là, et de ce qu'il cache. Serait-ce que les désillusions politiques portent aux circonflexions ? Quand Roy « rêve d'un Aragon qui se confesserait enfin sans mensonges », il est tenté de former pour lui le même ven.

D'AUTANT plus qu'il sait très bien s'arrêter de jouer au gosse, doué qu'il est fait trop, et qu'il a une sincérité, émotion, vrai brio, éclatant. Son don des formules rappelle celui qu'il analyse si bien chez Sartre, dont le grand style se cherche des chutes de boulevard dans la « connaissance un peu affectée ». Souvent terço — « Quand Simone de Beauvoir raconte un voyage, c'est la famille Fenouillet existentielle », — le trait fait merveille dans le portrait où le physique et le moral se répondent ; on voit littéralement

la parole d'Aragon agitée « comme une cape de torero », celle de de Gaulle « déployée comme du Saint-Simon », ou celle de Mauriac siffler comme « une badine décapitant une herbe ». Les définitions lapidaires se gravent dans la mémoire : les « millénaires qui conspirent dans la tête d'Adamov », ou les « bêtises du dedans qui tirent leurs cordes sous le visage de Vailland », à l'agonie.

L'écriture cesse alors d'être un jeu de prouesses pour devenir le recours suprême contre la mort et les aléas de l'engagement, auquel il n'est pas près de se laisser reprendre.

Non qu'il renonce à espérer et à se battre : à défaut de croire que l'histoire a un sens, il lui applique l'équivalent du pari de Pascal sur Dieu ; et bien que les précédents manquent, il rêve encore d'un marxisme non centraliste et libertaire, où l'État serait réduit au rôle de « velleur de nuit ». Mais il sait que pour changer le monde on doit commencer par soi-même. Pler de n'avoir jamais été « ni à la mode ni aux affaires », il souscrit au propos de Engels (lettre à Marx, Londres, 1851) : « N'être qu'un écrivain indépendant qui se moque du soi-disant parti révolutionnaire. »

SEULE la littérature ne l'a jamais trahi ni déçu. A ses yeux, elle a toujours été en avance sur la politique. Même un Mauriac, pourtant vite « effarouché de ses propres colères », lui semble rassurer plus écrivain que bien des petits artistes militants la « carcasse de la machine à exploiter les hommes ». A fortiori lorsque les créateurs appartiennent au camp des exilés dont il a fait l'éloge, les cinq juifs, Marx, Freud, Kafka, Einstein, Wittgenstein, l'Italienais Joyce et le Catalan Picasso, sans parler des métèques d'honneur que sont, dans son cœur, les gens de théâtre, Villon et Philippe en tête.

L'histoire devrait ébranler sa conviction : les plus grands écrivains n'ont pas inspiré ou converti lespires extrêmes ? Mais il n'en démord pas. Il croit globalement en eux comme on fait fond en amour, parce qu'il l'ête choisit ne peut ni se tromper ni nous tromper. La culture est son seul parti, un parti pris intransigeable. En nos temps de doute généralisé, ce credo rassure et réjouit, par son fanatisme même.

\* SOMME TOUTE, de Claude Roy, Gallimard, 464 pages, 54 F.

PARADOXE : plus la vie s'allonge, plus on commence relativement tôt à la raconter. Beaucoup d'écrivains publient désormais leurs souvenirs avant la soixantaine. C'est le cas, ces temps-ci, de Jean-Louis Bory, Claude Mauriac et Claude Roy. Bien qu'ils aient eu l'âge de faire la guerre, l'essentiel de leur existence s'est passé ensuite. Avec eux, les années 50-70 font leur apparition dans le réseau de témoignages littéraires dont s'emplissent les marges de l'histoire.

Pour le militant communiste Claude Roy, cette période a d'abord été celle d'une désillusion sans équivalent. Apprendre que le paradis cachait l'enfer et que les maîtres à penser ont menti ou se sont trompés, il y a de quoi marquer une vie. Dans *Somme toute*, qui prolonge son autobiographie commencée avec *Moi*, je (1968) et *Nous* (1972), l'auteur du *Maitre d'aimer* prend le temps d'évoquer la naissance d'un fils et des souvenirs de premier communiste, mais il est clair que toute sa biographie intime a été dominée, ou au moins colorée, par cette affaire, elle-même sentimentale, de duplicité et de désenchantement politiques.

Le moindre événement est ressenti en fonction de cela. Face à la rébellion algérienne, Claude Roy souffre surtout de la trahison des positions communistes, et c'est en chat échaudé par la naïveté de ses engagements passés que, tout en signant l'appel à la désobéissance militaire et en se liant d'amitié avec Ahmed Taleb, aujourd'hui ministre algérien de la culture, il répugne au soutien inconditionnel du F.L.N.

En ce qui concerne les modèles, il est un des premiers à remplacer le rêve d'après la URSS par celui de la Chine. Mais ses pensées restent empoisonnées par la lenteur avec laquelle les communistes français se « désocialisent », les soupçons éveillés à l'égard du rapport Khrouchtchev, le dogme insoutenable de la production absolue, l'opposition au communisme des naissances ou le vote des communistes à Guy Mollet.

Passant de la « jobardise » qui avait été longtemps la sienne à l'incrédulité qu'il allait marquer les révoltes de 1968, il multiplie les démarches, auprès du P.C., qui l'exclut pour un an en 1967,

parodie  
dite  
libre  
central  
iques.

résumé

# ÉDITION

## Le parti socialiste et la crise du livre

**L**e parti socialiste vient de faire connaître sous la forme d'un rapport au bureau exécutif du M. Dominique Taddei, secrétaire national à l'action culturelle, sa position sur la crise du livre.

Sous le titre *Le livre et la culture* le rapport reprend les principaux thèmes de l'action entreprise pour résoudre cette crise et propose qu'une solution démocratique du problème passe par le développement de la création et de la lecture publique.

Au niveau de la création le rapport propose que l'écrivain soit reconnu et considéré comme « chercheur » avec les intégrations sociales que ce statut entraîne. Le Centre national des arts et lettres veillerait à ce que l'écrivain ne devienne ni un citoyen assisté, ni un « ingénieur des armées » et serait ainsi l'équivalent, pour la création littéraire et artistique, du C.N.R.S. pour la recherche scientifique.

Le parti socialiste entend également soutenir les efforts des écrivains pour obtenir des garanties nouvelles en ce qui concerne leurs droits moraux et matériels : contrat-type, droit de passage, contrôle des tirages, établissement des comptes, propriété littéraire. S'opposant à toute censure ou préférence économique, politique, administrative, le rapport

préconise également un élargissement progressif de la base sociale de la création par l'association des écrivains aux activités des bibliothèques et des maisons de la culture et le développement des expériences d'« ateliers de création ».

Sur le problème de la diffusion, le parti socialiste entend entreprendre une concertation approfondie avec toutes les professions intéressées : éditeurs, libraires, etc.

Une part importante du rapport est consacrée à la lecture publique pour laquelle le parti socialiste prévoit des réformes importantes de structure : établissement de bibliothèques de district couvrant l'étendue d'un district scolaire et de bibliothèques régionales, installées au niveau des vingt-deux régions, dont les bibliothèques universitaires pourraient devenir des départements spécialisés, ces deux types de bibliothèques se substituant aux actuelles bibliothèques municipales et centrales de prêt.

Il réaffirme d'autre part son attachement à l'unité organique de la direction des bibliothèques et de la lecture publique et propose en particulier la création de trente mille emplois nouveaux, sur une période qui pourrait être de dix ans, recrutement, formation et financement du personnel devant incomber à l'Etat.

## Le Festival de Nice sous le signe de l'information

**C**réé en 1969, le Festival du livre de Nice — huitième du nom — va tenir ses assises au Palais des expositions de la ville, du 1<sup>er</sup> au 6 mai. En fait, l'annuelle manifestation, d'initiative française, se déroulera pour la septième fois. Le Festival avait dû être annulé en 1974, en raison de l'élection présidentielle consécutive au décès de Georges Pompidou.

De toute façon, on en est à l'âge de raison, du moins tel qu'on en voyait autrefois le commencement. Est-ce le motif pour lequel l'ensemble des éditeurs français feront acte de présence à Nice, y compris, parmi les « grands », Flammarion et Gallimard, qui s'étaient retirés après un essai jugé de trop faible intérêt ? Les réalistes disent déjà que ce retour est l'effet d'une cause bien plus simple : l'entente cette année sur le terrain des Maisons de la presse. Et l'on aura tout le loisir de discuter sur le rôle et la vocation de ces « Maisons », afin de savoir s'il convient ou non de les tenir pour des bibliothèques. Ce sera l'objet, dès l'ouverture, le 1<sup>er</sup> mai, d'un premier débat, en colloque avec les « libraires ». La « Participation des libraires à l'animation culturelle de leur ville » et d'un autre, le 2 mai, dirigé par Bernard Pivot (« La maison de la presse est-elle une librairie ? »).

Leur association, que préside Françoise Lebert, a donc eu l'idée de demander à un organisme spécialisé, l'A.R.C.M.C., un sondage et une enquête sur ce thème : « Les besoins des lecteurs, lecteurs d'ouvrages de toutes disciplines, ont été interrogés selon les normes requises pour ce genre d'exercice : sexe, âge, catégorie sociale, importance de la localité de résidence, région, nombre de livres lus chaque année ».

Il a été demandé à tous ces lecteurs dans quelle mesure leur lecture était influencée, sinon commandée, par l'information littéraire ; ce qui leur convenait le mieux du journal, de la radio ou de la télévision, et à quel point la palme dans chaque genre. Ce qui a permis, évidemment, des classifications, des hiérarchies, peut-être des sélections. Ce sont des lectures qui ont pu faire savoir aussi ce qu'ils attendaient d'un article, d'une critique, de leur préférence allait, dans la plus élémentaire rigueur, ou au « papier » d'humour ; à l'intérieur d'un écrivain seul ou au débat entre plusieurs sur un thème donné. De même que ce lecteur si mystérieux, si imprévisible, a-t-il lu le livre ou le portrait-robot qui permettrait de mieux le cerner pour le mieux servir ?

Comme on disait : vous le savez le 3 mai à Nice, au colloque de l'Association des éditeurs de presse de l'édition, qui liront leurs résultats et chercheront encore à les affiner au long du débat que Pierre Emmanuel présidera et que Jean-Claude Ribault sera là pour relancer et animer, si tant est qu'il en ait besoin.

Après la publication des articles d'André Mandouze et d'André Glucksmann sur le livre de Maurice Clavel, Dieu est Dieu, nom de Dieu ! (« Le Monde des livres » du 9 avril), nous avons reçu cette lettre du P. jésuite Camille Pasquier :

« Dieu est Dieu, nom de Dieu ! » vient de surgir Maurice Clavel, qui paraît si satisfait du bonheur de ce titre paroxystique emprunté à un jeune poète que sur sa lancée il vient de commettre un de ces écarts dont il est coutumier. Attendant et irritant néophyte ! Depuis qu'il a été illuminé — et Dieu sait si cette illumination fut bien autre chose qu'un feu de bengale — il a basculé (un terme qu'il affectionne) dans l'indignation de ces redoutables purs, purs de cette pureté d'acier qui tranche un peu de tout, dût-il dans ses embardées manigées et trébuchées, je ne dis pas charité, mais justice.

André Mandouze, dans le Monde du 9 avril, met les choses au point, et sans taper du poing ni trébucher. Peut-être est-il à son tour un peu excessif, à mon gré du moins — et je dirai pourquoi, — mais avec cet humour d'un homme à la foi profonde qui vous repose agréablement, venant à la rencontre d'une foi non moins profonde, indiscutable, bien que teintée d'un peu de fétichisme, mais trop triomphante dans sa superbe d'avoir, un peu solitaire, raison. Ce qui d'ailleurs ne gêne pas le gauchiste Clavel. Mais qu'il est dommage que notre censeur ne sache pas toujours ce qu'on en peut aller trop loin !

Oui, bien que n'étant pas un de ces « jeunes de pointe » auxquels il associe aimablement les « dominicains de choc », je crois qu'il m'a fait un faux pas, et assez grave, car, en « cléricaux de gauche » (du moins tels m'ont-ils apparus), ont prétendu que la foi en Jésus-Christ entraînait nécessairement un vote militariste. Mais je ne pense pas que la conduite absente de la gauchiste Clavel soit très pertinente. Il est des illuminations, qui aveuglent.

### QUE DEMANDE LE LECTEUR ?

**S**i tous les Français ne lisent pas le même livre, que demandent-ils du moins ceux qui lisent ? Que leur apporte l'information, la critique littéraire, que les autres ne lisent pas ? Il est bien normal que les attachés de presse des maisons d'édition se posent de pareilles questions, et, j'ai-ce avec quelque inquiétude, tiennent à savoir du même coup leur exacte utilité.

### CORRESPONDANCE

A propos de Maurice Clavel  
CRIER SA FOI, OUI ! LA GUEULER, NON !

Mal 1968 fut une grande année, d'un côté, mais le discernement ne fut pas la qualité dominante de tous ceux que cet éclair a foudroyés. Il me semble qu'il y a eu « maso » et cet homme, intelligent dans nombre de ses prises de position en ses chroniques du *Nouvel Observateur*. Mais je ne puis me défendre de quelque crainte : fait-il avancer nombre d'hésitations, refusent de faire un pas en avant parce qu'ils veulent tout de même savoir où ils mettent les pieds ? Les pieds dans la cure baptismale de sa naissance à la foi, Clavel s'ébroue un peu trop. Je dirais presque qu'il fait de l'embroncha. Non, ce dernier mot ne convient pas tout à fait. Mais disons que, s'il convient parfois de crier sa foi, il faudrait tout de même éviter de la gueuler.

Et d'engueuler nombre de chrétiens, et particulièrement des prêtres à qui Clavel ne ménage pas les reproches pour ce « qui au monde » qu'ils auraient dit... Mais on précise, et c'est le poème des poèmes : que doit faire la foi en même temps la soit propre et contenue à tous ceux qui ne l'ont pas ? Alors là, je ne me tords pas de rire ! Et pas pour la raison que je ne censureur inquiet sur la pose de la question de savoir s'il ne va pas au dépôt ! Mais trop est trop. Oserais-je dire que ce qui est excessif est insignifiant ? A mon tour je serais excessif et le dois trop à Clavel pour son Ce que je crois. Il le sait bien. Je prie donc le Dieu de Maurice Clavel, qui fait pleuvoir sur les violents comme sur les doux, pour que notre frère Maurice recouvre un peu de calme après cet accès de fureur.

Après la publication des articles d'André Mandouze et d'André Glucksmann sur le livre de Maurice Clavel, Dieu est Dieu, nom de Dieu ! (« Le Monde des livres » du 9 avril), nous avons reçu cette lettre du P. jésuite Camille Pasquier :

« Dieu est Dieu, nom de Dieu ! » vient de surgir Maurice Clavel, qui paraît si satisfait du bonheur de ce titre paroxystique emprunté à un jeune poète que sur sa lancée il vient de commettre un de ces écarts dont il est coutumier. Attendant et irritant néophyte ! Depuis qu'il a été illuminé — et Dieu sait si cette illumination fut bien autre chose qu'un feu de bengale — il a basculé (un terme qu'il affectionne) dans l'indignation de ces redoutables purs, purs de cette pureté d'acier qui tranche un peu de tout, dût-il dans ses embardées manigées et trébuchées, je ne dis pas charité, mais justice.

André Mandouze, dans le Monde du 9 avril, met les choses au point, et sans taper du poing ni trébucher. Peut-être est-il à son tour un peu excessif, à mon gré du moins — et je dirai pourquoi, — mais avec cet humour d'un homme à la foi profonde qui vous repose agréablement, venant à la rencontre d'une foi non moins profonde, indiscutable, bien que teintée d'un peu de fétichisme, mais trop triomphante dans sa superbe d'avoir, un peu solitaire, raison. Ce qui d'ailleurs ne gêne pas le gauchiste Clavel. Mais qu'il est dommage que notre censeur ne sache pas toujours ce qu'on en peut aller trop loin !

Oui, bien que n'étant pas un de ces « jeunes de pointe » auxquels il associe aimablement les « dominicains de choc », je crois qu'il m'a fait un faux pas, et assez grave, car, en « cléricaux de gauche » (du moins tels m'ont-ils apparus), ont prétendu que la foi en Jésus-Christ entraînait nécessairement un vote militariste. Mais je ne pense pas que la conduite absente de la gauchiste Clavel soit très pertinente. Il est des illuminations, qui aveuglent.

**Yves Berger**

**le fou d'Amérique**

Le vrai roman de l'Amérique

Quel roman ! C'en est vraiment fini, l'Amérique est découverte et « Le Fou d'Amérique » est le roman « vrai » de la découverte de l'Amérique.

Jacqueline Fiatier/Le Monde

Un des plus somptueux romans que nous puissions lire.

Lucien Guissard/La Croix

**NICE DU 1<sup>er</sup> AU 6 MAI 1976**

**VISITEZ TOUS LE 8<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU LIVRE**

**NICE 1975 : 120.000 VISITEURS.**

**Les femmes écrivains congressistes**

Ainsi placé d'emblée sous le signe de l'information, le Festival y restera encore avec des « tables rondes », comme « Bibliothèques, maisons de culture » (3 mai) et, surtout, le colloque organisé par l'Association des éditeurs de presse de l'édition : « Le livre et l'information ». Point de départ : une étude originale sur ce thème : « Les Français qui lisent » (3 mai). On y ajoutera le débat, hélas ! le même jour, sur « La vie des livres dans les mains des lecteurs », à l'initiative de la Chambre syndicale de relieurs, brochure-durée, et le colloque du Centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (5 mai).

En retard sur le calendrier officiel (mais quelle importance ?), le Festival de Nice sera cette année le lieu de rencontre des femmes écrivains. Elles ouvriront leur congrès international le 4 mai et le clôtureront le 6, en même

**Poètes anglais et français à St-Germain-en-Laye**

Pour la première fois un festival de poésie anglaise et française aura lieu à la Maison de la culture de Saint-Germain-en-Laye (rue du Maréchal-Joffre), le dimanche 25 avril, de 9 h. 30 à 20 heures. Y participeront du côté français : André Chedid, Marc Chodolienko, Bernard Delvalle, Bernard Noël, etc. ; du côté anglais : Anne Beresford, Michael Hamburger, Les Harwood, Pat Leaky, Pete Morgan et un Américain, Peter Klappert. Des poèmes seront récités dans les deux langues.

**VIENT DE PARAITRE**

**Romans français**

BERTRAND POIROT-DELPECH : *Les Grands de ce monde*. — Le nouveau (et ancien) roman de notre collaborateur, titulaire du fauteuil littéraire du Monde, après la Folle de Lézard, qui lui avait valu en 1970 le Grand Prix du roman de l'Académie française. (Gallimard, 290 p., 35 F.)

ANDRÉ DHOTEL : *Les Disparus*. — L'œuvre romanesque du conteur des *Rues dans l'ombre*, Grand Prix national des lettres 1973, s'achève de ces nouvelles fiction, à la limite de la fiction et du réel. (Gallimard, 300 p., 41 F.)

**Récits**

LOUIS GUILLOUX : *Salido*, suivi de *O. K. Joe ! Deux récits de guerre de l'auteur du Sang aux étoiles* (du début de 1939, qui s'écrit le drame d'un réfugié espagnol, l'autre après la guerre, dans la Bretagne libérée. (Gallimard, 225 p., 32 F.)

**Chroniques**

GEORGES SIMENON : *A la découverte de la France et la recherche de l'homme en* : Simenon journaliste, avant d'être romancier, de 1919 à 1922, de 1931 à 1937, puis de 1943 et 1946. Ces chroniques pour la plupart, ont été recueillies par Gilbert Gignoux et Francis Leclercq, qui a également écrit la préface et rédigé la bibliographie. (10/18, « L'appel de la vie », 450 p. et 445 chaque vol.)

**Musique**

BORIS VIAN : *Derrière la zizique*. — Un recueil des textes écrits par l'auteur de *L'Esprit des rochers* au verso de pochettes de disques ; musiques de film, poésies, etc. On l'on trouve le critique de *En avant le zizique*. Texte choisi, préface et annotés par Michel Feur. (Christian Bourgois, 175 p., 18 F.)

DOMINIQUE FERNANDEZ : *Le Roi des Tudors*. — Un guide musical de l'Angleterre par l'auteur de *Porporino* ou les mystères de Naples, prix Médias 1974, médiane ferret. (Julliard, « Idée fixe », 128 p., 22 F.)

**A travers les « poche »**

JULES ROY : *Une femme au nom d'Idole*. — Le tome second des *Chances de soleil*. (Livre de Poche, 510 p., 9,50 F.)

MARIE SUSINI : *Le Premier Regard*. — Un récit de 1960 de la Fiera, José Ferra. (« Livre de poche », 126 p., 5 F.)

COLETTE : *Paris de ma fenêtre*. — Le recueil des chroniques écrites de 1940 à 1944 sur le Paris de l'occupation. (« Livre de poche », 160 p., 5 F.)

GEORGE SAND : *François le Champi*. — Le célèbre roman de George Sand entre en « poche » avec une préface de Maurice Tosses. (« Livre de poche », 224 p., 7,80 F.)

**Histoire**

BARON THIRY : *Sainte-Hélène*. — Le vingtième et dernier volume du cycle intitulé « Collection Napoléon Bonaparte », à laquelle l'auteur s'est, particulièrement consacré. (Berger-Levrault, 295 p., 45 F.)

ERIC BOURNAZEL : *Le Gouvernement capétien au douzième siècle (1108-1180)*. — Cette publication de la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges analyse les transformations de l'institution par l'étude des comportements de ceux qui durant cette période constituaient « la suite royale ». (Presses universitaires de France, 199 p., 40 F.)

FRANÇOIS BEDARIE : *La Société anglaise 1851-1973*. — Un nouveau volume — le quatrième — de la collection « Sociétés contemporaines », après les études déjà consacrées à la France, à l'Allemagne et à l'Amérique. (Arthaud, 382 p., 75 F.)

**Récits**

ROGER BORNICHE : *Le Play-Boy*. — L'auteur a succédé de *File-Story* redouté « poulé » pour traquer sur la Côte des trandis maintenant ingrats. (Grasset, 408 p., 39 F.)

RENE TAVERNIER, HENRI GARRET : *Le Jura et l'Assassin*. — Le véritable juge et le véritable assassin du film de Bertrand Tavernier. Le dossier doit s'être servi le cinéaste. (Presses de la Cité, 512 p., 52 F.)

**si vous aimez LES LIVRES si vous ne savez plus... où les mettre...**

Demandez maintenant même à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES son catalogue illustré gratuit.

150 modèles superposables, personnalisables, des Russes, des Contemporains, des Styles, du au présent.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux, 75014 PARIS — Ou par téléphone : 613.73.33

ouvert tous les jours, même le samedi de 9 h à 19 h

Faire de Paris - Pavillon 5 - Allée C - Stand 4



سكرا من الامل

# Du terroriste au surhomme

Une « lettre ouverte »

## LES HUMEURS DE ROGER IKOR

\* LETTRE OUVERTE A DE GENTILS TERRORISTES, de Roger Ikor, Albin Michel, coll. « Lettre ouverte », 190 pages, 22 F.

UN essai d'humeur de plus ? Ce serait une erreur de classer naïvement dans cette catégorie la Lettre ouverte de Roger Ikor, qui avait déjà publié en 1970 une Lettre ouverte aux nuls, dans la même collection. Assurément, il y a l'expression de beaucoup d'agacement, d'exaspération, de rage et de rancœur dans ce petit livre parfois un peu tarabiscoté. Mais on n'y trouve nulle part cette assurance, cette suffisance, cette sûreté de soi-même, bref cette intolérance qui — lorsque le talent n'y est pas — fait les mauvais pamphlets. C'est qu'il s'agit précisément d'un plaidoyer pour la tolérance et d'un rêve de liberté.

Ce qui n'empêche pas l'auteur. En réagissant contre ses « gentils terroristes », il arrive à Roger Ikor, chemin faisant, de se dire qu'après tout, et à sa manière, il ne serait pas loin de devenir terroriste à son tour. Fût-ce « gentil ».

Pourquoi cet adjectif ? Pour le simple plaisir du contraste ? Ou plutôt pour jouer toujours mieux les papes grondeurs ? L'adjectif voudrait être une arme. Tout le propos, tout le raisonnement consiste à dire aux terroristes, aux terroristes de notre temps et de tous les temps qu'ils n'ont jamais rien réussi, rien établi à leur sens. Qu'ils ont plus de naïveté et d'infantilisme que de cynisme et que s'ils cassent des œufs, on attend toujours l'omelette. De là est née une exaspération motivée par l'indulgence dont bénéficieraient par tout, et de plus en plus, ces « enfants gâtés », car le terrorisme passe avec l'âge. On les gênerait donc parce que ce sont des enfants et qu'il faut comprendre les enfants, leur pardonner, les approuver parfois.

Voilà du moins la façon dont la Lettre ouverte voit la situation qui leur est faite un peu partout. Elle l'attribue à une déviation des raisons nées. Si elle s'en inquiète, ce n'est pas avec la naïveté des parents des vieilles méthodes, pures et dures. A bien lire, il apparaît au contraire que cette « lettre ouverte » voudrait être un plaidoyer pour la gauche, dans laquelle se range son auteur tout en sachant bien que la gauche va le désigner du doigt et le proclamer de droite pour ce qu'il dit et écrit aujourd'hui.

De cela il souffre d'avance comme d'un autre terrorisme, où « l'exploit » a été remplacé par l'« estrope », où le « ricane » du mépris a remplacé le couteau sur la gorge.

Ainsi il y a lui aussi de son exercice de style, de son pastiche d'un journal du soir glorieux de son objectivité et fameux par sa composition. Et s'il ne nomme pas le Monde, l'appel de note vient

à propos, pour empêcher toute confusion.

Il n'y a cependant ni hargne ni méchanceté dans ces quelques pages qui veulent seulement montrer comment se construit et s'entretient un extrémisme. Comment peuvent proliférer, à partir d'une information, les réactions les plus diverses, et comment peuvent, ensuite, se diviser ceux qui s'en sont mêlés. C'est-à-dire, pour Roger Ikor, les « comités », les « académiciens de pointe », et autres auteurs de « points de vue ».

### Des pichenettes

On est là dans l'étude de mœurs, ou plutôt dans la distribution des pichenettes. Victor Hugo — celui des Misérables — n'est pas à l'abri. Ce n'est pas la meilleure partie de cette Lettre ouverte, livre pessimiste, chargé de tout le pessimisme de son auteur. De ces fautes, de ces ruptures de ton, l'écrivain semble avoir eu lui-même conscience, qui note, à un autre propos : « Je patasse en ce moment dans les platitudes ».

Il y a surtout dispersion, une envie de dire sur un peu tout. Y compris, par exemple, sur la peine de mort. Dans l'idée de Roger Ikor, un « gentil terroriste » est, évidemment, contre la peine de mort, sauf en matière politique, puisque, au nom de la cause, d'une cause, il est prêt à l'« éliminer », et qu'il ne s'en tourmente pas puisque, après le combat, il y aura le bonheur des gens. Roger Ikor, lui, pense aux victimes et — si l'on ose dire — dans l'ordre chronologique. Autrement dit, il veut bien tenir un délinquant frappé par la police pour une victime, mais sans oublier qu'il y a eu, avant, la victime du délinquant lui-même. Ce n'est donc pas la reprise du fameux et si faible : « Que messieurs les assassins commencent ». C'est plus compliqué ou plus subtil. Il faut que la justice, telle qu'elle existe, frappe fort, dur, inflige même la mort — ce qui ne plaît pas tellement à Roger Ikor — parce qu'il y a eu une victime, et que, sans cette dureté judiciaire, cette victime, hantée, serait en droit de recourir au terrorisme et qu'on n'en sortirait plus. M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, tenait, il n'y a pas longtemps, semblable langage.

Bref, Roger Ikor plaide pour les plus faibles contre les plus forts, quitte à protéger les efforts rendus faibles à leur tour. Mais il sait bien que si les « gentils terroristes » trouvent des connivences, ce n'est pas sans raison, que s'ils tiennent une place bien réelle dans la montée de l'inhumanité, elle n'est ni la première ni même la plus déterminante, et que, si le terrorisme il y a, c'est qu'il y a aussi terreur, deux mots, deux réalités à ne pas confondre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Jacques Bergier combattant de la troisième guerre mondiale

\* LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE EST COMMENCÉE, de J. Bergier, A. Michel, 190 p., 24 F.

Si la guerre mondiale est commencée, du moins n'est-elle pas atomique ; cela se saurait. Voilà déjà un élément rassurant. Mais patience ! Car Jacques Bergier n'entend certes pas rassurer. Il prédit allègrement le pire, et non seulement le pire, mais le pire, nous le croit dans les oreilles, Cassandre du présent, puisque la guerre numéro trois a déjà lieu.

Rien de plus évident, il est vrai, que cette guerre-là : elle se déroule sous nos yeux, dans les airs et au coin de la rue : le terrorisme. Ce singulier est important : il s'agit, non d'actions éparpillées à motivations fort différentes, mais d'une agression unique, décidée et orchestrée par une conjuration que l'auteur appelle, par commodité, « l'interterror ». Pour la définir, il n'y va pas par quatre chemins : « Le terrorisme international se présente comme une guerre de deux mondes, d'un côté les pays socialistes, contre la civilisation occidentale ».

D'ailleurs, la « civilisation occidentale » ne semble pas s'étendre à l'Amérique : seule l'Europe est visée, et son proche effondrement annoncé, dans la désorganisation et le chaos auxquels l'Est viendra mettre bon ordre, son ordre, sans que les Etats-Unis interviennent. Roman noir ? Alors on nous renvoie aux trois conférences tenues dans les dix dernières années, à La Havane, Viareggio et Balast, où furent définies les objectifs et arrêtées les méthodes.

Or voici que la thèse soutenue par Jacques Bergier reçoit le soutien officiel. Celui, du moins, des Etats-Unis, dont le délégué aux Nations unies, dans un discours (publié un peu malencontreusement le 17 avril), vient de produire la même analyse et la même accusation, avec la même conviction, et presque dans les mêmes termes.

### Les gadgets de James Bond

Jacques Bergier fait d'abord un bon portrait du terroriste (il sait de quoi et de qui il parle) et esquisse une histoire du terrorisme : mais sa prédilection va évidemment à la description de la technologie terroriste, auprès de laquelle les gadgets de James Bond sont jeux d'enfants. (A propos, on sera peut-être surpris d'apprendre, que c'est l'Anglais qui serait à l'extrême pointe de la technologie et du combat antiterroriste). L'espoir et la suprême pensée d'« l'interterror », c'est-à-dire le terrorisme atomique. Nous voilà enfin dans la guerre vraiment moderne.

Heureusement, notre anti-terrorisme s'applique avec autant de soin et de science à exposer les moyens de la parade et de la contre-offensive. Il balance entre d'exaltantes perspectives de résistance et de redressement, et le pessimisme le plus sombre : la guerre est déjà à demi perdue. Il ressemble un peu à ces auteurs modernes qui s'entêtent avec délectation les plus horribles pour mieux inspirer l'horreur des méchants et protéger la vertu.

Par une association, trop naturelle peut-être, on est porté à rapprocher les deux auteurs du *Malin des magiciens*. Ce qui permet au moins de ne pas s'écarter à la confusion. Ils ont peu en commun, hors, bien entendu, leur collaboration, le goût, fort répandu aujourd'hui, de prophétie, et aussi certaines inclinations ou répulsions idéologiques, plus nuancées chez l'un que chez l'autre. Point de doute (si tant est qu'on en soit) : l'horreur et le merveilleux d'est Louis Pauwels. Et Jacques Bergier, le savant vulgarisateur socio-scientifique d'anticipation. Ce qui ne va certes pas sans imagination romanesque, ni humour. Se livre-t-il un peu plus qu'il ne voudrait quand il confie, d'une histoire qu'il raconte : « Elle n'est pas vraie, mais elle est tellement belle que j'ai envie de la plaquer ? » — Y. F.

UNE EXPOSITION SUR LA SCIENCE-FICTION se tient depuis le 12 avril jusqu'au 5 mai 1976 dans le hall d'exposition de la bibliothèque municipale Elsa-Triolo et Aragon (Cité de la Musique) à Argenteuil. Cette exposition est l'aboutissement d'un travail avec une classe de seconde d'un lycée argenteuilais.

Un roman philosophique

## LOUIS PAUWELS, NEVEU DE FAUST

\* BLUMROCH L'ADMIRABLE OU LE DEVENIR DU SURHOMME, de Louis Pauwels, Gallimard, 228 p., 28 F.

LOUIS PAUWELS nous avertit qu'il a entendu écrire là son *Neveu de Faust*. Il nous confie aussi qu'un astrologue lui a spontanément révélé que son « thème » était calqué sur celui de Goethe. A la réflexion, il se trouve avec Goethe plus que des affinités électives : une parenté mystérieuse et profonde. Décidément, son *Neveu de Faust*, c'est aussi une manière de *Mon Faust*.

Conversation essentielle entre deux personnages chargés de la vérité complexe de l'homme : le quel rédige ironiquement pour son Blumroch une carte de visite qu'il garderait bien pour lui : « Amateur d'insolite et de miracles ». Masque bonhomme. Blumroch est bien davantage : une allégorie, l'esprit du futur, et, ma foi, le prince du monde. Souverainement hautement revendiqué par l'autre personnage (celui qui dit « Je ») et se prénomme Louis comme l'auteur, non pas contre Dieu mais avec lui, dans la dénonciation de la dualité, du machinisme chrétien : pour être spirituel, il n'en croit pas moins à ce monde.

On retrouve tout naturellement les actes de foi de *Ce que je crois*, comme les merveilleux et aventureux élanements vers le futur et vers l'Alléluia du *Malin des magiciens* ; mais, pour ceux-ci, dans une intense concentration des forces. Le temps d'un déjeuner se fait le temps d'explorer le temps même de l'homme : les quinze milliards d'années qu'il aurait devant lui. Ce temps-là commence aujourd'hui. Avant, ce n'était que pré-temps, préhistoire et, au mieux, pré-science. Il y a tout de même un beau coup de chapeau à la poésie-voynage : « Les vrais poètes savent tout ». Cette exception mise à part : « Tout ce qui est important est ignoré ».

### Les « grands mâles »

Voilà donc de fulgurantes lumières sur cette ignorance et de prodigieuses projections du reste, qui est tout. Les tristes faiblesses, les débauches masochistes, les défaillances vitales de l'époque sont rudement mises à nu et châtées. Et démythifiées, les modes de pensée d'hier et la mode d'aujourd'hui : « naïveté », l'immensité : « obscurantisme » ; l'écologie : « symbolisme puéril », la psychanalyse freudienne, qui nous vaut une de ces formules très Pauwels, où le jeu des mots va assez loin : « Je vous résume la freudienne : Pourquoi ? Parce que » ; maltriste, sinon d'« erreur », en tout cas de myopie, la sociologie : on en fait trop, et pas assez de cosmologie ». Aussi le valsesse Blumroch ne naviguait-il à l'aise que dans le cosmos, parmi les mutants, en pleines « réalités fantastiques ».

Ce qu'annonce Blumroch, et qu'il commence déjà d'être lui-même, c'est le surhomme. Notion un peu suspecte, par le mauvais usage qu'on en a fait. Blumroch, d'ailleurs, est bien loin de tout rejeter du passé : il salue en Marx et en Nietzsche de « grands mâles ». On achoppe encore. Et l'on préfère de beaucoup le « sur-mâle » de Jerry, chez qui tout ne se passe pas dans la tête. On s'avise soudain que ce roman, sans doute parce qu'il est philosophique, manque vraiment de « grandes femmes ». Grandes ou pas, il n'en est jamais question. Le monde de Blumroch ne pouvait être que patriarcal. Mais le prophète est un patriarche déplorablement abstrait. Bref, ce surhomme de l'avenir est trop évidemment réduit à une moitié, et la moitié bonne.

Tout de même, cette confiance nous change. Confiance en l'homme, en son triomphal avenir et même en son présent : « Nous ne finirons ni en exploitant ni en pleurant. Nous ne finirons pas ». Quand nous saurons nous servir de notre cerveau, non comme d'un « brouleur » mais comme du computer qu'il est, nous deviendrons des « dieux ».

Vieille histoire. Est-ce notre faute si cet optimisme conquérant et salutaire nous paraît parfois se mouvoir dans un air un peu raréfié ?

Salutaire aussi, et violente, la dénonciation du millénarisme, du catastrophisme et de l'absurdisme à la mode. L'originalité de Louis Pauwels, c'est d'y voir le retour de l'esprit naïf des premiers chrétiens : le monde est mauvais, le « futur indéfinissable », il va y avoir du Jugement. C'est que, religieux mais décidément antichrétien, il ne separe pas (para-doxalement ?) la religion de l'Eglise : des deux, s'il n'en doit

rester qu'une, que ce soit celle-ci. En quoi, d'ailleurs, le parent de Goethe et de l'Eglise ? « Un effort sublime pour contenir et raisonner la folie chrétienne ». Or « l'Eglise s'écroule ». Et, sans elle, « l'Evangile devient fou » a confié à notre Faust un « cardinal désespéré ». Fou, l'Evangile ? Mon Dieu, oui : l'amour fou. Et l'amour fou, dans l'Evangile et hors de lui, nous peu pratiqué ici que là, rassurez-vous. Il n'y a que ça de vrai ; que ça qui vaille la peine. Beaucoup plus sûr que toutes les visions futures. Si, dans sa connaissance de tout, il ignore — pauvre surhomme !

Or Blumroch a laissé tomber en passant un mot qui le trahit : « L'amour ! Je n'aime pas l'amour ! ». Faust ne semble pas avoir entendu. « Je veux l'intelligence ! » : tel est « son cri permanent ». A quel Méphisto, qui est d'accord, répond : « L'intelligence, c'est ce qui se passe quand rien n'empêche l'intelligence de fonctionner ».

Mais qu'est-ce que l'intelli-



\* Dessin de Jean-Pierre Cognat.

gence, sinon l'imagination ? A lire Louis Pauwels, on est sûr au moins d'une chose, c'est que, chez lui, le fonctionnement est bon.

Y. F.

## MADELEINE CHAPSA



Photo: Jacques Robert

## Grands cris dans la nuit du couple

« Nous sommes totalement sous le charme. »

Gabrielle Rollin - *Le Monde*

« Ambigu, ce livre. Par là très prenant, et singulier. »

Matthieu Galey - *L'Express*

GALLIMARD



## ECHOS ET NOUVELLES

### Académie

L'ACADEMIE GONCOURT VIENT d'élire à l'unanimité, deux correspondants étrangers : le romancier et auteur dramatique russe Valentin Kataev, âgé de soixante-dix-neuf ans, et le poète et diplomate mexicain Octavio Paz. L'académie comptait déjà deux correspondants étrangers francophones : Roger Lemelin, de Montréal, et le secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langue et littérature françaises à Bruxelles, Georges Sion.

### Edition

MARABOUT INAUGURE UNE COLLECTION DE POCHES « GRAND DOCUMENT ». Les quatre premiers titres sont : « La Chine comme je la vois », de Pearl Buck (18 F.) ; « C'est mille jadis la mer », de Jacques Deroy (18 F.) ; « Les Statutiens », de Dominique Despland (12 F.) ; « Ancien détenu cherché emploi », d'Henri Le Léonard (18 F.).

LES CONTES ET NOUVELLES DE MARIE ZOLA reviennent de paraître en un volume à la Bibliothèque de la Pléiade, dans une présentation associée avec une préface de Roger Elmall. Ce volume est composé de quatre parties : les débuts littéraires de 1858 à 1864 (« Contes à Nana »), un coup de vent ; les années de journalisme de 1865 à 1874 (« Contes et nouvelles »), 1855-1872 ; « Nouvelles Contes à Nana » ; la collaboration au *Messager de l'Europe*, de 1875 à 1888 (« Le Capitaine Burle », « Nana Nicot », « Contes et nouvelles 1875-1888 »), traduite par Sylvia Leduc pour les textes, dont seule la ver-

sion russe du « Messager de l'Europe » est connue, et enfin « Les Derniers Contes » (« Contes à Nana », « Angelina »).

CONCOU A L'OCCASION DE LA QUINZIÈME DE LA PLÉIADE, publié sous la direction de Jean-A. Darroux, aujourd'hui défecté, mis en pages par Marcelin, est consacré, cette année, à Rousseau. L'iconographie, qui ne comprend pas moins de quatre cents illustrations, a été réunie et commentée par Pauwels et Gaudin, qui signe l'introduction au volume. Cet ouvrage est offert gracieusement, rappelle-t-on, par les libraires à leur clientèle assidue.

LES CENT CINQUANTE MILLIERS CONTES D'ALPHONSE ALLAIS, choisis parmi ses œuvres antérieures et posthumes, de 1859 à 1905, viennent d'être réédités chez Pierre Horay sous le titre « La logique même à tout » avec une préface de François Caradec.

### Prix

LES PRIX FENON sont allés pour 1976, catégorie littéraire, à Michel Falempin pour son livre « L'Écriture fait masse » (Anthemis-Flammarion) et, catégorie arts plastiques, à Bernard - Gabriel Lajalie et Daniel Nadand.

## librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-cassettes. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 33, rue de Valenciennes, Paris 10, 033 46 16 - Lun à sam, 10 h 30 - 14 h 30. Service par correspondance (seul pour les journaux et les revues).

## L'Amérique de votre choix



## avec LOFTLEIDIR

1976 : profitez du Bicentenaire américain pour visiter les Etats-Unis.

Vous le pouvez grâce aux tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR sur New York et Chicago.

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.511 (\*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour F. 1.756 (\*)

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.890 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

(\*) tarif excursion 22/45 jours, valable en avril.  
Mai/Juin : New York F. 1.897  
Chicago F. 2.032

De même, le toujours très populaire "Tour Auto" : transport Jet + voiture "Avis" en kilométrage illimité + hébergement Chaine Travelodge (par ex. F. 2.250 par personne pour une semaine sur la base de 4 personnes) lic. 345 A.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à

**LOFTLEIDIR ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris  
tél. 073.75.42 - 742.52.26  
32 bis, rue du MI Joffre  
06000 Nice  
tél. 88.73.41

Nom.....

Adresse.....

ou Interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

## Le Monde de l'éducation

Le numéro d'avril est paru

Au sommaire :

### • LA COMMUNALE

Maths modernes, linguistique, méthodes nouvelles, disciplines d'éveil... Depuis quelques années, l'école élémentaire est assaillie par les réformes. Les élèves eux-mêmes — conditionnés par la télévision, la rue, les grands ensembles — ont changé. De même que les modes de vie, les idées sur l'éducation, le comportement des parents... Tout cela a contribué à modifier profondément le visage de « la communale » de jadis. Mais ces changements se sont faits un peu « à la diable », au gré des tentatives individuelles. Dans ce terrain mouvant, les maîtres, les parents et les élèves ont bien du mal à se retrouver...

### • UNE INTERVIEW de Mme ALICE SAUNIER-SEITE

« Les universités doivent partir à la conquête des débouchés... Elles ne refuseront pas la réforme du deuxième cycle parce qu'elles savent que leur image de marque dans le pays est de plus en plus mauvaise... »

### • LES TROIS DÉCRETS DE LA RÉFORME HARY

Les textes intégraux, avec des commentaires, des trois décrets sur l'école, le collège et les lycées, actuellement en discussion avec les organisations d'enseignants et de parents.

également dans ce numéro :

Italie : l'Université face à la « reproduction » des diplômés.  
Belgique : une nouvelle étape est franchie dans la réforme de l'enseignement secondaire. Etats-Unis : les « fondations » qui pendant longtemps ont alimenté les causes des universités se tarissent. Grande-Bretagne : création d'une université privée à Buckingham.  
Les métiers du commerce : Les sorties d'élèves ; Au Bulletin officiel : L'institut d'études économiques de Lyon ; Formation à la sécurité du travail : l'exemple d'une usine d'étampes ; Les livres ; Les revues.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F.

5, rue des Fossés - 75427 Paris Cedex 09

## DÉBAT

L'AN dernier, la traduction du Mythe de la maladie mentale (Payot, 1975), faisait découvrir au public francophone Thomas Szasz, psychanalyste et professeur de psychiatrie à l'université de New-York, dont l'œuvre, depuis près de dix ans, a démonté l'idéologie psychiatrique et a dénoncé les techniques d'oppression et de contrôle social qu'elle recouvre. À cette fin, Szasz a créé une association pour l'abolition de l'internement psychiatrique aux Etats-Unis. Sa lutte, théorique et pratique, contre la psychiatrie institutionnelle lui a valu, en 1973, le titre d'« humaniste de l'année ».

En France, plusieurs traductions ont suivi le Mythe de la maladie mentale, dont nous avons rendu compte dans le Monde des livres du 4 avril 1975 : l'éthique de la psychiatrie, l'oppression et la folie et Fabrique de la folie qui ont paru récemment. D'autres sont annoncées : la Loi, la Liberté et la Psychiatrie, l'Age de la folie, Ceramical Chemistry.

Thomas Szasz n'est pas un personnage facile à définir. On ne peut le ranger parmi les anti-psychiatries : contrairement à Cooper ou à Lévy, qui estiment que la folie est révolutionnaire, lui soutient qu'elle est un cri d'impuissance que notre société,

employablement, punit. Il n'est pas davantage marxiste : il ne distingue pas son hostilité à l'égard de toute forme de morale collectiviste et d'appartenance au courant individualiste, et d'ailleurs, américain. Parmi les penseurs et les écrivains qui l'ont particulièrement influencé, il aime citer : Spinoza, Ralph W. Emerson, John Stuart Mill, George Orwell et Shakespeare. Né en 1920 en Hongrie, dans une famille de riches propriétaires terriens, Thomas S. Szasz a été, en outre, imprégné par la culture austro-hongroise du début du siècle : Freud, bien sûr, mais aussi Karl Kraus, Karl Popper, Arthur Schopenhauer et Ludwig

## Entretien avec Michel Foucault

# SORCELLERIE ET FOLIE

\* FABRIQUER LA FOLIE. Trad. de l'américain par M. Manin et J.-P. Costeau. Payot, 348 p., 52,50 F.

« Depuis une vingtaine d'années, Thomas S. Szasz a développé le thème des analogies fondamentales entre la persécution des hérétiques et des sectaires d'autrefois et la persécution des fous et des malades mentaux d'aujourd'hui. C'est là le sujet principal de son livre, Fabrique de la folie, qui montre comment l'Etat thérapeutique s'est substitué à l'Etat théologique. Les psychiatres et, d'une manière plus générale les employés de la santé mentale, ont réussi à faire revivre l'inquisition et à la rendre comme une nouvelle panacée scientifique. Historiquement, le parallèle entre l'inquisition et la psychiatrie vous semble-t-il fondé ? »

« Les sorcières, ces folles méconnues, qu'une société bien malheureuse pouvait être sans psychiatrie, nous les avons vus, quand nous délivrons-t-on de ce lieu commun que tant de livres recommandent aujourd'hui encore ? »

« Ce qu'il y a d'important et de fort dans l'ouvrage de Szasz, c'est d'avoir montré que la continuité historique ne va pas de la sorcellerie à la maladie, mais de l'institution-sorcellerie à l'institution-psychiatrie. Ce n'est pas la sorcellerie avec ses pauvres chimères et ses puissances d'ombre qui a été éliminée, qu'une science latente, mais bien l'insolence, reconstruite comme une affaire, Szasz montre qu'un certain type de pouvoir s'exerce à travers les surveillances, les interrogatoires, les décrets de l'inquisition ; et que c'est lui encore, par transformations successives, qui nous interroge maintenant, questionne nos désirs et nos rêves, s'inquiète de nos nuits, traque les secrets et trace les frontières, désigne les sorcières, entreprend les purifications et assure les fonctions de l'ordre. »

« Szasz a définitivement, j'espère, déplacé la vieille question : les sorcières étaient-ils des fous ? et il l'a posée en ces termes : en quoi les effets de pouvoir liés au travail de fouille des enquêteurs — longs mûres et sans cesse en mouvement — nous renseignent-ils encore dans l'ère de la psychiatrie ? Fabrique de la folie me paraît un livre important dans l'histoire des techniques conjuguées du savoir et du pouvoir. »

« Dans Fabrique de la folie, Thomas S. Szasz décrit la curieuse instabilité des enquêteurs conser-

nant les tentatives sexuelles et les activités de leurs victimes, les sorcières, et le compare à celle des psychiatres. Cette comparaison vous semble-t-elle justifiée ? »

« Il va bien falloir se débarrasser des « marquerettes » et « réclames » qui nous encombrant et veulent nous faire croire que la sexualité est de toutes les choses du monde la plus obstinément « réprimée » et « surréprimée » par notre société « bourgeoise », « capitaliste », « hypocrite » et « victorienne ». Alors que depuis le Moyen Âge, il n'y a rien de plus étudié, interrogé, extorqué, mis au jour et en discours, obligé à l'aveu, requis de s'exprimer, et loué lorsque, enfin, elle a trouvé ses mots. Cette civilisation n'a connu de sexualité plus bavarde que la nôtre. Et beaucoup croient encore subvertir quand ils ne font qu'obéir à cette injonction d'avouer, à cette réquisition séculaire qui nous assujettit, nous autres hommes d'Occident, à tout dire de notre désir. Depuis l'inquisition, à travers la pénitence, l'examen de conscience, la direction spirituelle, l'éducation, la médecine, l'hygiène, la psychanalyse et la psychiatrie, la sexualité a toujours été devenue autour d'elle les formes les plus contraignantes et les plus soignées également de la civilisation. Ce qu'il se passe entre ton cœur et ton sexe, nous savons ce que tu es et nous te dirons ce que tu vaux. »

### Le contrôle des individus.

« Szasz a bien vu, je crois, comment la mise « à la question » de la sexualité n'était pas simplement intérêt morbide des enquêteurs affolés par leur propre désir ; mais que s'y dessinait un type moderne de pouvoir et de contrôle sur les individus. Szasz n'est pas un historien et il se peut qu'on lui cherche noise. Mais à l'heure où le discours sur la sexualité fascine tant d'intellectuels, il était bon qu'un psychanalyste retourné en termes d'histoire l'interroge sur la sexualité. Et bien des intuitions de Szasz rejoignent ce que révèle le remarquable Montefou de Le Roy Ladurie. »

« Que pensez-vous de l'idée de Szasz selon laquelle pour comprendre la psychiatrie institutionnelle — et tous les mouvements d'hygiène mentale — il convient d'étudier les psychiatres et non les prétendus malades ? »

« S'il s'agit d'étudier la psychiatrie institutionnelle, c'est évident. Mais je crois que Szasz va plus loin. »

Tout le monde rêve d'écrire une histoire des fous, tout le monde rêve de passer de l'autre côté et de partir à la trace des grandes évasions ou des éblouies retraites du délire. Or, sous prétexte de se mettre à l'écoute et de laisser parler les fous eux-mêmes, on accepte le partage comme déjà fait. Il faut mieux se placer au point où fonctionne la machine qui opère qualifications et disqualifications, mettez les uns en face des autres, les fous et les non-fous. La folie n'est pas moins un effet de pouvoir que la non-folie ; elle ne file pas à travers le monde comme une bête furtive dont la course serait arrêtée par les cages de l'asile. Elle est, selon une spirale indéfinie, une réponse tactique à la tactique qu'elle investit. Dans un autre livre de Szasz le Mythe de la maladie mentale, il y a un chapitre qui me paraît exemplaire à ce sujet : l'hystérie y est démontée comme un produit du pouvoir psychiatrique, mais aussi comme la réponse qu'il lui est opposée et le piège où il tombe. »

« Si l'Etat thérapeutique a remplacé l'Etat théologique et si la médecine et la psychiatrie sont devenues autour d'elle les formes les plus contraignantes et les plus soignées également de la civilisation, ne serait-il pas nécessaire dans une perspective individualiste et libérale, comme celle de Szasz, de lutter pour une séparation de l'Etat et de la médecine ? »

« Il y a là pour moi une difficulté. Je me demande si Szasz n'identifie pas, d'une manière un peu forcée, le pouvoir avec l'Etat. »

« Peut-être cette identification s'explique-t-elle par la double expérience de Szasz : expérience européenne, dans une Hongrie totalitaire où toutes les formes et tous les mécanismes de pouvoir étaient jalousement contrôlés par l'Etat ; et expérience d'une Amérique pénétrée de cette conviction que la liberté commence là où cesse l'intervention centralisée de l'Etat. »

« En fait, je ne crois pas que le pouvoir se soit séparé de l'Etat, ou que le non-Etat se soit déjà libéré. Il est vrai (Szasz a raison) que les circuits de la psychiatrie, de la psychologie, même s'ils passent par les parents, l'entourage, le milieu immédiat, prennent appui finalement sur un vaste complexe médico-administratif. Mais « la médecine » libérale, la médecine « libérale », le psychiatre de cabinet ou le psychologue en chambre ne sont pas une alternative à la médecine institutionnelle. Ils

font partie du réseau, même dans les cas où ils sont à un pôle opposé à celui de l'institution. Entre l'Etat thérapeutique dont parle Szasz et la médecine en liberté il y a tout un jeu d'appuis et de renvois complexes. »

« La silhouette ébauchée de l'analyse dans son fauconnier n'est pas étrangère au questionnaire présent, à la surveillance serrée de l'asile. Je ne pense pas qu'on puisse appliquer le mot de « libération » — Szasz le fait lui-même ? — la ne me souviens plus — à une médecine qui n'est que « libérale », c'est-à-dire liée à un profit individuel que l'Etat protège d'autant mieux qu'il se profite par ailleurs. Szasz cite bien des interventions anti-étatiques de cette médecine libérale et elles ont été salutaires. Mais il me semble que c'est là l'utilisation combattive — le « généreux abus » — d'une médecine dont la destination est plutôt d'assurer, conjointement avec l'Etat et en s'adossant à lui, la bonne marche d'une société néo-therapeutique. Plutôt que l'Etat thérapeutique, c'est la société de normalisation, avec ses rouages institutionnels ou privés, qu'il faut étudier et critiquer. Le psychanalyste de Robert Castel me semble avoir jeté une lumière très juste sur cette grande trame ininterrompue qui va du triste dortoir au divan profitable. »

Propos recueillis par  
ROLAND JACCARD.

## QUELQUES APHORISMES

« Si quelqu'un parle à Dieu, il prie ; si Dieu parle à quelqu'un, c'est un schizophrène. »

« Les psychiatres disent que les malades mentaux nient la réalité. Mais je dis que ce sont les psychiatres qui nient la réalité en déclarant que certaines personnes sont des « malades mentaux » et leur proposent de les « soigner ». »

« Si vous croyez être Jésus, ou si vous croyez avoir découvert un remède contre le cancer (et que ce n'est pas le cas) ou que les communistes vous persécutent (et que ce n'est pas le cas), alors il est fort probable que vos croyances seront interprétées comme des symptômes de schizophrénie. »

« Mais si vous croyez que les Juifs sont le peuple élu, ou que Jésus est le fils de Dieu, ou que le communisme est la seule forme de gouvernement scientifiquement et moralement juste, alors vos croyances seront interprétées comme le produit de ce que vous êtes : juif, chrétien, communiste. »

« C'est pourquoi je pense que nous ne découvrirons les causes chimiques de la schizophrénie que lorsque nous découvrirons les causes chimiques du judaïsme, du christianisme et du communisme. Ni plus tôt ni plus tard. »

« A qui appartient le corps d'une personne ? Est-ce qu'il appartient à ses parents, comme c'était le cas, dans une très large mesure, lorsqu'il était enfant ? Ou à l'Etat ? Ou au souverain ? Ou à Dieu ? Ou, finalement, à lui-même ? »

« Innumérables controverses morales et psychiatriques — sur l'avortement, la contraception, les drogues, le sexe et le suicide — tournent autour des prémisses inexplorées de cette question. »

## UNE IMPOSTURE

Par CHARLES BRISSET (\*)

Interventions psychiatriques visent des problèmes moraux et non pas médicaux. « Il n'existe aucune justification médicale, morale ou légale aux interventions psychiatriques involontaires... Ce sont là des crimes contre l'humanité. » (Mythe, pages 7, 15, 272.)

On bien Szasz entend critiquer des erreurs ou des abus de la psychiatrie, c'est-à-dire qu'il réclame, comme nous tous, une bonne, une meilleure psychiatrie — mais alors que signifierait ses généralisations ? — ou bien il prétend réduire la maladie mentale à une pure sociogenèse — mais alors on aimerait entendre les propositions positives de ce professeur de psychiatrie devant un maniaque, un mélancolique, un dépressif aigu. Et pas seulement des analogies et des négations.

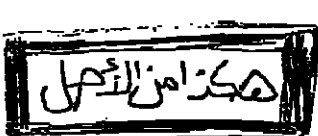
L'imposture réside d'abord dans ses titres : le Mythe de la maladie mentale traite exclusivement de l'hypothèse. Fabrique de la folie est une étude historique sur les sorcières, auxquelles sont adjoints les homosexuels, les juifs et les masturbateurs. L'éthique de la psychiatrie lui sert à régler ses comptes avec Freud et avec ses contraires américains. L'imposture est ensuite dans le contenu,

ou la véhémence, l'indignation du redressement de torts, remplace les arguments. Je mets au défi le lecteur de trouver dans ces trois livres une esquisse de réponse aux grands problèmes de la psychiatrie, qui concernent la relation du « social » biologique de la vie de l'homme avec l'expérience proprement humaine qui se déploie dans les faits de conscience et de création.

Entre ces deux niveaux de l'expérience se situe la problématique psychiatrique, qui ne peut se réduire ni à sa base biologique, tout en étant largement asservie (comme le montre la question chimique de la cyclothymie), ni à son sommet moral ou social, dans lequel l'homme peut trouver aussi l'occasion de souffrir gravement au point de bouleverser sa vie psychique. C'est dans ce domaine mal délimité que travaille le psychiatre, avec une pratique toujours imparfaite et des théories toujours contestables (comme tout praticien des professions intermédiaires). Mais ce n'est pas la lecture de Szasz qui l'avertira dans cette recherche.

De telles outrances, de tels apriorismes, une position si complétement verbeuse et narcissique, naissent à ce que l'auteur confie de lui-même, dans sa dénonciation de l'individu contre la société (route sociale), la technocratie et le conformisme (tout conformisme). La donne, comme modèle de rigueur et de cohérence relève de la mystification.

(\*) Président du Syndicat national des psychiatres.





# psychiatre libertaire

Wittgenstein. Il est enfin, comme presque tous les grands psychiatres, un grand écrivain. Ses aphorismes réunis en un volume, *The Second Sin* (1) donnent la mesure de son talent.

Au-delà de la psychiatrie institutionnelle, c'est à l'état thérapeutique que Th. Szasz s'est attaqué. « Dans la mesure, écrit-il, où l'idéologie qui menace aujourd'hui les libertés individuelles n'est pas religieuse, mais médicale, l'individu doit être protégé non des prêtres, mais des médecins. »

Matérialiste et athée, Szasz ne se borne pas à retracer la pensée ardue du pouvoir psychiatrique, il dénonce la médicalisation

de la vie et à lutter contre les internements arbitraires. Il tente d'éclairer les rapports entre le pouvoir, l'idéologie et les pratiques institutionnelles (psychiatrie, éducation, religion, psychiatrie et police) qui ont pour fin de soumettre l'individu à l'ordre social et moral reconnu, en sacrifiant tous ceux qui constituent une menace virtuelle ou réelle : les fous, les hérétiques, les sorciers, les homosexuels, les drogués, les malades mentaux. La dialectique de l'oppression et de la libération, tel est, en définitive, le thème central de tous ses livres.

responsabilité et de tolérance. Du point de vue politique, une telle conception paraît modérée, si non conservatrice. Il refuse délibérément l'appui utopique ou idéologique, en tout cas idéologique, d'une alternative révolutionnaire. De fait, sa critique est d'autant plus subversive qu'elle s'exerce dans le cadre de l'humanisme libéral et qu'elle fait ainsi tomber la psychiatrie institutionnelle sous le coup de sa propre idéologie.

Cette œuvre subversive suscite des

(1) Anchor Books, New-York, 1974.

## Les chemins de la liberté

\* IDEOLOGIE ET FOLIE, de Thomas S. Szasz, P.U.F., coll. « Perspectives critiques », 304 pages, 54 F.

\* L'ETHIQUE DE LA PSYCHIATRIE, de Thomas S. Szasz, Payot, 224 pages, 57 F.

LORS de son arrivée en Angleterre, Leonid Pliouchitch a été examiné par un psychiatre britannique qui l'a jugé épuisé mais mentalement sain. Un tel diagnostic ne nous apprend rien sur la personnalité du mathématicien soviétique, mais il n'en est pas moins significatif : il est inéquivalent de constater que le premier geste d'un psychiatre occidental a été de confirmer les prétentions totalitaires de ses collègues soviétiques — fût-ce sous la forme d'un diagnostic opposé.

Dans *Ideologie et Folie*, qui représente sans doute la meilleure introduction à ses thèses, le psychiatre Thomas S. Szasz entend révoquer la notion de maladie mentale, ou du moins la ramener à son origine métaphorique. Selon lui, les psychiatres ont tort de se faire passer pour des médecins. Affichant une neutralité scientifique, ils prétendent déterminer des maladies du psychisme, et ils définissent la guérison comme un retour à des rapports harmonieux avec soi et avec l'environnement. Pour ces prétentions soient fondées, il faudrait logiquement qu'il existe une norme objective de la santé mentale analogue au bon fonctionnement physiologique du corps humain, et qui permette d'évaluer des écarts morbides ; il faudrait aussi que les rapports intrapsychiques et interpersonnels soient harmonieux par nature, de telle manière que l'individu perturbé puisse y faire retour.

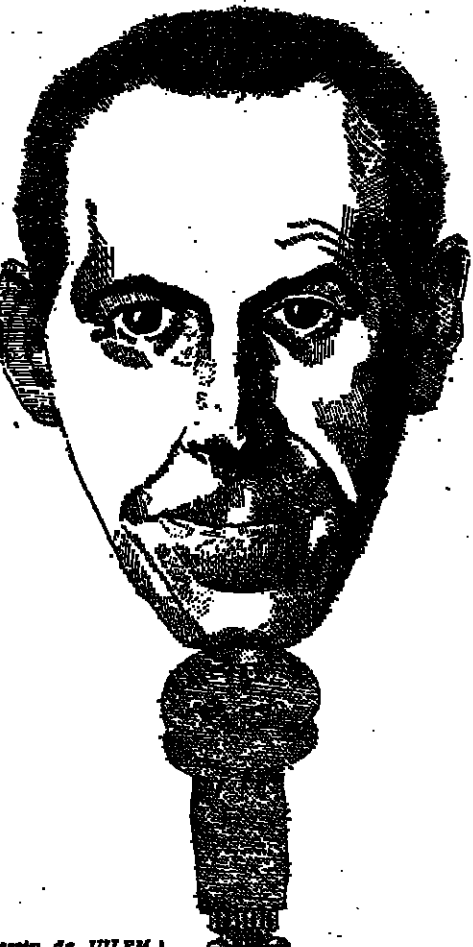
Or ces postulats sont évidemment faux : la norme du comportement n'est pas donnée naturellement, mais elle est fixée par une convention sociale toujours révoquée, et les rapports humains ont originellement un caractère conflictuel. L'harmonie, si elle existe, n'est pas de l'ordre de la nature mais du possible social, et, à ce titre, elle engage la responsabilité morale et politique de tous les individus. Une spécialité n'en détermine le modèle et, a fortiori, n'a le droit de l'imposer.

La médecine dite psychiatrique n'est-elle donc qu'une supercherie qu'il suffirait de déjouer ? Non, car par son ambiguïté même elle a une fonction sociale déterminante. Ainsi, sous le masque de la science, elle résout magiquement certains antagonismes cruciaux, et elle apaise les angoisses

inhérentes à notre civilisation. Lorsque les tensions du groupe familial ou social sont telles qu'elles affectent le discours ou le comportement de certains de ses membres, il est rassurant que ceux-ci soient désignés non comme les victimes, mais comme les agents pathogènes, ainsi que l'étaient les sorciers au Moyen Age ou les juifs dans l'Allemagne nazie. La psychiatrie en tant qu'institution a pour fonction objective de déléguer la responsabilité collective et de naturaliser en quelque sorte l'ordre social et mental établi en déplaçant et en circonscrivant les conflits à certaines individualités déclarées morbides et guérissables.

### Une critique subversive

Szasz ne propose pas de supprimer la psychiatrie, mais seulement de lui ôter son masque.



(Dessin de JULEM.)

Dans cette perspective, il faut commencer par envisager les données matérielles du problème : quelle que soit sa probité, le psychiatre ne sera jamais que le représentant de la personne ou de l'institution qui le rétribue. Il affecte la neutralité thérapeutique, alors même qu'il prend part dans un conflit qui met aux prises un individu avec sa famille, ses collègues de travail ou la société représentée par l'Etat. Et, dans tous ces cas, il se réfère généralement à un modèle médico-psychiatrique orienté non pas vers la libération de l'individu mais vers sa normalisation : « Le client est un enfant ignorant qui doit être protégé », s'il le faut, d'une manière autoritaire et sans son consentement, par un expert, qui prend la place des parents tout-puissants.

Par exemple, note malicieusement Szasz, si l'on a déjà vu voter en cour de justice des psychiatres manifestant couragement leur désaccord avec les juges sur l'état mental du prévenu, on n'en a encore jamais entendu déclarer l'accusé sain d'esprit, mais malade mentaux les législateurs responsables de sa citation en justice !

On serait donc en droit de demander aux psychiatres d'annoncer clairement leur parti : défendent-ils les libertés de leur patient, de sa famille ou de l'Etat ? Autrement dit, procèdent-ils à l'autonomie personnelle ou le contrôle social des déviants ? Szasz, pour sa part, défend les libertés formelles et les valeurs individualistes d'autonomie, de

### Un contrat commercial

Dès lors que tout jugement normatif est suspendu, la notion même de maladie, appliquée à une complexité mentale, s'efface. Le psychanalyste ne se reconnaît plus le droit de considérer l'homosexualité, le goût des stupéfiants, l'application au travail, l'impulsion à voler ou à délier l'autorité comme des symptômes morbides, mais seulement comme des dispositions psychiques que le sujet doit devenir capable de choisir plutôt que de subir. Le but, après tout, c'est que celui-ci parvienne à vivre comme bon lui semble, en s'affranchissant dans la mesure du possible des pressions intrapersonnelles, interpersonnelles et sociales.

C'est bien pourquoi la relation thérapeutique doit toujours se donner pour ce qu'elle est maté-

riellement : un contrat commercial, révoquant à tout moment de part et d'autre, entre un spécialiste qui loue ses services et un individu aspirant à retrouver son autonomie psychique. Si, par dévouement ou par crainte de voir disparaître un client, l'analyste obéit le moins du monde au désir du patient de se mettre sous son autorité, il outrepasserait les limites contractuelles, garant de la responsabilité mutuelle, et il recréerait une situation thérapeutique hétéronome qui ne ferait que reconstruire le conflit psychique.

### Tout reprendre à zéro

On ne saurait faire apparaître plus clairement l'enjeu aussi bien éthique que politique du travail analytique. La clarté, au sens le plus riche du terme, c'est bien ce qui caractérise au premier chef la pensée de Szasz. Elle est l'effet d'une malvue corrosive, comme sans doute à Freud et à Brecht, qui consiste à tout reprendre de zéro, à interroger les notions les plus courantes, comme si on les rencontrait pour la première fois, et à présenter tout ce qui paraissait aller de soi sous la lumière de l'étonnement.

MICHEL THEVOZ.

jean-pierre delarge

### Essai sur la transe

GEORGES LAPASSADE - 45,00 F

### Analyse structurale des textes

ANDRÉ NIEL - 39,95 F

### Télévision : contraintes et perspectives

YESHAYAHU NIR - 45,00 F

ROBERT LAFFONT

Un livre de

## PAUL PAILLOLE

# SERVICES SPECIAUX

(1935-1945)

### GRAND PRIX VÉRITÉ

Pour la première fois, l'ancien chef du contre-espionnage français parle

(PUBLICITE)

## Un événement dans l'édition : L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

**C'EST UNE ŒUVRE COLLECTIVE**

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection, dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

**DIRECTEURS DES TOME**

Tome I — Des origines à 1433 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen).

Tome II — 1433 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier).

Tome III et IV — 1600 à 1715 : Annie UBERSFELD (Sorbonne), Roland DESNE (Université de Reims).

Tome V et VI — 1715 à 1789 : Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay).

Tome VII et VIII — 1789 à 1848 : Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours).

Tome IX et X — 1848 à 1914 : Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud), et Claude DUCHET (Université de Vincennes).

Tome XI et XII — 1914 à nos jours : Claude DUCHET.

**L'ICONGRAPHIE**

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

**PRESENTATION**

12 volumes élégamment reliés, gravés à l'encre d'après des textes originaux ; 800 millions d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites.

• Typographie en Times Corps 10, impression en deux couleurs avec notes infrapaginales.

• EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et les précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

**UNE CRITIQUE UNANIME**

« L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE sera de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition. » (Jacques CELLARD, *le Monde*)

« Enfin une HISTOIRE LITTÉRAIRE comme les socialistes en rêvaient. » (La Nouvelle Revue socialiste)

« Une réussite ! C'est beau, c'est savoureux, c'est substantiel. » (M.L. COUDEK, *Humanité* dimanche)

« C'est la première fois qu'on écrit une vraie histoire littéraire de la France et non pas un histoire de la littérature française. La littérature redécouverte qu'elle est : une partie de l'histoire globale, l'expression privilégiée d'une histoire nationale. » (J.-M. BORZEX, *le Quotidien de Paris*)

« Une entreprise stupéfiante, gigantesque... » (J. PRATEAU, *le Figaro*)

PLUS QU'UNE ENCYCLOPÉDIE, C'EST UN VÉRITABLE PANORAMA DES ARTS ET DES LETTRES

### DEMANDE DE DOCUMENTATION

à retourner à Culture Arts et Lettres  
24, rue de Rocroy — 75010 PARIS

à retourner à Culture Arts et Lettres, 24, rue de Rocroy - 75010 PARIS  
Intéressé par *L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE* (Éditions Sociales), je désire être documenté sur cette collection. Si je décide de souscrire, je bénéficierai des conditions exceptionnelles de lancement.

Nom et prénom : .....

Adresse complète : .....

Profession : ..... Téléphone : ..... Signature

### Repères

- Né à Budapest, le 15 avril 1928.
- Emigré aux États-Unis en 1938.
- Études du physique et de la médecine à l'université de Cincinnati.
- Membre titulaire de l'Institut de psychanalyse de Chicago.
- De 1961, est nommé professeur de psychiatrie à l'université de New-York.

### A PARIS

#### UN NOUVEL ÉDITEUR sur la rive gauche

## LA PENSÉE UNIVERSELLE

recherche d'urgence POUR CRÉATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

- Manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, prendrait sous contrat toutes les œuvres de tous droits réservés.

« Conditions d'édition fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 43 de la Loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire. »

Adressez manuscrits et C.V. à :  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE  
3 bis, Canal aux Fleurs, 75004 PARIS  
Tél. : 325.84.44

## AVRIL 1976

## LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS  
POLITIQUES\* Jacques Valier : *Le P.C.F. et le capitalisme monopoliste d'Etat.*

Petite collection Maspéro, 225 pages, 16 F.

Cette analyse critique de la théorie, présentée comme « scientifique », sur laquelle s'appuie la direction du parti communiste français est extrêmement sévère. Jacques Valier n'hésite pas en effet à accuser le P.C.F. de « falsification du marxisme ». Selon lui, les communistes se préparent à gérer le capitalisme, et le programme commun qu'ils ont signé avec les socialistes et les radicaux de gauche est un « programme de collaboration de classes ». Il reproche en particulier à la théorie économique du P.C.F. de ne considérer les monopoles que comme une expropriation du mode de production capitaliste. — T. P.

\* Pierre Jalée : *Le Projet socialiste.*

Petite collection Maspéro, 189 pages, 12 F.

Constatant l'imprécision du concept de socialisme, Pierre Jalée s'efforce, à partir d'une analyse marxiste, de dégager les quelques principes en dehors desquels une société ne peut se prétendre socialiste. Il se penche au passage sur le dilemme existant entre les notions de dictature du prolétariat et d'autogestion, et avoue son manque d'enthousiasme pour ce dernier. Il dégage en définitive, à partir d'une référence permanente à l'œuvre de Karl Marx, un projet très libéral et démocratique qu'il oppose aux Etats ayant, selon lui, « purement et simplement contredit dans les faits » le marxisme. — T. P.

\* Bernard Grelle : *Naissance d'une fédération.*

Ed. Syros, 105 pages, 27 F.

Ce travail universitaire offre l'intérêt de relater la vie quotidienne d'un courant politique. Il s'agit en l'occurrence de la naissance de la fédération du Nord du P.S.U. La période étudiée va de 1955 à 1963 et comporte une présentation des groupes qui donneront naissance au P.S.U. — T. P.

\* Yvon Bourdet : *Qu'est-ce qui fait courir les militants ?*

Stock, 202 pages, 30 F.

Ancien militant d'extrême gauche, demeuré un fervent partisan du mouvement ouvrier, membre du comité de rédaction de la revue *Autogestion* et socialisme, Yvon Bourdet semble faire sienne l'interrogation d'un des personnages du roman de Régis Debray, *L'insolite* : pourquoi tant de militants consacrent-ils leur temps, leur argent et parfois leur vie à combattre pour une société dont ils ne verront probablement pas l'instauration, et dans laquelle bien souvent ils n'ont pas tellement envie de vivre ?

En fait, son livre répond moins à cette question (d'ailleurs discutée dans sa formulation) qu'il n'établit une typologie des militants en tous genres et de leur comportement. Le classement entre « dirigeants », « militants », « militants permanents », « militants de route », « sympathisants », « imposteurs » retiendra notamment l'attention. B. B.

\* Robert Pelletier et Serge Ravet : *Le Mouvement des soldats.*

Petite coll. Maspéro, 198 pages, 12 F.

Le mouvement des soldats, c'est celui qui va de l'appel des cent à l'Affaire des comités de soldats, dont est toujours saisi le Cour de sûreté de l'Etat. Sous forme d'entretien, Robert Pelletier et Serge Ravet, accusés au procès de Marseille, après la manifestation de Draguignan, définissent ce qu'est l'antimilitarisme révolutionnaire.

Le ton de l'ouvrage est sans complaisance. Il fait apparaître qu'au-delà des divergences stratégiques c'est toute une partie de la jeunesse qui se sent concernée, et remet en cause, sous des formes diverses, l'institution militaire. Ici, la lutte contre le militarisme bourgeois est liée constamment à celle de la révolution prolétarienne. Si les auteurs se démarquent des autres formes de lutte (objection de conscience, insoumission), ils n'en observent pas moins, à travers ces multiples comportements, « un symptôme de la radicalisation de larges couches de la jeunesse dans la période présente ». F. S.

## SCIENCES HUMAINES

\* Hilde Bruch : *les Yeux et le Ventre.*

Traduit de l'américain par Florence Verne et Monique Manin. Payot, 448 p., 35 F.

Comprendre comment chacun a su psychologiquement utiliser la nourriture pour projeter ses conflits ou les résoudre : c'est la tâche à laquelle s'est consacrée depuis près d'une quarantaine d'années la doctresse Hilde Bruch, psychiatre et professeur au Baylor College of Medicine de Houston (Texas).

En empruntant à sa longue pratique clinique d'innombrables exemples concrets, elle montre que les difficultés rencontrées dans le traitement des obèses et des anorexiques tiennent à la méconnaissance du fait que ces perturbations du

HANOI PUBLIE UNE SÉRIE  
D'ESSAIS  
LINGUISTIQUES

Avec son numéro 40, la revue « Etudes vietnamiennes », publiée à Hanoi, inaugure une nouvelle série consacrée aux « essais linguistiques ». Cette « première » mérite d'autant plus d'être signalée que rares sont les pays du tiers-monde — asiatique ou autre — qui peuvent, dans une publication éditée en plusieurs langues, nous fournir des travaux d'une pareille valeur.

« Etudes vietnamiennes » consacre notamment des articles à la structure phonologique du vietnamien, au système lexical, à la grammaire, au mot dans ses rapports avec le système grammatical.

Un rappel est fait d'un discours consacré, en 1956, par le chef du gouvernement, H. Pham Van Dong, aux problèmes de la pureté de la langue. Une langue en évolution rapide : depuis 1950, elle a gagné cent mille termes nouveaux, simples ou composés, plus de vingt fois plus qu'entre 1945 et 1954. Certains termes nouveaux ont été empruntés au chinois ou aux langues indo-européennes, mais la plupart d'entre eux ont une origine purement vietnamienne. Les emprunts étrangers ne sont pas « à priori » rejetés ; ils contribuent notamment à enrichir le vocabulaire scientifique. Mais, comme le note un auteur, si ces emprunts étaient autrefois subis, ils sont aujourd'hui sélectionnés selon des critères de choix conscients. — J. D.

## HISTOIRE

\* René Tavernier : *Madame Steinheil, favorite de la République.*

125 pages, 21 F.

Ce livre apporte une réponse à la question que certains se posaient. Pourquoi René Tavernier, fondateur de « Confluences », qui sous l'occupation publiait Aragon, Eluard, Emmanuel, Michaux, etc. — et lui-même poète, s'est-il ainsi lancé dans une exploration systématique des grandes affaires judiciaires auxquelles le verdict ne mit pas un point final : du Docteur aux mains d'ange à l'Affaire Pélletier, des Maudits de la lende à la récente Affaire Portal jusqu'à cette Madame Steinheil, favorite de la République, René Tavernier nous assure, aujourd'hui, dans son dernier chapitre, qu'« écrire de tels livres suppose évidemment que l'auteur se plaise à conter des histoires où le pittoresque le dispute à l'horreur, mais qui ont aussi une signification psychologique et sociale ». Il pense que « c'est aussi une occasion de réfléchir aux motivations des crimes, au rôle joué par le crime dans la société, au rôle de la société dans le développement et la répression des crimes ».

Voici pourquoi revêt Madame Steinheil — née Marguerite Japy, morte Lady Brooke Campbell Scarlett, — accusée du meurtre de sa mère et de son mari, après avoir été la dame enroulée par qui le président Félix Faure trouva ensemble délices et mort. Voici également pourquoi ressuscite, autour de l'héroïne, toute cette « Belle Époque », ainsi définie par l'auteur : « Ce n'est pas la licence éhémère de la Régence mais la nœce : une galeté endiablée sur un fond de crapule et de misère ».

L'affaire et le procès firent s'affronter, dans une course effrénée au sensationnel, le *Matin*, le *Journal* et l'*Echo de Paris*. Madame Steinheil n'avait jamais été, devenue Lady, publiée en Angleterre d'édifiantes mémoires. René Tavernier, à l'écoute du criminel lyonnais Edmond Locard, nous assure que « Meg » n'a finalement jamais pu dire la vérité, condamnée qu'elle était au silence pour de « hautes » raisons de politique internationale. — J. D.

comportement alimentaire sont étroitement liés à des problèmes psychologiques. Ce faisant, elle invite à s'intéresser moins aux « kilos perdus ou gagnés » qu'aux « problèmes sous-jacents », et à leur résolution par la psychothérapie. — R.-P. D.

\* Bela Grunberger et Janine Chasseguet-Smirgel : *Freud ou Reich ?*

Ed. Tchou, 246 pages, 45 F.

Un coup de semonce, ce *Freud ou Reich ?* rédigé par deux psychanalystes parisiens connus pour leur esprit batailleur et leur fidélité à Freud. Attention, nous avertissons-ils, Reich — mais il ne s'agit pas seulement de lui : sont visés en fait tous les théoriciens se réclamant du freudisme — est du côté de l'illusion, du « meurtre de la réalité » et, psychanalytiquement tout au moins, de la réaction, car il nous ramène à l'ère pré-freudienne.

Contre la tentation de « changer la vie », contre les discours et les pratiques qui subvertissent le réel, Janine Chasseguet-Smirgel et Bela Grunberger livrent, non sans pensée ni courage, un combat d'arrière-garde, persuadés cependant que « le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé ». — R. J.

## PHILOSOPHIE

\* P.-O. Kristeller : *Huit philosophes de la Renaissance italienne.*

Traduit de l'anglais par Anne Denis. Librairie Droz, 168 p., 35 F. Diffusion Milard et H. Champion.

Ce petit volume reprend les textes de huit conférences prononcées à l'université Stanford par l'un des meilleurs spécialistes de la philosophie de la Renaissance italienne, professeur à Columbia. Chacune est consacrée à un « portrait » d'un philosophe et de son œuvre, successivement : Pétrarque, Valla, Marsile Ficin, Fic de La Mirandole, Pomponazzi, Telesio, Tassin, Giordano Bruno. L'ensemble est complété par une courte étude sur « les racines médiévales de l'humanisme de la Renaissance ».

La clarté de l'exposé et la précision des sources rendent très utile au non-spécialiste la lecture de ce « cours magistral » sur quelques figures d'une période féconde entre toutes. — R.-P. D.

\* Philippe Jacquin : *Histoire des Indiens d'Amérique du Nord.*

Payot, 228 pages, 51 F.

Les Indiens d'Amérique du Nord ont été bien maltraités par l'Occident. Incarcérés ou pourchassés, exploités de leurs forêts et de leurs plaines, infectés par l'alcool, par la variole, abattus enfin au fusil, ils ont encore été vilipendés : les guerriers de l'Europe avaient besoin de bonne conscience : récollets, jésuites et puritains leur en ont fourni une par la démonstration que l'Évangile recommandait de détruire les Indiens. Il était donc justifié de jeter le feu aux villages indiens. Ainsi disparut l'une des civilisations les plus nobles de la planète.

C'est de ce génocide, prolongé à partir de 1870 par un ethnocide, que Philippe Jacquin nous conte les très tristes heures. Il le fait malheureusement sans force ni éclat. Il n'a même pas le mérite de la nouveauté, la réhabilitation de l'Indien ayant été assurée par les Américains eux-mêmes depuis dix ans, vingt ans peut-être, avec conviction et talent.

Philippe Jacquin se borne à répéter ce que chacun connaît. Les images du drame défilent en bon ordre, depuis le massacre des bisons (quatre-vingt millions de têtes vers 1850 et cinq cent quarante en un survivant en 1889) jusqu'aux rafles de Custer, depuis les brutalités de certains missionnaires jusqu'aux agones de Sitting Bull ou de Crazy Horse. Tous ces épisodes sont rapportés de manière à la fois claire et plate. Le meilleur du livre doit alors être cherché ailleurs : dans les exergues que Jacquin a choisis pour ouvrir ses différents chapitres. Il les a empruntés à l'admirable ouvrage dans lequel M.C. Mac Luhan a rassemblé les paroles, les discours et les proclamations des chefs indiens : *Pieds nus sur la terre sacrée* (1). — G. L.

(1) Denon (1974).  
Ces notes ont été rédigées par Noël-Jean Bergeron, Bernard Brignon, Jacques Decroix, Roger-Pol Droit, Yves Fassin, Antoine Gallien, Roland Jaccard, Gilles Lapointe, Thierry Pélissier, Jean Samard, François Simon.

## SOCIÉTÉS

\* *Nomades et vagabonds.*

« Cause commune », n° 10-12, 322 p., 12 F.

Cerner les fantasmes, songes et espoirs de ceux qui veulent échapper aux espères « quadrillées » par l'ordre, et parcourir la terre avec le secret désir de ne pouvoir s'ancrer nulle part, c'est ce que tente la revue *Cause commune*. Dans le texte d'ouverture, Jean Davignaud s'attache à décrire précisément l'« être du désir nomade » : s'il faut quitter la ville, c'est qu'elle est « jouissance calme » ; et tout ce qui relève de la stagnation délicate est insupportable au nomade. Son désir est strictement subversif et n'est pas révolutionnaire : le nomade « ne détruit pas la civilisation ; il lui passe au travers ». Tandis que le révolutionnaire s'en prend, lui, aux structures.

Mais voilà que, aujourd'hui, des contestataires rêvent de nomadisme. C'est le cas de poètes, d'urbanistes et de hollandais (Alchinsky, Cornille, Constant Nieuwenhuis). Ils espèrent une « New Babylon » que la biographie de Nieuwenhuis nomme la « société nomade de l'avenir » : on pourrait y jouer et s'y promener indéfiniment. Fille de Fourier, cette utopie « nomadiste » n'ignore pas les critiques contemporaines des savoirs et des comportements ; elle sait les reprendre en charge. — A. G.

LES « LETTRES  
DE L'AFRIQUE  
ATLANTIQUE »

de Philippe Decraene

Les lecteurs du Monde retrouveront ces « Lettres » qui, pour la plupart, leur furent en quelque sorte adressées au long des années, et leur plaisir en sera plus vif : parce que, à être rassemblées, elles s'éclairent l'une, l'autre, prennent toute leur couleur, leur sens et leur style.

Au ton et aux images — loin encore d'être effacées — des lettres auxquelles se plurent les voyageurs d'autrefois, Philippe Decraene mêle, bien entendu, les notations de l'observateur d'aujourd'hui. Ainsi se côtoient et se juxtaposent l'histoire, le pittoresque, la nature vierge et le surgissement d'un monde moderne, d'une civilisation industrielle où, en Afrique comme ailleurs, tout n'est pas heureux. Pénis que le vertige touristique et la spéculation financière font courir à l'ancienne Gorée, cité du XVIII<sup>e</sup> siècle français qui « fait penser à Boulogne ou à Rochefort » et d'où tant de lettres furent écrites à Mme de Sabran par le chevalier de Boufflers, qui fut gouverneur du Sénégal ; Joli, ville natale du président Senghor, citée par le poète ; reflets perdus d'Assinie, où s'étend encore « l'ombre du Roi-Soleil ». Ys de la Côte d'Ivoire, engloutie par les eaux (mais il y a seulement trente ans) ; « hommes bleus » de l'Ais, derniers tenants de la « civilisation du don », mélancolie du Libéria, « foyer noir » qui n'a guère eu d'attrait : mystère désenchanté de Tombouctou... Et surtout, les « voies du développement » traversant la vie « chaotique ». Double, cobaltisation étrange : des cases avec les tours et les palais neufs, et du pouvoir moderne avec de vieilles dynasties illusoires.

Philippe Decraene, qui peint au passage les hommes et les populations dans leur diversité, nous offre comme une vue aérienne, mais non pas seulement géographique, de cette Afrique de l'Occident, terrienne et océane. — Y. F.

Préface de L. S. Senghor, roi. Illustr. Nouvelles éditions africaines, BP 260 Dakar.

\* Isabelle Tal : *les Réunionnais en France.*

Ed. Ententes, 123 pages, 29 francs.

Ce petit livre de la collection Minorités est fort bien présenté et agréable à lire. L'auteur, attachée de recherche au C.N.R.S., a consacré sa thèse de doctorat en sociologie aux « itinéraires de l'identité des migrants réunionnais en métropole ». Elle a su dépasser par moments les données scientifiques pour faire sentir la complexité de la situation et, parfois, le désarroi de ceux dont elle parle. De la colonisation à la départementalisation, de l'esclavage à l'émigration, du sous-emploi à l'émigration : des « itinéraires » dramatiques éclairés par des témoignages émuants. — N.-J. B.

les petits carnets  
de m. billon  
josane duranteau



« Deux voix s'élèvent... La première dit : Il m'a fallu beaucoup de temps pour mourir ; la seconde dit : Je regardais mourir ma mère. Cette fictive alternance nous fait vivre un très fort lien d'amour. »  
Jacqueline Piatier  
(LE MONDE)

Calmann-Lévy

REVUES N° 674

IRWIN SHAW  
Vol nocturne

Son meilleur  
roman depuis  
Le bal des  
maudits

Feux Croisés  
PLON

EDITIONS  
DU  
PROGRES

VENTE DU LIVRE  
MARXISTE

ancienne gare de la  
BASTILLE 23-24-25 Avril  
TOUS LES LIVRES DES  
EDITIONS DU PROGRES ET MIR

LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
ET LA REVOLUTION DANS L'ENSEIGNEMENT  
Tourchenko - relié - 278 pages 13.-f

LE 25<sup>e</sup> CONGRES DU P.C.U.S.  
• LES RAPPORTS DE BREJNEV ET KOSYGUINE  
• DIRECTIVES POUR LE 10<sup>e</sup> PLAN QUINQUENAL

LA CRISE MONETAIRE DU SYSTEME CAPITALISTE  
Stadnitchenko - relié - 320 pages - 13.-f

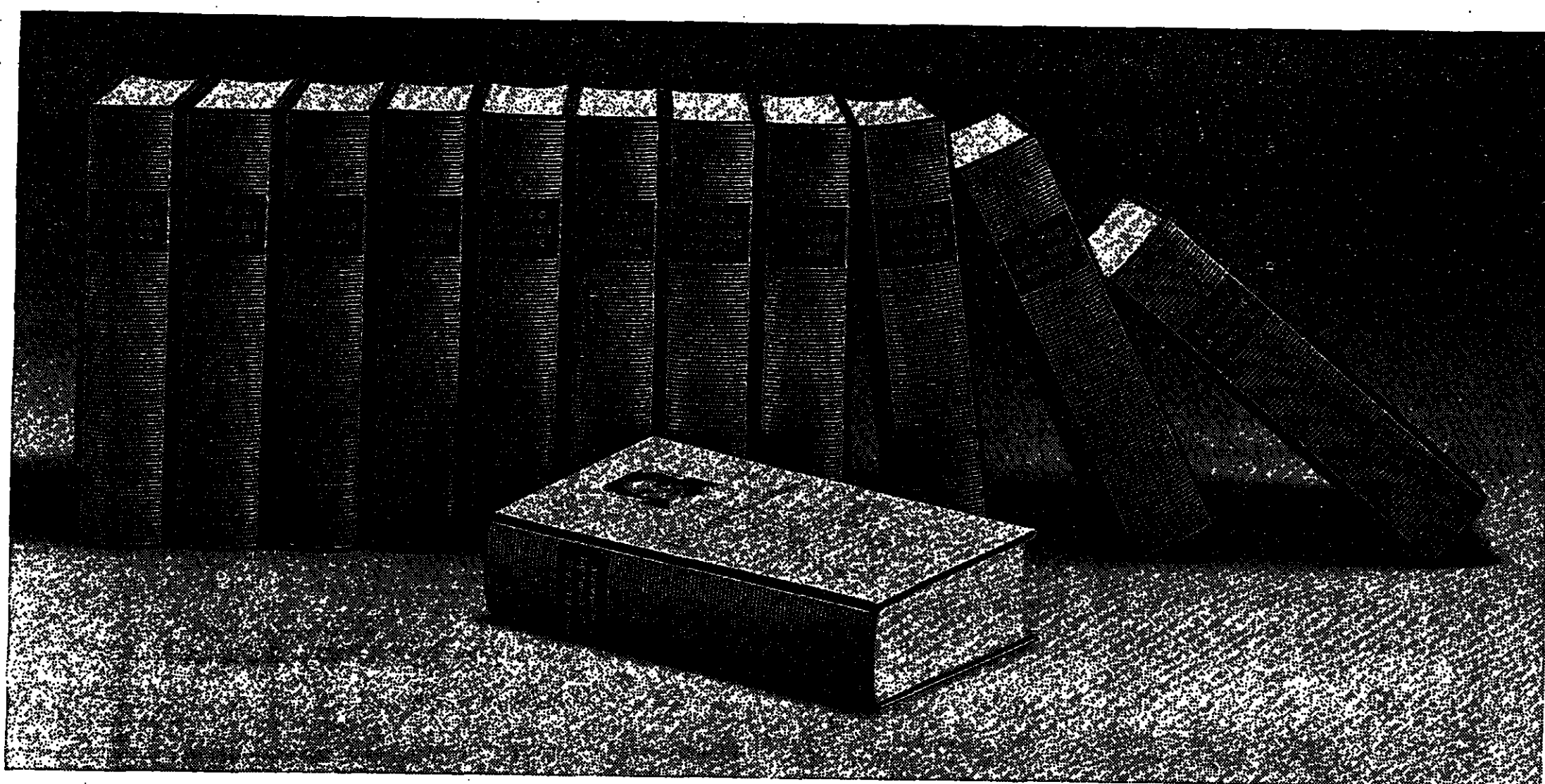
Distributeur exclusif : ODEON DIFFUSION

LIBRAIRIE DU GLOBE - 2 rue de Buci - 75261 PARIS Cédex 06  
EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES



# BALZAC DANS LA PLÉIADE UNE INCOMPARABLE ÉDITION DE LA COMÉDIE HUMAINE

Publiée sous la direction de P.G. Castex, membre de l'Institut,  
professeur à la Sorbonne.



**12 volumes - 20.000 pages - 91 récits - 2472 personnages**  
**La plus géniale "saga" romanesque de la littérature française**

La somme des études balzaciennes :

- Un texte définitif tel que l'a voulu Balzac, reproduisant sa propre édition corrigée et annotée peu avant sa mort.
- Une présentation et une annotation d'une richesse exceptionnelle éclairant l'homme et l'œuvre.
- La publication d'ébauches, de fragments, de lettres, de témoignages, d'articles parfois inédits, permettant de suivre et de comprendre le génie de cette extraordinaire création romanesque.
- Une chronologie détaillée de la vie et de l'œuvre de Balzac. Des bibliographies. Un index des personnages réels et imaginaires. Un relevé des variantes les plus significatives.
- Des milliers de pages collationnées : thèses, études, journaux, revues françaises et étrangères. Des archives publiques et privées dépouillées parfois pour la première fois.
- 10 ans d'un travail minutieux et acharné pour une équipe de 25 éminents spécialistes, érudits et universitaires.

Redécouvrez BALZAC dans cette édition qui seule désormais fera autorité.

## DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS.

L'édition définitive de la Comédie Humaine est en vente en souscription chez votre libraire.

Après l'achat des 5 premiers volumes, un album de Félicien Marceau, hors commerce et numéroté, présentant les personnages de la Comédie Humaine, en 388 pages illustrées, vous est offert. Après l'achat des 11 premiers volumes, le 12<sup>e</sup> vous est offert. Aucun engagement n'est demandé à l'acheteur. Il peut acquérir les différents volumes aux périodes de son choix et interrompre ses achats à tout moment.

Cette offre est valable si vous achetez le premier volume de la Comédie Humaine\* entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 1976.

Seule La Pléiade, grâce à ses caractéristiques techniques uniques (papier bible, reliure souple en cuir véritable doré à l'or fin) pouvait réunir en 12 volumes seulement toute la Comédie Humaine.

\* Prix du tome I : 120 F.

# LA PLÉIADE/GALLIMARD

## PENDANT LES 5 JOURS DE LA PENSEE ET DU LIVRE MARXISTES

organisés par  
la Commission Central du Parti Communiste Français  
le Centre de Dialectique, de Philosophie et de Sociologie  
le Centre d'Etudes et de Recherches Philosophiques (C.E.R.P.)

### MERCREDI 21 AVRIL :

#### LA MUTUALITE

à 20 heures 30 - salle A  
MARXISME ET LIBERTE

sous la présidence de Jacques TEXIER, professeur de philosophie - avec Roger DEVAUX, théologien, François HINCKER, professeur d'histoire - Lucien SEVE, professeur de philosophie et le Père Paul VALADIER, professeur au centre d'études et de recherches philosophiques.

### JEUDI 22 AVRIL :

#### TRAVAIL ET LIBERTE (Assemblée-Débat)

avec Jean COLPIN - Philippe HERZOG, économiste et Jean Louis MOYNOT.

#### A LA BASTILLE

### VENREDI 23 AVRIL :

- 14 heures : ouverture de la vente
- 15 heures : Rencontre à propos du livre "Positions" (Editions Sociales) 1 vol. 25 F l'auteur Louis ALTHUSSER et Lucien SEVE Directeur des Editions Sociales.
- 16 heures 30 : Interview de Jean FLAVIEN et André LAJOINIE à propos de leur livre : "L'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe" (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 17 heures : Interview de Elisabeth GUIBERT à propos de son livre : "Les voies idéologiques de la Révolution Française" (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 18 heures : DEBAT : Besoins populaires. Crise et financement public sous la présidence de Marc BORMANN avec Patrice GREVET - Michel REDJAH - Henri SEGRE - Philippe ZARIFIAN
- 20 heures 30 : LES COMMUNISTES CREATEURS DE LIBERTE (Assemblée-Débat du C.E.R.M.) sous la présidence de Guy BESSE, Directeur du C.E.R.M. avec Georges MARCHAIS Madeleine VINCENT et Henri MALBERG.

### SAMEDI 24 AVRIL :

- 11 heures : ouverture de la vente
- 14 heures : Interview de Jean CHARLES et Serge WOLIKOW à propos du livre d'E. VARGA : "La Crise" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F
- 15 heures : FACE A FACE Claude QUIN, à propos de son livre : "Classes sociales et Union du peuple de France" (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F
- 16 heures : FACE A FACE Claude QUIN, à propos de son livre : "Classes sociales et Union du peuple de France" (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F
- 16 heures 45 : DEBAT : La Justice en France (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F avec l'auteur du livre, Robert CHARVIN, André DEMICHEL, Maître POLLAK et Monsieur de CHARETTE du Syndicat de la Magistrature.
- 18 heures : RENCONTRE à propos du livre : "Portugal les points sur les i" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F l'auteur Jacques FREMONTIER et Robert MERLE, Président de France-Portugal.
- 18 heures 30 : Interview de André ROSSEL à propos de son livre : "Eti 36, les 100 jours du Front Populaire" (La Courtille) - 1 vol. 78 F
- 19 heures : Interview de Etienne FAJON à propos de son livre : "Ma vie s'appelle Liberté" (Laffont) - 1 vol. 35 F
- 20 heures 30 : SOCIALISME ET LIBERTE (Débat du C.E.R.M.) Pierre JUQUIN et Jean ELLEINSTEIN, face à la presse.

### DIMANCHE 25 AVRIL :

- 11 heures : ouverture de la vente
- 14 heures : Interview de Alain WASMES à propos de son livre : "Vietnam, la peau du pachyderme" (Editions Sociales) - 1 vol. 30 F
- 15 heures : Interview de Charles FITTERMAN à propos du livre : "Ecrits politiques" - 1958/1969 de Waldeck ROCHET (Editions Sociales) - 1 vol. 20 F
- 15 heures 30 : SPECTACLE : Matinée de solidarité internationale CHILI - PORTUGAL - ESPAGNE
- 17 heures : Interview de Madeleine VINCENT à propos de son livre : "Femmes, quelle libération ?" avec des témoignages. (Editions Sociales) - 1 vol. 13 F

en permanence le CDLP vous propose  
150.000 livres avec 300 auteurs  
Libre Service - Bar - Restauration

# Le courrier de l'histoire

Une connaissance  
approfondie  
derrière un air léger

## La France racontée en six cents pages

\* HISTOIRE DE LA FRANCE, de  
Pierre Miquel. Ed. Fayard, 528 pages,  
59 F.

RACONTER l'histoire de France en six cents pages est une entreprise titanesque pour un navigateur solitaire, fût-il professeur d'université. A notre époque, les travaux de groupe ont meilleure presse et bénéficient plus aisément des labels du « séminaire scientifique ». L'essai a passé sous les ponts depuis Jacques Bainville et quelques autres, qui portaient sur l'histoire un jugement personnel et ostensiblement chargé de passion.

Ainsi on entend d'ici les pédales et les soles condamner sans appel ce Pierre Miquel et son récit condensé sous forme d'un « manuel ». Sans doute jugent-ils très « démodés » ceux qui fréquentent le Petit Robert et le Petit Larousse puisque les « grands » existent ? Comme si l'un et l'autre n'avaient leur raison d'être : une réponse à des besoins différents.

### Un voyage en avion par beau temps

Croit-on que l'ouvrier, l'employé, le P.-D.G., curieux du passé de leur pays, aient le temps et la possibilité d'accéder à des lectures de volumes qui le retiennent par le menu, de les assimiler, puis d'en faire la synthèse ? Quel d'entre nous, fût-il averti en la matière, n'est-il pas venu l'environ de suivre ou de résoudre, une fois au moins dans sa totalité, ce grand livre mal parcouru, en classe, tronqué après tronçon, les folies des grandes vacances aidant. Le paysage changeait tellement qu'on se serait cru, à la « rentrée », longeant d'autres rives dans des contrées dont le lien avec les précédentes paraissait sans évidence. Qui n'a pas mieux compris la géographie physique de l'Hexagone après un voyage en avion, par beau temps, quand les lignes apparaissent bien nettes ?

Et bien sûr, mille détails échappent à cette vue globale des choses : bien sûr, on pourrait discuter, certes, les jugements sommaires, n'est-ce pas la guerre qui a empêché, ou la vitesse du survol qui laisse croire — exemple entre quelques autres — qu'Engelien était réellement compromis dans le complot royaliste de 1803 (page 289). On critiquerait aussi bien le découpage du scénario selon l'usage traditionnel. On peut toujours élever à propos de tout.

Il fallait pourtant adopter un parti qui permette d'être le plus clair possible. Chambouler les périodes et nos habitudes, sous prétexte que les premières interfèrent et que les autres sont une sclérose, n'aurait servi que l'auteur, dont on aurait vanté l'originalité. Une originalité de surface. Pierre Miquel s'en garde. Merde.

Etant données les tendances actuelles à donner aux histoires régionales la place qu'on leur a trop longtemps refusée, le principal défaut de bien faire ressortir l'affrontement quasi permanent d'un pouvoir centralisateur, à Paris, et de forces centrifuges, sans cesse freinées, aussitôt que matées. A la périphérie du royaume, de l'empire ou de la République, les provinces sont toujours restées sensibles aux influences de l'étranger. Tout ceci est bien montré, sans lourdeur. Un air léger circule entre ces pages, où l'humour s'emploie à corriger les vices et chers lieux communs du genre « nos ancêtres les Gaulois » ou « la mobilisation n'est pas la guerre » qui appartiennent à notre saga collective. « Un air léger », attention, ce n'est pas forcément incompatible avec une connaissance approfondie des choses.

Je voudrais, par exception, faire l'éloge de la vulgarisation, cette diffusion d'un savoir vers les communs des hommes — le gros de la troupe, non méprisable — qui sont souvent confondues avec la vulgarité. Rien de tel ici, et tout des sous et des intellectuels initiés qui font la petite bouche. Pour ma part, et j'en donne avec sans contrition aucune, j'ai pris un plaisir extrême et trouvé grand profit à une lecture que je conseille de faire d'affilée, pendant les prochains longs congés par exemple. A partir de quinze ans (avant même, si l'on est gourmand), et sans limite d'âge.

GINETTE GUITARD-AUVISTE

## Nous sommes tous des citoyens romains

\* LE SENTIER DE CITOYEN DANS LA REPUBLIQUE, de Claude Nicolet. Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 544 p., 73 F.

SANS le dire, Claude Nicolet pose une question capitale : par quelle négligence les Romains n'ont-ils pas inventé l'ordinateur ? Cette distraction est étrange car toute l'organisation de la République exigeait la maîtrise d'un appareil capable de transformer les hommes en nombres et leur destin en programme. Les citoyens de Rome étaient classés, classifiés, rationalisés, soumis à un arabe, coquiqués, surveillés, du jour de leur naissance à celui de leur mort, par les soins d'une administration implacable. Or Rome n'était pas une petite cité, jusqu'à la loi de citoyenneté aura été étendue à toute l'Italie (après les guerres sociales de 91-89). Rome va gérer une masse de plus d'un million de citoyens dont chacun a sa fiche et sa règle. Que la cité assume une besogne aussi monumentale, et avec aisance, n'est-ce pas qu'elle fonctionne elle-même comme une sorte de « computer » fantastique ?

### Une machinerie policière

Claude Nicolet explore cet appareil. A sa suite, nous pénétrons dans les ressorts de l'engin, fort heureux d'apercevoir le petit lumignon de ce guide érudit. On ne peut ici nommer tous les rouages. A peine désignons-on le pivot, l'axe, cette pièce fichée au centre de l'horloge et qui entraîne le reste. A Rome, cet axe s'appelle le « cens ». Chaque citoyen est obligé de se soumettre au « cens » tous les cinq ans, sur le Champ-de-Mars, après sacrifices d'un taureau, d'une brebis et d'un porc. Le censur ne se borne pas à compter les citoyens. Il les trie, les distribue, les répartit dans une hiérarchie subtile, de sorte que, le cens achevé, chaque « civis » est logé dans la case d'un dessin aussi labyrinthique qu'un tableau de Vasarely. Et le dessin obtenu par l'enregistrement censitaire tient le rôle d'organigramme de Rome. C'est lui qui va régler le va-et-vient de devoirs et de droits qui commandent à la fois chaque citoyen et toute la cité.

Quels critères le censur retient-il pour apprécier le juste poids de chacun ? D'abord, les signes objectifs, ceux que nous avouons nous-mêmes chaque année à l'inspecteur des impôts : enfants, biens, immeubles, esclaves, dettes, signes de richesse. Il s'y ajoute deux autres indices : la qualité du sang (ascendants, tribus...) et surtout le « mérite », notion essentielle à Rome. Faut-il préciser que la machinerie romaine est une machinerie policière ? Rome réalise avec élégance la révérence de tous les grands utopistes : que l'existence individuelle du citoyen soit réglée dans celle de la communauté. La réussite est que cette seule irrémédiable de l'individu ne le colle pas à l'homme par l'Etat, n'abolisse pas les dissimulations. Si chaque citoyen est égal à tous sur le plan juridique (le citoyen romain est un « habes corpus » — en or, que Rome étend sur tous les siens, et c'est bien pourquoi cette citoyenneté est à la fois la convoitise des étrangers et la gloire des Romains), tout un réseau de différences et d'inégalités est tissé sous cette égalité de droit. L'ordre édicté par le cens engage chaque citoyen dans une série d'obligations découpées à sa mesure.

### L'horloge et les grains de sable

De la place occupée dans le cens découlent trois séries d'effets : fiscal, militaire, politique. Seuls les citoyens ont le droit de verser leur sang pour leur patrie. Seuls ils sont astreints à l'impôt. Le « tributum » — qui est une contribution exceptionnelle dont le taux est calculé en fonction du cens. Nicolet démontre, en outre, que l'exercice des charges militaires et civiles est réglé par des critères censitaires, révélation non négligeable et qui renverse quelques idées : l'oligarchie toute-puissante de la République (Sénat, magistrats, officiers, publicains), est une oligarchie de droit, non de fait.

Telle est l'horloge romaine, calculée en somme pour romancer pendant des siècles. Pourtant elle n'est pas sans défiance, et c'est ici que l'étude fascine. Nicolet dépasse le simple examen struc-

tural, statique. Après avoir ouvert le bûcher de la mort, il en écoute le tic-tac, il en note les anomalies, il surveille les grains de sable et les poussières qui vont en bloquant les engrenages. Que sont-elles donc, ces pannes, sinon l'histoire même ? Le procédé de Nicolet est original : les heures et les malheurs de la République, il ne les saute pas à travers ses guerres ou dans les instants de l'oligarchie, il préfère relever les phases du temps en écoutant le roulement de l'appareil, en démontant ses rails.

Un premier rouage va casser, celui de la fiscalité. L'événement a lieu au milieu du II<sup>e</sup> siècle. Il est dû à la perfection même de la machine romaine. Cette machine, tourbillon armée et terrible que Rome multiplie les conquêtes, donc les pillages. Après la campagne de 107, en Macédoine, le butin est tel que Rome peut abolir le « tributum » pour une très longue période. Mais l'effondrement du rouage fiscal va détruire les autres. Les pauvres, en effet, furieux que les riches ne payent plus d'impôts, réclament des aides gratuites de l'Etat, des distributions de blé. En outre, ces pauvres s'intéressent de plus en plus à la carrière des armes, qui est très rentable : en 107, Marius n'a aucune peine à lever des volontaires non citoyens. Les armées provinciales de « soldati cives » sont recrutées par des corps pénaux, nantis de mercenaires, et ceux-ci, au lieu d'exposer leur vie, pour le service du collectif qu'est la cité, affrontent les dangers par fidélité à leur capitaine. Parallèlement, les structures politiques sont secouées. Au début de la Rome républicaine, fondée sur la citoyenneté, va se substituer un nouveau discours dans lequel se fait entendre la plèbe, le peuple. En 101, une loi est votée sous la menace de partisans armés de bâtons. En 88, pour la première fois, une armée romaine marche sur la ville.

### Le rituel politique

Deux remarques encore : habitués que nous sommes aux faibles populations des sociétés antiques, nous mésestimons volontiers l'importance des populations romaines — plusieurs millions d'hommes à la fin de la République.

Claude Nicolet est frappé davantage encore par la densité des relations entre le citoyen et sa cité. Cens, impôts, levées militaires, votes, la vie du citoyen est scandée par les obligations qu'il doit à la collectivité. Les seules élections mobilisent chaque citoyen quinze jours par an. C'est dire que le Romain est beaucoup plus assujéti au rituel politique que ne l'est un habitant des démocraties modernes. Ce haut degré de politisation a deux corollaires : l'éloquence occupe un lieu central à Rome. Tout homme brigant une charge ou un honneur doit convaincre ses électeurs. De plus, pour organiser une bureaucratie aussi parfaite, l'écriture, le texte écrit sont indispensables. Curieuse ville que celle-ci : capitale de l'éloquence, la rhétorique, elle contraindrait une des grandes civilisations de l'écrit.

Claude Nicolet est un amoureux. Un amoureux fou. Sous les glaces et les impossibilités de l'érudition, ce chercheur sévère laisse sourdre son admiration pour son modèle. Il ne se lasse pas d'applaudir à ces Romains qui, aux commencements presque de l'histoire, ont su forger l'un des plus solides systèmes de société jamais connus, l'un des plus harmonieux avec ses pitoyables équilibres entre droits et devoirs, individu et communauté, égalité et différences, contraintes et libertés. Ce système, même remanié par l'Empire, se perpétuera jusqu'au II<sup>e</sup> siècle. Il est alors submergé par la coulée du Moyen Age qui arrive du Nord, avec des lois sans compassion, d'autres valeurs, des règles différentes. Et il faudra attendre, dit Nicolet, le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que le génie de la romanité ressurgisse enfin et reprenne, après une syncope de mille cinq cents ans, le commandement des sociétés occidentales. Ainsi se trouve justifiée l'exclamation qui clôt ce bel et difficile ouvrage et son style provocant qui emprunte curieusement à l'éloquence romaine, à la phraseologie de 92 et aux lyrismes de Cohn-Bendit : « Nous sommes tous des citoyens romains ! »

GILLES LAPOUGE

## L'île sauvée du siècle.

Dans l'antique Sardaigne, c'est une côte miraculeusement publiée. Des plages qui s'abritent derrière les collines, plus



de 50 kilomètres d'une Méditerranée limpide, des kilomètres de plages de douceur et d'éternité. Quand la nature est aussi grande, l'homme doit être modeste.

Aussi, en 1962, le premier travail du consortium de la Costa Smeralda fut d'écrire un règlement d'urbanisme et de construction absolument draconien. Mais le respect absolu de la nature n'empêche pas la Costa Smeralda d'offrir un ensemble de services exceptionnels aux vacanciers et aux propriétaires de villas.

La marina de Porto Cervo sera dès cet été, un des ports les mieux équipés de la Méditerranée avec un chantier naval et un gardiennage pour l'hiver. Un terrain de golf d'un vert irradieux dessiné par Robert Trent Jones se coule dans des vallées qui vont jusqu'à la mer.

Pour une fois, l'homme n'a rien détruit. Les collines resten-

ront vierges. Les plages resteront vierges. Les fleurs ne reculeront pas devant le béton.

Il reste encore des emplacements pour blotir des maisons aux formes douces. Venez les voir. Venez passer des vacances dans un hôtel qui ressemble à une villa, loin de la foule et de la folie du siècle.

Pour avoir plus de renseignements sur la Costa Smeralda écrivez et précisez les informations qui vous intéressent : vacances dans un hôtel, location ou achat d'une villa, achat d'un terrain ou d'un emplacement de bateau.

Bureau d'Information de la Costa Smeralda : 44 rue La Botz, 75008 Paris. Tél. 359.50.90. Téléc. 650.288.

COSTA SMERALDA





# AUJOURD'HUI

## Transports

### CARTE ORANGE ANNUELLE LE 1<sup>er</sup> JUILLET

Le Syndicat des transports parisiens devait décider ce jeudi 22 avril de créer une carte orange annuelle. Mais les usagers devront payer en un seul versement leur carte, dont le coût sera inférieur de 10 % à ce que représenterait douze versements mensuels.

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, avait pourtant indiqué le 9 décembre dernier qu'il faisait étudier les modalités de paiement par prélèvement bancaire, ce qui n'a donc pas été retenu par le Syndicat des transports parisiens.

Toute révision (changement de zone) ou annulation du contrat (contre remboursement) pourra intervenir au cours de l'année, à la demande des usagers (selon les zones de la région parisienne, la carte mensuelle est payée actuellement entre 40 et 100 francs).

Cette mesure nouvelle intéressera surtout ceux qui paient le 1<sup>er</sup> juillet, en même temps que les hausses de tarifs attendues à la R.A.T.P.

Créée le 1<sup>er</sup> juillet 1975, la carte orange a connu auprès des usagers un vif succès. Elle est aujourd'hui vendue à neuf cent cinquante mille exemplaires.

Une première réforme de ce titre de transport a été décidée le 1<sup>er</sup> mars. Depuis cette date, les usagers qui demeurent dans un rayon de 75 kilomètres autour de Paris, mais au-delà des cinq zones de la carte orange, peuvent jumeler leur carte hebdomadaire avec la carte orange.

Reste le cas des personnes qui logent au-delà de ces limites et qui demandent désormais à bénéficier de la carte orange. Or la circonscription administrative du Syndicat des transports parisiens s'arrête à 75 kilomètres de Paris, ce qui trace aussi la limite de la banlieue S.N.C.F. Une décision d'extension nouvelle de la carte n'est pas de la compétence du syndicat.

## Exposition

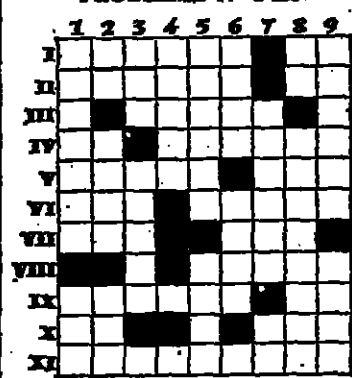
### Au parc floral de Paris

### LE SALON DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE

Capez, le Salon International de la chasse, des armes, du tir et de la pêche, s'ouvre vendredi 23 avril à 15 heures au parc floral de Paris. Il se tiendra jusqu'au 2 mai. Sur le plan de l'animation, chasse sont organisées, entre autres, une journée de la vénérie et une exposition de trophées. Pour la pêche, alternent des démonstrations et concours de lancer. Les amateurs pourront s'initier au tir à la cible et au plateau dans des stands placés sous le patronage de la Fédération française. Une bourse aux armes réunira les collectionneurs. Les conférences-débats auront pour thème : la vénérie en 1976, dimanche 25 à 16 heures ; chasse et nature, mardi 27 à 16 heures ; le tir sportif du chevreuil, mercredi 28 à 15 h. 30 ; aménagement du territoire de chasse et élevage du gibier, jeudi 29 à 16 heures ; la gascogne, vendredi 30 à 16 heures ; les oiseaux, samedi 1<sup>er</sup> mai à 15 h. 30. \* Capez, parc floral de Paris. Métro Château-de-Vincennes.

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 1438



### HORIZONTALEMENT

I. Cela soulage ! ; Etalon qui, bien souvent, a servi de monture.  
II. Se restaure sur l'herbe.

### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 23 avril 1976 :

- DES DECRETES :
  - Fortant modification du décret n° 76-124 du 6 février 1976 portant création d'un service d'information et de diffusion ;
  - Fixant les modalités d'application aux équidés, de la loi du 28 décembre 1968 sur l'élevage ;
  - Portant relèvement du prélevement sur les ressources des différents régimes de prestations familiales autres que les régimes spéciaux visés à l'article 11 (1<sup>er</sup>) du code de la famille et de l'aide sociale ;
  - Modifiant le décret n° 68-585 du 27 juillet 1968 portant organisation de la cellule des marchés d'intérêt national ;
  - Portant nominations dans l'enseignement supérieur.

Permet l'étude des nobles proportions d'un objet. — II. Nom de guerre. — IV. Possessif. Les premières venues. — V. Penibles éloignements. — VI. Fin de parodie. — VII. Suite alphabétique. — VIII. Un essai de la violence. — IX. Tout glorieusement de la protection d'une marquise. — X. Piense salutation (épée). — XI. Travail encore parité à la campagne, n'a jamais rien fait à la ville. — XII. Ne saurait ronger sous l'outrage.

### VERTICALEMENT

- 1. Un homme surprenant. N'avait vraiment rien de médusant. — 2. Abréviation. Orientée. Commença par ne porter que du vert. — 3. Sigle. Le Danube des Andes. — 4. Coule en U.R.S.S. — 5. Mot de passe. Est froid et distant. — 6. Le moindre calcul lui est pénible. Coule en Albanie. — 7. Héros victime d'un inimitable conflit. D'un auxiliaire. — 8. Général et anonyme. Est indubitablement dans le vent. — 9. Peuplée de commissaires. Eventuellement appréciée.

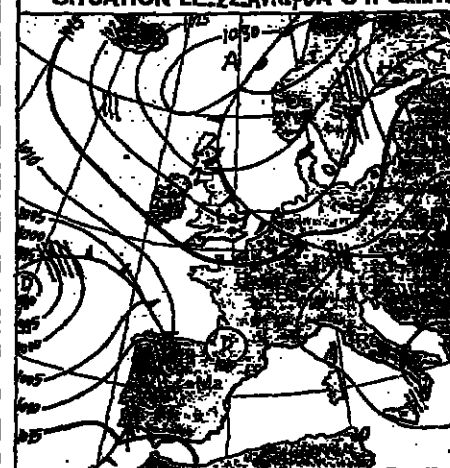
### Solution du problème n° 1438

- Horizontalement**
  - I. Pain ; Tas. — II. Rivière. — III. Om ; Eut. — IV. Sanveteur. — V. Enervée. — VI. Ec ; Sac (dés). — VII. Si. — VIII. Asier ; Méd. — IX. Hardiesse. — X. Plante. — XI. Pée ; Osera.
- Verticalement**
  - 1. Prose ; Bah. — 2. Ahnart ; Sape. — 3. Ev ; Ue ; Marie. — 4. Nerve ; R.D.A. — 5. Elève ; Ino. — 6. Rite ; Hets. — 7. Tédée ; Isée. — 8. As (monnaie romaine) ; Usages. — 9. Or (cf. « nobles ») ; Codera.

GUY BROUTY.

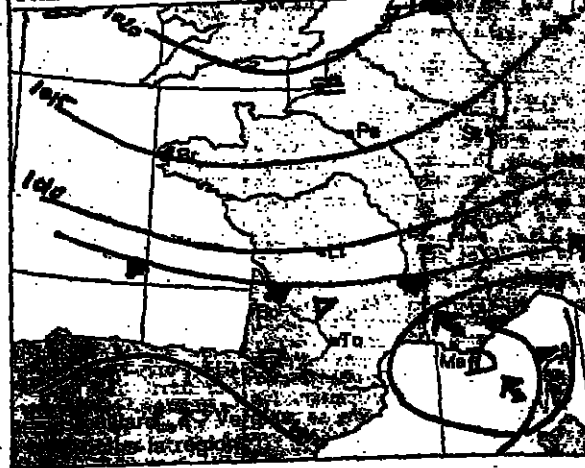
## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 22 AVR. 76 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 22 avril à 0 heure et le vendredi 23 avril à 24 heures :  
Dirigées par l'anticyclone quasi stationnaire sur la mer de Norvège, des masses d'air froid venant du nord de l'Europe envahiront la plus grande partie de la France. Vendredi 23 avril, sur la moitié nord du pays, il fera froid dès le matin avec de faibles gelées locales et des vents de secteur nord-est irréguliers. Le ciel sera variable et des nuages passagers donneront des averses de pluie parfois mêlées de neige (giboulées). Ces averses se produiront principalement sur le Bassin parisien, le Nord et le Nord-Est. Dans la moitié sud de la France, des pluies minimales seront parfois accompagnées d'orages. Ces précipitations cesseront ensuite à mesure que l'air se réchauffera et le ciel se dénuagera.

### PRÉVISIONS POUR LE 23/4/76 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (de premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 avril, le second le minimum de la nuit du 21 au 22 avril) : Alais, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 18 et 11 ; Bordeaux, 22 et 8 ; Brest, 18 et 6 ; Caen, 18 et 6 ; Charleville, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 21 et 5 ; Dijon, 22 et 7 ; Grenoble, 21 et 5 ; Lille, 12 et 4 ; Lyon, 21 et 7 ; Marseille, 22 et 10 ; Nancy, 20 et 4 ; Nantes, 23 et 9 ; Nice, 20 et 12 ; Paris-Le Bourget, 20 et 5 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 22 et 10 ; Rennes, 23 et 7 ; Strasbourg, 20 et 5 ; Tours, 21 et 5 ; Toulouse, 19 et 5 ; Valenciennes, 27 et 24. Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 1 degrés ; Athènes, 19 et 13 ; Bonn, 11 et -1 ; Bruxelles, 19 et 4 ; Casablanca, 20 et 17 ; Copenhague, 9 et 2 ; Genève, 20 et 4 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 16 et 8 ; Madrid, 18 et 8 ; Moscou, 9 et 6 ; New-York, 19 et 11 ; Palma-de-Majorque, 18 et 5 ; Rome, 18 et 5 ; Stockholm, 8 et 1.

## Visites et conférences

### VENDREDI 23 AVRIL

- 15 h. 30. Métro Pont-Marie : « Hôtels du Marais » (Mme Camus).
- 14 h. 30. 1<sup>re</sup> rue de Sully : « Les salons de l'Armorial » (Paris et son histoire).
- CONFÉRENCE — 20 h. 30. 26, rue Bergère, M. Guy Werlings : « Le travail intérieur » (L'homme et la connaissance).
- Giron : « Styles Louis XIV. Rénovations du Marais. Hôtels de Paris d'aujourd'hui » (A. L. L.).
- 15 h. 30. Métro Pont-Marie : « Hôtels du Marais » (Mme Camus).
- 14 h. 30. 1<sup>re</sup> rue de Sully : « Les salons de l'Armorial » (Paris et son histoire).
- CONFÉRENCE — 20 h. 30. 26, rue Bergère, M. Guy Werlings : « Le travail intérieur » (L'homme et la connaissance).
- 15 h. 30. 1<sup>re</sup> rue de Sully, Mme Saint-

## 32 adresses parisiennes où découvrir une Opel Rekord très raffinée: la "Berlina".

- |   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| <p>PARIS 13<sup>e</sup><br/>PAR. S.A. - 65-67, boulevard de la Gare<br/>Tél. 338.82.0.</p> <p>PARIS 15<sup>e</sup><br/>PAR. AUTO S.A. - 41-43, rue de Valenciennes<br/>Tél. 720.43.00.</p> <p>PARIS 16<sup>e</sup><br/>GRAND GARAGE DE LA MUETTTE S.A.<br/>10, rue André-Mignard<br/>Tél. 870.30.31 - 870.37.57.</p> <p>PARIS 17<sup>e</sup><br/>GARAGE DES BATAILLIOLLES<br/>10, rue Camille - Tél. 822.88.57.</p> <p>PARIS 18<sup>e</sup><br/>LAURENT AUTOMOBILES<br/>138, rue Marcelin - Tél. 676.80.32.</p> <p>PARIS 19<sup>e</sup><br/>Rue PETIT S.A. - 81-83, rue de Meaux<br/>Tél. 607.32.82.</p> <p>BOULVARD NEAUME<br/>BOULVARD AUTOMOBILES S.A.<br/>12, rue de Clémence - Tél. 445.53.27.</p> <p>BOULVARD CHATELAIN<br/>SARLELL - 33, rue de Montcalm-Lafitte<br/>Tél. 457.06.08.</p> | <p>77004 MEUX<br/>GARAGE CENTRAL S.A.R.L.<br/>37 et 39, rue de la Victoire - R.N. 3<br/>Zone Industrielle (entre avenue de l'Europe) - Tél. 423.25.22.</p> <p>77500 CHELLES<br/>CHELLES AUTOMOBILES<br/>15, avenue Foch - Tél. 057.52.02.</p> <p>78000 VERSAILLES<br/>Ets BOUTEAU S.A.<br/>41, rue des Etoiles-Gauche<br/>Tél. 061.15.30 et 061.15.31.</p> <p>78050 LE CHESSAY<br/>C.A.V. - 60 bis, rue de Versailles<br/>Tél. 054.18.05.</p> <p>78090 PONT-MAIRY<br/>S.F.M. - S.A.R.L.<br/>29, rue de Saint-Germain<br/>Tél. 056.80.71 et 056.80.91.</p> <p>79000 ORSAY<br/>S.A. GARAGE PARIS-DEPARTEMENT<br/>Route Nationale - Tél. 978.05.26.</p> <p>91000 CORBEIL-ESSONNES<br/>FRANCE EUROPE AUTOMOBILES<br/>35, boulevard de Fontainebleau<br/>Tél. 496.09.14.</p> | <p>91200 PALAISEAU<br/>S.A.D.A.<br/>10, rue de la Gare - Tél. 020.57.68.</p> <p>91200 EVRY-COURCOURONNES<br/>ATMS AUTOMOBILES S.A.<br/>72-74, rue de Fontainebleau R.N. 7<br/>Tél. 064.54.85.</p> <p>91800 MONTROUGE-ESSONNE<br/>STE BRUNY GARAGE<br/>13, rue de la République - 022.80.05.</p> <p>92000 MANTENAY<br/>PAUL TAURAND - 6, rue Lefebvre<br/>Rue-Père de la Balle - Tél. 204.17.15.</p> <p>92000 BOULOGNE<br/>UNIVERSAL CARS<br/>93, rue de la République - 068.00.26.</p> <p>92120 MONTROUGE<br/>Ets CH. BROUSSE<br/>121, rue Aristide-Briand - Tél. 253.82.30.</p> <p>92130 ISSY-LES-MOULINEAUX<br/>BREIER RACHIN<br/>259, rue de Stalingrad - 844.01.69.</p> <p>92200 GENEVE<br/>Ets F. LOISEL<br/>3, rue de la Flèche - Tél. 702.72.50.</p> | <p>92500 ANNEUILLES<br/>PERRONNIERES S.A.<br/>35-37, rue Pierre-Berthe - 085.42.40.</p> <p>93000 NOUVEAU-BOULEVARD<br/>GARAGE DES ECOLES<br/>3, rue Pierre-Curie - Tél. 070.08.08.</p> <p>94000 VILLEURNAIS<br/>Soc. EUROPE DIESEL<br/>124, bd Montreuil-Dorel - Tél. 728.28.50.</p> <p>95004 ARGENTEUIL<br/>S.A. SANTI ARGENTEUIL<br/>1, rue de la Grande-Croix<br/>Tél. 081.04.03.</p> <p>95010 ST-OUEN-L'ANNOIS<br/>VALDOISE MOTORS<br/>29-31, rue de Paris - 464.20.78.</p> |
|---|---|---|---|

### BON À DÉCOUPER :

Remplissez ce bon et envoyez-le à votre concessionnaire Opel le plus proche de votre domicile.

- ☐ Je désire recevoir une documentation gratuite sur les Opel Rekord.
- ☐ Je désire recevoir la visite d'un de vos représentants.

Cocher la case correspondante.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

N° Tél. \_\_\_\_\_



Le raffinement de la Berlina, offrez-le d'abord à vos passagers. Sièges-couchettes recouverts de velours, ceintures à enroulements, appuis-tête intégrés, vide-poches généreux et moquette partout. Accoudoir central et "sécurité-enfants" à l'arrière. Pare-brise laminé, le seul pare-brise qui vous mette vraiment à l'abri des éclats de verre. Le raffinement de la Berlina, offrez-le ensuite à l'admiration des curieux. Protections caoutchouc sur les pare-chocs, batoirs en

caoutchouc et toit gainé façon cuir. Maintenant, pensez à vous, le pilote. Tableau de bord : montre à quartz et compteur journalier. Commande de dégivrage électrique. Système de phares ultra-complet : codes-phares à jode, 2 phares longue portée, 2 feux de recul. Lave-phares et essuie-phares. Transmission automatique en option. Pensez pour finir que la Berlina... c'est une Opel.



Avec Opel, partez tranquille.

## Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2.240 F\*, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

\* 1 semaine, transport D.C. 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" compris (1.590 F à compter du 15/7/76). Organisation L.A. 478, L.A. 494 et L.A. 702.



Cette année, les Bahamas!

M/4-76

السلامة من الاموال





**TEP** théâtre national

du 6 avril au 22 mai

**dans les eaux glacées**  
DU CALCUL ÉGOÏSTE  
mise en scène Melmet ULUSOY

du 13 avril au 26 mai

**travail à domicile**  
de F.X. KROETZ  
mise en scène J. LASSALLE

17 rue Malte-Brun - Paris 20e  
M. Gambetta - tél. 636.79.08

ELYSEES-LINCOLN VO  
HAUTEFEUILLE VO  
ST-LAZARE PASQUIER VF

CINÉMA ONE/MULTICINE présente

**HISTOIRE D'UN PÊCHÉ**  
un film de  
WALERIAN BOROWCZYK

une production FILM POLSKO  
distribuée par PLANFILM  
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Le THÉÂTRE MODERNE donnera la  
dernière représentation de son  
spectacle actuel Samedi 24 Avril  
en soirée : « LE NEVEU DE RAMEAU »  
de DIDOT devant poursuivre sa  
carrière à Londres.

**LA MAISON DES ARTS  
DE CRÉTEIL**  
Place de l'Hôtel-de-Ville  
présente

Vendredi 23 à 20 h. 30

**L'ORCHESTRE  
PHILHARMONIQUE  
DE RADIO-FRANCE**  
Direct. Gilbert ANY  
(Debussy, Stravinsky, Amy)

Prix des places :  
Adhérents : de 7 à 22 F  
Non-adhérents : 35 F  
Métro ligne N° 8  
Créteil Préfecture

**LE PALACE**  
UNIQUEMENT PIERRE JALLIE

du mardi au samedi 21 h - dimanche 15 h

**TIENS LE COUP  
JUSQU'À LA  
RETRAITE, LEON**  
de Georges Michel  
mise en scène Fabrice Paschioni  
relâche exceptionnelle mardi 27  
8, rue du Fbg-Montmartre, 770.44.37  
location FNAC-COPAR et agences

**LA TOUR**  
« Une des plus grandes choses  
jouées depuis longtemps à Paris,  
magnifiquement interprétée et  
mise en scène avec passion. »  
Michel Cozanne, « LE MONDE »

THÉÂTRE RÉCAMIER  
2, rue Récamier - 338-03-51

## COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

L'Aventure de la Chine



12 films de JORIS VENS et MARCELINE JORDAN

**4 SALLES - 4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS**

**GIT LE CŒUR ST SÉVERIN**  
**ST ANDRÉ DES ARTS QUINTETTE**

Province : CNP LYON - CNP VILLEURBANNE - LE CLUB GRENOBLE

**THÉÂTRE DE L'ŒUVRE** MICHEL BOUQUET  
ANNIE SINIGALIA

dans une coproduction de

**MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE**  
JULIETTE CARRE JACQUES ROSNY

**Le Seino**  
CINEMAS rue, F. Sauton (Maubert), 325 92 46

**les chemins  
de la drogue**  
La nouvelle route  
de l'opium de Marianne LAMOUR

**Les champignons  
du diable** de Jacques ERTAUD

14, 15, 45, 17, 30, 19, 15, 21, 22, 45

UGC NORMANDIE v.o. - CLUNY ÉCOLES v.o. - CINÉMONDE OPÉRA v.f.  
MIRAMAR v.f. - NAPOLEON v.f.

**LE NOUVEAU CHEF - D'ŒUVRE  
DE LUIGI COMENCINI**

ROBERTO FAUSTO... JACQUELINE... MARCELLO...  
ITALO... JACQUELINE... MARCELLO...

**la femme  
du  
dimanche**

PIRPHÉRIE : PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud  
C2L Versailles - ARTEL Rosny - CERGY PONTOISE - GAMMA Argenteuil  
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - FLANADES Suresnes - STUDIO Rueil  
UGC Poissy

Pirphérie : PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud  
C2L Versailles - ARTEL Rosny - CERGY PONTOISE - GAMMA Argenteuil  
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - FLANADES Suresnes - STUDIO Rueil  
UGC Poissy

**ACTION CHRISTINE - ACTION RÉPUBLIQUE**  
OLYMPIC ENTREPOT

**FUREUR DE VIVRE A LA JAMAÏQUE**

**TOUT, TOUT de suite**  
the harder they come  
de Jimmy CLIFF

un film de Perry Henzell

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles subventionnées**

Opéra, 20 h. 30 : Spectacle de ballets II (danzes).  
Odéon, 20 h. 30 : L'Éveil du printemps.  
Pôle Odéon, 18 h. 30 : Tragic.  
21 h. 30 : Le Monte-Plata.  
Châtelet, salle Gémier, 20 h. 30 :  
Jocaste ; de 14 h. à 18 h. : Télé-  
thèque.  
TNP, 20 h. 30 : Othello.  
Régis, 20 h. 30 : Libre parcours,  
variété.

**Les salles municipales**

Châtelet, 20 h. 30 : Le Pays du  
sourire.  
Nouvelles, 20 h. 30 : 21 h. :  
Concert Marcel Dadi ; 20 h. :  
Groupe de musique amée ; 20 h. :  
Cirque à l'antenne.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Ballet  
Pierrot ; 20 h. 30 : Les Crudi-  
tations du saint Barthélemy.

**Les autres salles**

Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.  
Assolvi, 21 h. : Monsieur chance.  
Athénée, 21 h. : Godspell.  
Mithéâtre, 20 h. 30 : Les Berceuses  
d'Orange.  
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre  
de l'Aquarium, 20 h. 30 : Harosero ;  
Théâtre du Soleil, 20 h. 30 :  
Spidale.  
Centre culturel du 17e, 20 h. 30 :  
la Nuit des tribunes.  
Centre culturel suédois, 20 h. 30 :  
Com 464 des Champs-Élysées.  
20 h. 45 : A vos souhaits.  
Gorge-Chou, Beaumont, 20 h. 30 :  
Com 464 des Champs-Élysées.  
Cour des Miracles, 21 h. 30 : la  
Famille (2 parties).  
École normale supérieure, 20 h. 30 :  
Peer Gynt.  
Espace Cardin, 21 h. : Affabulomane.  
Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.  
Gaiety-Montparnasse, 20 h. 45 : le  
Roi des coins.  
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Vins  
dans nos habits chez des  
copains.  
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice  
cheuve ; la Leçon.  
Le Bravay, 21 h. : Ben Zimet.  
Lucernaire, 20 h. 30 : Madame  
Fatale ; 22 h. 15 : L'Aurore boréale.  
Mithéâtre, 20 h. 30 : Petit de poche.  
Maison du poète, 22 h. : le Journal  
d'un fou.  
Mithéâtre, 20 h. 30 : Récitants  
et Guillemin sont morts.  
Michel, 21 h. 10 : Deux sur canapé.  
Mithéâtre, 20 h. 30 : Voyez-vous ce  
que je vois ?  
Mithéâtre, 21 h. : le Neveu de Rameau.  
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,  
même histoire.  
Mouffetard, 20 h. 30 : Lorsque cinq  
ans ont passé ; 22 h. : Mithéâtre  
vidéomusée.  
Œuvre, 21 h. : Monsieur Klebs et  
Palace, 21 h. : Mithéâtre du coup jusqu'à  
la retraite, Léon.

**Théâtres de banlieue**

Boulogne, TNP, 20 h. 30 : Tralalal  
et la Ta Chan.  
Cergy-Pontoise, Théâtre des Louvrais,  
21 h. : Orchestre de l'Île-de-France  
dir. J. Fourment (Wagner, Rachma-  
ninov, Tchaïkovski).  
Clichy, Théâtre de l'ARC, 20 h. 30 :  
Mythos.  
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : la Ballade  
de la Big Ben.  
Malakoff, Théâtre 71, 21 h. : Haste-  
ment.  
Suresnes, Théâtre Jean-Vilar, 21 h. :  
Imago et Pia Colomba.

**Les cafés-théâtres**

An des 20, 20 h. 45 : Madine Mone ;  
22 h. : Histoires et Femmes ; 23 h. :  
Le fond de l'air est con.  
Av. Vaucluse, 21 h. 15 : la Ballade  
de la Big Ben.  
Patrick Fout, 22 h. 15 : la Démo-  
cratie est avancée.  
Rue-Montmartre, 20 h. 30 : Daniel  
Laloux ; 21 h. 30 : les Jeunes ;  
22 h. 45 : Luc et Marc Broussard.  
Café d'Orléans, 21 h. : Mithéâtre  
21 h. : Marianne Sargente ; 22 h. 30 :  
Orren Flash Back ; 23 h. 30 :  
Prisonniers sur le théâtre.  
Coupé-Chou, 20 h. 30 : Tennessee  
Williams ; 21 h. 30 : Néo-Clid ;  
23 h. 30 : Chou ! ou comment.  
Le Fanel, 20 h. 30 : l'Orchestre ;  
22 h. 15 : Lady Module.  
Petit Casino, 21 h. 30 : Mithéâtre.  
Sélecta, 21 h. 30 : la Jeunesse ;  
22 h. : Si seulement les fleurs  
n'étaient pas fanées ; 23 h. :  
Psyché-pour qui c'est normal ;  
24 h. 30 : Pomeo ; 21 h. 45 : Champ  
de pollen.  
Théâtre de Dix-Huites, 20 h. 15 :  
Jean-Paul Sartre.  
La Vieille Grille, 21 h. : Deux voix  
mises en scène ; 23 h. :  
La Veuve Fichard, 21 h. : la Revanche  
de Louis XI.

**Les concerts**

Institut néerlandais, 20 h. 30 : Gus-  
taaf Gaudens (Kees Van Praag,  
Barach, Ton de Leeuw, A.  
Stallard).  
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Paul  
Kant, piano (Gershwin, Barber,  
Ives, Cage, Stravinsky, Ruggines de  
Scott Joplin).

(Publicité)

Le Théâtre pour Enfants Les 3  
Châteaux cherche à emprunter les  
sommets nécessaires à la mise en  
scène de son prochain spectacle.  
Rencontrez-les à partir du long  
terme.

Pour tous renseignements :  
555-44-05 - 555-13-21, poste 211  
24, avenue Belfort - 75114 Paris

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles

**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeu 22 avril

Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux  
folles.  
Fort-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-  
Gloria.  
Régimes, 20 h. 30 : la Tour.  
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 :  
la Promesse.  
Théâtre Campagne-Française, 20 h. 30 :  
la Rivière de la haine ; 22 h. 15 :  
la Chose.  
Théâtre de la Cité internationale,  
La Galerie, 21 h. : L'ennemi ; la  
Bonne, 21 h. : Bonheur et L'ami.  
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 :  
Le Chant du faucon.  
Théâtre d'Orléans, 21 h. 30 : la Chose.  
Théâtre Mithéâtre, 20 h. 30 : les  
Sultans glorieux.  
Théâtre Oblique, 21 h. : Souvenirs  
d'un Zaca.  
Théâtre d'Orléans, 20 h. 30 : Carolyn  
Cartoon - Fictive suite, 18 h. 30 :  
Pedro Soler ; 20 h. 30 : Portraits  
de Dora.  
Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris  
et des hommes.  
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Scé-  
nario de l'Éternité violée.  
Théâtre de la Pléiade, 20 h. 30 :  
Un Parc peut en cacher un autre ;  
22 h. : Tronky et Co ; 23 h. 30 :  
l'Éléphantine.  
Théâtre de la Pléiade, 20 h. 30 : la  
Vierge Annul.  
Théâtre Préféré, 20 h. 30 : le Chas-  
seur français - Ranch, 20 h. 30 :  
21 fleur et corneille.  
Théâtre Treize, 20 h. 30 : Macbeth.  
Trogodyte, 22 h. : l'Inconfortable.  
Théâtre 247, 21 h. : la Malle.  
Variété, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

**La danse**

Voir Théâtre de la Ville et Théâtre  
d'Orléans.  
Théâtre des Champs-Élysées,  
20 h. 30 : Ballet du XXe siècle  
(« Notre Fant »).

**Les chansonniers**

Café de la République, 21 h. :  
Et au bout du tunnel... y a le  
tunnel ! 22 h. : Vally, François,  
Georges et les autres.  
Deux Aves, 21 h. : Scène-vis compris !

**Vidéo**

Olympie, 20 h. 30, 21 h. 22 h. : Mito  
et Mito vont en bateau.  
Vidéotone, de 12 h. 30 à 1 h. 30 :  
Festival d'Orange 75.

**Le music-hall**

Robline, 20 h. 30 : Herbert Pagani.  
Casino de Paris, 20 h. 45 : Line  
Bouard.  
Élysée-Montmartre, 20 h. 45 : His-  
toire d'Orléans.  
Olympie, 21 h. 30 : Michel Fugain  
et le Big Ben.  
Palais des Sports, 21 h. : Holiday  
on ice.

**Le jazz**

Café d'Orléans, 19 h. : Orléans.  
Café jazz-rock, 21 h. 30 : Groupe  
Mithéâtre.  
Théâtre Mithéâtre, 22 h. 30 :  
Franky et Co.  
Mithéâtre d'art moderne, 20 h. 30 :  
Alain Fiolle.  
American Center, 21 h. : Groupe  
Atoll.

**CENTRES CULTURELS  
ÉTRANGERS**

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
5 rue de Constantin - 7e  
Tél. : 351-35-73 - Métro Invalides

**HOMMAGE  
À PIERRE MERCURE**  
compositeur canadien  
Pendant tout le mois  
exposition de partitions  
audition de disques  
JEUDI 25 AVRIL  
diaporama - film  
conférence concert

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
11 rue Payenne-3e  
jeuqu'à 9 h

**4 PHOTOGRAPHES**  
4 VISAGES DE LA SUÈDE  
ALEXANDER, RAUM, JENSEN, TREBE  
tous les jours de 14 h. à 18 h

**CONTREPOINT**  
ORCH. CH. DE VERSAILLES

CAMPRA : Requiem  
LULLY : Dies Irae  
DELALANDE : Regina Coeli

G. HARTMAN J. SAGE  
F. BARDOT M. PIQUEMAL

DIR. A. GALISSAIRE

## ...une histoire pas très catholique!

**WANNEN  
SAINT  
demain**

un film de Perry Henzell

سورة الانعام















# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## IMMIGRATION

### Dix organisations syndicales et politiques demandent audience au premier ministre à propos des expulsions d'étrangers

Tandis que se déroulait un vif débat à l'Assemblée nationale, où l'action répressive de la police dans les foyers d'immigrés était mise en cause, de nouvelles manifestations de soutien aux travailleurs expulsés de France ont été enregistrées le mercredi 21 avril. A Nanterre, notamment, des enseignants, des étudiants, des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. et de nombreux pensionnaires de la résidence universitaire se sont rassemblés vers 18 heures pour protester contre les conditions de l'arrestation du jeune Tunisien Ridha Kouya.

D'autres rassemblements étaient prévus ce jeudi à Nanterre et à La Courneuve, à l'initiative de la C.G.T., avant la manifestation organisée samedi soir au quartier de Barbès, à Paris, par le Comité de coordination des rési-

dents de foyers de la Sonacotra. D'autre part, dix organisations, les unes syndicales (C.G.T., C.F.D.T., FEN), les autres politiques (P.C.F., P.S., P.U.), Mouvement des radicaux (de gauche) ou indépendantes (Ligue des droits de l'homme et Libre Pensée), ont demandé une audience « dans les meilleurs délais » à M. Jacques Chirac, premier ministre, pour réclamer « le droit au retour en France des travailleurs expulsés et l'arrêt de toute nouvelle mesure d'expulsion ».

D'autres organisations, telles que la Fédération Léo-Lagrange, l'Association générale des travailleurs sénégalais et l'Association des travailleurs maliens en France, le Regroupement de l'émigration antillaise, ont également dénoncé les expulsions.

### A l'origine de la grève des loyers : le chômage et la vie chère

La Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra) est une société d'économie mixte, financée notamment par le Fonds d'action sociale — qu'il faut, en partie, les cotisations sociales non versées aux familles d'immigrés restés dans leurs pays d'origine. Elle gère environ deux cent trente foyers-hôtels qui représentent, pour l'ensemble de la France, une capacité d'accueil de soixante mille lits, mis à la disposition de travailleurs célibataires ou séparés de leurs familles. Plus de 85 % de ces résidents — et la presque totalité en région parisienne — sont des travailleurs étrangers.

En échange des prestations qu'elle fournit aux résidents (logement, éclairage, chauffage, douches, blanchissage, utilisation du matériel de cuisine et les locaux communs : bain, salle à manger, salles de loisirs et d'alphabétisation), la société réclame à ses résidents une « redevance » forfaitaire, incluant le coût de ces prestations, celui des charges locatives et le loyer proprement dit. Selon la direction, les fournitures et prestations diverses dépassent 70 % des prix de journée, bien que la

nourriture ne soit pas comprise dans la redevance forfaitaire. L'inflation, la hausse des prix, la modification des normes de construction, imposée par les pouvoirs publics dans le sens d'un grand confort, l'assouplissement du règlement — qui entraîne des consommations accrues, notamment d'électricité, et des charges d'entretien plus importantes, — ont conjugué leurs effets, l'an dernier, dans une période où les dépenses locatives et le prix des services connaissent une forte augmentation. C'est pourquoi la Sonacotra a relevé deux fois ses prix de journée en 1975 : de 5 % en moyenne en février, de 7,5 % en septembre — ces hausses ne suffisant pas, du reste, à résorber le déficit constaté globalement, qui ne pourra être comblé que par un financement complémentaire. En raison de leurs faibles salaires et, souvent, de l'obligation de faire vivre leurs familles restées au pays, les résidents étrangers ont refusé, dans certains foyers, ces augmentations, jugées excessives pour des travailleurs dont le salaire mensuel moyen n'excède guère 2 000 francs, et dont certains sont « embauchés » ou parfois sans travail.

département, que s'ouvrait une négociation aboutissant à la rédaction d'un protocole d'accord, par lequel la Sonacotra s'engageait à ramener l'augmentation de septembre 1975 à 10 centimes par jour, à bloquer les redevances jusqu'en juin prochain et à ne pas exiger « la totalité » des arriérés dus. D'autre part, un certain nombre de revendications concernant le règlement — dracوني — en vigueur dans les foyers étaient en principe acceptées.

Ce protocole, signé le 1<sup>er</sup> décembre à Saint-Denis, ne fut toutefois ratifié que dans deux foyers du département. D'autres comités de résidents se formaient, en effet, dans les foyers, puis faisaient parvenir à la Sonacotra une « note-forme revendicative » coincidant avec certaines de ses propositions, à l'exception toutefois du problème des prix de journée, dont ils demandaient non seulement le blocage mais encore la réduction de moitié. Après avoir, dans un premier temps, refusé de négocier avec ces nouveaux interlocuteurs, la Sonacotra accepta de les recevoir le 12 décembre, puis le 18 janvier. Une négociation — globale — amorcée le 24 janvier, échoua. Un mois plus tard, la Sonacotra avait licencié une quarantaine de femmes de ménage, en majorité françaises.

D'autres rencontres, le 31 janvier et le 14 février, furent sans résultat, et le 21 février, un comité de coordination des résidents dénonçant la représentativité en rassemblant à la Mutualité plus de trois mille immigrés. Jusqu'à ces derniers jours, aucune mesure n'avait été prise contre les dirigeants de ce comité de coordination, la Sonacotra continuant de fournir ses prestations habituelles et d'enregistrer des pertes très lourdes : une dizaine de millions de francs, selon la direction, depuis le mois de septembre.

### Une signification politique

Au cours de la dernière quinzaine de mars, alors que la grève des loyers prenait l'ampleur que l'on sait, la direction proposait finalement un projet d'accord sensiblement plus

proche des revendications des résidents : adoption d'un règlement intérieur plus libéral, avec « droit de visite » dans les chambres ; reconnaissance des comités de résidents et de leur élection sur des bases démocratiques ; réduction de la redevance d'environ 80 centimes, ce qui ramènerait les tarifs d'hôtellerie aux chiffres de janvier 1975 ; blocage du montant de cette redevance jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre ; annulation des arriérés dus avant le 1<sup>er</sup> mars dernier. Sur cette base, vingt foyers environ sur quarante-cinq dans la région parisienne ont repris les paiements, selon le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés.

Des négociations se poursuivent avec une dizaine d'autres foyers. Les comités veulent obtenir notamment « un statut de locataires et non un statut de résidents, le renvoi des gérants racistes et provocateurs, le droit d'expression et de réunion dans les foyers ». Le mouvement revendicatif prenait, dès lors, une signification plus politique, en portant une critique globale contre les conditions d'existence imposées aux travailleurs étrangers.

L'opération policière qui vient d'avoir lieu a toutefois resserré l'unité des résidents, et n'a certainement pas favorisé l'accord généralisé que souhaitaient les dirigeants de la Sonacotra. Ces derniers ont d'ailleurs marqué leur étonnement après la « rafle » de vendredi dernier, dont ils n'avaient pas été prévenus. — J. B.

**DIX QUESTIONS A MME VIEL.** — L'Union des femmes françaises a adressé au ministre de la Santé publique, qui doit intervenir jeudi 23 avril au Sénat, dix questions sur son projet de loi relative à la santé publique. Elle demande que les solutions concrètes soient faites instantanément sur le chômage des femmes, le pouvoir d'achat, des prestations, l'aide au premier enfant, etc.

## PLUS-VALUES

### Les réactions au projet gouvernemental

M. JOBERT : un effet anti-économique immédiat.

« La taxation des plus-values aura un effet anti-économique immédiat », déclare M. Michel Jobert, quel Français risquera son épargne dans la création de nouvelles entreprises ou voudra courir le risque d'être taxé en vendant des biens qu'il peut conserver ?

« Un libéralisme qui, d'une part, encourage et laisse développer des ensembles industriels aux dimensions parfois inhumaines et décourage, d'autre part, l'initiative individuelle et la création de petites et moyennes entreprises ne peut prétendre s'opposer au collectivisme, quand il prépare ainsi son avancée. »

LE SYNDICAT NATIONAL DES CLASSES MOYENNES : INOPORTUN.

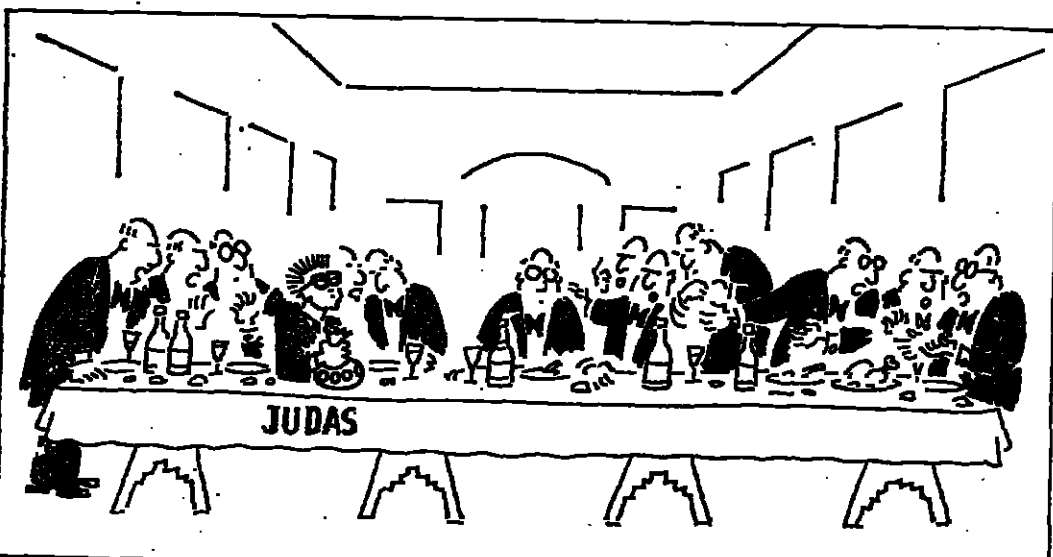
Le projet est « inopportuniste », a déclaré M. Henninot, président du Syndicat national des classes moyennes. « Ce super-impôt, qui pénalise tout particulièrement les classes moyennes, augmente la médiane de cette couche sociale vis-à-vis de l'Etat », a-t-il ajouté.

De son côté, la Fédération nationale des agents immobiliers a accueilli avec réserves un projet « qui impose, à terme certes, mais néanmoins le capital » et qui peut troubler le marché (immobilier). A l'inverse, le Centre national des jeunes cadres s'est prononcé en faveur du projet.

C.G.C. : taxer surtout les profits fonciers et immobiliers.

« La C.G.C. a pris connaissance du contenu du projet de loi sur la taxation des plus-values, au cours du débat au Conseil économique et social. Elle s'est prononcée pour le principe de la taxation des plus-values dans le cadre d'une plus grande justice fiscale, afin d'éviter que le budget de l'Etat soit privé de sommes importantes qui échappent à l'impôt », a déclaré M. Calvez, député général.

La C.G.C. s'est opposée à la taxation de l'habitation principale et s'est prononcée en faveur de la déduction des revenus des moins-values réalisées dans les opérations boursières. Sur ces deux points importants, la C.G.C. a obtenu satisfaction.



(Dessin de EONKJ)

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### CENT CINQUANTE MILITANTS SYNDICAUX ONT OCCUPÉ LE SIÈGE DE LA SNIAS

Le siège central de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), 37, boulevard de Montmorency à Paris (18<sup>e</sup> arrondissement) a été occupé mercredi 21 avril, pendant deux heures, par environ cent cinquante militants et délégués syndicaux C.G.T. venus de différentes usines de la SNIAS situées dans la région parisienne.

Le général Jacques Mitterrand, P.-D.G. de la SNIAS, a reçu une délégation qui lui a exposé les raisons de l'action entreprise. Il s'agit, pour les syndicalistes, d'attirer une nouvelle fois l'attention sur ce qu'ils considèrent comme une « volonté délibérée du gouvernement de liquider l'industrie aéronautique en France ». Les manifestants ont réclamé la levée

des sanctions prises contre trente-deux délégués syndicaux de la SNIAS qui doivent être jugés ce jeudi 22 avril à Châteaufort pour « entrave à la liberté du travail ». Selon M. Claude Beguella, responsable de la branche aéronautique de la Fédération des métaux C.G.T., et porte-parole des cent cinquante « occupants », ces délégués ont seulement empêché l'accès de l'usine de la SNIAS de Châteaufort à un nouveau directeur « nommé pour liquider l'usine qui doit fermer ses portes ». La délégation a d'ailleurs demandé au général Mitterrand que s'ouvrent immédiatement des négociations en vue d'envisager les possibilités de maintenir en activité cette usine ainsi que le bureau d'études de Buresmes également menacé de fermeture.

## MONNAIES

### LA LIVRE AU PLUS BAS

La livre sterling a atteint, jeudi matin, le point le plus bas qu'elle ait jamais enregistré : elle cotait 1,5196 dollar (et est même tombée un peu plus bas un certain temps), ce qui correspondait, à Paris, à un cours d'environ 8,48 francs. Ce nouvel acte de faiblesse semble dû aux incertitudes régnant sur l'attitude du gouvernement à l'égard de la politique monétaire des salaires. Il illustre la grande vulnérabilité de la devise britannique, qui a entraîné dans sa nouvelle baisse la livre italienne. Le dollar cotait, jeudi matin, 345 francs (correspondant à un cours, à Paris, de 5,30 francs pour 1 000 francs).

A la suite des mesures prises pour freiner l'entrée des billets en Suisse, on note un léger tassement sur le cours de la devise helvétique, qui reste toutefois supérieur à la parité du DM (le dollar ne vaut, à Zurich, que 2,875 francs suisses alors qu'à Francfort il cote 2,5350 DM).

### Les procédures d'expulsion

L'expulsion des étrangers est toujours régie par l'ordonnance n° 45-2653 du 2 novembre 1945, dont le chapitre IV prévoit :

« L'expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur si la présence de l'étranger sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public. Dans les départements frontalières, l'expulsion peut être prononcée par le préfet. (...) »

« L'étranger qui justifie être entré en France dans des conditions régulières et être régulièrement titulaire d'une carte de séjour de résident ne peut faire l'objet d'une mesure d'expulsion sans en avoir été préalablement avisé. (...) »

Les conditions de cette notification sont précisées par un décret du 18 mars 1946 : elle est effectuée « à la diligence du préfet de leur domicile ou de leur résidence habituelle. Un bulletin de notification mentionnant successivement les motifs de la mesure envisagée est remis à l'intéressé. (...) »

L'ordonnance ajoute : « L'étranger a, s'il le demande, dans les huit jours de cette notification (...) le droit d'être entendu seul ou assisté d'un conseil par une commission spéciale siégeant auprès du préfet et composée : du président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, du chef du service des étrangers à la préfecture, d'un conseiller de préfecture ou, à son défaut, d'un fonctionnaire désigné par le ministre de l'intérieur. (...) Un procé-

verbal enregistrant les explications de l'intéressé est transmis avec l'avis de la commission au ministre de l'intérieur, qui statue. (...) Cette base de recours devant la commission départementale ne peut cependant être utilisée par les intéressés dans les cas « d'urgence absolue reconnue par le ministre de l'intérieur ». C'est cette procédure qui vient d'être employée à l'encontre d'une quinzaine d'immigrés habitant des foyers de la SONACOTRA et, quelques jours plus tard, de Pakistanais entrés clandestinement en France.

L'arrêt d'expulsion peut, en règle générale, faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Celui-ci peut annuler l'arrêt, ou accorder un sursis. Depuis un arrêt Ortega du 23 juillet 1974, le Conseil d'Etat se reconnaît compétent pour accorder le sursis, même lorsque le ministre de l'intérieur estime que l'ordre public est en jeu.

Le Conseil d'Etat a, de plus, renforcé son contrôle sur l'usage qui est fait de la procédure d'urgence. Un étranger expulsé en vertu de cette procédure peut ainsi se voir reconnaître le droit de retourner sur le territoire français.

La proposition de loi sur la liberté déposée par les groupes de la majorité à l'Assemblée nationale le 17 décembre dernier réclame que soient prohibées les mesures d'expulsions collectives.

### Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation tertiaire. Des mesures concrètes. Chiffres. Décisives.

Décentralisation : **20.000 F** par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à : 20.000 F dans les régions prioritaires 10.000 F dans les autres régions à l'exclusion du Bassin Parisien + 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou déjà implanté en province.

Cette prime est attribuée même en cas de location. Elle équivaut alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans. Pour la première fois, les petits établissements en bénéficient. Il suffit en effet de créer 30 emplois (20 pour les sièges sociaux) pour se la voir accorder. Les frais d'installation étant déjà moins élevés en province, le coût de création d'un emploi se trouve ainsi réduit de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire. Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est désormais équipée. Qu'on y travaille mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie y est réalisée quotidiennement.

L'Association Bureaux-Provinces offre aux chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau régime des aides et les capacités d'accueil des régions. Elle leur apporte une assistance technique.

En un mot elle les aide à réussir leur décentralisation. Une très bonne opération, tous comptes faits.

**ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES**  
Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75006 PARIS 522.86.20

ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE  
DES DOUKKALA

BUREAU DES MARCHÉS - EL-JADIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT  
N° 41/76 DU 15 JUIN 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala compte équiper, dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole du périmètre bas-service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs 20, 22 et 23 du casier de Zemama d'une superficie de 11.800 ha. Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêts internationaux.

Le présent appel d'offres concerne la fourniture et la pose du matériel de pompage et l'équipement électrique de trois stations de pompage, soit :

6 pompes de 720 l/s, 11 pompes de 340 l/s, le matériel électrique et de ventilation.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala recevra jusqu'au 15 juin 1976 à 12 heures les offres de prix correspondantes.

Le cautionnement provisoire est fixé à 1,5 % du montant de la soumission.

Le cahier des charges est à retirer auprès de l'O.R.M.V.A.D. à El-Jadida (Bureau des Marchés) à compter du 15 avril 1976 contre versement de la somme de 200 DH (deux cents Dirhams).

Le pli, accompagné des références techniques et administratives, devra parvenir au siège de la Direction de l'O.R.M.V.A.D., Charif El Jamia El Arabia à El-Jadida, avant le 15 juin 1976 à 12 heures.

Deux ouvrages indispensables pour ceux qui cherchent un emploi...

**à la recherche d'un nouvel emploi**

**Comment trouver votre premier emploi ?**

HACHETTE

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
DE LA RÉGION PARISIENNE

PAIEMENT EN AVRIL 1976  
DES PRESTATIONS  
DU MOIS DE MARS 1976

A la suite d'arrêts de travail de certaines catégories de personnel, la C.A.F.R.P., 18, rue Viola, Paris (15<sup>e</sup>), a cependant pu faire parvenir, en avril 1976, à la grande majorité des familles allocataires, un montant de prestations équivalent à celui qui leur avait été adressé au cours du mois de mars 1976.

Dès la reprise d'activité normale, tout a été mis en œuvre pour payer les familles qui n'ont pu bénéficier de cette mesure, régulariser les comptes et faire parvenir un complément à celles dont les droits au titre du mois de mars 1976 étaient plus élevés qu'au titre du mois de février 1976.

Ces dispositions concernent également les personnes âgées, les personnes infirmes et les jeunes travailleurs bénéficiaires de l'allocation de logement à caractère social.

Aussi, la C.A.F.R.P. conseille-t-elle aux allocataires de ne pas se déplacer à ses guichets et les prie de bien vouloir l'excuser pour le décalage qu'ils ont eu à subir dans les paiements.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA PUBLICATION DU PROJET

### LE NOYAU DUR DU DISPOSITIF

## Les vingt-cinq programmes d'actions prioritaires

Le projet de VII<sup>e</sup> Plan est plus qu'un catalogue de bonnes intentions. Le gouvernement parait-il qu'un certain nombre de programmes seront réalisés — quoi qu'il arrive — pour lesquels sont jugés indispensables. Les dépenses qu'ils entraîneront font l'objet du livre II du projet de VII<sup>e</sup> Plan, intitulé : « Programmes d'actions prioritaires ».

Ces priorités sont la nouveauté du VII<sup>e</sup> Plan et, en tous les cas, le seul « noyau dur » du projet qui sera soumis en juin au Parlement. L'idée est double : depuis quinze ans la planification en France a peu à peu perdu de son prestige et sa crédibilité parce que les objectifs qui dépendent spécifiquement de l'Etat (des équipements collectifs) n'ont pas été atteints, alors que dans le département en grande partie du secteur privé l'ont été (taux de croissance, investissements, etc.).

1) **INDUSTRIALISER LA CONSTRUCTION.** Objectifs : pouvoir utiliser les éléments standardisés (20 % en 1980 du chiffre d'affaires de la profession) ; amélioration du rapport qualité-prix. Coût global : 130 milliards de francs d'ici à 1980 (francs de valeur constante 1975).

2) **DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.** Objectifs : encourager la création de P.M.E., favoriser leur développement, aider leur adaptation (assistance technique). Coût global : 810 millions de francs en cinq ans.

### Doubler le nombre des lignes téléphoniques

3) **AMÉLIORATION DE L'EQUIPEMENT TELEPHONIQUE DU PAYS.** Objectif : réduire le délai de raccordement téléphonique de un à trois mois.

4) **UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA FAMILLE.** Trois objectifs : rendre la société plus accueillante à la mère et à l'enfant, permettre aux familles qui le veulent d'avoir un plus grand nombre d'enfants, notamment par une politique du logement tenant mieux compte de leurs besoins et par le développement des services collectifs, donner aux parents la possibilité de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale et permettre ainsi le libre choix pour la mère d'exercer ou non une activité professionnelle. Coût global : 1 milliard de francs.

5) **FAVORISER LE MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGÉES.** Deux objectifs : mettre en 1980 à la disposition d'environ deux cent cinquante mille personnes âgées un ensemble de services de proximité qui évitera à la moitié d'entre elles environ un placement en établissement, permettre à environ un million de personnes âgées (sur un total de l'ordre de sept millions de soixante-cinq ans et plus en 1980) de bénéficier de l'un au moins des services ainsi créés. Coût global : 480 millions de francs.

6) **DEVELOPPER LA PREVENTION ET L'ACTION SOCIALE VOLONTAIRE** (délinquance, insécurité). Coût : 4 milliards de francs.

7) **FACILITER L'ACCÈS À LA JUSTICE** et notamment mieux indemniser les victimes de la délinquance. Coût global : 837 millions de francs.

8) **DONNER UN RÔLE ACCRUE AUX CONSOMMATEURS** (1,9 milliard de francs).

9) **HUMANISER LES HÔPITAUX.** Deux objectifs : supprimer la quasi-totalité des chambres de plus de quatre lits d'ici à la fin du VII<sup>e</sup> Plan ; continuer à accroître régulièrement les effectifs de personnel infirmiers au cours du VII<sup>e</sup> Plan. Coût : 2,7 milliards de francs.

10) **REINFORCER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE.** L'objectif de ce programme est de maintenir le nombre des accidents à un niveau inférieur à celui de 1975 (soit 13 200 tués et 350 000 blessés) malgré l'augmentation de la circulation. Coût : 1,04 milliard de francs.

11) **MIEUX VIVRE EN VILLE.** Le but visé est d'une part, de faire des cinq villes nouvelles de la région parisienne et des quatre villes nouvelles de province des villes vivantes, de dimension raisonnable et pouvant assurer elles-mêmes leur avenir. Il s'agit de Cergy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart et Saint-Quentin-en-Yvelines en région parisienne, L'Isle d'Abeau, L'Isle-est, les rives de l'étang de Berre et Le Vaudreuil en province. Coût : 2,5 milliards de francs.

12) **AMÉLIORATION DU LOGEMENT ET DES SERVICES COLLECTIFS.** Le programme prévoit notamment l'acquisition — pour les restaurer à des fins sociales — de 15 000 logements privés anciens et l'acquisition de 180 000 logements anciens (120 000 privés, 60 000 publics). Coût global : 7,5 milliards de francs.

Un troisième objectif est d'augmenter le nombre des déplacements effectués dans les transports collectifs urbains de 15 % en région parisienne et de 80 % en moyenne dans les agglomérations de province pendant le VII<sup>e</sup> Plan (subventions pour les métros de Lille, Lyon, Marseille...). Coût global : 2,7 milliards de francs.

13) **DÉFENSE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL** (859 millions de francs).

14) **VALORISATION DES ZONES RURALES.** Le but visé est notamment d'améliorer le confort de l'habitat rural et de mieux protéger les sites et les paysages (2,9 milliards de francs).

15) **DÉFENSE DU PATRIMOINE NATUREL.** Les objectifs sont notamment de lutter contre les nuisances, de développer le tourisme social sur le littoral, de protéger le patrimoine naturel... (331,5 millions de francs).

16) **REINFORCEMENT DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE DU PAYS.** Quatre objectifs : renforcer le potentiel de recherche — notamment en recherche de base — et réorienter la recherche, compte tenu des objectifs prioritaires du développement national ; faire en sorte que les résultats de la recherche soient mieux exploités à la fois par les entreprises et par les services publics ; améliorer la coopération entre les différents centres de recherche publics et privés ; entre disciplines différentes ; développer la collaboration scientifique internationale et les recherches menées en coopération avec les pays en voie de développement.

Coût global : 10,5 milliards de francs.

(1) Les programmes d'actions prioritaires ont été établis sur l'hypothèse d'une croissance des dépenses civiles du budget de l'Etat de l'ordre de 4 % par an (en volume).

### M. Ripert : pour tenir nos objectifs les rémunérations devraient évoluer de manière mieux ordonnée

« Il demeure important de recueillir l'opinion des uns et des autres avant de décider », a déclaré M. Jean Ripert, commissaire au Plan, en présentant à la presse le 21 avril le projet du VII<sup>e</sup> Plan. Ce document, « A-t-il ajouté, ne prétend énumérer tout ce qui est important, mais recenser les points » sur lesquels il est nécessaire d'agir.

« Le Plan cherche avant tout à être un programme d'action adapté à nos structures économiques et sociales, à nos intérêts et à nos comportements », a souligné M. Ripert. Retrouver le chemin de la croissance ne suffit pas, à restaurer le plein emploi, il faut, selon le commissaire au Plan, adapter les emplois aux travailleurs, à leur niveau culturel, à leurs aspirations (...).

« Les adaptations sont à ceux qui sortent de l'appareil de formation. La contradiction entre le niveau de formation et la nature des emplois est un des problèmes les plus graves des sociétés industrielles, quelles qu'elles soient. »

A propos de l'inflation, M. Ripert a déclaré que face à la multiplicité des causes « qui s'enchangent », il fallait ne pas commettre l'erreur de n'appliquer qu'une sorte de remède.

« Il faut, a-t-il déclaré, porter davantage d'attention en France à la concurrence. » Evoquant, par ailleurs, les « inquiétudes » liées au niveau des prix et des rémunérations, M. Ripert a indiqué qu'en l'absence d'une politique des revenus il fallait « élargir et approfondir le champ des conventions collectives... Le Plan s'en remet aux partenaires sociaux pour une progression mieux ordonnée à nos possibilités réelles de rémunération. Sinon il faudrait ou bien renoncer aux objectifs ou bien recourir à des mesures brutales. »

Enfin, le Plan s'efforce d'établir une cohérence entre l'économique et le social. « Il faut consacrer plus de moyens à la chose publique, aux transports, aux équipements collectifs... »

Quant au financement, « on ne peut exiger que pour faire face à la dette, prévoir un léger accroissement des prélèvements obligatoires par rapport au revenu national ». Reconnaisant en conclusion que certains des travaux étaient « insuffisants », que sur des sujets importants des analyses plus poussées étaient nécessaires, M. Ripert a souligné que « le travail de planification devait conserver une certaine permanence ».

### NELLE DES JEUNES

En permettant notamment aux jeunes de sortir du système éducatif sans diplôme et sans qualification de suivre un cycle de formation leur donnant une qualification professionnelle ou d'acquiescer une formation tout en occupant un premier emploi, (coût : 1,15 milliard de francs).

### Durée et conditions de travail

12) **TRANSFORMATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL.** Quatre objectifs : réduire la durée du travail, en priorité pour les personnes occupées aux travaux les plus pénibles et pour celles qui connaissent encore les temps de travail les plus élevés ; accroître les possibilités de promotion des travailleurs manuels ; renforcer les moyens de l'inspection du travail ; améliorer les conditions de travail (notamment par voie de conventions entre l'Etat et les secteurs professionnels) ; mener des actions particulières dans certains secteurs, notamment le tri postal. Coût global : 6,2 milliards de francs en cinq ans (2,86 la charge du budget de l'Etat, 3,33 milliards de francs à la charge du budget annexe des Postes et télécommunications).

13) **ASSURER L'ÉGALITÉ DES CHANCES PAR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE.** Trois objectifs : scolariser en 1980 dans l'enseignement pré-élémentaire 45 % des enfants de deux ans et plus de 90 % des enfants de trois ans ; réduire les disparités liées aux situations géographiques, abaisser à trente-cinq élèves le nombre maximum d'élèves des classes maternelles et des classes enfantines. Coût global pour la durée du VII<sup>e</sup> Plan : 20,5 milliards de francs.

et demi en 1980 ; élever au niveau national la qualité du service ; élargissement, décalé de temps, de l'offre de tonalité, efficacité. « Le nombre de lignes principales passera de 7 millions fin 1975 à 12,5 millions en 1980 et à 15,5 millions en 1982. » Coût global de ce PAP : 92,7 milliards de francs.

15) **DÉSENCLAVER L'OUEST, LE SUD-OUEST ET LE MASSIF CENTRAL.** Objectif : améliorer les moyens de transports dans tout l'ouest de la France en modernisant les grands axes transversaux et en raccordant mieux les métropoles régionales aux réseaux nationaux routiers ou ferroviaires. Ce programme d'action prioritaire comprend notamment la construction d'environ 1 800 kilomètres d'autoroutes. Coût global : 5,8 milliards de francs.

La liaison Rhin-Rhône

6) **LIAISON FLUVIALE-MER DU NORD-MEDITERRANEE.** Deux objectifs : développer la navigation à grand gabarit sur le Rhône et la Saône en achevant, au cours du VII<sup>e</sup> Plan, les travaux d'aménagement en cours ; engager le franchissement du seuil de Bourgogne par le canal de la Saône au Rhin. Coût global : 1,85 milliard de francs (taux de 1,5 milliard de francs auxquels s'ajoutent les participations des collectivités et des établissements publics intéressés).

7) **ACCÉLÉRER LA DÉPARTEMENTALISATION ECONOMIQUE DES DOM (départements d'outre-mer).** Deux objectifs : accroître, diversifier et régulariser les productions agricoles ; ser les productions agricoles. 1,34 milliard de francs.

8) **REDUCTION DE LA DÉPENDANCE EN ENERGIE ET MATIERES PREMIERES.**



سكنا في الامم

SOCIAL  
DU PROJET  
prioritaire

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## DE VII<sup>e</sup> PLAN (1976-1980)

### Derrière de bonnes intentions...

(Suite de la première page.)

Des usines installées à la campagne, ce serait la possibilité pour beaucoup de quitter Paris ou les grandes villes. Autre vérité : « Trop de Français n'ont pas de chez soi. Ils sont dépourvus d'attachement profond avec une maison qu'ils posséderaient en propre, un pays qui soit le leur... » Ou encore : « L'éventail des revenus demeure plus ouvert en France que dans d'autres pays d'industrie avancée. (...) La politique de réduction des inégalités préservera la situation des classes moyennes et des cadres dans leur grande majorité, pour concentrer ses efforts sur le haut et le bas de la pyramide des revenus. »

On pourrait multiplier les exemples. Le passage au commissariat au Plan de M. Michel Albert — co-auteur du livre *Les Vaches maigres* — explique en partie ce changement de style : plus concret, plus ouvert sur la vie, plus réaliste. Ni l'analyse, aussi bonne soit-elle — certains d'ailleurs la contestent — ni le style ne peuvent faire oublier les graves lacunes du document. Tout ou presque est dit, par exemple, sur les dangers de l'inflation qui mine l'emploi, le niveau de vie et le pays lui-même. On constate au suffrage pas. On attend des mesures énergiques. « Le gouvernement ayant choisi la forme », est-il d'ailleurs dit dans l'introduction. Mais rien n'arrive.

Pour freiner la hausse des prix, le pouvoir compte sur la concurrence. Est-ce sérieux, quand on sait que les risques de dérapage sont immédiats et qu'une action en profondeur contre les ententes et les positions dominantes — et Dieu sait si elles sont nombreuses en France — ne produirait pas d'effet avant des années ? Rien n'est dit non plus sur la loi Royer — qui, en freinant la création de supermarchés, a permis à de nombreux commerçants d'arrondir leurs marges. C'est tout juste si une allusion est faite à des mesures qui pourraient limiter à ce qui est nécessaire les restrictions apportées à la liberté d'exercice de certaines professions. Il aurait fallu dire plus clairement que se trouve visé ; seraient-ce les pharmaciens ?

Autre exemple, plus inquiétant encore. On sait depuis belle lurette que le prix des sels est gravement renchéri par la spéculation. Ce problème essentiel est abordé en quelques lignes seulement. On croit rêver.

Depuis des mois, toutes les déclarations gouvernementales convergent sur un point : les revenus nominaux augmentent beaucoup trop vite en France, et de façon désordonnée. D'où perte de compétitivité de nos produits sur les marchés étrangers

concurrents. Le VII<sup>e</sup> Plan — celui de la « forme » — sera-t-il celui d'une politique des revenus ? Évidemment non : chacun est convaincu de sa nécessité, mais, comme tous sont perçus de l'hostilité des syndicats, les choses en restent là. On n'a même pas repris l'idée émise dans le rapport de la commission du financement du Plan (*Le Monde* du 20 avril) de la création de centres régionaux et professionnels d'observation de la productivité, des prix et des revenus, qui seraient gérés conjointement et auraient joué le rôle de médiateurs lors du renouvellement des conventions collectives. Tout au plus apprend-on, pour les revenus nominaux, que des études détaillées seront menées et des mesures appropriées prises pour réduire les écarts. Quelles mesures ? On ne sait. Pour les revenus réels, le gouvernement favorisera « une extension du champ et un élargissement du contenu des conventions collectives ». C'est à peu près tout.

On pourrait multiplier les exemples : les bonnes idées émises en matière de politique industrielle, notamment l'encouragement de l'artisanat et des petites entreprises — fontelles, même rassemblées, une politique industrielle ?

Les programmes d'actions prioritaires — heureuse innovation — garantissent que l'Etat agira, quel qu'il arrive, pour améliorer les conditions de vie ou d'enseignement, réduire les inégalités, doubler le nombre de lignes téléphoniques... Mais les sommes mises en jeu sont trop minces pour qu'on puisse en espérer un changement appréciable du genre de vie des Français, du style de notre croissance, de l'injustice sociale.

Le risque d'échec est évident. En omettant de proposer des politiques nouvelles et courageuses pour tenter de résoudre les problèmes essentiels posés aux Français (évolution des prix, des revenus, du niveau de vie...), le gouvernement risque de cruelles déceptions. Pourquoi les industriels, les grossistes, les commerçants, les salariés accepteraient-ils spontanément de voir s'aggraver — même pendant un an ou deux — leurs revenus ? Pourquoi les particuliers renonceraient-ils à vendre le plus cher possible un terrain à bâtir ? Pour bonne volonté ? Ou du mal à croire que l'intérêt général va brusquement s'imposer à chacun, dans une France soudain réconciliée et unie, pour faire face aux dangers qui menacent.

Cette vision n'est évidemment pas celle du gouvernement. L'explication est ailleurs : on n'a pas voulu aborder certains problèmes, faute de l'existence d'un consensus minimum dans un pays politiquement très

divisé. Ce qui manque peut-être le plus, ce sont finalement des choix nets, une politique clairement définie, une volonté crédible de les appliquer. Ce n'est pas l'exemple malheureux du vote de plus en plus réduit sur les plus-values qui incitera les Français à se ressaisir.

ALAIN VERNHOLLE.

### M. GISCARD D'ESTAING INSISTE SUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

« Le temps n'est plus où nos compatriotes risquaient de se perdre dans la planification en y cherchant, soit une infatigable prédiction de l'avenir, soit une illusion moyenne de développement économique par la contrainte... »

« Le rôle du Plan, consiste en premier lieu à définir la ligne de marche de la France jusqu'à la fin de 1980, c'est-à-dire d'établir dans la préface du Plan... »

« Préférer cet axe est d'autant plus important que sans cela, dans un environnement international troublé, le seul risque, au fil des années, est de perdre de vue les objectifs de l'emploi, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la mobilité, de la conversion des travailleurs vers les secteurs les plus productifs... »

« Pour atteindre le premier objectif, M. Giscard d'Estaing a annoncé, le financement par l'Etat de conventions d'adaptation au premier emploi. En outre, un projet de loi, adopté en conseil des ministres, permettra aux entreprises de financer des actions de formation de leurs cadres et de leur personnel... »

« Le président de la République ajoute, en ce qui concerne l'emploi : « L'accroissement du nombre des emplois industriels et tertiaires sera lié à leur amélioration... la qualité des emplois en fera la quantité. L'action sur l'ensemble des conditions de vie au travail sera l'une des plus significatives du VII<sup>e</sup> Plan. Elle ne saurait plus être limitée à la contribution à la réduction des inégalités, à l'amélioration de la qualité de la vie, notamment pour les travailleurs manuels, ainsi qu'à une plus juste répartition des responsabilités... »

## ÉNERGIE

### La réunion de l'OPEP

(Suite de la première page.)

Les deux à la fois, probablement. La NIOC (National Iranian Oil Company) vient d'engager de durs négociations avec les compagnies pétrolières internationales groupées au sein de l'ex-consortium (British Petroleum, 40 % ; Royal Dutch - Shell, 14 % ; Exxon, Gulf, Texaco, Mobil, Standard Oil of California (7 % chacun) ; la Compagnie française des pétroles (8 %) et le groupe IRI-CON, formé par six autres compagnies américaines (15 %).

Pour l'Iran, cette négociation est importante. Téhéran reproche aux compagnies d'avoir réduit

leurs enlèvements de pétrole iranien, ce qui s'est traduit par un recul des revenus pétroliers iraniens de 3 milliards de dollars environ par rapport aux prévisions (18 milliards de dollars au lieu de 21). Selon certaines informations, l'Iran demanderait aux compagnies de s'engager à enlever une quantité minimum de pétrole afin de lui garantir des revenus sûrs. La concurrence sauvage qui s'est développée ces derniers mois au sein de l'OPEP — l'Iran a souvent été attaqué — ne lui facilite pas la tâche.

Enfin, il est possible que la puissance réaffirmée de l'Arabie

Saoudite inquiète non seulement l'Iran, mais aussi d'autres Etats producteurs de pétrole. En ce sens, l'accord signé en mars aux Etats-Unis entre M. Yamani et quatre compagnies pétrolières, prévoyant la prise en main totale de l'ARAMCO par le gouvernement saoudien, a été l'événement le plus important de ces derniers mois dans le monde pétrolier.

Cette alliance de fait entre Ryad et les quatre grandes compagnies américaines (qui bénéficieront aux termes de l'accord de conditions avantageuses pour l'enlèvement du brut) est de nature à bouleverser bien des données. La production saoudienne a fait un bond en avant très important ces dernières semaines. Bien que la reprise économique mondiale permette d'envisager une remontée de la consommation pétrolière, il ne fait guère de doute que l'ARAMCO peut orienter le marché. De quoi inquiéter ses partenaires qui ne trouvent pas toujours preneurs pour leur pétrole.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

## FORMATION CONTINUE

### Le gouvernement veut étendre les actions en faveur de l'emploi et redonner vigueur à l'apprentissage

« Il convient de mettre le système existant de formation continue, plus que par le passé, au service de la politique de l'emploi », a déclaré, mercredi 21 avril, M. Jean Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la formation professionnelle. M. Giscard d'Estaing a souligné la nécessité de faire une communication sur ce sujet au conseil des ministres, a expliqué que « la politique de formation professionnelle a un rôle à jouer pour accompagner et soutenir la reprise économique qui se confirme ».

Deux objectifs prioritaires, a-t-il ajouté, ont été retenus par le gouvernement : « Mettre les jeunes en état d'occuper les emplois qui suscitent la reprise ; assurer la mobilité et la conversion des travailleurs vers les secteurs les plus productifs... »

Pour atteindre le premier objectif, M. Giscard d'Estaing a annoncé, le financement par l'Etat de conventions d'adaptation au premier emploi. En outre, un projet de loi, adopté en conseil des ministres, permettra aux entreprises de financer des actions de formation de leurs cadres et de leur personnel... »

Le secrétaire d'Etat a indiqué en outre que le gouvernement était prêt, en matière de résultat des négociations entreprises entre le C.N.P.F. et les syndicats dans le domaine du congé de formation, à prendre à sa charge les frais de formation pour les stages de longue durée.

1976, mais les modalités d'utilisation de cette somme sont élargies au-delà des seuls salariés de l'entreprise. M. Giscard d'Estaing a justifié cette mesure, critiquée par ailleurs par la C.G.T. et la C.F.D.T., en expliquant que le gouvernement n'entendait pas allouer les charges sociales des entreprises au moment où la reprise se manifeste.

Enfin, pour favoriser l'emploi des jeunes, M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il était chargé de préparer pour un prochain conseil des ministres des propositions nouvelles afin de « redonner vigueur à l'apprentissage ». Mais un projet de loi adopté par le gouvernement mercredi vise à repousser de deux ans le terme de la mise en place des nouveaux centres de formation d'apprentis (C.F.A.) qui, selon les dispositions de la loi de 1971, devaient, dès juillet 1976, être installés dans chaque département.

Pour atteindre le deuxième objectif — mobilité et conversion des travailleurs — M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il préparait une « rénovation des cours de promotion sociale », des simplifications de la typologie des stages, des conditions de rémunération des stagiaires et des procédures administratives.

● LE CHOMAGE AU CANADA a légèrement diminué, passant de 7 % de la population active en février à 6 % en mars. Le nombre de chômeurs est revenu de 800 000 en janvier et février à 739 000 en mars. Seules trois provinces ont vu baisser le chômage : le Québec, la Colombie-Britannique et le Saskatchewan — enregistrant une amélioration. Les observateurs estiment que, au cours des mois prochains, la situation de l'emploi se détériorera en raison du ralentissement d'activité que les mesures du plan fédéral contre l'inflation (contrôle des prix et des salaires) et la cherté du crédit vont inévitablement entraîner.

(Publié)

### Les Patrons aussi, veulent le changement

Au moment où une certaine reprise se manifeste, les chefs d'entreprise préfèrent qu'on ne les laisse faire leur travail, et assumer eux-mêmes les changements qu'ils jugent nécessaires.

D'ailleurs, n'ont-ils pas appliqué de profonds changements eux-mêmes depuis des années : comptabilité et administration sur ordinateur, changement constant des produits, actions nouvelles vers l'exportation, etc.

En publicité, aussi, tous les chefs d'entreprise que nous rencontrons veulent le changement et ils ont raison. Ils veulent le changement pour éviter le gaspillage à tous les niveaux, et les « belles maquettes », qui font souvent plaisir à leurs publicitaires, ne leur suffisent plus.

Recherche d'efficacité directe

Les chefs d'entreprise ne veulent plus se laisser abuser par des mots, il leur faut des résultats concrets. Dans ce but, nous avons mis au point des méthodes particulières. Nous ne tenons pas de grandes déclarations sur ces méthodes qui ont permis de gonfler les carnets de commandes de nos clients de façon mesurable et importante.

Nous citerons seulement quelques exemples choisis parmi nos clients.

Dans un secteur en récession de l'alimentation, notre client a été le seul producteur à augmenter ses ventes en quantité (+ 8 %) grâce à une action publicitaire et promotionnelle, dont les résultats spectaculaires ont été mesurés précisément.

En bonneterie, avec un budget publicitaire passé progressivement de 200 000 à 1 200 000 F, le chiffre d'affaires de notre client est passé de 7 à 54 millions de Francs en 8 ans.

En papeterie, la vente d'un produit gagnait depuis deux ans. Les actions publicitaires et promotionnelles que nous avons appliquées l'an passé avec notre client ont amené le doublement des ventes en quantité.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres exemples concernant des budgets de 400 000 à 2 millions de Francs dans d'autres branches professionnelles, telles que l'équipement ménager, la parfumerie, les cadeaux, les produits d'entretien, les biens industriels, etc.

Si vous souhaitez la recherche d'efficacité en publicité et éviter les différentes formes de gaspillage, demandez-nous, sans engagement, de vous détailler une expérience vécue dans votre branche. Pour cela, précisez bien votre activité sur le bulletin ci-dessous :

Je souhaiterais recevoir, sans engagement, des précisions sur des expériences concernant ma branche professionnelle.

N. ....

Titre .....

Et .....

Activité .....

Adresse .....

..... Tél. ....

MeP - Marketing et Publicité  
Philippe ABRU  
9 avenue Maignon 75008 Paris  
Téléphone : 258.70.70

## LES GRANDS THÈMES DU RAPPORT

### • Sans réduction des inégalités, pas de croissance économique durable

Le rapport du VII<sup>e</sup> Plan s'ouvre par la réaffirmation que notre pays peut et doit continuer à se développer.

Quelles leçons faut-il tirer de la crise ? Tout d'abord, estime le rapport, la nécessité de valider l'inflation et pour cela de mener une politique volontariste : « La part croissante des dépenses extérieures dans l'activité nationale et l'insuffisance des investissements d'énergie et de matières premières directement contrôlées expliquent la vulnérabilité d'un pays comme le nôtre. Mais l'expérience montre que cette vulnérabilité peut être surmontée. Deux types de politiques s'opposent : les premières tolèrent l'inflation dans l'espoir de provoquer la croissance ; elles perdent ainsi les deux tableaux, allant parfois jusqu'au bord de la catastrophe. Les secondes peuvent paraître sacrifier l'expansion à la monnaie ; au final, elles favorisent l'une en affermissant l'autre. Le gouvernement est convaincu que la probabilité de réussir dépend moins des aléas que nous rencontrons que de notre volonté de les surmonter. Pour sa part, il a donc choisi la voie de la fermeté. »

« La fermeté des politiques économiques et financières est d'autant plus nécessaire que le sous-emploi risque, dans une certaine mesure, de surcroire à la crise (...). poursuit le rapport. A côté d'un nombre limité de postes hautement qualifiés, l'industrie et même le secteur tertiaire ont tendance à proposer une proportion élevée, sinon accrue, d'emplois basalisés constitués de tâches répétitives et parcellaires, qu'une certaine mesure de qualification peut tenir. Au contraire, du côté de la demande, l'élévation du niveau de culture générale et de connaissances des jeunes trouve sa justification dans un relèvement de la qualité des tâches à remplir... »

Sans doute la croissance va-t-elle reprendre à « vitesse normale » comprise entre 5,5 et 6 % l'an en moyenne (croissance exprimée en production intérieure brute). Mais des efforts importants devront être faits pour « maîtriser la dépense publique et nous ne

pourrions pas être contraints à une forte augmentation des prélèvements obligatoires ».

Autre risque, autre impératif : l'inflation et la nécessité de la combattre. « En matière de lutte contre l'inflation (...), des résultats substantiels ont été obtenus depuis deux ans, mais le gouvernement ne peut s'en satisfaire. La lutte contre l'inflation doit être poursuivie avec la même détermination. L'objectif d'accroissement des ressources économiques doit donc être maintenu. Mais il ne saurait désormais se réaliser isolément. Il faut le coupler à l'objectif de qualité. La croissance ne peut plus être forte qu'à la condition de devenir sensiblement plus agréable... »

Quelles pourraient être les nouvelles bases d'un consensus national ? « Toute société a ses dissensions. Mais son principe est de les tolérer, au force de les accepter. Le consentement à vivre ensemble se passe, heureusement, d'unanimité philosophique ou politique... »

Les Français se sentent-ils trop peu attachés au milieu dans lequel ils vivent ? « Trop de Français n'ont pas de chez soi. Ils sont dépourvus d'attachement profond avec une maison qu'ils posséderaient en propre, un pays qui soit le leur, des lieux de affection. C'est à ces tâches qu'il faut, au premier chef, attacher l'insuffisance du consentement social... »

L'aménagement du territoire a un rôle important à jouer : « Son objectif est de satisfaire progressivement les aspirations des Français, non plus seulement comme producteurs et consommateurs, mais aussi en qualité d'habitants... »

« Il convient de limiter la dimension de nouvelles unités de production, aussi bien dans le tertiaire (services) que dans le secondaire (industrie). Ainsi, les activités en expansion pourraient sans inconvénient s'établir dans des zones rurales (...). En outre, cette politique d'aménagement s'impose

pour favoriser le plein emploi des Français et permettre l'arrêt de l'immigration nette... »

La façon de se loger est primordiale : « D'importantes progrès ont été réalisés... pendant le VII<sup>e</sup> Plan, en matière de qualité des logements neufs et surtout des logements existants... »

« Le bonhomme ne dépend pas seulement de la quantité de biens produits et consommés, mais aussi de la qualité des relations entre les hommes (...). Il faut orienter vers une société tout ensemble moins matérialiste, plus différenciée et plus solidaire. L'essentiel des revenus demeure plus ouvert en France que dans d'autres pays d'industrie avancée. (...) profit de l'initiative personnelle n'est évidemment pas exclu, mais il doit constituer la contrepartie du risque encouru et du service rendu à la collectivité (...). La politique de réduction des inégalités préservera la situation des classes moyennes et des cadres dans leur grande majorité pour concentrer ses efforts sur le haut et le bas de la pyramide des revenus... »

Le projet du VII<sup>e</sup> Plan demande en fiscalité une réduction de la durée du travail pour ceux dont les tâches sont les plus pénibles et annonce « un nouvel avenir pour les activités artisanales... »

Depuis la crise, les revenus des Français ont globalement continué d'augmenter alors que la production nationale baissait. Aussi importe-t-il « pendant la première phase du VII<sup>e</sup> Plan, c'est-à-dire jusqu'en 1978, semble-t-il, que le rythme de progression des revenus soit plus différent de celui de la hausse attendue des prix, pour l'ensemble de la population, à l'exception des catégories les plus défavorisées... »

Après avoir réaffirmé son respect pour « le principe de libres négociations des rémunérations », le projet affirme : « A condition que les délégués syndicaux aient été réservés, la consommation par tête pourra, compte tenu de la croissance prévue, progresser en rythme de l'ordre de 3 % en moyenne par an, soit un doublement en moins de vingt-cinq ans... »



## Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :	La Journée + le km
FIAT 127 RENAULT 5 TL	39,60 0,30
PEUGEOT 104 GL SIMCA 1100 ES	40,80 0,36
FIAT 131 S - SIMCA 1307 S RENAULT 12 Break	46,80 0,39
FIAT 132 GLS Bie Aut. et Radio PEUGEOT 504 GL en Cade	50,40 0,45

prix T.T.C.

★ Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour 2 journées.

12 - 205, Rue de Bercy 346.11.50 • 18 - 102, Rue Ordener 076.32.90  
12 - 108, Bd Diderot 626.27.50 • 11 - 82, Bd Voltaire 355.39.17  
ET 60 AGENCES EN FRANCE



## 24 AVRIL AU 3 MAI 1976

# FOIRE INTERNATIONALE RENNES

PARC DES EXPOSITIONS  
de la Haie Gautrais

## Le pouvoir d'achat des agriculteurs a augmenté en moyenne de 3,6 % par an

La production industrielle n'a pas varié en février par rapport à janvier. L'indice provisoire — sans le bâtiment et les travaux publics — s'est établi à 119 (après correction des variations saisonnières). Il est en hausse de 1,7 % par rapport à décembre (117) et de 3,5 % par rapport à février 1973. Toutefois, l'indice est encore 18 points (soit 8 %) en dessous du point le plus haut atteint en juillet 1974.

L'ensemble des organisations agricoles a été unanime à souligner que le revenu agricole en 1976 serait au plus égal à celui de 1975, ce qui maintiendrait une dégradation qui dure depuis déjà trois ans.

**LA COMPAGNIE AMERICAINE  
INA ET LE GROUPE SUEZ PREN-  
NENT LE CONTROLE DE LA  
BANQUE BLYTH EASTMAN  
DILLON**

● **TRANSPORTS EN COMMUN A LYON.** — La grève des transports en commun lyonnais (T.C.L.) est entrée dans sa troisième semaine. Un vote à bulletin secret, organisé mercredi 21 avril, a montré que la majorité du personnel était pour la poursuite du mouvement. La direction des T.C.L. avait fait mardi des propositions portant sur les primes et les congés. Mais le personnel a estimé qu'une revendication fondamentale n'était pas satisfaisante : l'augmentation de 4,60 % des salaires. — (Corresp.)

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**  
**« INTERCONTINENTALE »**

M.M. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire à Bruxelles, à l'hôtel Astoria, le mardi 27 mai 1976, à 15 heures, pour approbation des comptes de l'exercice 1975 et nominations statutaires.

Les actions doivent être déposées chez tout agent de change ou dans la Banque de l'Assemblée à Paris : à la Direction générale de la compagnie, 40 rue de l'Arcade ; à la Société générale, 1 rue de la Harpe, le plus tardivement du commerce et de l'Industrie en France, 20, bd Baummaison ; à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 2, rue d'Amsterdam ; à la Caisse d'épargne et italienne pour l'Afrique du Sud, 12, rue Balzac ; au Crédit du Nord et Union paribas-Union européenne, 18, rue de Valenciennes ; dans les agences de ces banques et dans les agences en province.

Sous réserve de l'approbation des autorités administratives françaises et de celle du New York Stock Exchange, la Compagnie a été autorisée le 20 du mois de juillet de 1934 par l'Etat de New York de vendre par l'intermédiaire de Dillon aux côtés d'ATNA Corporation, qui portera assistance financière dans cette banque de 36 à 50 %.

La Compagnie ATNA Corporation, produit de la fusion, a été autorisée à émettre 100 % d'ATNA Corporation, et d'Essamin Dillon Union Securities, est l'une des dix premières institutions financières de New York. Les recettes brutes se sont élevées en 1934 à 120 millions de dollars. Elle possède un réservoir de 25 millions de dollars. Les placements et émissions destinés aux sociétés américaines ont été de 10 à 15 millions de dollars, tandis que les souscriptions en faveur des collectivités locales ont atteint 25 milliards de dollars.

La Compagnie ATNA Corporation est l'une des plus

[illegible]

Le dividende fixé à 3,40 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor de 6,70 F, sera payé à partir du lundi 16 mai aux guichets de la banque Louis Dreyfus contre remise des coupons suivants :

— Coupon n° 1, représentant les produits des obligations françaises non indexées donnant droit à l'abattement de 3 000 F par an et par déclarant, ainsi qu'à l'option pour le prélèvement libératoire de 25 % montant net 1,43 F (impôt déjà

En tenant compte des produits courants, le résultat global de l'exercit net de la société était évalué, au 31 mars 1978, à 319 004 000 francs. La valeur liquidative de chacune des actions de 100 francs de nominal, en date d'établissement, était de 333,50 francs.

Il est rappelé qu'il a été mis en distribution, le 30 septembre 1978, un dividende global de 22,90 francs par action auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,07 francs, soit un dividende global de 22,90 francs par action.

La répartition de l'exercit net, au 31 mars 1978, était la suivante :

obligations françaises,	25,84 % ;
obligations étrangères,	16,08 % ;
actions françaises,	50,02 % ;
actions étrangères,	8,06 % ;
autres éléments	0,02 % ;

soit un total de 100,02 %.

En tenant compte des produits	
roulants déjà existants	3 271 700
français) l'actif net de la société était	
évalué au 31 mars 1976 à 360 484 500	
et au 31 mars 1977 à 360 484 500	
de chaque année 1 522 710 actions en cir-	
culation à cette date ressortant ainsi	
à 240 660 francs après mise en pa-	
quet de 10 francs par action et	
réaouton un crédit d'impôt de 1.14	
pour l'impôt sur le revenu de la	
collecte de 11.16 francs pour l'exercice	
1975.	
La répartition de l'actif net au	
31 mars 1976 était la suivante :	
- obligations françaises	20 06 %
- actions étrangères	22 08 %
- obligations étrangères	1 37 %
- actions étrangères	54 49 %
- d'actif net	0 00 %

Le pli, accompagné des références techniques et administratives, devra parvenir au siège de la Direction de l'ORM.V.A.D., Chari El-Jamiaâ El-Arabia, El-Jadida, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1976 à 12 heures.

**M. GERARD, JOAILLIERS**

صِفَا مِنْ الْأَهْلِ

Pour louer une voiture au  
Sénégal, réservez chez

**europcar** 

645 21 25



## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
21 AVRIL

## Nouvelle hausse du napoléon

Le projet de taxation des plus-values écartant la pièce française de 20 francs, celle-ci enregistre, au nouveau, ce mercredi, une forte hausse de 970 francs à 250.10 francs, après un premier cours coté de 251 francs. Quinze mille pièces ont changé de mains contre vingt mille la veille. Le 15/10/1973 indexée sur le prix du napéon, la bien entendue pourvue au trognon. En revanche, le lingot a perdu 210 francs à 19.200 francs, et les autres pièces d'or se sont effritées.

Le volume global de transactions sur ce marché a atteint 12,32 millions de francs, contre 10,65 millions de francs.

Favorable au napléon, le projet de taxation des plus-values a, une nouvelle fois, pesé sur le marché des actions.

En cette veille de liquidation générale consacrée à la réponse des primes, les cotations ont été expédiées au pas de charge en raison de l'absence d'ordres.

Les valeurs françaises se sont effritées sur un large front, les plus fortes baisses étant enregistrées par Générale des eaux, Sagem, Application des gaz, Sids Rosignol, Maisons Phénix. Quelques hausses ont cependant été relevées : Métallurgique de Normandie, Chimique Roultère, Pétales BP, Cetelem, C.C.F. et Lo-

Inquiets, décus, les boursiers le sont sans doute. Autour de la corbeille, les commentateurs pessimistes sur l'avenir de la profession allaient bon train, quelques optimistes faisant toutefois remarquer que le projet de lazarion n'était qu'un projet et que son adoption par l'Assemblée nationale n'était pas certaine.

Aux valeurs étrangères, les américaines et les mines d'or ont été fermes. Aux allemandes, seul Siemens a progressé, les autres cédant du terrain.

<b>Taux du marché monétaire</b>	
Effets privés.....	7 9/16 %

**LONDRES**

**Effritement**

La nouvelle baisse de la livre rend le marché circospect. Ici, à l'ouverture, l'effritement est réglé à peu près générale dans les compartiments. Seuls les roles restent bien orientés. Alourissement des mines d'or.

	12/ 48	contre 12/ 85
CLÔTURE		
COORS		
VALEURS	21/4	22/4
Alcan 3 1/2 %...	27 5/8	27 5/8
Amoco	369 1/2	368 1/2
Arco Petroleum	94 1/2	94 1/2
BP	426 1/2	428 1/2
Exxon	181	191
Imperial Chemical	408	405
Marathon	154	157
Occidental	218 1/2	221 1/2
Shell	17 7/8	17 5/8
Torco Zinc Corp.	236	236
Valero	22 1/2	22 1/2

## NEW-YORK

[illegible]

**Nouvelle et forte hausse**  
Une nouvelle et forte hausse a été enregistrée mercredi à Wall Street où l'indice Dow Jones a gagné 56 points et s'est établi à son plus haut niveau de l'année (1 011,02).  
Le volume de transactions s'é

Le principal accélérateur du mouvement de hausse a été le net ralentissement de l'inflation durant le premier trimestre dont le taux (0,3 %), le plus faible observé depuis

rés de quatre ans. Autres facteurs encourageants : l'augmentation de 5,5 % des commandes de biens durables en mars et, naturellement, les résultats toujours très satisfaisants des entreprises pour les trois premiers mois de l'année.

Sur 1834 valeurs traitées, 895 ont monté, 576 ont baissé et 413 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports 12.89 (+ 1.38) ; services publics 11.77 (- 0.07).

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**MÉTAL.** — Bénéfice net pour : 38,22 millions de francs, après 17 millions de charges exceptionnelles liées, notamment, à l'acquisition des actions de Copperweld, contre 48,9 millions de francs en 1967 après 12,5 millions de francs d'amortissements et provisions. Dividende global de 4,95 francs contre

**ENARROYA.** — Perte de 12,57 millions de francs en 1975 contre un excédent de 32,09 millions de francs en 1974, après 29,71 millions de francs d'investissements et de provisions contre 182,8 millions de francs et

tre 182,8 millions de francs et millions de francs de plus-value cession d'actif. Un prêt de 74,62 millions résultant de la baisse des cours des métaux a été compensé une reprise de même montant la provision pour fluctuation des cours. Un dividende global de 3 francs contre 2,5 francs sera versé

**NAVIGATION MIXTE.** — Bénéfice de 22,04 millions de francs contre 22,04 millions de francs.

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

\_\_\_\_\_

VALUES	COUNTS	
	21/4	21/4
30	51 7/8	52 1/2
7	58 1/4	57 1/8
2	73 3/8	78 1/8
50 Manhattan Bank	94	98 1/8
Port of Montreal	151 1/2	163 1/4
Canada Bank	102 1/4	105 1/4
1	65 3/8	66 1/8
U	69 3/8	70 1/8
8	62 3/4	64 1/8
Bank Electric	62 3/4	64 1/8
Canada Pacific	62 3/4	64 1/8
Western Union	62 3/4	64 1/8
50	26 5/8	27 1/8
50	21 1/4	21 3/4
50	21 1/4	21 3/4
1	27 1/8	27 1/8
50	34 1/2	34 7/8
50	57 1/8	58 1/8
50	57 1/8	58 1/8
50	78 1/4	78 1/4
50	28 1/4	28 1/4
50	28 1/4	28 1/4
50	28 1/4	28 1/4
50	71 1/4	72 1/4
50	81 1/4	82 1/4
50	81 1/4	82 1/4
50	15 3/4	16 1/4
50	15 3/4	16 1/4

\_\_\_\_\_

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1975.)

	30 avril	21 avril
valeurs françaises	100 %	99 %

144 901

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	21/4	22/4
TIRES (COMPTES) ...	289 50	289 55

valeurs étrangères ..	108,4	109,4
-----------------------	-------	-------

C= DES AGENTS DE CHANGE			
(Base 100 : 29 déc. 1961.)			
Indice général ....	75,0	74,7	

## BOURSE DE PARIS - 21 AVRIL - COMPTANT

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus connaître l'ensemble des données pour le marché de Bourse.

[illegible]

« VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS PERMES SEULEMENT »

96	35 50	16 10	C. = offert; C. = coupon décaissé; C. = décaissé; C. = part décaissé. — L'arrêté = premier cours; C. n'est pas indiquée, il y a eu cotation unique, par suite dans la colonne « dernier cours ».		
97	36 50	204 00			
98	37 50	432			
99	65 90	65 30			
100	67 50	57 10			
101	120 10	120 10			
102	136 10	136 10			
103	135 10	135 10			
104	113 30	112			
105	77	77 65			
106	112 10	112			
107	172 10	172 10			
108	112 10	112 10			
109	115 10	114			
110	185 10	184 10			
111	250 10	250 10			
112	250 10	250 10			
113	250 10	250 10			
114	250 10	250 10			
115	250 10	250 10			
116	250 10	250 10			
117	250 10	250 10			
118	250 10	250 10			
119	250 10	250 10			
120	250 10	250 10			
121	250 10	250 10			
122	250 10	250 10			
123	250 10	250 10			
124	250 10	250 10			
125	250 10	250 10			
126	250 10	250 10			
127	250 10	250 10			
128	250 10	250 10			
129	250 10	250 10			
130	250 10	250 10			
131	250 10	250 10			
132	250 10	250 10			
133	250 10	250 10			
134	250 10	250 10			
135	250 10	250 10			
136	250 10	250 10			
137	250 10	250 10			
138	250 10	250 10			
139	250 10	250 10			
140	250 10	250 10			
141	250 10	250 10			
142	250 10	250 10			
143	250 10	250 10			
144	250 10	250 10			
145	250 10	250 10			
146	250 10	250 10			
147	250 10	250 10			
148	250 10	250 10			
149	250 10	250 10			
150	250 10	250 10			
151	250 10	250 10			
152	250 10	250 10			
153	250 10	250 10			
154	250 10	250 10			
155	250 10	250 10			
156	250 10	250 10			
157	250 10	250 10			
158	250 10	250 10			
159	250 10	250 10			
160	250 10	250 10			
161	250 10	250 10			
162	250 10	250 10			
163	250 10	250 10			
164	250 10	250 10			
165	250 10	250 10			
166	250 10	250 10			
167	250 10	250 10			
168	250 10	250 10			
169	250 10	250 10			
170	250 10	250 10			
171	250 10	250 10			
172	250 10	250 10			
173	250 10	250 10			
174	250 10	250 10			
175	250 10	250 10			
176	250 10	250 10			
177	250 10	250 10			
178	250 10	250 10			
179	250 10	250 10			
180	250 10	250 10			
181	250 10	250 10			
182	250 10	250 10			
183	250 10	250 10			
184	250 10	250 10			
185	250 10	250 10			
186	250 10	250 10			
187	250 10	250 10			
188	250 10	250 10			
189	250 10	250 10			
190	250 10	250 10			
191	250 10	250 10			
192	250 10	250 10			
193	250 10	250 10			
194	250 10	250 10			
195	250 10	250 10			
196	250 10	250 10			
197	250 10	250 10			
198	250 10	250 10			
199	250 10	250 10			
200	250 10	250 10			

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES  
— ETATS-UNIS : une nouvelle législation sur le financement électoral.
2. PROCHE-ORIENT  
— LIBAN : le président François se rendra de nouvelles conditions.
3. AFRIQUE  
— SAHARA OCCIDENTAL : l'armée marocaine a occupé le réduit de Guelta-Zemmour.
3. ASIE  
— ITALIE : POINT DE VUE : la P.C.I. entre la sagesse et la timidité, par Georges Sarre.
- 6 à 8. POLITIQUE  
— LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : les récentes expulsions de travailleurs immigrés provoquent un incident entre MM. Poincaré et Chevènement.
- 8-9. ARMÉE  
— LIBRES OPINIONS : « Avocat de la défense », par Yves Lancelin.
10. JUDICES  
— La semaine de la pensée marxiste : marxisme et liberté.
- 10 à 12. ÉDUCATION  
— L'agitation universitaire.
13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS  
— Les députés examinent le projet gouvernemental sur la protection de la nature.
14. JUSTICE  
— La catastrophe du 5-7 : le tribunal administratif de Grenoble reconnaît que les services de l'État ont manqué de coordination.
14. POLICE  
— Le congrès du syndicat des commandants et officiers de la police nationale.

### LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 15 à 22
- LE FEUILLETON, de B. Polrot-Delpech : « 50 ans de toute », de Claude Roy.
  - LITTÉRATURE ET CRITIQUE : instaurer sur Daniel Boulanger, Patrick Waldberg, les humeurs de Roger Thor, Jacques Bergier, Louis Pauwels.
  - DEBAT : Thomas Szasz, le psychiatre libertaire.
  - LE COURRIER DE L'HISTOIRE : la France racontée en six cent pages : le citoyen dans la Rome antique.
  - 23. SPORTS  
— FOOTBALL : le match Borussia-Münster sera rejoué sur terrain neutre.
  - 25 à 27. ARTS ET SPECTACLES  
— CINÉMA : la Dernière Femme, de Marco Ferreri.
  - 31 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE  
— IMMIGRÉS : dix organisations syndicales et politiques demandent audience au premier ministre à propos des expulsions d'étrangers.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (37)
- Actualités classées (28 à 30) : Aujourd'hui (24) ; Carnet (22) ; Journal officiel (23) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (24) ; Bourse (25).

**NICOLL**  
"le franglais" way of life.

Ce veston sport Harris Tweed, spécialement incontesté de NICOLL, illustre parfaitement le franglais en matière d'élégance vestimentaire.

Droit, poches plaquées il existe en plusieurs coloris de chevron, pied de poule, carreaux, unis ou Prince de Galles.

Vous le complétez d'un pantalon flanelle pure laine.

600 F et 300 F

**NICOLL**  
29 RUE TRONCHET/PARIS 8<sup>e</sup>

Le numéro du « Monde » daté 22 avril 1976 a été tiré à 573 599 exemplaires.

## En Inde

### Une opération de « rénovation urbaine » à Delhi et la campagne de stérilisation ont provoqué de graves incidents

De notre correspondant

New-Delhi. — Un communiqué officiel diffusé mercredi 21 avril confirme que de graves événements ont eu lieu lundi à la Vieille-Delhi (ainsi appelée par opposition aux quartiers de la capitale indienne construits récemment) dans un lot — celui de Turkman-Gate — habité surtout par des musulmans. Il s'agit des premiers incidents entraînant mort d'hommes dans la capitale depuis la proclamation de l'état d'urgence. La presse locale qui, comme les correspondants étrangers, ne peut pas faire librement état d'informations relatives à l'agitation et à la violence, a attendu la publication du communiqué pour rendre public un événement dont tout le monde parlait à New-Delhi depuis deux jours. (Le Monde daté 21 et 22 avril.)

Selon le communiqué « au cours d'une opération pour la démolition et constructions non autorisées », deux cents familles ont été invitées à vider les lieux. Quelques cinq cents personnes se sont alors rassemblées et « des menaces ont été faites des discours menaçants ». Après s'être rendu à la mosquée, ce groupe, devenu, entre temps, « une foule d'environ trois mille personnes », s'est dirigé vers une arène commerciale et a encerclé un poste de police. Rapidement, les forces de l'ordre « n'ont pas eu d'autre choix que d'ouvrir le feu ». Quatre personnes ont été tuées et onze autres sont hospitalisées, affirment les autorités. Le couvre-feu a été décrété pour cinq jours dans le quartier de la principale mosquée de la vieille ville.

Même avant la proclamation de l'état d'urgence, le gouvernement indiquait rarement le nombre réel des victimes après les interventions de police. Selon un témoignage sûr, mais non recoupé, il y aurait eu, en fait, trois cents morts.

Les opérations de « rénovation urbaine » suscitent depuis longtemps le mécontentement populaire, et pas seulement parmi les musulmans. Ces opérations visent

(Publié)

Textes instrumentaux : du nouveau

## 2 étonnantes calculatrices chez Duriez.

« RÉSOLVREZ telle, puis telle équation : comparez les racines ; voyez si... et si... posez-vous telle question : comment les résoudre ? »

Chez Duriez, spécialiste n° 1 des calculatrices, vous trouverez tout ce qu'il faut pour résoudre ces problèmes. Les Duriez, spécialistes n° 1 des calculatrices, vous trouverez tout ce qu'il faut pour résoudre ces problèmes. Les Duriez, spécialistes n° 1 des calculatrices, vous trouverez tout ce qu'il faut pour résoudre ces problèmes.

Exemple : Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

Textes instrumentaux : du nouveau

## Leader de la droite espagnole

### M. Antonio Giron aurait démissionné de la commission chargée de préparer les réformes

Madrid (A.F.P.). — La commission mixte gouvernement-conseil national, créée le 1<sup>er</sup> février pour étudier les projets de réforme constitutionnelle, a tenu le mercredi 21 avril sa dernière réunion. Selon des informations officielles recueillies mercredi, M. Giron aurait en fait présenté sa démission de la commission mixte, faisant ainsi éclater au grand jour les dissensions entre le gouvernement et les réformistes, et modifiant la composition du Conseil de réformes.

Toutefois, ces rumeurs ont été présentées, mercredi, comme « démenties » par le gouvernement. M. Giron aurait invoqué des raisons de santé pour justifier ses absences.

La réunion de mercredi était consacrée à l'examen de l'enoncé

des questions qui pourraient être soumises à référendum. Selon certaines informations, ce référendum pourrait se faire dès le 28 juin, peu après le retour du roi Juan Carlos de son premier voyage à l'étranger, aux États-Unis. Deux questions seraient posées aux électeurs. La première porterait sur la modification de la loi de succession abaisçant l'âge de la majorité des souverains, autorisant la succession des femmes et modifiant la composition du Conseil de réformes.

La deuxième question porterait sur l'institution d'un système parlementaire bi-caméral, avec une Chambre basse élue au suffrage universel direct et secret, dite « Congrès des députés », et une Chambre haute ou Sénat, dont la composition reste à définir.

M. Giron, président de la commission des anciens combattants de la guerre civile, qui regroupe environ 100 000 membres, est aussi le chef de file de la droite du Mouvement national (la Falange). Il avait récemment affirmé qu'il ne pouvait accepter la légalisation des partis politiques en Espagne ni la démantèlement du système franquiste.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Une conférence-débat de Mme Han Suyin sur « Le Tibet d'aujourd'hui » est organisée à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, le vendredi 23 avril, à 20 h 30, par l'Association des amitiés franco-chinoises.

## A la Mutualité

### QUAND LES ÉMIGRÉS D'U.R.S.S. JUGENT KIROUCHITCHEV

Coexistence pacifique à la Mutualité : tandis que se tenait dans la salle A, sous l'égide du P.C., un débat sur « marxisme et liberté » (voir page 10), quelques mètres plus loin, la salle C accueillait un millier de personnes, parmi lesquelles de très nombreux émigrés d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est, pour parler, sous la présidence de Pierre Emmanuel, des « droits de l'homme » et des « libertés » (voir page 10). C'est-à-dire essentiellement dans les pays communistes. Et si le P.C.F. ne fut attaqué à aucun moment, le communisme, le marxisme, voire la socialisation des moyens de production, furent très souvent pris pour cible, du moins par les créateurs de la salle.

En fait, les quatre témoins « venus du froid » représentaient des courants très divers au sein de la récente immigration soviétique. Si Mme Natalia Gorbenekskaya s'est bornée à décrire avec une étonnante simplicité son expérience de détenue psychiatrique « soignée » alternativement pour un risque potentiel de « schizophrénie torpide » et d'« affectivité amoindrie » (en réalité en raison de sa protestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie et son combat pour les droits de l'homme), si M. Nikita Krivocheine ajouta au débat de sa vie de jeune délégué de Mordovie des considérations plus générales sur l'impact de la déstalinisation dans les camps et parmi la jeunesse soviétique, le jeune Plouchitchine exposa d'emblée une philosophie beaucoup plus radicale sur le phénomène stalinien et la civilisation moderne.

A la différence de M. Krivocheine et d'un autre pensionnaire du Goulag résidant aujourd'hui à Vienne, M. Krivocheine fut extrêmement sévère pour Krouchtchev, qualifié d'« anti-stalinien stalinien », avocat d'un « stalinisme lâche et incertain » et critique en des phrases que n'aurait pas désavouées Soljenitsyne la « décomposition générale de la civilisation contemporaine ». M. Raymond Aron se dit lui-même « philosophe raisonnable, mais aussi de faire des réserves ».

## La « charrette-bis » de la Chancellerie

### Les magistrats de l'administration centrale s'adressent au garde des sceaux

Pour protester contre la « chasse aux sorcières » qu'elle a déjà consignée à la Chancellerie (Le Monde du 22 avril), l'association des magistrats de l'administration centrale du ministère de la Justice (A.M.A.C.J.), au terme de sa réunion organisée mercredi 21 avril, a écrit le même jour au garde des sceaux.

Elle énumère en premier lieu les décisions litigieuses : la mutation d'office d'un sous-directeur, M. Michel Jéol (à qui le directeur de cabinet de M. Lecanuet a indiqué que cette mutation était votée « par l'État-Majesty » en raison de ses activités politiques et syndicales, bien que sa loyauté soit jugée sans défaillance, et que son dossier, le disant permis « aux plus hautes fonctions », ajoutait qu'il

montrait une « confiance sans réserve » ; l'annulation d'une promotion pratiquement acquise (mesure visant un magistrat qui avait tenu des propos favorables à l'opposition devant des avocats) ; enfin, l'exclusion d'un magistrat de ses fonctions de représentant du ministère au Conseil d'État pour l'examen d'un texte. Ce magistrat est en poste à la direction des services judiciaires.

A la direction des affaires criminelles et des grâces, un incident avait eu lieu également après une intervention d'un président de section du Conseil d'État soutenant qu'un magistrat de cette direction avait manqué à l'obligation de discrétion.

Puis l'association des M.A.J.C. observe : « Ces décisions sont d'autant moins compréhensibles qu'aucun moment n'a été reproché une quelconque faute professionnelle aux magistrats concernés, sur lesquels sont portées, par leurs supérieurs hiérarchiques, des appréciations témoignant de leur compétence et de leur parfaite loyauté. Ces décisions ne peuvent donc s'expliquer que par la prise en considération d'opinions personnelles à caractère politique ou syndical. »

« Les décisions prises, qui sont à notre connaissance sans précédent depuis la Libération, ont à l'encontre des principes rappelés récemment par le premier ministre, selon lesquels le gouvernement ne demandait pas compte aux fonctionnaires de leurs idées. »

## COURS AZ

Méthode audiovisuelle  
196, rue Saint-Henri, Paris-1<sup>er</sup>  
Tél. 24-47 - 24-48-55  
M<sup>re</sup> Palais-Royal

**DACTYLO**  
cycles de 15 h.

(Débutants. Perfectionnement)  
Entraînement machine électrique

**STENO en 50 h.**

Système PREVOST-DELAUNAY

**LANGUES**

en laboratoire, avec professeurs.

de 8 h à 20 h les jours et samedi

## je ne veux pas bronzer idiot, je baise en Tunisie au FESTIVAL DE TABARKA.

A Tabarka, on change les vacances. Tabarka, ce n'est pas un club, c'est la vie et la fête d'un vrai village de pêcheurs tunisiens. Le festival de Tabarka vous offrira cet été en même temps que les plus grandes vedettes internationales une foule de spectacles tunisiens dont vous ne soupçonniez même pas l'existence. Il vous restera bien du temps pour les virées en mer, les balades à pied, à cheval ou à vélo dans les forêts des Kroumiries... et même pour bronzer idiot sur la grande plage de sable.

Extrait du programme du 4<sup>e</sup> festival.  
Vous aurez à choisir chaque soir parmi 3 ou 4 spectacles différents.

DES VEDETTES : Keith Jarrett, Art Blakey, Gerry Mulligan, Jo Jones, Mr. Buckner, Maxine Le Forestier, Henri Tachon, Anne Sylvestre, Paco Bonet, Myriam Makeba.

DU CINÉMA : 150 films dont un festival Lektor-Horner.

DU THEATRE ET DES BALLETS : Troupe nationale tunisienne, le Grand Magie Circus, Troupe du Kaf, El Paozi, Troupe Soudi, Ben Rachid... ballets tunisiens, Powder Theater.

DES CONCERTS : folk et musique classique.

DES ATELIERS : poterie, tissage, danse, peinture, photo...

DES SPORTS : équitation, voile...  
UN FESTIVAL ENFANTS :  
UNE UNIVERSITE D'ETE : introduction à la civilisation arabe et cours intensifs de langue arabe.

2 semaines PARIS/PARIS : 1278 F. Départ de Lyon, Toulouse et Marseille. Avion, transfert, logement, spectacles et ateliers compris.

En Belgique : Top Travel, 28 A rue du Lombard, 1000 Bruxelles, tél. 512.80.15  
En Suisse : Voyage Any Box 805, 1002 Lansanne, tél. 021.33.48.45

5<sup>e</sup> SEMAINE GRATUITE en juin et septembre, vols et équipement gratuits  
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

**GRANDES VACANCES**  
1, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup> (métro Louvre) Tél. : 260.34.35

Je désire recevoir le programme du festival de Tabarka  
Nom :  
Adresse : M.T. 3

صلى الله عليه وسلم